Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 116 del 29 aprile 1981

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 29 aprile 1981 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 20

LEGGE 10 aprile 1981, n. **157.**

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni numeri 74, 109, 129, 132, 134, 135, 136, 137, 138 e 139 dell'Organizzazione internazionale del lavoro.

LEGGE 10 aprile 1981, n. **158.**

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni numeri 92, 133 e 143 dell'Organizzazione internazionale del lavoro.

LEGGE 10 aprile 1981, n. **159.**

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni numeri 145, 146 e 147, adottate a Ginevra il 28 e 29 ottobre 1976 dalla 62ª sessione della Conferenza internazionale del lavoro.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 10 aprile 1981, n. 157.

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni numeri 74, 109, 129, 132, 134, 135, 136, 137, 138 e 139 dell'Organizzazione internazionale del lavoro.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti convenzioni internazionali del lavoro:

n. 74, concernente i certificati di attitudine di marinaio qualificato, adottata a Seattle il 29 giugno 1946;

n. 109, concernente i salari, la durata del lavoro a bordo e gli effettivi dell'equipaggio, adottata a Ginevra il 14 maggio 1958;

n. 129, concernente l'ispezione del lavoro in agricoltura, adottata a Ginevra il 25 giugno 1969;

n. 132, concernente le ferie annuali retribuite, adottata a Ginevra il 24 giugno 1970;

n. 134, concernente la prevenzione degli infortuni della gente di mare, adottata a Ginevra il 30 ottobre 1970;

n. 135, concernente la protezione dei rappresentanti dei lavoratori nell'impresa e le facilitazioni loro accordate, adottata a Ginevra il 23 giugno 1971;

n. 136, concernente la protezione contro i rischi d'intossicazione dovuti al benzene, adottata a Ginevra il 23 giugno 1971;

n. 137, concernente le ripercussioni sociali dei nuovi metodi di manutenzione nei porti, adottata a Ginevra il 25 giugno 1973;

n. 138, concernente l'età minima di ammissione al lavoro, adottata a Ginevra il 26 giugno 1973;

n. 139, concernente la prevenzione ed il controllo dei rischi professionali dovuti a sostanze e ad agenti cancerogeni, adottata a Ginevra il 24 giugno 1974.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, all'articolo 6 della convenzione n. 74, all'articolo 27 della convenzione n. 109, all'articolo 29 della convenzione n. 129, all'articolo 18 della convenzione n. 132, all'articolo 12 della convenzione n. 134, all'articolo 8 della convenzione n. 135, all'articolo 16 della convenzione n. 136, all'articolo 9 della convenzione n. 137, all'articolo 12 della convenzione n. 138 e all'articolo 8 della convenzione n. 139.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 aprile 1981

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — FOSCHI

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

CONVENTION (N. 74) CONCERNANT LES CERTIFICATS DE CAPACITÈ DE MATELOT QUALIFIÉ

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Seattle par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 6 juin 1946, en sa vingt-huitième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux certificats de capacité de matelot qualifié, question qui est comprise dans le cinquième point à l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-neuvième jour de juin mil neuf cent quarante-six, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946:

Article 1

Nul ne peut être engagé à bord d'un navire comme matelot qualifié s'il n'est considéré comme compétent, aux termes de la législation nationale, pour accomplir toute tâche dont l'exécution peut être exigée d'un membre de l'équipage affecté au service du pont (autre qu'un officier, un membre de la maistrance ou un matelot spécialisé) et s'il n'est titulaire d'un certificat de capacité de matelot qualifié délivré en conformité des dispositions des articles ci-après.

Article 2

1. L'autorité compétente prendra les dispositions nécessaires pour organiser des examens et délivrer des certificats de capacité.
2. Nul ne peut obtenir de certificat de capacité:

a) s'il n'a atteint un âge minimum qui sera fixé par l'autorité compétente;

b) s'il n'a servi à la mer, comme membre du personnel du pont, pendant une période minimum qui sera fixée par l'autorité compétente;

c) s'il n'a subi avec succès l'examen de capacité prescrit par l'autorité compétente.

3. L'âge minimum fixé par l'autorité compétente ne sera pas inférieur à dix-huit ans.

4. La période minimum de service à la mer fixée par l'autorité compétente ne sera pas inférieure à trente-six mois. Toutefois, l'autorité compétente pourra:

a) admettre, dans le cas de personnes ayant servi effectivement à la mer pendant au moins vingt-quatre mois et qui ont suivi avec des résultats satisfaisants un cours de formation professionnelle dans un établissement agréé, que le temps consacré à ladite formation, ou une partie de ce temps, soit considéré comme période de service à la mer;

b) permettre, sur leurs bonnes notes de sortie, l'octroi de certificats de matelot qualifié aux élèves de navires-écoles de mer agréés ayant servi dix-huit mois à bord de tels navires.

5. L'examen prescrit comportera une épreuve pratique des connaissances de matelotage du candidat et de son aptitude à s'acquitter d'une manière efficace de toutes les tâches qui peuvent être exigées d'un matelot qualifié, y compris la manœuvre d'embarcations de sauvetage. Ledit examen devra être suffisant pour permettre à un candidat qui en aura subi avec succès les épreuves d'obtenir le brevet spécial de «canotier breveté» prévu par l'article 22 de la convention internationale de 1929 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer ou par les dispositions correspondantes de toute convention subséquente, revisant ou remplaçant la convention susmentionnée, en vigueur dans un territoire déterminé.

Article 3

Un certificat de capacité peut être délivré à toute personne qui, à l'entrée en vigueur de la présente convention pour un territoire déterminé, remplit ou a rempli l'ensemble des fonctions de matelot qualifié ou de chef de bordée, ou une fonction équivalente.

Article 4

L'autorité compétente peut prévoir la reconnaissance des certificats de capacité délivrés dans d'autres territoires.

Article 5

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 6

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 7

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 8

1. Le Directeur du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 9

Le Directeur du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 10

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conference la question de sa revision totale ou partielle.

Article 11

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 7 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

Article 12

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa vingt-huitième session qui s'est tenue à Seattle et qui a été déclarée close le vingt-neuf juin 1946.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce trentième jour d'août 1946.

Le Président de la Conférence,
HENRY M. JACKSON

Le Directeur par intérim du Bureau international du Travail,
EDWARD J. PHELAN

Convention 109

CONVENTION CONCERNANT LES SALAIRES, LA DURÉE DU TRAVAIL A BORD ET LES EFFECTIFS (REVISÉE EN 1958).

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 29 avril 1958, en sa quarante et unième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la revision générale de la convention sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (revisée), 1949, question qui constitue le deuxième point à l'ordre du jour de la session,

Considérant que ces propositions devraient prendre la forme d'une convention internationale,

adopte, ce quatorzième jour de mai mil neuf cent cinquante-huit, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (revisée), 1958 :

PARTIE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Rien dans la présente convention ne porte atteinte aux dispositions concernant les salaires, la durée du travail à bord des navires ou les effectifs prévues par loi, sentence, coutume ou accord passé entre armateurs et gens de mer, qui assurent aux gens de mer des conditions plus favorables que celles prévues par ladite convention.

Article 2

1. La présente convention s'applique à tout navire, de propriété publique ou privée, qui est :

a) à propulsion mécanique ;

b) immatriculé dans un territoire pour lequel la présente convention est en vigueur ;

c) affecté pour des fins commerciales au transport de marchandises ou de passagers ;

d) affecté à un voyage en mer.

2. La présente convention ne s'applique pas :

a) aux bateaux d'une jauge brute enregistrée inférieure à 500 tonneaux ;

b) aux bateaux en bois de construction primitive, tels que des dhows ou des jonques ;

c) aux navires affectés à la pêche ou à des opérations qui s'y rattachent directement ;

d) aux embarcations naviguant dans les eaux d'un estuaire.

Article 3

La présente convention s'applique à toutes les personnes qui sont employées dans une fonction quelconque à bord d'un navire, à l'exception :

a) du capitaine ;

b) du pilote qui n'est pas membre de l'équipage ;

c) du médecin ;

d) du personnel infirmier ou hospitalier exclusivement employé à des travaux d'infirmerie ;

e) de l'aumônier ;

f) des personnes remplissant exclusivement des fonctions éducatives ;

g) des musiciens ;

h) des personnes dont le service concerne la cargaison à bord ;

i) des personnes travaillant exclusivement pour leur propre compte ou rémunérées exclusivement à la part ;

j) des personnes non rémunérées pour leurs services ou rémunérées uniquement par un salaire ou traitement nominal ;

k) des personnes employées à bord par un employeur autre que l'armateur, à l'exception de celles au service d'une entreprise de radiotélégraphie ;

l) des dockers itinérants qui ne sont pas membres de l'équipage ;

m) des personnes à bord, soit de navires affectés à la chasse à la baleine, soit d'usines flottantes, soit de navires affectés aux transports y relatifs, ou employées à un autre titre pour les fins de la chasse à la baleine ou d'opérations similaires, dans les conditions régies par la législation nationale ou les dispositions d'une convention collective spéciale pour baleiniers ou d'une convention analogue conclue par une organisation de gens de mer et déterminant la durée du travail ainsi que les autres conditions de service ;

n) des personnes qui ne sont pas membres de l'équipage (qu'elles soient ou non sur le rôle) mais qui sont employées pendant que le navire est au port à des travaux de réparation, nettoyage, chargement ou déchargement de navires ou à des travaux similaires ou à des fonctions de relève, d'entretien, de surveillance ou de garde.

Article 4

Dans la présente convention :

a) le terme « officier » désigne toute personne, à l'exception des capitaines, qui est portée comme officier sur le rôle de l'équipage ou qui remplit une fonction que la législation nationale, une convention collective ou la coutume reconnaissent comme étant de la compétence d'un officier ;

b) le terme « personnel subalterne » désigne tous les membres de l'équipage autres que les capitaines et les officiers et comprend les matelots munis d'un certificat ;

c) le terme « matelot qualifié » désigne toute personne qui, en conformité de la législation nationale, ou, en l'absence d'une telle législation, par convention collective, est censée posséder la compétence professionnelle nécessaire pour remplir toute tâche dont l'exécution peut être exigée d'un membre du personnel subalterne affecté au service du pont autre que celle d'un membre du personnel subalterne dirigeant ou spécialisé ;

d) le terme « salaire ou solde de base » désigne la rémunération en espèces d'un officier ou d'un membre du personnel subalterne, à l'exclusion du coût de la nourriture, de la rémunération du travail supplémentaire, des primes ou autres allocations en espèces ou en nature.

Article 5

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration annexée à sa ratification, exclure de celle-ci la partie II de la convention.

2. Sous réserve des termes d'une telle déclaration, les dispositions de la partie II de la convention auront le même effet que les autres dispositions de la convention.

3. Tout Membre qui fait une telle déclaration fournira également des informations indiquant le salaire ou la solde de base, pour un mois civil de service, d'un matelot qualifié employé à bord d'un navire auquel la convention s'applique.

4. Tout Membre qui fait une telle déclaration peut ultérieurement, par une nouvelle déclaration, notifier au Directeur général qu'il accepte la partie II ; à partir de la date d'enregistrement par le Directeur général d'une telle notification, les dispositions de la partie II deviendront applicables au Membre en question.

5. Tant qu'une déclaration faite conformément aux termes du paragraphe 1 du présent article demeure en vigueur en ce qui concerne la partie II, le Membre peut déclarer qu'il a l'intention d'accepter cette partie comme ayant la valeur d'une recommandation.

PARTIE II. SALAIRES

Article 6

1. Le salaire ou la solde de base, pour un mois civil de service, d'un matelot qualifié employé à bord d'un navire auquel s'applique la présente convention ne pourront pas être inférieurs à seize livres, en monnaie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ou à soixante-quatre dollars, en monnaie des Etats-Unis d'Amérique, ou à une somme équivalente, en monnaie d'un autre pays.

2. En ce qui concerne tout changement de la valeur au pair de la livre ou du dollar qui a été notifié au Fonds monétaire international depuis le 29 juin 1946, ou dans le cas de tout changement ultérieur de cette nature qui serait notifié après l'adoption de la présente convention :

a) le salaire minimum de base prescrit dans le paragraphe 1 du présent article en fonction de la monnaie pour laquelle une telle notification a été faite sera ajusté de manière à maintenir l'équivalence avec l'autre monnaie ;

b) l'ajustement sera notifié par le Directeur général du Bureau international du Travail aux Membres de l'Organisation internationale du Travail ;

c) le salaire minimum de base ainsi ajusté sera obligatoire pour les Membres qui ont ratifié la convention de la même manière que le salaire prescrit dans le paragraphe 1 du présent article, et prendra effet pour chacun de ces Membres au plus tard au début du deuxième mois civil suivant le mois au cours duquel le Directeur général communique le changement aux Membres.

Article 7

1. Dans le cas de navires où sont employés des groupes de personnel subalterne nécessitant l'embarquement d'un effectif plus important que celui qui eût été utilisé autrement, le salaire ou la solde de base minimum d'un matelot qualifié seront ajustés de façon qu'ils correspondent au salaire ou à la solde de base minimum tels qu'ils sont fixés à l'article précédent.

2. Cette équivalence sera établie conformément au principe « à travail égal, salaire égal » et il sera tenu dûment compte :

a) du nombre supplémentaire de membres du personnel subalterne de ces groupes qui sont employés ;

b) de l'augmentation ou de la diminution des charges de l'armateur du fait de l'emploi de ces groupes de personnes.

3. Le salaire correspondant sera fixé par la voie de conventions collectives passées entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées ou, en l'absence de telles conventions collectives et sous réserve de la ratification de la présente convention par les deux pays intéressés, par l'autorité compétente du territoire du groupe des gens de mer dont il s'agit.

Article 8

Au cas où la nourriture ne serait pas fournie gratuitement, le salaire ou la solde de base minimum seront majorés d'une somme qui sera fixée par convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées ou, à défaut, par l'autorité compétente.

Article 9

1. Le taux à utiliser pour déterminer l'équivalent, en une autre monnaie, du salaire ou de la solde de base prévus à l'article 6 sera le rapport entre la valeur au pair de cette monnaie et la valeur au pair de la livre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

2. Dans le cas de la monnaie d'un Membre de l'Organisation internationale du Travail qui est membre du Fonds monétaire international, la valeur au pair sera la valeur couramment en vigueur en vertu du statut du Fonds monétaire international.

3. Dans le cas de la monnaie d'un Membre de l'Organisation internationale du Travail qui n'est pas membre du Fonds monétaire international, la valeur au pair sera le taux officiel de change, en fonction de l'or ou du dollar des Etats-Unis d'Amérique ayant le poids et le titre en vigueur au 1er juillet 1944, et couramment utilisé pour les paiements et transferts dans les transactions internationales courantes.

4. Dans le cas d'une monnaie à laquelle ne sont pas applicables les dispositions de l'un ou l'autre des deux paragraphes précédents :

a) le taux à adopter aux fins du présent article sera fixé par le Membre de l'Organisation internationale du Travail intéressé ;

b) le Membre intéressé communiquera sa décision au Directeur général du Bureau international du Travail, qui en informera immédiatement les autres Membres ayant ratifié la présente convention ;

c) au cours d'une période de six mois à partir de la date à laquelle cette information sera communiquée par le Directeur général, tout autre Membre ayant ratifié la convention pourra informer le Directeur général du Bureau international du Travail qu'il formule des objections contre cette décision ; dans ce cas, le Directeur général en informera le Membre intéressé et les autres Membres ayant ratifié la convention et il soumettra la question au comité prévu à l'article 22 ;

d) les présentes dispositions s'appliqueront dans l'éventualité d'un changement de la décision du Membre intéressé.

5. Toute modification au salaire ou à la solde de base résultant d'un changement du taux utilisé pour déterminer l'équivalent dans une autre monnaie prendra effet, au plus tard, au début du deuxième mois civil suivant le mois au cours duquel est entré en vigueur le changement apporté au rapport entre les valeurs au pair des monnaies en question.

Article 10

Tout Membre devra prendre les mesures nécessaires :

a) pour assurer, au moyen d'un système de contrôle et de sanctions, que les rémunérations versées ne sont pas inférieures aux taux fixés par la présente convention ;

b) pour assurer que toute personne qui a été rémunérée à un taux inférieur au taux conforme aux dispositions de la présente convention puisse recouvrer, par une procédure expéditive et peu onéreuse, soit par voie judiciaire, soit par toute autre voie légale, le montant de la somme qui lui reste due.

PARTIE III. DURÉE DU TRAVAIL A BORD DES NAVIRES

Article 11

Cette partie de la présente convention ne s'applique pas :

a) au second capitaine ou au chef mécanicien ;

b) au commissaire ;

c) à tout autre officier chef de service qui ne prend pas le quart ;

d) à toute personne employée aux écritures ou appartenant au service général qui :

i) soit sert dans un grade supérieur défini par une convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées ;

ii) soit travaille principalement pour son propre compte ;

iii) soit est rémunérée uniquement à la commission ou principalement à la part.

Article 12

Dans cette partie de la présente convention :

a) le terme « navire affecté à la petite navigation » désigne tout navire exclusivement affecté à des voyages au cours desquels il n'est pas plus éloigné des pays d'où il part que les ports rapprochés des pays avoisinants, dans des limites géographiques qui :

i) sont nettement définies par la législation nationale ou par une convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer ;

ii) sont uniformes, en ce qui concerne l'application de toutes les dispositions de cette partie de la présente convention ;

iii) ont été notifiées par le Membre intéressé, au moment de l'enregistrement de sa ratification, par une déclaration annexée à ladite ratification ;

iv) ont été fixées après consultation avec les autres Membres intéressés ;

b) le terme « navire affecté à la grande navigation » désigne tout navire autre qu'un navire affecté à la petite navigation ;

c) le terme « navire à passagers » désigne tout navire ayant une licence lui permettant de transporter plus de douze passagers ;

d) le terme « durée du travail » désigne le temps pendant lequel un membre de l'équipage est tenu, en vertu de l'ordre d'un supérieur, d'effectuer un travail pour le navire ou pour l'armateur.

Article 13

1. Le présent article s'applique aux officiers et aux membres du personnel subalterne employés aux services du pont, de la machine et de la radiotélégraphie à bord d'un navire affecté à la petite navigation.

2. La durée normale du travail d'un officier ou d'un membre du personnel subalterne ne doit pas excéder :

a) lorsque le navire est en mer, vingt-quatre heures pour toute période de deux jours consécutifs ;

b) lorsque le navire est au port :

i) le jour de repos hebdomadaire : le temps nécessaire à l'exécution des travaux courants ou de propreté, à concurrence de deux heures ;

ii) les autres jours : huit heures, à moins qu'une convention collective ne prévoie une durée de travail inférieure ;

c) cent douze heures pour toute période de deux semaines consécutives.

3. Toute heure de travail effectuée en dépassement des limites prévues aux alinéas *a)* et *b)* du paragraphe 2 sera considérée comme heure supplémentaire, pour laquelle l'intéressé aura droit à une compensation conformément aux dispositions de l'article 18 de la présente convention.

4. Si le nombre total d'heures de travail effectuées dans une période de deux semaines consécutives, à l'exclusion des heures considérées comme heures supplémentaires, dépasse cent douze, l'officier ou le marin intéressé aura droit à une compensation sous forme d'une exemption de service et de présence accordée dans un port, ou sous toute autre forme selon ce qui sera déterminé par convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées.

5. La législation nationale ou les conventions collectives détermineront les cas dans lesquels un navire doit être considéré comme étant en mer et les cas dans lesquels il doit être considéré comme étant au port aux fins du présent article.

Article 14

1. Le présent article s'applique aux officiers et aux membres du personnel subalterne employés aux services du pont, de la machine et de la radiotélégraphie à bord d'un navire affecté à la grande navigation.

2. Lorsque le navire est en mer et les jours d'arrivée et de départ, la durée normale du travail d'un officier ou d'un membre du personnel subalterne ne doit pas excéder huit heures par jour.

3. Lorsque le navire est au port, la durée normale du travail d'un officier ou d'un membre du personnel subalterne ne doit pas excéder :

a) le jour du repos hebdomadaire : le temps nécessaire à l'exécution des travaux courants ou de propreté, à concurrence de deux heures ;

b) les autres jours : huit heures, à moins qu'une convention collective ne prévoie une durée de travail inférieure.

4. Toute heure de travail effectuée en dépassement des limites journalières prévues aux paragraphes précédents sera considérée comme heure supplémentaire, pour laquelle l'intéressé aura droit à une compensation conformément aux dispositions de l'article 18 de la présente convention.

5. Si le nombre total d'heures de travail effectuées, à l'exclusion des heures considérées comme heures supplémentaires, dépasse quarante-huit au cours d'une période d'une semaine, l'intéressé aura droit à une compensation sous forme de périodes d'exemption de service et de présence accordée dans un port, ou sous toute autre forme, selon ce qui sera déterminé par convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées.

6. La législation nationale et les conventions collectives détermineront les cas dans lesquels un navire doit être considéré comme étant en mer et les cas dans lesquels il doit être considéré comme étant au port aux fins du présent article.

Article 15

1. Le présent article s'applique aux agents du service général.

2. Dans le cas d'un navire à passagers, la durée normale du travail ne doit pas excéder :

a) lorsque le navire est en mer, et les jours d'arrivée et de départ : dix heures au cours d'une période de quatorze heures ;

b) lorsque le navire est au port :

i) lorsque des passagers sont à bord : dix heures au cours d'une période de quatorze heures ;

ii) dans les autres cas :

le jour précédant le jour du repos hebdomadaire : cinq heures ;

le jour du repos hebdomadaire : cinq heures pour les personnes employées à la cuisine et au service de table, et, pour les autres personnes, le temps nécessaire à l'exécution des travaux courants ou de propreté, à concurrence de deux heures au maximum ;

les autres jours : huit heures.

3. Dans le cas d'un navire autre qu'un navire à passagers, la durée normale du travail ne doit pas excéder :

a) lorsque le navire est en mer et les jours d'arrivée et de départ : neuf heures au cours d'une période de treize heures ;

b) lorsque le navire est au port :

le jour du repos hebdomadaire : cinq heures ;

le jour précédant le jour du repos hebdomadaire : six heures ;

les autres jours : huit heures au cours d'une période de douze heures.

4. Si le nombre total d'heures de travail effectuées dépasse cent douze au cours d'une période de deux semaines consécutives, l'intéressé aura droit à une compensation sous forme de périodes d'exemption de service et de présence accordée dans un port, ou sous toute autre forme, selon ce qui sera déterminé par convention collective passée entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées.

5. La législation nationale ou les conventions collectives passées entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées pourront prévoir des modalités particulières pour la réglementation de la durée du travail des veilleurs de nuit.

Article 16

1. Le présent article s'applique aux officiers et membres du personnel subalterne employés à bord de navires de commerce affectés à la petite ou à la grande navigation.

2. L'exemption de service et de présence accordée dans un port doit faire l'objet de négociations entre les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées, étant entendu que les officiers et le personnel subalterne bénéficieront au port de l'exemption la plus large qui soit réalisable et que cette exemption ne sera pas comptée comme congé.

Article 17

1. L'autorité compétente peut exempter de l'application de la présente partie de la convention tous officiers qui n'en sont pas déjà exclus en vertu de l'article 11, sous réserve des conditions suivantes :

a) les officiers doivent avoir droit en vertu de conventions collectives à des conditions d'emploi dont l'autorité compétente certifie qu'elles constituent une pleine compensation pour la non-application de cette partie de la convention ;

b) la convention collective doit avoir été conclue à l'origine avant le 30 juin 1946 et la convention être encore en vigueur, soit directement, soit par voie de renouvellement.

2. Tout Membre qui invoque les dispositions du paragraphe 1 soumettra au Directeur général du Bureau international du Travail des renseignements complets sur toute convention collective de cet ordre et le Directeur général soumettra un résumé des informations qu'il aura reçues au comité mentionné à l'article 22.

3. Ledit comité examinera si les conventions collectives au sujet desquelles il sera saisi d'un rapport prévoient des conditions d'emploi qui constituent une pleine compensation pour la non-application de cette partie de la convention. Tout Membre qui aura ratifié la convention s'engage à tenir compte de toute observation ou suggestion faite par le comité concernant de telles conventions collectives ; il s'engage, en outre, à porter ces observations ou suggestions à la connaissance des organisations d'armateurs ou d'officiers parties à de telles conventions collectives.

Article 18

1. Le taux ou les taux de compensation pour les heures supplémentaires seront prescrits par la législation nationale ou déterminés par convention collective, mais dans tous les cas le taux horaire de paiement des heures supplémentaires comportera une majoration d'au moins vingt-cinq pour cent par rapport au taux horaire du salaire ou de la solde de base.

2. Les conventions collectives pourront prévoir au lieu d'un paiement en espèces une compensation qui consistera en une exemption correspondante de service et de présence à bord ou en une compensation de toute autre forme.

Article 19

1. Le recours continu aux heures supplémentaires sera évité dans toute la mesure du possible.

2. Le temps nécessaire à l'exécution des travaux suivants ne sera pas compris dans la durée normale du travail ni considéré comme heures supplémentaires, aux fins de cette partie de la présente convention :

a) les travaux que le capitaine estime nécessaires et urgents en vue de sauvegarder la sécurité du navire, de la cargaison ou des personnes embarquées ;

b) les travaux requis par le capitaine en vue de porter secours à d'autres navires ou à d'autres personnes en détresse ;

c) les appels, exercices d'incendie ou d'embarcations et exercices similaires du genre de ceux que prescrira la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer en vigueur à l'époque ;

d) les travaux supplémentaires requis par des formalités douanières, la quarantaine ou d'autres formalités sanitaires ;

e) les travaux normaux et indispensables auxquels doivent procéder les officiers pour la détermination de la position du navire et pour les observations météorologiques ;

f) le temps supplémentaire qu'exige la relève normale des quarts.

3. Rien dans la présente convention ne sera interprété comme affaiblissant le droit et l'obligation du capitaine d'un navire d'exiger des travaux qui lui paraissent nécessaires à la sécurité et à la bonne marche du navire, ni l'obligation d'un officier ou d'un membre du personnel de procéder à de tels travaux.

Article 20

1. Aucun membre du personnel âgé de moins de seize ans ne peut travailler de nuit.

2. Aux fins du présent article, le terme « nuit » signifie au moins neuf heures consécutives comprises dans une période commençant avant minuit et finissant après minuit et qui sera déterminée par la législation nationale ou par conventions collectives.

PARTIE IV. EFFECTIFS

Article 21

1. Tout navire auquel s'applique la présente convention doit avoir à bord un équipage suffisant en nombre et qualité pour :

a) assurer la sécurité de la vie humaine en mer ;

b) donner effet aux dispositions de la partie III de la présente convention ;

c) éviter tout surmenage de l'équipage et supprimer ou restreindre autant que possible les heures supplémentaires.

2. Tout Membre s'engage à instituer, ou à s'assurer qu'il existe dans son territoire un mécanisme efficace pour instruire ou régler toute plainte ou tout conflit relatif aux effectifs d'un navire.

3. Des représentants des organisations d'armateurs et de gens de mer participeront, avec ou sans le concours d'autres personnes ou autorités, au fonctionnement de ce mécanisme.

PARTIE V. APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 22

1. Effet peut être donné à la présente convention au moyen : *a)* de la législation ; *b)* de conventions collectives passées entre armateurs et gens de mer (sauf en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 21) ; *c)* d'une combinaison de la législation et des conventions collectives passées entre armateurs et gens de mer. Sauf disposition contraire de la présente convention, celle-ci s'appliquera à tout navire immatriculé dans le territoire d'un Membre qui aura ratifié la convention et à toute personne employée à bord du navire.

2. Lorsqu'il sera donné effet à toute disposition de la présente convention au moyen d'une convention collective, conformément au paragraphe 1 du présent article, le Membre, nonobstant les dispositions prévues à l'article 10 de la présente convention, ne sera pas tenu de prendre des mesures conformément à l'article 10 de la présente convention en ce qui concerne les dispositions de la convention qui auront été mises en vigueur par convention collective.

3. Tout Membre qui aura ratifié la convention fournira au Directeur général du Bureau international du Travail des informations sur les mesures en vertu desquelles la convention est appliquée, et notamment des précisions sur toutes conventions collectives en vigueur qui font porter effet à telle ou telle disposition de la convention.

4. Tout Membre qui aura ratifié la convention s'engage à participer, au moyen d'une délégation tripartite, à tout comité représentant les gouvernements, les organisations d'armateurs et de gens de mer, et auquel des représentants de la Commission paritaire maritime du Bureau international du Travail assistent à titre consultatif, qui serait institué aux fins d'examiner les mesures prises pour donner effet à la convention.

5. Le Directeur général soumettra audit comité un résumé des informations qu'il aura reçues en exécution du paragraphe 3 ci-dessus.

6. Le comité examinera si les conventions collectives, au sujet desquelles il sera saisi d'un rapport, font porter pleinement effet aux dispositions de la convention. Tout Membre qui aura ratifié la présente convention s'engage à tenir compte de toute observation ou suggestion concernant l'application de la convention faite par le comité ; il s'engage, en outre, à porter à la connaissance des organisations d'armateurs et de gens de mer parties à une convention collective visée au paragraphe 1 toute observation ou suggestion du comité susmentionné quant à l'efficacité de cette convention collective pour donner effet aux dispositions de la convention.

Article 23

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à en appliquer les dispositions aux navires immatriculés dans son territoire et, sauf dans les cas de mise à exécution au moyen de conventions collectives, à instituer une législation qui :

a) déterminera les responsabilités respectives de l'armateur et du capitaine à l'égard de la convention ;

b) prescrira des sanctions appropriées pour toute violation des dispositions de la convention ;

c) établira en vue de l'application de la partie IV de la présente convention un système de contrôle officiel approprié ;

d) exigera, pour l'application de la partie III de la présente convention, le relevé, d'une part, des heures de travail effectuées, d'autre part, des compensations accordées pour les heures supplémentaires et de dépassement ;

e) assurera aux gens de mer les mêmes moyens de recouvrement des rémunérations qui leur sont dues en compensation des heures supplémentaires et de dépassement que ceux dont ils disposent déjà pour le recouvrement des autres arrérages de salaires.

2. Les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées seront, dans toute la mesure du possible, consultées pour l'élaboration de toute mesure d'ordre législatif ou réglementaire tendant à faire porter effet aux dispositions de la présente convention.

Article 24

En vue d'établir une assistance réciproque pour l'application de la présente convention, chacun des Membres qui l'aura ratifiée s'engage à prescrire à l'autorité compétente dans tout port situé sur son territoire de signaler à l'autorité consulaire ou à toute autre autorité qualifiée d'un autre Membre ayant ratifié, tout cas, venu à sa connaissance, de non-observation des dispositions de ladite convention à bord d'un navire immatriculé dans le territoire de cet autre Membre.

PARTIE VI. DISPOSITIONS FINALES

Article 25

1. La présente convention revise les conventions de 1946 et de 1949 sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs.

2. Aux fins de l'article 28 de la convention sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936, la présente convention doit également être considérée comme une convention revisant la susdite convention.

Article 26

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 27

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont les ratifications auront été enregistrées par le Directeur général.

2. Son entrée en vigueur initiale aura lieu six mois après la date à laquelle les conditions suivantes auront été remplies :

a) les ratifications de neuf des Membres suivants ont été enregistrées : République fédérale d'Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Inde, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Turquie, Union des républiques soviétiques socialistes, Yougoslavie ;

b) au moins cinq des Membres dont les ratifications ont été enregistrées possèdent chacun, à la date de leur enregistrement, une flotte marchande dont le tonnage brut sera égal ou supérieur à un million de tonneaux enregistrés ;

c) l'ensemble du tonnage de la flotte marchande que posséderont, au moment de l'enregistrement, les Membres dont les ratifications ont été enregistrées est égal ou supérieur à quinze millions de tonneaux de jauge brute enregistrés.

3. Les dispositions qui précèdent ont été adoptées en vue de faciliter, encourager et hâter la ratification de la présente convention par les Etats Membres.

4. Après son entrée en vigueur initiale, la présente convention entrera en vigueur pour chaque Membre six mois après la date à laquelle sa ratification aura été enregistrée.

Article 28

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de cinq années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de cinq années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de cinq années dans les conditions prévues au présent article.

Article 29

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la dernière ratification nécessaire à l'entrée en vigueur de la convention, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 30

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qu'il aura enregistrées conformément aux articles précédents.

Article 31

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Article 32

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 28 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

Article 33

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quarante et unième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 14 mai 1958.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-huitième jour de mai 1958 :

Le Président de la Conférence,

ICHIRO KAWASAKI.

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

DAVID A. MORSE.

Convention 129

CONVENTION CONCERNANT L'INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 4 juin 1969, en sa cinquante-troisième session ;

Notant les termes des conventions internationales du travail existantes concernant l'inspection du travail, telles que la convention sur l'inspection du travail, 1947, qui s'applique à l'industrie et au commerce, et la convention sur les plantations, 1958, qui s'applique à un type particulier d'entreprises agricoles ;

Considérant qu'il est souhaitable d'adopter à présent des normes internationales sur l'inspection du travail dans l'agriculture en général ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'inspection du travail dans l'agriculture, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent soixante-neuf, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 :

Article 1

1. Aux fins de la présente convention, les termes « entreprise agricole » désignent les entreprises ou parties d'entreprises ayant pour objet la culture, l'élevage, la sylviculture, l'horticulture, la transformation primaire des produits agricoles par l'exploitant, ou toutes autres formes d'activité agricole.

2. Lorsqu'il sera nécessaire, l'autorité compétente déterminera, après consultation des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, s'il en existe, la ligne de démarcation entre l'agriculture, d'une part, et l'industrie et le commerce, d'autre part, de telle sorte qu'aucune entreprise agricole n'échappe au système national d'inspection du travail.

3. Dans tous les cas où il n'apparaît pas certain que la convention s'applique à une entreprise ou partie d'entreprise, la question sera tranchée par l'autorité compétente.

Article 2

Dans la présente convention, les termes « dispositions légales » comprennent, outre la législation, les sentences arbitrales et les contrats collectifs ayant force de loi et dont les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'application.

Article 3

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail pour lequel la présente convention est en vigueur doit avoir un système d'inspection du travail dans l'agriculture.

Article 4

Le système d'inspection du travail dans l'agriculture s'appliquera aux entreprises agricoles dans lesquelles sont occupés des travailleurs salariés ou des apprentis, quels que soient leur mode de rémunération et le type, la forme ou la durée de leur contrat.

Article 5

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration accompagnant sa ratification, s'engager à étendre son système d'inspection du travail dans l'agriculture à une ou plusieurs des catégories suivantes de personnes travaillant dans des entreprises agricoles :

a) fermiers n'employant pas de main-d'œuvre extérieure, métayers et catégories analogues de travailleurs agricoles ;

b) personnes associées à la gestion d'une entreprise collective, telles que les membres d'une coopérative ;

c) membres de la famille de l'exploitant tels que définis par la législation nationale.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention pourra par la suite communiquer au Directeur général du Bureau international du Travail une déclaration par laquelle il s'engage à étendre son système d'inspection du travail dans l'agriculture à une ou plusieurs des catégories de personnes énumérées au paragraphe précédent qui n'auraient pas déjà été mentionnées dans une déclaration antérieure.

3. Tout Membre ayant ratifié la présente convention devra indiquer, dans les rapports qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, dans quelle mesure il a donné suite ou se propose de donner suite aux dispositions de la convention en ce qui concerne celles des catégories de personnes énumérées au paragraphe 1 ci-dessus qui n'auraient pas fait l'objet de telles déclarations.

Article 6

1. Le système d'inspection du travail dans l'agriculture sera chargé :

a) d'assurer l'application des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession, telles que les dispositions concernant la durée du travail, les salaires, le repos hebdomadaire et les congés, la sécurité, l'hygiène et le bien-être, l'emploi des femmes, des enfants et des adolescents, et d'autres matières connexes, dans la mesure où les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'application desdites dispositions ;

b) de fournir des informations et des conseils techniques aux employeurs et aux travailleurs sur les moyens les plus efficaces d'observer les dispositions légales ;

c) de porter à l'attention de l'autorité compétente les défectuosités ou les abus qui ne sont pas spécifiquement couverts par les dispositions légales existantes et de lui soumettre des propositions sur l'amélioration de la législation.

2. La législation nationale peut confier aux inspecteurs du travail dans l'agriculture des fonctions d'assistance ou de contrôle portant sur l'application de dispositions légales relatives aux conditions de vie des travailleurs et de leur famille.

3. Si d'autres fonctions sont confiées aux inspecteurs du travail dans l'agriculture, celles-ci ne doivent pas faire obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales ni porter préjudice d'une manière quelconque à l'autorité ou à l'impartialité nécessaires aux inspecteurs dans leurs relations avec les employeurs et les travailleurs.

Article 7

1. Pour autant que cela est compatible avec la pratique administrative du Membre, l'inspection du travail dans l'agriculture sera placée sous la surveillance et le contrôle d'un organe central.

2. S'il s'agit d'un Etat fédératif, l'expression « organe central » peut désigner un organe central établi soit au niveau fédéral, soit au niveau d'une entité constituante fédérée.

3. L'inspection du travail dans l'agriculture pourra être assurée par exemple :

a) par un organe unique d'inspection du travail, compétent pour toutes les branches de l'activité économique ;

b) par un organe unique d'inspection du travail, comportant une spécialisation fonctionnelle assurée par la formation adéquate des inspecteurs chargés d'exercer leurs fonctions dans l'agriculture ;

c) par un organe unique d'inspection du travail, comportant une spécialisation institutionnelle assurée par la création d'un service techniquement qualifié dont les agents exerceraient leurs fonctions dans l'agriculture ;

d) par une inspection spécialisée, chargée d'exercer ses fonctions dans l'agriculture, mais dont l'activité serait placée sous la surveillance d'un organe central doté des mêmes prérogatives, en matière d'inspection du travail, dans d'autres branches de l'activité économique, telles que l'industrie, les transports et le commerce.

Article 8

1. Le personnel de l'inspection du travail dans l'agriculture doit être composé de fonctionnaires publics dont le statut et les conditions de service leur assurent la stabilité dans leur emploi et les rendent indépendants de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure indue.

2. Lorsque cela est conforme à la législation ou à la pratique nationales, les Membres ont la faculté d'inclure dans leur système d'inspection du travail dans l'agriculture des agents ou représentants des organisations professionnelles, dont l'action compléterait celle des fonctionnaires publics ; ces agents ou représentants doivent bénéficier de garanties quant à la stabilité de leurs fonctions et être à l'abri de toute influence extérieure indue.

Article 9

1. Sous réserve des conditions auxquelles la législation nationale soumettrait le recrutement des agents de la fonction publique, les inspecteurs du travail dans l'agriculture seront recrutés uniquement sur la base de l'aptitude des candidats à remplir les tâches qu'ils ont à assumer.

2. Les moyens de vérifier cette aptitude doivent être déterminés par l'autorité compétente.

3. Les inspecteurs du travail dans l'agriculture doivent recevoir une formation adéquate pour l'exercice de leurs fonctions, et des mesures seront prises pour assurer, de manière appropriée, leur perfectionnement en cours d'emploi.

Article 10

Les femmes, aussi bien que les hommes, peuvent être désignées comme membres du personnel des services d'inspection du travail dans l'agriculture ; si besoin est, des tâches spéciales pourront être assignées aux inspecteurs ou aux inspectrices, respectivement.

Article 11

Tout Membre doit prendre les mesures nécessaires pour assurer que des experts et techniciens dûment qualifiés et pouvant apporter leur concours à la solution des problèmes nécessitant des connaissances techniques collaborent au fonctionnement de l'inspection du travail dans l'agriculture, selon les méthodes jugées les plus appropriées aux conditions nationales.

Article 12

1. L'autorité compétente doit prendre les mesures appropriées pour favoriser une coopération effective entre les services d'inspection du travail dans l'agriculture

et les services gouvernementaux ou institutions publiques ou agréées qui peuvent être appelés à exercer des activités analogues.

2. Si les circonstances l'exigent, l'autorité compétente peut confier, à titre auxiliaire, certaines fonctions d'inspection, au niveau régional ou local, à des services gouvernementaux appropriés ou à des institutions publiques, ou associer auxdites fonctions de tels services ou institutions, pour autant que l'application des principes prévus par la présente convention n'en soit pas affectée.

Article 13

L'autorité compétente doit prendre les mesures appropriées pour favoriser la collaboration entre les fonctionnaires de l'inspection du travail dans l'agriculture, les employeurs et les travailleurs, ou leurs organisations, s'il en existe.

Article 14

Des dispositions doivent être prises afin que le nombre des inspecteurs du travail dans l'agriculture soit suffisant pour permettre d'assurer l'exercice efficace des fonctions du service d'inspection et soit fixé compte tenu :

a) de l'importance des tâches à accomplir et, notamment :
   i) du nombre, de la nature, de l'importance et de la situation des entreprises agricoles assujetties au contrôle de l'inspection ;
   ii) du nombre et de la diversité des catégories de personnes qui sont occupées dans ces entreprises ;
   iii) du nombre et de la complexité des dispositions légales dont l'application doit être assurée ;

b) des moyens matériels d'exécution mis à la disposition des inspecteurs ;

c) des conditions pratiques dans lesquelles les visites doivent être effectuées pour être efficaces.

Article 15

1. L'autorité compétente doit prendre les mesures nécessaires en vue de mettre à la disposition des inspecteurs du travail dans l'agriculture :

a) des bureaux d'inspection locaux aménagés de façon appropriée aux besoins du service, accessibles, dans la mesure du possible, à tous intéressés, et situés en des lieux choisis en fonction de la situation géographique des entreprises agricoles et des facilités de communication existantes ;

b) les facilités de transport nécessaires à l'exercice de leurs fonctions lorsqu'il n'existe pas de facilités de transport public appropriées.

2. L'autorité compétente doit prendre les mesures nécessaires en vue du remboursement aux inspecteurs du travail dans l'agriculture de tous frais de déplacement et de toutes dépenses accessoires nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Article 16

1. Les inspecteurs du travail dans l'agriculture, munis de pièces justificatives de leurs fonctions, doivent être autorisés :

a) à pénétrer librement, sans avertissement préalable, à toute heure du jour et de la nuit, sur les lieux de travail assujettis au contrôle de l'inspection ;

b) à pénétrer de jour dans tous les locaux qu'ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer être assujettis au contrôle de l'inspection ;

c) à procéder à tous examens, contrôles ou enquêtes jugés nécessaires pour s'assurer que les dispositions légales sont effectivement observées et, notamment :
   i) à interroger, soit seuls, soit en présence de témoins, l'employeur, le personnel de l'entreprise ou toute autre personne se trouvant dans l'exploitation, sur toutes les matières relatives à l'application des dispositions légales ;

ii) à demander, selon des modalités qui pourraient être définies par la législation nationale, communication de tous livres, registres et autres documents dont la tenue est prescrite par la législation relative aux conditions de travail et de vie, en vue d'en vérifier la conformité avec les dispositions légales et de les copier ou d'en établir des extraits ;

iii) à prélever et à emporter aux fins d'analyse des échantillons des produits, matières et substances utilisés ou manipulés, pourvu que l'employeur ou son représentant soit averti que des produits, matières ou substances ont été prélevés et emportés à cette fin.

2. Les inspecteurs ne peuvent pas pénétrer, en vertu des alinéas *a)* ou *b)* du paragraphe précédent, dans l'habitation privée de l'exploitant d'une entreprise agricole, à moins qu'ils n'aient obtenu son accord ou qu'ils ne soient munis d'une autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente.

3. Les inspecteurs doivent, à l'occasion d'une visite d'inspection, informer de leur présence l'employeur ou son représentant ainsi que les travailleurs ou leurs représentants, à moins qu'ils n'estiment qu'un tel avis risque de porter préjudice à l'efficacité du contrôle.

Article 17

Les services d'inspection du travail dans l'agriculture doivent être associés, dans les cas et dans les conditions prévus par l'autorité compétente, au contrôle préventif des nouvelles installations, des nouvelles substances et des nouveaux procédés de manipulation ou de transformation des produits, qui seraient susceptibles de constituer une menace à la santé ou à la sécurité.

Article 18

1. Les inspecteurs du travail dans l'agriculture doivent être autorisés à prendre des mesures destinées à éliminer les défectuosités constatées dans une installation, un aménagement ou des méthodes de travail dans les entreprises agricoles, y compris l'utilisation de substances dangereuses, et qu'ils peuvent avoir un motif raisonnable de considérer comme une menace à la santé ou à la sécurité.

2. Afin d'être à même de prendre de telles mesures, les inspecteurs auront le droit, sous réserve de tout recours judiciaire ou administratif que pourrait prévoir la législation nationale, d'ordonner ou de faire ordonner :

a) que soient apportées aux installations, aux locaux, aux outils, à l'équipement ou aux appareils, dans un délai fixé, les modifications qui sont nécessaires pour assurer l'application stricte des dispositions légales concernant la santé et la sécurité ;

b) que des mesures immédiatement exécutoires, pouvant aller jusqu'à l'arrêt du travail, soient prises dans les cas de danger imminent pour la santé et la sécurité.

3. Si la procédure envisagée au paragraphe 2 ci-dessus n'est pas compatible avec la pratique administrative et judiciaire du Membre, les inspecteurs auront le droit de saisir l'autorité compétente pour qu'elle formule des injonctions ou fasse prendre des mesures immédiatement exécutoires.

4. Les défectuosités constatées par l'inspecteur lors de la visite d'une entreprise, ainsi que les mesures ordonnées en application du paragraphe 2 ou sollicitées en application du paragraphe 3, doivent être portées immédiatement à l'attention de l'employeur et des représentants des travailleurs.

Article 19

1. L'inspection du travail dans l'agriculture doit être informée des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle survenant dans le secteur agricole, dans les cas et de la manière qui seront prescrits par la législation nationale.

2. Dans la mesure du possible, les inspecteurs du travail doivent être associés à toute enquête sur place portant sur les causes des accidents du travail ou des maladies professionnelles les plus graves, notamment lorsqu'il s'agit d'accidents ou de maladies entraînant la mort ou faisant un certain nombre de victimes.

Article 20

Sous réserve des exceptions que la législation nationale pourrait prévoir, les inspecteurs du travail dans l'agriculture :

a) n'auront pas le droit d'avoir un intérêt quelconque, direct ou indirect, dans les entreprises placées sous leur contrôle ;

b) seront tenus, sous peine de sanctions pénales ou de mesures disciplinaires appropriées, de ne point révéler, même après avoir quitté le service, les secrets de fabrication ou de commerce ou les procédés d'exploitation dont ils peuvent avoir eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions ;

c) devront traiter comme absolument confidentielle la source de toute plainte leur signalant une défectuosité, un danger dans les procédés de travail ou une infraction aux dispositions légales, et devront s'abstenir de révéler à l'employeur ou à son représentant qu'il a été procédé à une visite d'inspection à la suite d'une plainte.

Article 21

Les entreprises agricoles devront être inspectées aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes.

Article 22

1. Les personnes qui violent ou négligent d'observer les dispositions légales dont l'application est soumise au contrôle des inspecteurs du travail dans l'agriculture sont passibles de poursuites judiciaires ou administratives immédiates, sans avertissement préalable. Toutefois, la législation nationale peut prévoir des exceptions pour les cas où un avertissement préalable doit être donné afin qu'il soit remédié à la situation ou que des mesures préventives soient prises.

2. Il est laissé à la libre décision des inspecteurs du travail de donner des avertissements ou des conseils au lieu d'intenter ou de recommander des poursuites.

Article 23

Si les inspecteurs du travail dans l'agriculture ne sont pas eux-mêmes habilités à intenter des poursuites, ils ont le droit de saisir directement l'autorité investie du pouvoir de les intenter, des procès-verbaux constatant des infractions aux dispositions légales.

Article 24

Des sanctions appropriées pour violation des dispositions légales dont l'application est soumise au contrôle des inspecteurs du travail dans l'agriculture et pour obstruction faite auxdits inspecteurs dans l'exercice de leurs fonctions seront prévues par la législation nationale et effectivement appliquées.

Article 25

1. Les inspecteurs du travail ou les bureaux d'inspection locaux, selon les cas, seront tenus de soumettre à l'autorité centrale d'inspection des rapports périodiques sur les résultats de leurs activités dans l'agriculture.

2. Ces rapports seront établis selon la manière prescrite par l'autorité centrale d'inspection et traiteront des sujets indiqués de temps à autre par cette autorité ; ils seront soumis au moins aussi fréquemment que ladite autorité le prescrira et, dans tous les cas, au moins une fois par année.

Article 26

1. L'autorité centrale d'inspection publiera un rapport annuel sur l'activité des services d'inspection dans l'agriculture, soit sous forme d'un rapport séparé, soit comme partie de son rapport annuel général.

2. Ces rapports annuels seront publiés dans un délai raisonnable, ne dépassant en aucun cas douze mois, à partir de la fin de l'année à laquelle ils se rapportent.

3. Des copies des rapports annuels seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail dans un délai de trois mois après leur publication.

Article 27

Les rapports annuels publiés par l'autorité centrale d'inspection porteront notamment sur les sujets suivants, pour autant que ces sujets relèvent du contrôle de cette autorité :

a) lois et règlements relevant de la compétence de l'inspection du travail dans l'agriculture ;

b) personnel de l'inspection du travail dans l'agriculture ;

c) statistiques des entreprises agricoles soumises au contrôle de l'inspection et nombre des personnes occupées dans ces entreprises ;

d) statistiques des visites d'inspection ;

e) statistiques des infractions commises et des sanctions infligées ;

f) statistiques des accidents du travail et de leurs causes ;

g) statistiques des maladies professionnelles et de leurs causes.

Article 28

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 29

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 30

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 31

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 32

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 33

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 34

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 30 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 35

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-troisième session qui s'est tenue à Genève et qui a eté déclarée close le 25 juin 1969.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-cinquième jour de juin 1969 :

Le Président de la Conférence,

J. MÖRI.

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

DAVID A. MORSE.

Convention 132

CONVENTION CONCERNANT LES CONGÉS ANNUELS PAYÉS (RÉVISÉE EN 1970)[1]

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 3 juin 1970, en sa cinquante-quatrième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux congés payés, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-quatrième jour de juin mil neuf cent soixante-dix, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les congés payés (révisée), 1970

Article 1

Pour autant qu'elles ne seront pas mises en application, soit par voie de conventions collectives, de sentences arbitrales ou de décisions judiciaires, soit par des organismes officiels de fixation des salaires, soit de toute autre manière conforme à la pratique nationale et paraissant appropriée, compte tenu des conditions propres à chaque pays, les dispositions de la convention devront être appliquées par voie de législation nationale.

Article 2

1. La présente convention s'applique à toutes les personnes employées, à l'exclusion des gens de mer.

2. Pour autant qu'il soit nécessaire, l'autorité compétente ou tout organisme approprié dans chaque pays pourra, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, là où il en existe, prendre des mesures pour exclure de l'application de la convention des catégories limitées de personnes employées lorsque cette application soulèverait des problèmes particuliers d'exécution ou d'ordre constitutionnel ou législatif revêtant une certaine importance.

3. Tout Membre qui ratifie la convention devra, dans le premier rapport sur l'application de celle-ci qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, indiquer, avec motifs à l'appui, les catégories qui ont été l'objet d'une exclusion en application du paragraphe 2 du présent article et exposer, dans les rapports ultérieurs, l'état de sa législation et de sa pratique quant auxdites catégories, en précisant dans quelle mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet à la convention en ce qui concerne les catégories en question.

Article 3

1. Toute personne à laquelle la convention s'applique aura droit à un congé annuel payé d'une durée minimum déterminée.

[1] Adoptée le 24 juin 1970 par 213 voix contre 62, avec 62 abstentions.

2. Tout Membre qui ratifie la convention devra spécifier la durée du congé dans une déclaration annexée à sa ratification.

3. La durée du congé ne devra en aucun cas être inférieure à trois semaines de travail pour une année de service.

4. Tout Membre ayant ratifié la convention pourra informer le Directeur général du Bureau international du Travail, par une déclaration ultérieure, qu'il augmente la durée du congé spécifiée au moment de sa ratification.

Article 4

1. Toute personne ayant accompli, au cours d'une année déterminée, une période de service d'une durée inférieure à la période requise pour ouvrir droit à la totalité du congé prescrit à l'article 3 ci-dessus aura droit, pour ladite année, à un congé payé d'une durée proportionnellement réduite.

2. Aux fins du présent article, le terme « année » signifie une année civile ou toute autre période de même durée fixée par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans le pays intéressé.

Article 5

1. Une période de service minimum pourra être exigée pour ouvrir droit à un congé annuel payé.

2. Il appartiendra à l'autorité compétente ou à l'organisme approprié, dans le pays intéressé, de fixer la durée d'une telle période de service minimum, mais celle-ci ne devra en aucun cas dépasser six mois.

3. Le mode de calcul de la période de service, aux fins de déterminer le droit au congé, sera fixé par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays.

4. Dans des conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays, les absences du travail pour des motifs indépendants de la volonté de la personne employée intéressée, telles que les absences dues à une maladie, à un accident ou à un congé de maternité, seront comptées dans la période de service.

Article 6

1. Les jours fériés officiels et coutumiers, qu'ils se situent ou non dans la période de congé annuel, ne seront pas comptés dans le congé payé annuel minimum prescrit au paragraphe 3 de l'article 3 ci-dessus.

2. Dans des conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays, les périodes d'incapacité de travail résultant de maladies ou d'accidents ne peuvent pas être comptées dans le congé payé annuel minimum prescrit au paragraphe 3 de l'article 3 de la présente convention.

Article 7

1. Toute personne prenant le congé visé par la présente convention doit, pour toute la durée dudit congé, recevoir au moins sa rémunération normale ou moyenne (y compris, lorsque cette rémunération comporte des prestations en nature, la contre-valeur en espèces de celles-ci, à moins qu'il ne s'agisse de prestations permanentes dont l'intéressé jouit indépendamment du congé payé), calculée selon une méthode à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays.

2. Les montants dus au titre du paragraphe 1 ci-dessus devront être versés à la personne employée intéressée avant son congé, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par un accord liant l'employeur et ladite personne.

Article 8

1. Le fractionnement du congé annuel payé pourra être autorisé par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays.

2. A moins qu'il n'en soit convenu autrement par un accord liant l'employeur et la personne employée intéressée, et à condition que la durée du service de cette personne lui donne droit à une telle période de congé, l'une des fractions de congé devra correspondre au moins à deux semaines de travail ininterrompues.

Article 9

1. La partie ininterrompue du congé annuel payé mentionnée au paragraphe 2 de l'article 8 de la présente convention devra être accordée et prise dans un délai d'une année au plus, et le reste du congé annuel payé dans un délai de dix-huit mois au plus à compter de la fin de l'année ouvrant droit au congé.

2. Toute partie du congé annuel dépassant un minimum prescrit pourra, avec l'accord de la personne employée intéressée, être ajournée pour une période limitée au-delà du délai fixé au paragraphe 1 du présent article.

3. Le minimum de congé ne pouvant pas faire l'objet d'un tel ajournement ainsi que la période limitée durant laquelle un ajournement est possible seront déterminés par l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, ou par voie de négociations collectives, ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale et paraissant appropriée, compte tenu des conditions propres à chaque pays.

Article 10

1. L'époque à laquelle le congé sera pris sera déterminée par l'employeur après consultation de la personne employée intéressée ou de ses représentants, à moins qu'elle ne soit fixée par voie réglementaire, par voie de conventions collectives, de sentences arbitrales ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale.

2. Pour fixer l'époque à laquelle le congé sera pris, il sera tenu compte des nécessités du travail et des possibilités de repos et de détente qui s'offrent à la personne employée.

Article 11

Toute personne employée ayant accompli la période minimum de service correspondant à celle qui peut être exigée conformément au paragraphe 1 de l'article 5 de la présente convention doit bénéficier, en cas de cessation de la relation de travail, soit d'un congé payé proportionnel à la durée de la période de service pour laquelle elle n'a pas encore eu un tel congé, soit d'une indemnité compensatoire, soit d'un crédit de congé équivalent.

Article 12

Tout accord portant sur l'abandon du droit au congé annuel payé minimum prescrit au paragraphe 3 de l'article 3 de la présente convention ou sur la renonciation audit congé, moyennant une indemnité ou de toute autre manière, doit, selon les conditions nationales, être nul de plein droit ou interdit.

Article 13

L'autorité compétente ou l'organisme approprié dans chaque pays peut adopter des règles particulières visant les cas où une personne employée exerce durant son congé une activité rémunérée incompatible avec l'objet de ce congé.

Article 14

Des mesures effectives, adaptées aux moyens par lesquels il est donné effet aux dispositions de la présente convention, doivent être prises, par la voie d'une inspection adéquate ou par toute autre voie, pour assurer la bonne application et le respect des règles ou dispositions relatives aux congés payés.

Article 15

1. Tout Membre peut accepter les obligations de la présente convention séparément :

a) pour les personnes employées dans les secteurs économiques autres que l'agriculture ;

b) pour les personnes employées dans l'agriculture.

2. Tout Membre doit préciser, dans sa ratification, s'il accepte les obligations de la convention pour les personnes visées à l'alinéa *a)* du paragraphe 1 ci-dessus, ou pour les personnes visées à l'alinéa *b)* dudit paragraphe, ou pour les unes et les autres.

3. Tout Membre qui, lors de sa ratification, n'a accepté les obligations de la présente convention que pour les personnes visées à l'alinéa *a)* ou pour les personnes visées à l'alinéa *b)* du paragraphe 1 ci-dessus peut ultérieurement notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations de la convention pour toutes les personnes auxquelles s'applique la présente convention.

Article 16

La présente convention porte révision de la convention sur les congés payés, 1936, et de la convention sur les congés payés (agriculture), 1952, dans les conditions précisées ci-après :

a) l'acceptation des obligations de la présente convention, pour les personnes employées dans les secteurs économiques autres que l'agriculture, par un Membre qui est partie à la convention sur les congés payés, 1936, entraîne de plein droit la dénonciation immédiate de cette dernière convention ;

b) l'acceptation des obligations de la présente convention, pour les personnes employées dans l'agriculture, par un Membre qui est partie à la convention sur les congés payés (agriculture), 1952, entraîne de plein droit la dénonciation immédiate de cette dernière convention ;

c) l'entrée en vigueur de la présente convention ne ferme pas la convention sur les congés payés (agriculture), 1952, à une ratification ultérieure.

Article 17

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 18

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 19

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe

précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 20

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 21

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 22

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 23

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 19 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte a la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 24

Les versions francaise et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-quatrième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 25 juin 1970.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-cinquième jour de juin 1970:

Le Président de la Conférence,
V. MANICKAVASAGAM

Le Directeur général du Bureau international du Travail,
WILFRED JENKS

Convention 134

CONVENTION CONCERNANT LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DES GENS DE MER.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 14 octobre 1970, en sa cinquante-cinquième session ;

Notant les termes des conventions et des recommandations internationales du travail existantes qui sont applicables au travail à bord des navires et dans les ports et qui concernent la prévention des accidents du travail des gens de mer, et en particulier ceux de la recommandation sur l'inspection du travail (gens de mer), 1926 ; de la recommandation sur la prévention des accidents du travail, 1929 ; de la convention sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932 ; de la convention sur l'examen médical des gens de mer, 1946, et de la convention ainsi que de la recommandation sur la protection des machines, 1963 ;

Notant les termes de la convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1960, et de la réglementation annexée à la convention internationale sur les lignes de charge, révisée en 1966, qui prévoient un certain nombre de mesures de sécurité à prendre à bord des navires pour assurer la protection des personnes qui y travaillent ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la prévention des accidents à bord des navires en mer et dans les ports, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale ;

Notant que, pour le succès de l'action entreprise dans le domaine de la prévention des accidents à bord des navires, il importe qu'une étroite coopération soit maintenue, dans leurs domaines respectifs, entre l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime ;

Notant que les normes suivantes ont été élaborées en conséquence avec la coopération de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, et qu'il est proposé de poursuivre la coopération avec cette organisation en ce qui concerne l'application de ces normes,

adopte, ce trentième jour d'octobre mil neuf cent soixante-dix, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970 :

Article 1

1. Aux fins de la présente convention, l'expression « gens de mer » s'applique à toute personne employée, à quelque titre que ce soit, à bord de tout navire, autre qu'un navire de guerre, qui est immatriculé dans un territoire pour lequel cette convention est en vigueur et qui est normalement affecté à la navigation maritime.

2. En cas de doute quant à la question de savoir si certaines catégories de personnes doivent être considérées comme gens de mer aux fins de la présente convention, cette question sera tranchée, dans chaque pays, par l'autorité compétente, après consultation des organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées.

3. Aux fins de la présente convention, l'expression « accidents du travail » s'applique aux accidents dont sont victimes les gens de mer du fait ou à l'occasion de leur emploi.

Article 2

1. Dans chaque pays maritime, l'autorité compétente devra prendre les mesures nécessaires pour que les accidents du travail fassent l'objet d'enquêtes et de rapports appropriés et pour que des statistiques détaillées sur ces accidents soient établies et analysées.

2. Tous les accidents du travail devront être signalés, et les statistiques ne devront pas être limitées aux accidents mortels ou aux accidents dans lesquels le navire lui-même est atteint.

3. Les statistiques devront porter sur le nombre, la nature, les causes et les conséquences des accidents du travail et préciser dans quelle partie du navire — par exemple, pont, machine ou locaux du service général — et en quel lieu — par exemple en mer ou dans un port — l'accident s'est produit.

4. L'autorité compétente devra entreprendre une enquête sur les causes et les circonstances d'accidents du travail entraînant des pertes de vies humaines ou de graves lésions corporelles, ainsi que sur tous autres accidents spécifiés par la législation nationale.

Article 3

Afin d'avoir une base solide pour la prévention des accidents qui sont dus aux risques propres au travail maritime, des recherches devront être entreprises sur l'évolution générale en matière d'accidents de cette nature ainsi que sur les risques que les statistiques révéleraient.

Article 4

1. Des dispositions sur la prévention des accidents du travail devront être prévues par voie de législation, de recueils de directives pratiques ou par tous autres instruments appropriés.

2. Ces dispositions devront se référer à toutes les dispositions générales relatives à la prévention des accidents et à l'hygiène du travail qui sont susceptibles d'être appliquées au travail des gens de mer et elles devront préciser les mesures à prendre pour la prévention des accidents qui sont propres à l'exercice du métier de marin.

3. Ces dispositions devront en particulier porter sur les points suivants :

a) dispositions générales et dispositions de base ;

b) aspects structurels des navires ;

c) machines ;

d) mesures spéciales de sécurité au-dessus et au-dessous des ponts ;

e) matériel de chargement et de déchargement ;

f) prévention et extinction des incendies ;

g) ancres, chaînes et câbles ;

h) cargaisons dangereuses et lest ;

i) équipement individuel de protection.

Article 5

1. Les dispositions relatives à la prévention des accidents visées à l'article 4 devront indiquer clairement l'obligation qu'ont les armateurs, les gens de mer et les autres personnes intéressées, de les observer.

2. D'une façon générale, toute obligation incombant à l'armateur de fournir du matériel de protection ou d'autres dispositifs de prévention des accidents devra être assortie de dispositions en vertu desquelles les gens de mer seront tenus d'utiliser ce matériel et ces dispositifs et d'observer les mesures de prévention qui les concernent.

Article 6

1. Des mesures appropriées devront être prises pour assurer, par une inspection adéquate ou par d'autres moyens, la mise en application des dispositions visées à l'article 4.

2. Des mesures appropriées devront être prises pour que les dispositions visées à l'article 4 soient respectées.

3. Les autorités chargées de l'inspection et du contrôle de l'application des dispositions visées à l'article 4 devront être familiarisées avec le travail maritime et ses usages.

4. Afin de faciliter l'application des dispositions visées à l'article 4, le texte ou des résumés de celles-ci devront être portés à l'attention des marins, par exemple par voie d'affichage à bord, à un endroit bien visible.

Article 7

Des dispositions devront être prises en vue de la nomination d'une ou plusieurs personnes qualifiées ou de la constitution d'un comité qualifié, choisis parmi les membres de l'équipage du navire et responsables, sous l'autorité du capitaine, de la prévention des accidents.

Article 8

1. Des programmes de prévention des accidents du travail devront être établis par l'autorité compétente avec la coopération des organisations d'armateurs et des organisations de gens de mer.

2. La mise en œuvre de ces programmes devra être organisée de telle sorte que l'autorité compétente, les autres organismes intéressés, les armateurs et les gens de mer ou leurs représentants puissent y prendre une part active.

3. En particulier, il sera créé des commissions mixtes, nationales ou locales, chargées de la prévention des accidents, ou des groupes spéciaux de travail, au sein desquels les organisations d'armateurs et de gens de mer seront représentées.

Article 9

1. L'autorité compétente devra encourager et, dans toute la mesure possible, compte tenu des conditions propres à chaque pays, prévoir l'inclusion de l'enseignement de la prévention des accidents et de l'hygiène du travail dans les programmes des centres de formation professionnelle, destinés aux gens de mer des diverses fonctions et catégories ; cet enseignement devra faire partie de l'enseignement professionnel lui-même.

2. En outre, toutes mesures appropriées devront être prises, par exemple au moyen de notices officielles contenant les instructions nécessaires, pour attirer l'attention des gens de mer sur des risques particuliers.

Article 10

Les Membres s'efforceront, au besoin avec l'aide d'organisations intergouvernementales et d'autres organisations internationales, de coopérer en vue d'uniformiser le plus possible toutes autres dispositions visant la prévention des accidents du travail.

Article 11

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 12

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 13

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 14

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 15

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 16

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 17

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 13 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 18

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-cinquième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 30 octobre 1970.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce trentième jour d'octobre 1970:

Le Président de la Conférence,

NAGENDRA SINGH

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

WILFRED JENKS

Convention 135

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE ET LES FACILITÉS A LEUR ACCORDER.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 2 juin 1971, en sa cinquante-sixième session;

Notant les dispositions de la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, qui protège les travailleurs contre tous actes de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi ;

Considérant qu'il est souhaitable d'adopter des dispositions complémentaires en ce qui concerne les représentants des travailleurs ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et aux facilités à leur accorder, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent soixante et onze, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention concernant les représentants des travailleurs, 1971 :

Article 1

Les représentants des travailleurs dans l'entreprise doivent bénéficier d'une protection efficace contre toutes mesures qui pourraient leur porter préjudice, y compris le licenciement, et qui seraient motivées par leur qualité ou leurs activités de représentants des travailleurs, leur affiliation syndicale, ou leur participation à des activités syndicales, pour autant qu'ils agissent conformément aux lois, conventions collectives ou autres arrangements conventionnels en vigueur.

Article 2

1. Des facilités doivent être accordées, dans l'entreprise, aux représentants des travailleurs, de manière à leur permettre de remplir rapidement et efficacement leurs fonctions.

2. A cet égard, il doit être tenu compte des caractéristiques du système de relations professionnelles prévalant dans le pays ainsi que des besoins, de l'importance et des possibilités de l'entreprise intéressée.

3. L'octroi de telles facilités ne doit pas entraver le fonctionnement efficace de l'entreprise intéressée.

Article 3

Aux fins de la présente convention, les termes « représentants des travailleurs » désignent des personnes reconnues comme tels par la législation ou la pratique nationales, qu'elles soient :

a) des représentants syndicaux, à savoir des représentants nommés ou élus par des syndicats ou par les membres de syndicats ;

b) ou des représentants élus, à savoir des représentants librement élus par les travailleurs de l'entreprise, conformément aux dispositions de la législation nationale ou de conventions collectives, et dont les fonctions ne s'étendent pas à des activités qui sont reconnues, dans les pays intéressés, comme relevant des prérogatives exclusives des syndicats.

Article 4

La législation nationale, les conventions collectives, les sentences arbitrales ou les décisions judiciaires pourront déterminer le type ou les types de représentants des travailleurs qui doivent avoir droit à la protection et aux facilités visées par la présente convention.

Article 5

Lorsqu'une entreprise compte à la fois des représentants syndicaux et des représentants élus, des mesures appropriées devront être prises, chaque fois qu'il y a lieu, pour garantir que la présence de représentants élus ne puisse servir à affaiblir la situation des syndicats intéressés ou de leurs représentants, et pour encourager la coopération, sur toutes questions pertinentes, entre les représentants élus, d'une part, et les syndicats intéressés et leurs représentants, d'autre part.

Article 6

L'application des dispositions de la convention pourra être assurée par voie de législation nationale, de conventions collectives ou de toute autre manière qui serait conforme à la pratique nationale.

Article

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 8

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 9

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 10

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 12

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 13

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 14

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-sixième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 23 juin 1971.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce trentième jour de juin 1971 :

Le Président de la Conférence,

PIERRE WALINE

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

WILFRED JENKS

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES D'INTOXICATION DUS AU BENZÈNE.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 2 juin 1971, en sa cinquante-sixième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la protection contre les risques dus au benzène, question qui constitue le sixième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent soixante et onze, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le benzène, 1971 :

Article 1

La présente convention s'applique à toutes les activités entraînant l'exposition des travailleurs :

a) à l'hydrocarbure aromatique benzène C_6H_6, ci-après dénommé « benzène »;

b) aux produits dont le taux en benzène dépasse 1 pour cent en volume, ci-après dénommés « produits renfermant du benzène ».

Article 2

1. Toutes les fois que des produits de remplacement inoffensifs ou moins nocifs sont disponibles, ils doivent être substitués au benzène ou aux produits renfermant du benzène.

2. Le paragraphe 1 du présent article n'est pas applicable :

a) à la production du benzène ;

b) à l'emploi du benzène dans les travaux de synthèse chimique ;

c) à l'emploi du benzène dans les carburants ;

d) aux travaux d'analyse ou de recherche dans les laboratoires.

Article 3

1. L'autorité compétente dans chaque pays pourra accorder des dérogations temporaires au taux fixé par l'alinéa *b)* de l'article 1 et aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 de la présente convention, dans des limites et des délais à fixer après consultation des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, s'il en existe.

2. En pareil cas, le Membre intéressé indiquera, dans ses rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux questions faisant l'objet de ces dérogations et les progrès réalisés en vue de l'application complète des dispositions de la convention.

3. A l'expiration d'une période de trois années après l'entrée en vigueur initiale de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence un rapport spécial concernant l'application des paragraphes 1 et 2 ci-dessus et contenant telles propositions qu'il jugera opportunes en vue de mesures à prendre à cet égard.

Article 4

1. L'utilisation du benzène et de produits renfermant du benzène doit être interdite dans certains travaux à déterminer par la législation nationale.

2. Cette interdiction doit au moins viser l'utilisation du benzène et de produits renfermant du benzène comme solvants ou diluants, sauf pour les opérations s'effectuant en appareil clos ou par d'autres procédés présentant les mêmes conditions de sécurité.

Article 5

Des mesures de prévention technique et d'hygiène du travail doivent être mises en œuvre afin d'assurer une protection efficace des travailleurs exposés au benzène ou à des produits renfermant du benzène.

Article 6

1. Dans les locaux où sont fabriqués, manipulés ou utilisés du benzène ou des produits renfermant du benzène, toutes mesures nécessaires doivent être prises afin de prévenir le dégagement de vapeurs de benzène dans l'atmosphère des lieux de travail.

2. Lorsque les travailleurs sont exposés au benzène ou à des produits renfermant du benzène, l'employeur doit faire en sorte que la concentration de benzène dans l'atmosphère des lieux de travail ne dépasse pas un maximum à fixer par l'autorité compétente, à un niveau n'excédant pas la valeur plafond de 25 parties par million (80 mg/m^3).

3. Des directives de l'autorité compétente doivent définir la manière de procéder pour déterminer la concentration de benzène dans l'atmosphère des lieux de travail.

Article 7

1. Les travaux comportant l'utilisation de benzène ou de produits renfermant du benzène doivent se faire, autant que possible, en appareil clos.

2. Lorsqu'il n'est pas possible de faire usage d'appareils clos, les emplacements de travail où sont utilisés du benzène ou des produits renfermant du benzène doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des vapeurs de benzène dans la mesure nécessaire pour protéger la santé des travailleurs.

Article 8

1. Les travailleurs qui peuvent entrer en contact avec du benzène liquide ou des produits liquides renfermant du benzène doivent être munis de moyens de protection individuelle adéquats contre les risques d'absorption percutanée.

2. Les travailleurs, qui, pour des raisons particulières, peuvent se trouver exposés à des concentrations de benzène dans l'atmosphère des lieux de travail dépassant le maximum visé au paragraphe 2 de l'article 6 de la présente convention, doivent être munis de moyens de protection individuelle adéquats contre les risques d'inhalation de vapeurs de benzène ; la durée de l'exposition doit autant que possible être limitée.

Article 9

1. Lorsque des travailleurs sont appelés à effectuer des travaux entraînant l'exposition au benzène ou à des produits renfermant du benzène, ils doivent être soumis :

a) à un examen médical approfondi d'aptitude, préalable à l'emploi, comportant un examen du sang ;

b) à des examens ultérieurs périodiques comportant des examens biologiques (y compris un examen du sang) et dont la fréquence est déterminée par la législation nationale.

2. Après consultation des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, s'il en existe, l'autorité compétente dans chaque pays peut accorder des dérogations aux obligations visées au paragraphe 1 du présent article à l'égard de catégories déterminées de travailleurs.

Article 10

1. Les examens médicaux prévus au paragraphe 1 de l'article 9 de la présente convention doivent :

a) être effectués sous la responsabilité d'un médecin qualifié agréé par l'autorité compétente, avec l'aide, le cas échéant, de laboratoires compétents ;

b) être attestés de façon appropriée.

2. Ces examens médicaux ne doivent entraîner aucune dépense pour les travailleurs.

Article 11

1. Les femmes en état de grossesse médicalement constatée et les mères pendant l'allaitement ne doivent pas être occupées à des travaux comportant l'exposition au benzène ou aux produits renfermant du benzène.

2. Les jeunes gens de moins de dix-huit ans ne doivent pas être occupés à des travaux comportant l'exposition au benzène ou à des produits renfermant du benzène ; toutefois cette interdiction peut ne pas s'appliquer aux jeunes gens recevant une éducation ou une formation s'ils sont sous un contrôle technique et médical adéquat.

Article 12

Le mot « Benzène » et les symboles de danger nécessaires doivent être clairement visibles sur tout récipient contenant du benzène ou des produits renfermant du benzène.

Article 13

Chaque Membre doit prendre toutes mesures utiles afin que tout travailleur exposé au benzène ou à des produits renfermant du benzène reçoive les instructions appropriées sur les mesures de prévention à prendre en vue de sauvegarder la santé et d'éviter les accidents, ainsi que sur les mesures à prendre au cas où des symptômes d'intoxication se manifesteraient.

Article 14

Chaque Membre qui ratifie la présente convention :

a) prendra, par voie de législation ou par toute autre méthode conforme à la pratique et aux conditions nationales, les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente convention ;

b) désignera, conformément à la pratique nationale, la ou les personnes auxquelles incombe l'obligation d'assurer l'application des dispositions de la présente convention ;

c) s'engagera à charger des services d'inspection appropriés du contrôle de l'application des dispositions de la présente convention, ou à vérifier qu'une inspection adéquate est assurée.

Article 15

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 16

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 17

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 18

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 19

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 20

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 21

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 17 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 22

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-sixième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 23 juin 1971.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce trentième jour de juin 1971:

Le Président de la Conférence,

PIERRE WALINE

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

WILFRED JENKS

Convention 137

CONVENTION CONCERNANT LES RÉPERCUSSIONS SOCIALES DES NOUVELLES MÉTHODES DE MANUTENTION DANS LES PORTS.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 6 juin 1973, en sa cinquante-huitième session ;

Considérant que les méthodes de manutention dans les ports se sont modifiées et continuent à subir d'importantes modifications — par exemple par l'adoption d'unités de charge, l'introduction des techniques de transbordement horizontal *(roll-on/roll-off)*, la mécanisation et l'automatisation accrues —, tandis que des nouvelles tendances apparaissent dans le mouvement des marchandises ; que pareilles modifications risquent d'être encore plus prononcées à l'avenir ;

Considérant que ces changements, en accélérant le transport des marchandises, en réduisant le temps passé par les navires dans les ports et en abaissant les coûts des transports, peuvent être dans l'intérêt de l'économie du pays intéressé dans son ensemble et contribuer à élever le niveau de vie ;

Considérant que ces changements ont aussi des répercussions considérables sur le niveau de l'emploi dans les ports et sur les conditions de travail et de vie des dockers, et que des mesures devraient être adoptées pour éviter ou diminuer les problèmes qui en découlent ;

Considérant que les dockers devraient participer aux avantages que représentent les nouvelles méthodes de manutention et qu'en conséquence l'étude et l'introduction de ces méthodes devraient être assorties de l'élaboration et de l'adoption de dispositions tendant à l'amélioration durable de leur situation par des moyens tels que la régularisation de l'emploi et la stabilisation du revenu et par d'autres mesures relatives aux conditions de vie et de travail des intéressés et à la sécurité et l'hygiène du travail dans les ports ;

Après avoir décidé d'adopter diverses dispositions relatives aux répercussions sociales des nouvelles méthodes de manutention (docks), qui constituent la cinquième question à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent soixante-treize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le travail dans les ports, 1973:

Article 1

1. La convention s'applique aux personnes qui sont disponibles de manière régulière pour un travail de docker et qui tirent leur revenu annuel principal de ce travail.

2. Aux fins de la présente convention, les expressions « dockers » et « travail dans les ports » désignent des personnes et des activités définies comme telles par la législation ou la pratique nationales. Les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées doivent être consultées lors de l'élaboration et de la révision de ces définitions ou y être associées de toute autre manière ; il devra, en outre, être tenu compte des nouvelles méthodes de manutention et de leurs répercussions sur les diverses tâches des dockers.

Article 2

1. Il incombe à la politique nationale d'encourager tous les milieux intéressés à assurer aux dockers, dans la mesure du possible, un emploi permanent ou régulier.

2. En tout état de cause, un minimum de périodes d'emploi ou un minimum de revenu doit être assuré aux dockers, dont l'ampleur et la nature dépendront de la situation économique et sociale du pays et du port dont il s'agit.

Article 3

1. Des registres seront établis et tenus à jour pour toutes les catégories professionnelles de dockers selon des modalités que la législation ou la pratique nationales détermineront.

2. Les dockers immatriculés auront priorité pour l'obtention d'un travail dans les ports.

3. Les dockers immatriculés devront se tenir prêts à travailler selon des modalités que la législation ou la pratique nationales détermineront.

Article 4

1. L'effectif des registres sera revu périodiquement afin de le fixer à un niveau correspondant aux besoins du port.

2. Lorsqu'une réduction de l'effectif d'un registre devient nécessaire, toutes mesures utiles seront prises en vue d'en prévenir ou d'en atténuer les effets préjudiciables aux dockers.

Article 5

Pour tirer des nouvelles méthodes de manutention le maximum d'avantages sociaux, il incombe à la politique nationale d'encourager les employeurs ou leurs organisations, d'une part, et les organisations de travailleurs, d'autre part, à coopérer à l'amélioration de l'efficacité du travail dans les ports, avec, le cas échéant, le concours des autorités compétentes.

Article 6

Les Membres feront en sorte que les règles appropriées concernant la sécurité, l'hygiène, le bien-être et la formation professionnelle des travailleurs soient appliquées aux dockers.

Article 7

Dans la mesure où elles ne sont pas mises en application par voie de conventions collectives, de sentences arbitrales ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale, les dispositions de la présente convention doivent être appliquées par voie de législation nationale.

Article 8

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 9

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 10

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 11

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 12

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 13

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 14

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 10 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 15

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-huitième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 27 juin 1973.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1973:

Le Président de la Conférence,

BINTU'a TSHIABOLA

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

WILFRED JENKS

Convention 138

CONVENTION CONCERNANT L'ÂGE MINIMUM D'ADMISSION A L'EMPLOI.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 6 juin 1973, en sa cinquante-huitième session ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Notant les termes de la convention sur l'âge minimum (industrie), 1919, de la convention sur l'âge minimum (travail maritime), 1920, de la convention sur l'âge minimum (agriculture), 1921, de la convention sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921, de la convention sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932, de la convention (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936, de la convention (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937, de la convention (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937, de la convention sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959, et de la convention sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965 ;

Considérant que le moment est venu d'adopter un instrument général sur ce sujet, qui devrait graduellement remplacer les instruments existants applicables à des secteurs économiques limités, en vue de l'abolition totale du travail des enfants ;

Après avoir décidé que cet instrument prendrait la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-sixième jour de juin mil neuf cent soixante-treize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur l'âge minimum, 1973 :

Article 1

Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à poursuivre une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et à élever progressivement l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à un niveau permettant aux adolescents d'atteindre le plus complet développement physique et mental.

Article 2

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra spécifier, dans une déclaration annexée à sa ratification, un âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail sur son territoire et dans les moyens de transport immatriculés sur son territoire ; sous réserve des dispositions des articles 4 à 8 de la présente convention, aucune personne d'un âge inférieur à ce minimum ne devra être admise à l'emploi ou au travail dans une profession quelconque.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention pourra, par la suite, informer le Directeur général du Bureau international du Travail, par de nouvelles déclarations, qu'il relève l'âge minimum spécifié précédemment.

3. L'âge minimum spécifié conformément au paragraphe 1 du présent article ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à quinze ans.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 du présent article, tout Membre dont l'économie et les institutions scolaires ne sont pas suffisamment développées pourra, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, spécifier, en une première étape, un âge minimum de quatorze ans.

5. Tout Membre qui aura spécifié un âge minimum de quatorze ans en vertu du paragraphe précédent devra, dans les rapports qu'il est tenu de présenter au titre de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, déclarer :

a) soit que le motif de sa décision persiste ;

b) soit qu'il renonce à se prévaloir du paragraphe 4 ci-dessus à partir d'une date déterminée.

Article 3

1. L'âge minimum d'admission à tout type d'emploi ou de travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des adolescents ne devra pas être inférieur à dix-huit ans.

2. Les types d'emploi ou de travail visés au paragraphe 1 ci-dessus seront déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, la législation nationale ou l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, autoriser l'emploi ou le travail d'adolescents dès l'âge de seize ans à condition que leur santé, leur sécurité et leur moralité soient pleinement garanties et qu'ils aient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle.

Article 4

1. Pour autant que cela soit nécessaire et après avoir consulté les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, l'autorité compétente pourra ne pas appliquer la présente convention à des catégories limitées d'emploi ou de travail lorsque l'application de la présente convention à ces catégories soulèverait des difficultés d'exécution spéciales et importantes.

2. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra, dans le premier rapport sur l'application de celle-ci qu'il est tenu de présenter au titre de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, indiquer, avec motifs à l'appui, les catégories d'emploi qui auraient été l'objet d'une exclusion au titre du paragraphe 1 du présent article, et exposer, dans ses rapports ultérieurs, l'état de sa législation et de sa pratique quant à ces catégories, en précisant dans quelle mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet à la présente convention à l'égard desdites catégories.

3. Le présent article n'autorise pas à exclure du champ d'application de la présente convention les emplois ou travaux visés à l'article 3.

Article 5

1. Tout Membre dont l'économie et les services administratifs n'ont pas atteint un développement suffisant pourra, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, limiter, en une première étape, le champ d'application de la présente convention.

2. Tout Membre qui se prévaut du paragraphe 1 du présent article devra spécifier, dans une déclaration annexée à sa ratification, les branches d'activité économique ou les types d'entreprises auxquels s'appliqueront les dispositions de la présente convention.

3. Le champ d'application de la présente convention devra comprendre au moins : les industries extractives ; les industries manufacturières ; le bâtiment et les travaux publics ; l'électricité, le gaz et l'eau ; les services sanitaires ; les transports, entrepôts et communications ; les plantations et autres entreprises agricoles exploitées principalement à des fins commerciales, à l'exclusion des entreprises familiales ou de petites dimensions produisant pour le marché local et n'employant pas régulièrement des travailleurs salariés.

4. Tout Membre ayant limité le champ d'application de la convention en vertu du présent article :

a) devra indiquer, dans les rapports qu'il est tenu de présenter au titre de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, la situation générale de l'emploi ou du travail des adolescents et des enfants dans les branches d'activité qui sont exclues du champ d'application de la présente convention ainsi que tout progrès réalisé en vue d'une plus large application des dispositions de la convention ;

b) pourra, en tout temps, étendre le champ d'application de la convention par une déclaration adressée au Directeur général du Bureau international du Travail.

Article 6

La présente convention ne s'applique ni au travail effectué par des enfants ou des adolescents dans des établissements d'enseignement général, dans des écoles professionnelles ou techniques ou dans d'autres institutions de formation professionnelle, ni au travail effectué par des personnes d'au moins quatorze ans dans des entreprises, lorsque ce travail est accompli conformément aux conditions prescrites par l'autorité compétente après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, et qu'il fait partie intégrante :

a) soit d'un enseignement ou d'une formation professionnelle dont la responsabilité incombe au premier chef à une école ou à une institution de formation professionnelle ;

b) soit d'un programme de formation professionnelle approuvé par l'autorité compétente et exécuté principalement ou entièrement dans une entreprise ;

c) soit d'un programme d'orientation destiné à faciliter le choix d'une profession ou d'un type de formation professionnelle.

Article 7

1. La législation nationale pourra autoriser l'emploi à des travaux légers des personnes de treize à quinze ans ou l'exécution, par ces personnes, de tels travaux, à condition que ceux-ci :

a) ne soient pas susceptibles de porter préjudice à leur santé ou à leur développement ;

b) ne soient pas de nature à porter préjudice à leur assiduité scolaire, à leur participation à des programmes d'orientation ou de formation professionnelles approuvés par l'autorité compétente ou à leur aptitude à bénéficier de l'instruction reçue.

2. La législation nationale pourra aussi, sous réserve des conditions prévues aux alinéas *a)* et *b)* du paragraphe 1 ci-dessus, autoriser l'emploi ou le travail des personnes d'au moins quinze ans qui n'ont pas encore terminé leur scolarité obligatoire.

3. L'autorité compétente déterminera les activités dans lesquelles l'emploi ou le travail pourra être autorisé conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article et prescrira la durée, en heures, et les conditions de l'emploi ou du travail dont il s'agit.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, un Membre qui a fait usage des dispositions du paragraphe 4 de l'article 2 peut, tant qu'il s'en prévaut, substituer les âges de douze et quatorze ans aux âges de treize et quinze ans indiqués au paragraphe 1 et l'âge de quatorze ans à l'âge de quinze ans indiqué au paragraphe 2 du présent article.

Article 8

1. Après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, l'autorité compétente pourra, en dérogation à l'interdiction

d'emploi ou de travail prévue à l'article 2 de la présente convention, autoriser, dans des cas individuels, la participation à des activités telles que des spectacles artistiques.

2. Les autorisations ainsi accordées devront limiter la durée en heures de l'emploi ou du travail autorisés et en prescrire les conditions.

Article 9

1. L'autorité compétente devra prendre toutes les mesures nécessaires, y compris des sanctions appropriées, en vue d'assurer l'application effective des dispositions de la présente convention.

2. La législation nationale ou l'autorité compétente devra déterminer les personnes tenues de respecter les dispositions donnant effet à la convention.

3. La législation nationale ou l'autorité compétente devra prescrire les registres ou autres documents que l'employeur devra tenir et conserver à disposition ; ces registres ou documents devront indiquer le nom et l'âge ou la date de naissance, dûment attestés dans la mesure du possible, des personnes occupées par lui ou travaillant pour lui et dont l'âge est inférieur à dix-huit ans.

Article 10

1. La présente convention porte révision de la convention sur l'âge minimum (industrie), 1919, de la convention sur l'âge minimum (travail maritime), 1920, de la convention sur l'âge minimum (agriculture), 1921, de la convention sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921, de la convention sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932, de la convention (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936, de la convention (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937, de la convention (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937, de la convention sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959, et de la convention sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965, dans les conditions fixées ci-après.

2. L'entrée en vigueur de la présente convention ne ferme pas à une ratification ultérieure la convention (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936, la convention (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937, la convention (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937, la convention sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959, et la convention sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965.

3. La convention sur l'âge minimum (industrie), 1919, la convention sur l'âge minimum (travail maritime), 1920, la convention sur l'âge minimum (agriculture), 1921, et la convention sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921, seront fermées à toute ratification ultérieure lorsque tous les Etats Membres parties à ces conventions consentiront à cette fermeture, soit en ratifiant la présente convention, soit par une déclaration communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail.

4. Dès l'entrée en vigueur de la présente convention :

a) le fait qu'un Membre partie à la convention (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937, accepte les obligations de la présente convention et fixe, conformément à l'article 2 de la présente convention, un âge minimum d'au moins quinze ans entraîne de plein droit la dénonciation immédiate de la convention (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937 ;

b) le fait qu'un Membre partie à la convention sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932, accepte les obligations de la présente convention pour les travaux non industriels au sens de ladite convention entraîne de plein droit la dénonciation immédiate de la convention sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932;

c) le fait qu'un Membre partie à la convention (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937, accepte les obligations de la présente convention pour les travaux non industriels au sens de ladite convention et

fixe, conformément à l'article 2 de la présente convention, un âge minimum d'au moins quinze ans entraîne de plein droit la dénonciation immédiate de la convention (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937 ;

d) le fait qu'un Membre partie à la convention (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936, accepte les obligations de la présente convention pour le travail maritime et, soit fixe, conformément à l'article 2 de la présente convention, un âge minimum d'au moins quinze ans, soit précise que l'article 3 de la présente convention s'applique au travail maritime, entraîne de plein droit la dénonciation immédiate de la convention (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936 ;

e) le fait qu'un Membre partie à la convention sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959, accepte les obligations de la présente convention pour la pêche maritime et, soit fixe, conformément à l'article 2 de la présente convention, un âge minimum d'au moins quinze ans, soit précise que l'article 3 de la présente convention s'applique à la pêche maritime, entraîne de plein droit la dénonciation immédiate de la convention sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959 ;

f) le fait qu'un Membre partie à la convention sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965, accepte les obligations de la présente convention et, soit fixe, conformément à l'article 2 de la présente convention, un âge minimum au moins égal à celui qu'il avait spécifié en exécution de la convention de 1965, soit précise qu'un tel âge s'applique, conformément à l'article 3 de la présente convention, aux travaux souterrains, entraîne de plein droit la dénonciation immédiate de la convention sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965.

5. Dès l'entrée en vigueur de la présente convention :

a) l'acceptation des obligations de la présente convention entraîne la dénonciation de la convention sur l'âge minimum (industrie), 1919, en application de son article 12 ;

b) l'acceptation des obligations de la présente convention pour l'agriculture entraîne la dénonciation de la convention sur l'âge minimum (agriculture), 1921, en application de son article 9 ;

c) l'acceptation des obligations de la présente convention pour le travail maritime entraîne la dénonciation de la convention sur l'âge minimum (travail maritime), 1920, en application de son article 10, et de la convention sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921, en application de son article 12.

Article 11

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 12

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 13

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expirati n de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 14

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 15

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 16

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 17

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 13 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 18

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-huitième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 27 juin 1973.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1973:

Le Président de la Conférence,

BINTU'a TSHIABOLA

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

WILFRED JENKS

Convention 139

CONVENTION CONCERNANT LA PRÉVENTION ET LE CONTRÔLE DES RISQUES PROFESSIONNELS CAUSÉS PAR LES SUBSTANCES ET AGENTS CANCÉROGÈNES.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 5 juin 1974, en sa cinquante-neuvième session ;

Notant les termes de la convention et de la recommandation sur la protection contre les radiations, 1960, et de la convention et de la recommandation sur le benzène, 1971 ;

Considérant qu'il est souhaitable d'établir des normes internationales concernant la protection contre des substances ou agents cancérogènes ;

Compte tenu du travail pertinent d'autres organisations internationales, notamment l'Organisation mondiale de la santé et le Centre international de recherches sur le cancer, avec lesquelles l'Organisation internationale du Travail collabore ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la prévention et au contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérogènes, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-quatrième jour de juin mil neuf cent soixante-quatorze, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le cancer professionnel, 1974.

Article 1

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra déterminer périodiquement les substances et agents cancérogènes auxquels l'exposition professionnelle sera interdite ou soumise à autorisation ou à contrôle ainsi que ceux auxquels s'appliquent d'autres dispositions de la présente convention.

2. Une dérogation à l'interdiction ne pourra être accordée que par un acte d'autorisation individuel spécifiant les conditions à remplir.

3. Pour déterminer, conformément au paragraphe 1, ces substances et agents, il conviendra de prendre en considération les plus récentes données contenues dans les recueils de directives pratiques ou les guides que le Bureau international du Travail pourrait élaborer ainsi que les informations émanant d'autres organismes compétents.

Article 2

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra s'efforcer de faire remplacer les substances et agents cancérogènes auxquels les travailleurs peuvent être exposés au cours de leur travail par des substances ou agents non cancérogènes ou par des substances ou agents moins nocifs ; dans le choix des substances ou agents de remplacement, il conviendra de tenir compte de leurs propriétés cancérogènes, toxiques ou autres.

2. Le nombre des travailleurs exposés à des substances ou agents cancérogènes ainsi que la durée et le niveau de l'exposition devront être réduits au minimum compatible avec la sécurité.

Article 3

Tout Membre qui ratifie la présente convention devra prescrire les mesures à prendre pour protéger les travailleurs contre les risques d'exposition aux substances ou agents cancérogènes et devra instituer un système d'enregistrement des données.

Article 4

Tout Membre qui ratifie la présente convention devra prendre des mesures pour que les travailleurs qui sont exposés à des substances ou agents cancérogènes, l'ont été ou risquent de l'être, reçoivent toutes les informations disponibles sur les risques que comportent ces substances et agents et sur les mesures requises.

Article 5

Tout Membre qui ratifie la présente convention devra prendre des mesures pour que les travailleurs bénéficient, pendant et après leur emploi, des examens médicaux ou biologiques ou autres tests ou investigations nécessaires pour évaluer leur exposition et surveiller leur état de santé en ce qui concerne les risques professionnels.

Article 6

Tout Membre qui ratifie la présente convention :

a) devra prendre, par voie de législation ou par toute autre méthode conforme à la pratique et aux conditions nationales, et en consultation avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente convention ;

b) devra désigner, conformément à la pratique nationale, les personnes ou organismes tenus de respecter les dipositions de la présente convention ;

c) devra charger des services d'inspection appropriés du contrôle de l'application des dispositions de la présente convention ou vérifier qu'une inspection adéquate est assurée.

Article 7

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 8

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 9

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 10

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 12

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 13

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 14

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-neuvième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 25 juin 1974.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-sixième jour de juin 1974:

The President of the Conference,
Le Président de la Conférence,

PEDRO SALA OROSCO

The Director-General of the International Labour Office,
Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE (N. 74) RIGUARDANTE I CERTIFICATI DI MARINAIO QUALIFICATO

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Seattle dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi il 6 giugno 1946, per la sua ventottesima sessione,

Avendo deciso di adottare varie proposte relative ai certificati di marinaio qualificato. tema che figura al punto quinto dell'ordine del giorno della sessione,

Avendo deciso di dare a tali proposte la veste di una convenzione internazionale,

adotta, oggi, ventinove giugno millenovecentoquarantasei la seguente Convenzione, che verrà denominata Convenzione relativa ai certificati di marinaio qualificato, 1946:

ARTICOLO 1.

Nessuno può essere arruolato a bordo di una nave in qualità di marinaio qualificato se non viene considerato competente, ai sensi della legislazione nazionale, cioè in grado di eseguire mansioni il cui adempimento può venire richiesto a qualsiasi membro dell'equipaggio addetto al servizio in plancia (all'infuori di un ufficiale, di un membro della maestranza o di un marinaio specializzato), e se non è titolare di un certificato di marinaio qualificato rilasciato in conformità alle disposizioni dei seguenti articoli.

ARTICOLO 2.

1. L'autorità competente adotterà le disposizioni necessarie per organizzare gli esami e per il rilascio dei certificati di qualifica.

2. Nessuno potrà ottenere il certificato di qualifica:

a) se non ha raggiunto l'età minima che sarà fissata dalla autorità competente;

b) se non è stato imbarcato, in qualità di membro del personale di plancia, durante un periodo minimo che verrà fissato dall'autorità competente;

c) se non ha sostenuto con esito positivo l'esame di qualifica prescritto dall'autorità competente.

3. L'età minima fissata dall'autorità competente non sarà inferiore agli anni diciotto.

4. Il periodo minimo di servizio a bordo fissato dall'autorità competente non sarà inferiore ai trentasei mesi. Tuttavia l'autorità competente potrà:

a) accettare, nel caso di persone che sono state effettivamente imbarcate durante un periodo minimo di ventiquattro mesi e che hanno seguito con risultati soddisfacenti un corso di formazione professionale presso un istituto riconosciuto, che il periodo dedicato alla suddetta formazione, od una parte di tale periodo, sia considerato come servizio imbarcato;

b) permettere, in base ai buoni voti ottenuti, il rilascio di certificati di marinaio qualificato agli alunni delle navi-scuole marittime riconosciute, i quali abbiano prestato servizio durante diciotto mesi a bordo di tali navi.

5. L'esame prescritto comporterà una prova pratica sulle cognizioni marittime del candidato e sulla sua capacità di svolgere in modo efficace tutte le mansioni che possono essere richieste ad un marinaio qualificato, ivi compresa la manovra delle imbarcazioni di salvataggio. Il suddetto esame dovrà essere tale da consentire ad un candidato che lo avrà sostenuto con esito positivo di ottenere il brevetto di « pilota di scialuppa » previsto dall'articolo 22 della convenzione internazionale del 1929 per la salvaguardia della vita umana in mare o dalle corrispondenti disposizioni di ogni convenzione successiva che modifichi o sostituisca la convenzione suddetta, in vigore in un determinato territorio.

Articolo 3.

Un certificato di marinaio qualificato può essere rilasciato ad ogni persona la quale, all'entrata in vigore della presente convenzione in un territorio determinato, svolge od ha svolto tutte le mansioni di marinaio qualificato o di capociurma o una mansione equivalente.

ARTICOLO 4.

L'autorità competente può prevedere il riconoscimento dei certificati rilasciati in altri territori.

ARTICOLO 5.

Le ratifiche formali della presente convenzione verranno trasmesse al Direttore dell'Ufficio Internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 6.

1. La presente convenzione vincolerà soltanto i membri della Organizzazione Internazionale del Lavoro il cui strumento di ratifica sarà stato registrato dal Direttore.

2. La presente convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo l'avvenuta registrazione degli strumenti di ratifica da parte di due membri del Direttore.

3. Successivamente, la presente convenzione entrerà in vigore per ciascun membro dodici mesi dopo la data della avvenuta registrazione del suo strumento di ratifica.

ARTICOLO 7.

1. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione potrà denunziarla allo scadere di un periodo di dieci anni dalla data di entrata in vigore iniziale della convenzione, con atto trasmesso al Direttore dell'Ufficio Internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denunzia avrà effetto soltanto un anno dopo la sua registrazione.

2. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione e che, trascorso un anno dalla scadenza del periodo di dieci anni menzionato al precedente paragrafo, non si sia avvalso della facoltà di denunzia prevista al presente articolo, sarà vincolato per un altro periodo di dieci anni e, in seguito, potrà denunziare la presente convenzione allo scadere di ciascun periodo di dieci anni, alle condizioni previste al presente articolo.

ARTICOLO 8.

1. Il Direttore dell'Ufficio Internazionale del Lavoro notificherà a tutti i membri dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro la avvenuta registrazione di tutti gli strumenti di ratifica e denunzie trasmessigli dai membri dell'Organizzazione.

2. Notificando ai membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione della seconda ratifica trasmessagli, il Direttore richiamerà l'attenzione dei membri dell'Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente convenzione.

ARTICOLO 9.

Il Direttore dell'Ufficio Internazionale del Lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, dati completi su tutte le ratifiche e su tutti gli atti di denunzia registrati in conformità con i precedenti articoli.

ARTICOLO 10.

Allo scadere di ciascun periodo di dieci anni a partire dalla entrata in vigore della presente Convenzione, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio Internazionale del Lavoro dovrà presentare alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente convenzione e deciderà se iscrivere o meno all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua totale o parziale revisione.

ARTICOLO 11.

1. Qualora la conferenza adotti una nuova convenzione che comporti revisione totale o parziale della presente convenzione, e a meno che la nuova convenzione non disponga diversamente:

a) la ratifica della nuova convenzione riveduta da parte di un membro, comporterà di pieno diritto, nonostante l'articolo 7 sopra citato, l'immediata denunzia della presente convenzione, a condizione che la nuova convenzione riveduta sia già entrata in vigore;

b) a partire dalla data dell'entrata in vigore della nuova convenzione riveduta, la presente convenzione cesserà di essere aperta a ratifica da parte dei membri.

2. La presente convenzione resterà in ogni caso in vigore nella sua forma e tenore per quei membri che l'abbiano ratificata e che non intendono ratificare la convenzione riveduta.

ARTICOLO 12.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è quello autentico della convenzione debitamente adottato dalla Conferenza generale della Organizzazione Internazionale del Lavoro nella sua ventottesima sessione, tenutasi a Seattle, e conclusasi il 29 giugno 1946.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, oggi, trenta agosto 1946

Il Presidente della Conferenza,

HENRY M. JACKSON

Il Direttore *ad interim* dell'Ufficio Internazionale del Lavoro,

EDWARD J. PHELAN

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 109

CONVENZIONE CONCERNENTE I SALARI, LA DURATA DEL LAVORO A BORDO E GLI EFFETTIVI

(Riveduta nel 1958)

La Conferenza generale dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio Internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi il 29 aprile 1958, per la sua quarantunesima sessione,

Avendo deciso di adottare varie proposte relative alla revisione generale della convenzione su salari, durata del lavoro a bordo ed effettivi (riveduta) del 1949, tema che figura al punto secondo dell'ordine del giorno della sessione,

Considerato che tali proposte dovrebbero assumere la forma di una convenzione internazionale,

ha adottato, oggi, quattordici maggio millenovecentocinquantotto, la convenzione che segue, che sarà denominata Convenzione su salari, durata del lavoro a bordo ed effettivi (riveduta), 1958:

PARTE I.

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 1.

Nulla di quanto contemplato dalla presente convenzione potrà ledere le disposizioni in materia di retribuzioni, durata del lavoro

a bordo delle navi ed effettivi, stabilite per legge, sentenza, consuetudine o accordo intercorso fra armatori e marittimi, che assicurino ai marittimi condizioni più favorevoli di quelle previste da detta convenzione.

ARTICOLO 2.

1. La presente convenzione si applica a qualsiasi nave, di proprietà pubblica o privata, che sia:

a) a propulsione meccanica;

b) immatricolata in un territorio per il quale vige la presente convenzione;

c) adibita, per fini commerciali, al trasporto di merci o passeggeri;

d) adibita ad un viaggio per mare.

2. La presente convenzione non si applica:

a) ad imbarcazioni la cui stazza lorda registrata è inferiore a 500 tonnellate;

b) ad imbarcazioni in legno di concezione primitiva, quali sambuchi o giunche;

c) a navi adibite alla pesca o ad operazioni ad essa collegate;

d) ad imbarcazioni che navighino nelle acque di un estuario.

ARTICOLO 3.

La presente convenzione si applica a chiunque svolga una qualsiasi funzione a bordo di una nave, fatti salvi:

a) il comandante;

b) il pilota non membro dell'equipaggio;

c) il medico;

d) il personale infermieristico od ospedaliero adibito unicamente a compiti di infermeria;

e) il cappellano;

f) coloro che svolgono unicamente compiti educativi;

g) musicisti;

h) coloro che si occupano del carico a bordo;

i) coloro che lavorano unicamente per proprio conto o retribuiti esclusivamente a parte;

j) coloro che non sono retribuiti per i loro servizi o che vengono retribuiti solo con stipendio o trattamento nominale;

k) coloro che sono impiegati a bordo da un datore che non sia l'armatore, salvo coloro che sono al servizio di una ditta di radiotelegrafia;

l) gli scaricatori itineranti non membri dell'equipaggio;

m) coloro che sono a bordo o di navi adibite alla caccia alla balena, o di laboratori naviganti, o navi adibite ai relativi carichi, o impiegati a qualsiasi titolo alla caccia alla balena o ad operazioni similari, nei termini contemplati dalla legge nazionale o dalle disposizioni di uno speciale contratto collettivo per balenieri o di un analogo contratto concluso da un sindacato marittimi che definisca la durata del lavoro e le altre condizioni ad esso relative;

n) coloro che non sono membri dell'equipaggio (che figurino o meno sulla lista), e che sono tuttavia impiegati, allorché la nave è in porto per riparazioni, pulizia, carico o scarico di navi, o per analoghi servizi, ovvero per compiti di rimpiazzo, manutenzione, sorveglianza o guardia.

ARTICOLO 4.

Nella presente convenzione:

a) il termine « ufficiale » designa chiunque, ad eccezione del comandante, figuri come ufficiale sulla lista di bordo dell'equipaggio o svolga compiti riconosciuti di competenza di un ufficiale dalla legge nazionale, da un contratto collettivo o dalla consuetudine;

b) il termine « personale subalterno » designa tutti i membri dell'equipaggio che non siano il comandante e gli ufficiali e comprende i marinai muniti di certificato;

c) il termine « marinaio qualificato » designa chiunque, conformemente alla legge nazionale o, in sua assenza, per contratto collettivo, possieda la qualifica professionale necessaria all'assolvimento di compiti la cui esecuzione può essere richiesta ad un membro del personale subalterno adibito al servizio di coperta non facente parte del personale subalterno dirigente o specializzato;

d) il termine « salario o trattamento di base » designa la retribuzione in contanti di un ufficiale o di un membro del personale subalterno, escluse le spese di vitto, il compenso per lavoro straordinario, i premi o altre indennità in contanti o in natura.

ARTICOLO 5.

1. Ciascun membro che ratifichi la presente convenzione potrà, con dichiarazione in allegato allo strumento di ratifica, escludere da essa la Parte II di detta convenzione.

2. Fatti salvi i termini di una tale dichiarazione, le disposizioni di cui alla Parte II della convenzione avranno effetto al pari delle altre disposizioni contemplate dalla convenzione.

3. Ciascun membro che presenti tale dichiarazione dovrà fornire anche dati concernenti il salario o trattamento di base, per un mese civile di servizio, di un marinaio qualificato che sia impiegato a bordo di una delle navi cui la convenzione si applica.

4. Ciascun membro che presenti tale dichiarazione potrà in seguito, con una nuova dichiarazione, notificare al Direttore generale la sua accettazione della Parte II; le disposizioni della Parte II diverranno vigenti per il suddetto Membro a partire dalla data di registrazione della notifica da parte del Direttore generale.

5. Fintanto che resta valida la dichiarazione fatta conformemente ai termini del paragrafo 1 del presente articolo, ogni Membro potrà dichiarare che intende accettare la Parte II sotto forma di raccomandazione.

PARTE II.

SALARI

ARTICOLO 6.

1. Il salario o trattamento di base, per un mese civile di servizio, di un marinaio qualificato impiegato a bordo di una nave cui si applica la presente convenzione, non potrà essere inferiore a

sedici sterline, in valuta del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, ovvero a sessantaquattro dollari, in valuta degli Stati Uniti d'America, o somma equivalente in valuta di un altro Paese.

2. Riguardo ad eventuali ritocchi della parità della sterlina o del dollaro notificati al Fondo monterio internazionale a partire dal 29 giugno 1946 o ad ulteriori modifiche di stessa natura notificate dopo l'adozione della presente convenzione:

a) il salario minimo di base prescritto nel paragrafo 1 del presente articolo in funzione della valuta per la quale simile notifica è stata fatta sarà ritoccato in modo da mantenere l'equivalenza con l'altra valuta;

b) l'adeguamento verrà notificato dal Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro ai membri della Organizzazione internazionale del Lavoro;

c) il salario minimo di base così ritoccato sarà obbligatorio per i membri che hanno ratificato la Convenzione al pari del salario prescritto nel paragrafo 1 del presente articolo, e diverrà effettivo per ciascun membro al massimo all'inizio del secondo mese successivo a quello nel corso del quale il Direttore generale avrà comunicato ai membri il sopravvenuto ritocco.

ARTICOLO 7.

1. Nel caso di navi che richiedano un effettivo più cospicuo di alcune categorie del personale subalterno solitamente impiegato, il salario o trattamento di base minimo di un marinaio qualificato verrà ritoccato in modo da essere equiparato al salario o trattamento di base minimo fissato dal precedente articolo.

2. Tale equiparazione sarà fissata in base al principo: « a lavoro uguale, uguale salario », e terrà debitamente conto:

a) del numero supplementare di personale subalterno impiegato per ogni categoria;

b) delle aumentate o diminuite spese dell'armatore per via dell'impiego di queste categorie di persone.

3. Il salario corrispondente sarà fissato attraverso contratti collettivi stipulati dalle organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate, o, in assenza di detti contratti collettivi e salvo la ratifica della presente convenzione da parte dei due Paesi interessati, dall'autorità competente del territorio cui appartengono le categorie dei marittimi.

ARTICOLO 8.

Ove il vitto non fosse gratuitamente fornito, il salario o trattamento di base minimo sarà maggiorato di una somma fissata dal contratto collettivo intercorso fra le organizzazioni degli armatori e quelle dei marittimi interessate, o, in loro assenza, dalla autorità competente.

ARTICOLO 9.

1. L'aliquota utilizzata per determinare il corrispettivo, in altra valuta, del salario o trattamento di base previsto all'articolo 6 sarà data dal rapporto fra la parità di quella moneta e la parità della sterlina inglese o del dollaro statunitense.

2. Trattandosi della valuta di un membro dell'Organizzazione internazionale del Lavoro e membro del Fondo monetario internazionale, la parità sarà data dal valore corrente di tale valuta in virtù dello statuto del Fondo monetario internazionale.

3. Trattandosi della valuta di un membro dell'Organizzazione internazionale del Lavoro non membro del Fondo monetario internazionale, la parità sarà data dal tasso ufficiale di cambio, in base al peso e titolo dell'oro o del dollaro Stati Uniti in vigore il 1° luglio 1944, normalmente utilizzato per pagamenti o traslazioni nelle ordinarie transazioni internazionali.

4. Trattandosi di valuta cui non si applicano le disposizioni di uno dei due precedenti paragrafi:

a) l'aliquota adottata ai fini del presente articolo sarà fissata dal Membro dell'Organizzazione internazionale del Lavoro interessato;

b) questi informerà della sua decisione il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, il quale la trasmetterà immediatamente agli altri membri che abbiano ratificato la presente convenzione;

c) nei sei mesi successivi alla data in cui l'informazione sarà stata trasmessa dal Direttore generale, qualsiasi altro membro che abbia ratificato la convenzione potrà informare il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro delle obiezioni da lui mosse contro tale decisione; in tal caso, il Direttore generale ne informerà il membro interessato nonché gli altri membri che abbiano ratificato la convenzione e sottoporrà la questione al comitato previsto dall'articolo 22;

d) le presenti disposizioni troveranno applicazione qualora il membro interessato modifichi la propria decisione.

5. Qualsiasi modifica del salario o del trattamento di base dovuta al cambiamento dell'aliquota utilizzata per determinare il corrispettivo in altra valuta entrerà in vigore al massimo all'inizio del secondo mese successivo a quello in cui sarà entrato in vigore il ritocco apportato al rapporto fra le parità delle valute in questione.

ARTICOLO 10.

Ciascun membro dovrà prendere le necessarie misure onde:

a) assicurare, attraverso un sistema di controllo e di sanzioni, che i compensi versati non siano inferiori alle aliquote fissate dalla presente convenzione;

b) assicurare a chiunque sia stato remunerato con un'aliquota inferiore a quella conforme alle disposizioni della presente convenzione, la possibilità di recuperare, con procedura rapida e poco onerosa, per via giudiziaria o per altra via legale, la restante somma dovutagli.

PARTE III.

DURATA DEL LAVORO A BORDO DELLE NAVI

ARTICOLO 11.

Questa parte della presente convenzione non si applica:

a) al comandante in seconda o al direttore di macchina;

b) al commissario;

c) a qualsiasi altro ufficiale di servizio non di guardia;

d) a chi si occupa della contabilità o svolga servizi di carattere generale, che:

i) sia di un grado superiore definito con contratto collettivo stipulato dalle organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate;

ii) lavori essenzialmente per proprio conto;

iii) sia retribuito unicamente su commissione o principalmente a parte.

ARTICOLO 12.

In questa parte della presente convenzione:

a) il termine « nave adibita al piccolo cabotaggio » sta a designare qualsiasi nave che sia esclusivamente adibita a viaggi per i quali non si allontani dal Paese di partenza più che dai porti vicini dei Paesi limitrofi, entro limiti geografici:

i) nettamente definiti dalla legge nazionale o da un contratto collettivo intercorso fra le organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate;

ii) uniformi, per quanto concerne l'applicazione dell'insieme delle disposizioni di questa parte della presente convenzione;

iii) notificati dal membro interessato, al momento della registrazione del suo strumento di ratifica, con dichiarazione in allegato a detto strumento;

iv) fissati previa consultazione con gli altri membri interessati;

b) il termine « nave adibita alla navigazione di lungo corso » sta a designare qualsiasi nave non adibita al piccolo cabotaggio;

c) il termine « nave passeggeri » sta a designare qualsiasi nave che abbia una licenza che le consenta il trasporto di oltre dodici passeggeri;

d) il termine « durata del lavoro » sta a designare il periodo di tempo durante il quale un membro dell'equipaggio è tenuto, in base all'ordine di un superiore, ad effettuare un lavoro per la nave o per l'armatore.

ARTICOLO 13.

1. Il presente articolo si applica agli ufficiali e al personale subalterno che presta servizio in coperta, alle macchine o al radiotelegrafo a bordo di una nave adibita al piccolo cabotaggio.

2. La normale durata del lavoro di un ufficiale o del personale subalterno non dovrà eccedere:

a) durante la navigazione, ventiquattro ore su di un arco di due giorni consecutivi;

b) allorché la nave è in porto:

i) per il giorno di riposo settimanale: il tempo necessario all'espletamento del servizio ordinario o dei compiti ordinari di pulizia, fino a due ore;

ii) per gli altri giorni: otto ore, salvo che un contratto collettivo non preveda una durata inferiore;

c) centododici ore su di un arco di due settimane consecutive.

3. Ogni ora di lavoro effettuata in più rispetto ai limiti contemplati ai capoversi *a*) e *b*) del paragrafo 2 sarà considerata come ora di straordinario e per essa l'interessato avrà diritto a un compenso, conformemente alle disposizioni di cui all'articolo 18 della presente convenzione.

4. Qualora il numero complessivo delle ore di lavoro effettuate nel periodo di due settimane consecutive, ad esclusione delle ore considerate come straordinario, superi le centododici ore, l'ufficiale o il marittimo interessato avrà diritto ad un compenso, sotto forma di esenzione di servizio o di presenza che gli verrà concessa in un porto, o sotto altra forma secondo quanto stabilito dal contratto collettivo stipulato dalle organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate.

5. La legge nazionale o i contratti collettivi determineranno i casi in cui una nave è da considerarsi in navigazione ed i casi in cui essa è da considerarsi in porto ai fini del presente articolo.

ARTICOLO 14.

1. Il presente articolo si applica agli ufficiali ed al personale subalterno che presta servizio in coperta, in sala macchine ed al radiotelegrafo, a bordo di una nave adibita alla navigazione di lungo corso.

2. Durante la navigazione e i giorni di arrivo e di partenza, la normale durata del lavoro di un ufficiale o del personale subalterno non dovrà eccedere le otto ore.

3. Allorché la nave è in porto, la normale durata del lavoro di un ufficiale o del personale subalterno non dovrà eccedere:

a) per il giorno di riposo settimanale: il tempo necessario all'espletamento dei servizi ordinari o dei normali compiti di pulizia, fino ad un massimo di due ore;

b) per gli altri giorni: otto ore, salvo che un contratto collettivo non preveda una durata inferiore.

4. Ogni ora di lavoro effettuata in più rispetto ai limiti giornalieri previsti dai precedenti paragrafi sarà considerata come ora di straordinario e per essa l'interessato avrà diritto a un compenso, conformemente alle disposizioni di cui all'articolo 18 della presente convenzione.

5. Qualora il numero complessivo delle ore di lavoro effettuate nel corso di una settimana, ad esclusione delle ore considerate come ore straordinarie, superi le quarantotto, l'interessato avrà diritto ad un compenso sotto forma di un periodo di esenzione dal servizio o di esenzione di presenza che gli verrà concesso in un porto, o sotto altra forma, secondo quanto stabilito dal contratto collettivo stipulato dalle organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate.

6. La legge nazionale ed i contratti collettivi determineranno i casi in cui una nave è da considerarsi in navigazione ed i casi in cui essa è da considerarsi in porto ai fini del presente articolo.

ARTICOLO 15.

1. Il presente articolo si applica agli addetti ai servizi di carattere generale.

2. Trattandosi di nave-passeggeri, la normale durata del lavoro non dovrà superare:

a) durante la navigazione e nei giorni di arrivo e di partenza: dieci ore su di un arco di quattordici ore;

b) allorché la nave è in porto:

i) quando i passeggeri sono a bordo: dieci ore su di un arco di quattordici ore;

ii) negli altri casi:

— il giorno precedente quello del riposo settimanale: cinque ore;

— il giorno di riposo settimanale: cinque ore per gli addetti alle cucine ed ai servizi di mensa; per gli altri, il tempo necessario all'espletamento dei normali servizi o compiti ordinari di pulizia, fino ad un massimo di due ore;

— gli altri giorni: otto ore.

3. Non trattandosi di una nave-passeggeri, la normale durata del lavoro non dovrà superare:

a) durante la navigazione e nei giorni di arrivo e di partenza: nove ore su di un arco di tredici ore;

b) allorché la nave è in porto:

— il giorno del riposo settimanale: cinque ore;

— il giorno precedente quello del riposo settimanale: sei ore;

— gli altri giorni: otto ore su di un arco di dodici.

4. Qualora il numero complessivo delle ore di lavoro effettuate nell'arco di due settimane consecutive superi le centododici ore, l'interessato avrà diritto ad un compenso sotto forma di un periodo di esenzione dal servizio o di esenzione di presenza che gli verrà concesso in un porto, o sotto altra forma, secondo quanto stabilito dal contratto collettivo stipulato dalle organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate.

5. La legge nazionale o i contratti collettivi stipulati dalle organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate potranno prevedere particolari modalità per la regolamentazione della durata del lavoro degli addetti ai turni di notte.

Articolo 16.

1. Il presente articolo si applica agli ufficiali e al personale subalterno che prestino servizio a bordo di navi mercantili adibite al piccolo o gran cabotaggio.

2. L'esenzione dal servizio e l'esenzione di presenza concessa in un porto dovranno far oggetto di trattative fra le organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate, essendo inteso che gli ufficiali ed il personale subalterno beneficeranno in porto della massima esenzione e che questa non verrà conteggiata come ferie.

Articolo 17.

1. La competente autorità potrà esentare dall'applicazione della presente parte della convenzione tutti gli ufficiali che non ne siano già esenti in virtù dell'articolo 11, con riserva delle seguenti condizioni:

a) in virtù dei contratti collettivi, gli ufficiali dovranno beneficiare di condizioni di lavoro che compensino pienamente, dietro garanzia della competente autorità, la mancata applicazione di questa parte della convenzione;

b) il contratto collettivo dovrà essere stato originariamente stipulato prima del 30 giugno 1946 ed essere ancora direttamente vigente, o vigente in quanto rinnovato.

2. Qualsiasi Membro che invochi le disposizioni di cui al paragrafo 1 dovrà sottoporre al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro dati esaurienti su eventuali contratti collettivi di questo tipo; il Direttore generale sottoporrà quindi una sintesi delle informazioni ricevute al comitato menzionato all'articolo 22.

3. Tale comitato esaminerà se i contratti collettivi del cui rapporto è investito, prevedono condizioni di lavoro che compensino pienamente la mancata applicazione di questa parte della convenzione. Ciascun membro che abbia ratificato la convenzione si impegnerà a tener conto di eventuali osservazioni o suggerimenti fatti dal comitato in merito a tali contratti collettivi; si impegnerà, inoltre, a portare queste osservazioni o suggerimenti a conoscenza delle organizzazioni degli armatori o degli ufficiali, controparti di detti contratti collettivi.

ARTICOLO 18.

1. La o le aliquote di compensazione per le ore di straordinario saranno previste dalla legge nazionale o fissate da un contratto collettivo; per le ore di straordinario, l'aliquota per ora comporterà una maggiorazione pari almeno al venticinque per cento della aliquota/ora del salario o trattamento di base.

2. I contratti collettivi potranno prevedere anziché una retribuzione in contanti un compenso sotto forma di esenzione dal servizio o di presenza a bordo di pari portata o altro tipo di compenso.

ARTICOLO 19.

1. Il ricorso continuato ad ore di straordinario sarà evitato nella misura del possibile.

2. Il tempo necessario all'espletamento dei seguenti lavori non sarà computato nella normale durata del lavoro né considerato come straordinario, ai fini di questa parte della presente convenzione:

a) lavori ritenuti necessari ed urgenti dal comandante onde salvaguardare la sicurezza della nave, del carico o delle persone imbarcate;

b) lavori richiesti dal comandante onde soccorrere navi o persone in pericolo;

c) appelli, esercitazioni in caso di incendio o di imbarco e analoghe esercitazioni prescritte dalla convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare, vigenti al momento;

d) lavori straordinari dovuti a formalità doganali, quarantena o altre formalità sanitarie;

e) lavori ordinari e indispensabili richiesti agli ufficiali per la determinazione della posizione della nave e per le osservazioni meteorologiche;

f) i tempi supplementari imposti dal cambio della guardia.

3. Nulla di quanto contemplato dalla presente convenzione potrà essere interpretato nel senso di intaccare il diritto e l'obbligo del comandante della nave di esigere lavori che ritenga necessari alla sicurezza ed alla buona navigazione della nave, o l'obbligo di un ufficiale o del personale di espletare detti lavori.

Articolo 20.

1. Nessun membro dell'equipaggio di età inferiore ai sedici anni potrà effettuare turni di notte.

2. Ai fini del presente articolo, per « notte » si intendono almeno nove ore consecutive comprese in un lasso di tempo che va da prima di mezzanotte a dopo mezzanotte, così come fissato dalla legge nazionale o dai contratti collettivi.

PARTE IV.

EFFETTIVI

Articolo 21.

1. Ogni nave cui la presente convenzione si applica dovrà avere a bordo un equipaggio sufficiente, per numero e qualità, a:

a) garantire la sicurezza della vita umana in mare;

b) attuare le disposizioni di cui alla Parte III della presente convenzione;

c) evitare l'affaticamento eccessivo dell'equipaggio ed eliminare o ridurre al massimo le ore di straordinario.

2. Ciascun membro si impegna ad istituire, o ad assicurarsi che esista sul proprio territorio un valido strumento per istruire o comporre qualsiasi denuncia o conflitto relativo agli effettivi di una nave.

3. Rappresentanti delle organizzazioni degli armatori e dei marittimi parteciperanno, con o senza il concorso di altre persone o autorità, al buon funzionamento di questo strumento.

PARTE V.

APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE

ARTICOLO 22.

1. La presente convenzione potrà essere attuata con: *a)* una apposita legge; *b)* contratti collettivi stipulati da armatori e marittimi (salvo per quanto riguarda l'articolo 21, paragrafo 2); *c)* una combinazione di disposizioni di legge e contratti collettivi stipulati da armatori e marittimi. Salvo diversamente disposto dalla presente convenzione, questa si applicherà a qualsiasi nave immatricolata nel territorio di un Paese-membro che abbia ratificato la convenzione e a chiunque presti servizio a bordo della nave.

2. Allorché si sarà dato effetto ad ogni disposizione della presente convenzione con. contratto collettivo, conformemente al paragrafo 1 del presente articolo, ciascun membro, nonostante le disposizioni contemplate dall'articolo 10 della convenzione, non sarà più tenuto a prendere misure conformi a detto articolo riguardo alle disposizioni della convenzione poste in vigore con contratto collettivo.

3. Ciascun membro che abbia ratificato la convenzione dovrà fornire al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro dati circa le misure attraverso cui la convenzione è applicata, ed in particolare chiarimenti su tutti i contratti collettivi vigenti che attuano questa o quella disposizione prevista dalla convenzione.

4. Ciascun membro che abbia ratificato la convenzione si impegnerà a partecipare, con una delegazione tripartita, a qualsiasi

comitato che rappresenti governi, organizzazioni di armatori e di marittimi, a cui assistano a titolo consultivo rappresentanti della Commissione paritetica marittima dell'Ufficio internazionale del Lavoro, istituito al fine di esaminare le misure prese in vista dell'attuazione della convenzione.

5. Il Direttore generale sottoporrà a detto comitato una sintesi delle informazioni ricevute in applicazione del paragrafo 3 di cui sopra.

6. Il comitato esaminerà se i contratti collettivi, del cui rapporto è investito, realizzano pienamente le disposizioni previste dalla convenzione. Ciascun membro che abbia ratificato la presente convenzione si impegnerà a tener conto di qualsiasi osservazione o suggerimento avanzato dal comitato in merito all'applicazione della convenzione; si impegnerà, inoltre, a portare a conoscenza delle organizzazioni degli armatori e dei marittimi, controparti di un contratto collettivo come da paragrafo 1, qualsiasi osservazione o suggerimento avanzato dal suddetto comitato in merito all'efficacia con cui detto contratto attua le disposizioni della convenzione.

Articolo 23.

1. Ciascun membro che ratifichi la presente convenzione si impegnerà ad applicarne le disposizioni alle navi immatricolate sul proprio territorio e, salvo i casi di applicazione attraverso contratti collettivi, ad istituire una legislazione che:

a) determini le rispettive responsabilità dell'armatore e del comandante riguardo alla convenzione;

b) prescriva appropriate sanzioni per qualsiasi violazione delle disposizioni contemplate dalla convenzione;

c) crei in vista dell'applicazione della parte IV della presente convenzione un adeguato sistema di controllo ufficiale;

d) esiga, per l'applicazione della parte III della presente convenzione, l'estratto sia delle ore di lavoro effettuate, sia dei compensi accordati per le ore in più, e di straordinario;

e) assicuri ai marittimi strumenti per il recupero delle retribuzioni dovute a fronte delle ore di lavoro supplementare o straordinario analoghi a quelli di cui già dispongano per il recupero dei salari arretrati.

2. Le organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate saranno, nella misura del possibile, consultate nell'elaborazione di qualsiasi misura di carattere legislativo o regolamentare tendente ad attuare le disposizioni contemplate dalla presente convenzione.

ARTICOLO 24.

Onde istituire una reciproca assistenza per l'applicazione della presente convenzione, ciascun membro che l'abbia ratificata si impegnerà ad ordinare alla competente autorità di ogni porto sito sul suo territorio di segnalare all'autorità consolare o altra autorità qualificata di un altro Stato membro che l'abbia ratificata, qualsiasi caso di mancata applicazione delle disposizioni di detta convenzione verificatosi a bordo di una nave immatricolata nel territorio di quello Stato, e di cui sia venuto a conoscenza.

PARTE VI.

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 25.

1. La presente convenzione rivede le convenzioni del 1946 e del 1949 in materia di salari, durata del lavoro a bordo ed effettivi.

2. Ai fini dell'articolo 28 della convenzione su durata del lavoro a bordo ed effettivi del 1936, la presente convenzione dovrà ritenersi come una revisione di detta convenzione.

ARTICOLO 26.

Le ratifiche formali della presente convenzione saranno trasmesse al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 27.

1. La presente convenzione non sarà vincolante che per i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro i cui strumenti di ratifica siano stati registrati dal Direttore generale.

2. La convenzione entrerà inizialmente in vigore sei mesi dopo la data in cui le seguenti condizioni saranno state soddisfatte, e cioè allorché:

a) gli strumenti di ratifica di nove dei seguenti membri saranno stati registrati: Repubblica federale tedesca, Argentina, Australia, Belgio, Brasile, Canada, Cile, Cina, Danimarca, Spagna, Stati Uniti d'America, Finlandia, Francia, Grecia, India, Irlanda, Italia, Giappone, Norvegia, Paesi Bassi, Polonia, Portogallo, Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, Svezia, Turchia, Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche, Jugoslavia;

b) almeno cinque dei membri i cui strumenti di ratifica siano stati registrati possiedano ciascuno, alla data della loro registrazione, una flotta mercantile il cui tonnellaggio lordo sarà uguale o superiore ad un milione di tonnellate registrate;

c) il tonnellaggio complessivo della flotta mercantile dei membri le cui ratifiche siano state registrate sarà al momento della registrazione uguale o superiore a quindici milioni di tonnellate di stazza lorda registrate.

3. Le precedenti disposizioni sono state adottate in vista di facilitare, incoraggiare e accelerare la ratifica della presente convenzione da parte degli Stati membri.

4. Successivamente alla sua entrata in vigore iniziale, la presente convenzione entrerà in vigore per ciascun membro sei mesi dopo la data di registrazione del suo strumento di ratifica.

ARTICOLO 28.

1. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione potrà denunziarla allo scadere dei cinque anni successivi alla data di entrata in vigore iniziale della convenzione con atto inoltrato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denunzia non avrà effetto se non un anno dopo la sua registrazione.

2. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione che, entro un anno dallo scadere del periodo di cinque anni di cui al paragrafo precedente, non si sia avvalso della facoltà di denunzia contemplata dal presente articolo, dovrà ritenersi vincolato per un altro periodo di cinque anni e, successivamente, potrà denunziare la presente convenzione allo scadere di ogni quinquennio nei termini previsti dal presente articolo.

ARTICOLO 29.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro l'avvenuta registrazione di tutte le ratifiche, dichiarazioni e denunzie pervenutegli da parte dei membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione dell'ultimo strumento di ratifica necessario all'entrata in vigore della Convenzione, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei membri dell'Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente convenzione.

ARTICOLO 30.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro invierà al Segretario generale delle Nazioni Unite ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, dati esaurienti in merito a tutte le ratifiche, dichiarazioni e denunzie da lui registrate in conformità ai precedenti articoli.

ARTICOLO 31.

Allo scadere di ogni decennio a partire dall'entrata in vigore della presente convenzione, il Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro dovrà presentare alla Conferenza generale una relazione sull'applicazione della presente convenzione e deciderà, se necessario, di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua totale o parziale revisione.

ARTICOLO 32.

1. Qualora la Conferenza adottasse una nuova convenzione comportante la totale o parziale revisione della presente convenzione, e salvo che diversamente disposto dalla nuova convenzione:

a) la ratifica da parte di un membro della nuova convenzione riveduta comporterebbe, di diritto, nonostante l'articolo 28 di cui sopra, l'immediata denunzia della presente convenzione, con riserva che la nuova convenzione riveduta sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione riveduta, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta a ratifica da parte dei membri.

2. La presente convenzione resterebbe in ogni caso vigente nella sua forma e portata per i membri che l'avessero ratificata e che non intendessero ratificare la convenzione riveduta.

ARTICOLO 33.

La versione francese e inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede costituisce il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua quarantunesima sessione tenutasi a Ginevra e conclusasi il 14 maggio 1958.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, oggi, ventotto maggio 1958:

Il Presidente della Conferenza,

ICHIRO KAWASAKI.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

DAVID A. MORSE.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 129

CONVENZIONE CONCERNENTE L'ISPEZIONE DEL LAVORO IN AGRICOLTURA

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro e ivi riunitasi il 4 giugno 1969, per la sua cinquantatreesima sessione;

Preso atto dei termini delle convenzioni internazionali del lavoro esistenti concernenti l'ispezione del lavoro, quali la convenzione sulla ispezione del lavoro del 1947, che si applica all'industria ed al commercio, nonché la convenzione sulle piantagioni del 1958, che si applica ad un tipo particolare di aziende agricole;

Considerato che è auspicabile adottare oggi norme internazionali sull'ispezione del lavoro nell'agricoltura, in genere;

Avendo deciso di adottare varie proposte relative all'ispezione del lavoro in agricoltura, tema che costituisce il punto quarto dell'ordine del giorno della sessione;

Avendo stabilito che tali proposte assumano la forma di una convenzione internazionale,

ha adottato oggi, venticinque giugno millenovecentosessantanove, la convenzione che segue, che sarà denominata Convenzione sull'ispezione del lavoro (agricoltura), 1969:

ARTICOLO 1.

1. Ai fini della presente convenzione, il termine « azienda agricola » sta a designare quelle aziende o parte di esse aventi come oggetto la coltivazione, l'allevamento, la silvicoltura, l'orticoltura,

la trasformazione primaria di prodotti agricoli da parte del conduttore, o qualsiasi altra forma di attività agricola.

2. Se necessario, la competente autorità determinerà, previa consultazione delle organizzazioni più rappresentative degli imprenditori e dei lavoratori interessati, ove ve ne siano, la linea di demarcazione fra agricoltura, da un lato, e industria e commercio dall'altro, affinché nessuna azienda agricola sfugga al sistema nazionale di ispezione del lavoro.

3. Ove non sia certa l'applicazione della convenzione ad una azienda o parte di essa, l'autorità competente sarà chiamata a dirimere la questione.

ARTICOLO 2.

Nella presente convenzione, il termine « disposizioni di legge » sta ad indicare oltre alla legislazione, le sentenze arbitrali ed i contratti collettivi aventi forza di legge e di cui gli ispettori del lavoro sono chiamati ad assicurare l'applicazione.

ARTICOLO 3.

Ogni membro dell'Organizzazione internazionale del Lavoro per il quale vige la presente convenzione deve disporre di un sistema d'ispezione del lavoro in agricoltura.

ARTICOLO 4.

Il sistema di ispezione del lavoro in agricoltura sarà applicato a quelle aziende agricole che occupano lavoratori salariati o apprendisti, qualunque siano le modalità e il tipo della loro remunerazione, la forma o la durata del loro contratto.

ARTICOLO 5.

1. Ogni membro che ratifica la presente convenzione può, con una dichiarazione che accompagni la sua ratifica, impegnarsi ad estendere il proprio sistema di ispezione del lavoro in agricoltura a

una o più delle seguenti categorie di persone che lavorino in aziende agricole:

a) fittavoli che non impieghino mano d'opera esterna, mezzadri e analoghe categorie di lavoratori agricoli;

b) persone associate alla gestione di un'azienda collettiva, quali i membri di una cooperativa;

c) membri della famiglia del conduttore quali definiti dalla legislazione nazionale.

2. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione potrà in seguito trasmettere al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro una dichiarazione con cui si impegna ad estendere il proprio sistema di ispezione del lavoro in agricoltura a una o più delle categorie di persone enumerate nel precedente paragrafo che non siano già state menzionate in una dichiarazione antecedente.

3. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione dovrà indicare, nei rapporti che è tenuto a presentare in virtù dell'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, in che misura ha attuato o intende attuare le disposizioni della convenzione relative a quelle categorie di persone enumerate nel paragrafo 1 di cui sopra che non abbiano fatto oggetto di simili dichiarazioni.

ARTICOLO 6.

1. Il sistema di ispezione del lavoro in agricoltura sarà tenuto a:

a) garantire l'applicazione delle disposizioni di legge relative alle condizioni di lavoro ed alla salvaguardia dei lavoratori nello esercizio della loro professione, quali le disposizioni concernenti la durata del lavoro, i salari, il riposo settimanale e le ferie, la sicurezza, l'igiene ed il benessere, l'impiego delle donne, dei bambini e degli adolescenti, nonché altre materie connesse, nella misura in cui gli ispettori del lavoro sono chiamati a garantire l'applicazione di dette disposizioni;

b) fornire informazioni e consigli tecnici a imprenditori e lavoratori circa i mezzi più validi per osservare le disposizioni di legge;

c) attirare l'attenzione della competente autorità sulle anomalie o abusi non specificatamente sanati dalle disposizioni di legge esistenti e sottoporre le proposte per un miglioramento della legislazione vigente.

2. La legislazione nazionale può affidare agli ispettori del lavoro in agricoltura funzioni di assistenza o controllo riguardanti l'applicazione di disposizioni di legge relative alle condizioni di vita dei lavoratori e delle loro famiglie.

3. Qualora altre funzioni siano affidate agli ispettori del lavoro in agricoltura, queste non debbono ostacolare l'esercizio dei loro compiti principali né pregiudicare in alcun modo l'autorità o la imparzialità loro necessarie nei confronti di imprenditori e lavoratori.

ARTICOLO 7.

1. Per quanto compatibile con la prassi amministrativa del membro, l'ispezione del lavoro in agricoltura sarà posta sotto la sorveglianza ed il controllo di un organo centrale.

2. Ove si tratti di uno Stato federativo, l'espressione « organo centrale » può designare un organo centrale o a livello federale, o a livello di un'entità costituente federata.

3. L'ispezione del lavoro in agricoltura potrà essere ad esempio assicurata da:

a) un unico organo di ispezione del lavoro, competente per tutti i rami dell'attività economica;

b) un unico organo di ispezione del lavoro, comportante una specializzazione funzionale mediante un'adeguata formazione degli ispettori destinati ad esercitare le loro funzioni in agricoltura;

c) un unico organo di ispezione del lavoro, comportante una specializzazione istituzionale mediante la creazione di un servizio tecnicamente qualificato i cui agenti eserciterebbero le loro funzioni in agricoltura;

d) un ispettorato specializzato, incaricato di svolgere le proprie funzioni in agricoltura, la cui attività sarebbe tuttavia posta sotto il controllo di un organo centrale avente le medesime prerogative, in materia di ispezione del lavoro, in altri settori dell'attività economica quali l'industria, i trasporti ed il commercio.

ARTICOLO 8.

1. Gli addetti all'ispezione del lavoro in agricoltura debbono essere funzionari pubblici con statuto e condizioni di servizio tali da assicurare loro stabilità di impiego e indipendenza rispetto a cambiamenti di governo e ad indebite ingerenze esterne.

2. Ove conforme alle leggi o alla prassi del Paese, il sistema di ispezione del lavoro in agricoltura di ciascun membro potrà includere agenti o rappresentanti delle organizzazioni professionali con compiti complementari a quelli dei funzionari pubblici; tali agenti o rappresentanti dovranno beneficiare di garanzie riguardo alla stabilità delle loro funzioni ed essere al riparo da qualsiasi indebita ingerenza esterna.

Articolo 9.

1. Fatte salve le disposizioni previste per legge per le assunzioni nel pubblico impiego, gli ispettori del lavoro in agricoltura saranno unicamente reclutati in base all'attitudine dei candidati ad adempiere i compiti che verrebbero loro demandati.

2. Gli strumenti di verifica di tale attitudine saranno stabiliti dalle competenti autorità.

3. Gli ispettori del lavoro in agricoltura riceveranno un'adeguata formazione ai fini dell'esercizio delle loro funzioni, e dei corsi dovranno essere istituiti per assicurare loro un buon perfezionamento.

Articolo 10.

I servizi di ispezione del lavoro in agricoltura potranno impiegare sia donne che uomini; ove necessario, particolari compiti potranno rispettivamente essere affidati a ispettori o a ispettrici.

Articolo 11.

Ciascun membro dovrà adottare le necessarie disposizioni onde assicurare che specialisti e tecnici qualificati in grado di concorrere alla soluzione di problemi richiedenti particolari cognizioni tecniche, collaborino all'assolvimento dei compiti di ispezione del lavoro in agricoltura, in base ai criteri meglio rispondenti alle esigenze nazionali.

ARTICOLO 12.

1. Le competenti autorità dovranno adottare le misure più appropriate onde favorire un'effettiva collaborazione tra i servizi di ispezione del lavoro in agricoltura e gli uffici governativi, gli enti pubblici o gli istituti autorizzati eventualmente chiamati a svolgere analoghe attività.

2. Ove le circostanze lo impongano, le competenti autorità potranno demandare, a titolo ausiliare, taluni compiti di ispezione, a livello regionale o locale, a determinati uffici governativi o enti pubblici, o associare questi ultimi a tali compiti, nella misura in cui l'applicazione dei princìpi previsti dalla presente convenzione non ne sia inficiata.

ARTICOLO 13.

Le competenti autorità dovranno adottare le misure più appropriate onde favorire la collaborazione fra funzionari dell'ispettorato del lavoro in agricoltura, datori di lavoro e lavoratori, o loro organizzazioni, ove ne esistano.

ARTICOLO 14.

Disposizioni dovranno essere prese affinché il numero di ispettori del lavoro in agricoltura sia sufficiente ad assicurare un efficiente servizio e sia fissato tenuto conto:

a) della portata dei compiti da assolvere e, in particolare:

i) del numero, del tipo, della portata e della collocazione delle aziende agricole soggette ad ispezione;

ii) del numero e della diversità di categorie di persone impiegate in tali aziende;

iii) della molteplicità e complessità di disposizioni di legge da far rispettare;

b) degli strumenti a disposizione degli ispettori;

c) delle condizioni pratiche necessarie per effettuare efficacemente le ispezioni.

ARTICOLO 15.

1. Le competenti autorità dovranno prendere le necessarie misure onde mettere a disposizione degli ispettori del lavoro in agricoltura:

a) uffici locali di ispettorato attrezzati in maniera consona alle esigenze del servizio, accessibili, nei limiti del possibile, a tutti gli interessati, e siti in zone scelte in funzione dell'ubicazione delle aziende agricole e dei mezzi di comunicazione esistenti;

b) i mezzi di trasporto necessari all'esercizio delle loro funzioni, ove non esistano adeguati mezzi di trasporto pubblico.

2. Le competenti autorità dovranno prendere le misure necessarie onde rimborsare agli ispettori del lavoro in agricoltura tutte le spese di viaggio e le spese accessorie indispensabili all'esercizio delle loro funzioni.

ARTICOLO 16.

1. Gli ispettori del lavoro in agricoltura, muniti di pezze giustificative delle loro funzioni, saranno autorizzati a:

a) penetrare liberamente, senza alcun preavviso, a qualsiasi ora del giorno e della notte, nei luoghi di lavoro soggetti ad ispezione;

b) penetrare di giorno in qualsiasi locale che abbiano un valido motivo di ritenere soggetto a controllo da parte dell'ispettorato;

c) procedere ad esami, controlli o inchieste che ritengano necessari onde verificare che siano effettivamente rispettate le disposizioni di legge vigenti e, in particolar modo:

i) interrogare, o da soli, o alla presenza di testimoni, il datore di lavoro, il personale dell'impresa o qualunque altra persona che si trovi nell'azienda, sulle varie materie relative all'applicazione delle disposizioni di legge;

ii) chiedere, secondo le modalità previste per legge, visione di tutti i libri, registri e altri documenti la cui tenuta è prescritta dalla legislazione in materia di condizioni di lavoro e di vita, al fine di verificarne la conformità alle disposizioni di legge, trarne copia o estratti;

iii) prelevare ed asportare, a scopo di analisi, campioni di prodotti, materie e sostanze utilizzate o manipolate, a condizione che il datore di lavoro o chi per lui sia stato avvisato che dei prodotti, materie o sostanze sono stati a tal fine prelevati ed asportati.

2. Gli ispettori non potranno penetrare, in virtù dei comma *a*) e *b*) del precedente paragrafo, nell'abitazione privata del conduttore di una azienda agricola, a meno che non ne abbiano ottenuto l'autorizzazione o che non siano muniti di una speciale autorizzazione rilasciata dalla competente autorità.

3. Gli ispettori dovranno, al momento dell'ispezione, informare della loro presenza il datore di lavoro, o chi per lui, come pure i lavoratori od i loro rappresentanti, a meno che non ritengano di pregiudicare, con tale avviso, l'efficacia del controllo.

ARTICOLO 17.

I servizi dell'ispettorato del lavoro in agricoltura saranno associati, nei casi e termini previsti dalle competenti autorità, all'opera di controllo preventivo di nuovi impianti, nuove sostanze e nuove tecniche di manipolazione o trasformazione dei prodotti suscettibili di costituire una minaccia per la salute o la sicurezza.

ARTICOLO 18.

1. Gli ispettori del lavoro in agricoltura saranno autorizzati ad adottare misure destinate ad eliminare eventuali difetti constatati in impianti, sistemi o metodi di lavoro di aziende agricole, ivi compreso l'utilizzo di sostanze pericolose, e che ritengano costituire una minaccia per la salute o la sicurezza.

2. Onde essere in grado di adottare simili misure, gli ispettori del lavoro potranno, fatto salvo il ricorso giudiziario o amministrativo eventualmente previsto dalla legge, ordinare o far ordinare che:

a) siano apportate a impianti, locali, attrezzi, macchinari o apparecchiature, entro determinati termini, le modifiche atte ad assicurare la rigorosa applicazione delle disposizioni di legge concernenti la salute e la sicurezza;

b) siano prese misure immediatamente esecutorie, che possono giungere sino alla cessazione dell'attività, in caso di pericolo impellente per la salute e la sicurezza.

3. Ove la procedura contemplata dal paragrafo 2 di cui sopra non fosse compatibile con la prassi amministrativa e giudiziaria di un membro, gli ispettori potranno adire l'autorità competente affinché formuli delle ingiunzioni o faccia adottare misure immediatamente esecutive.

4. I difetti constatati dall'ispettore nel corso della visita ad una azienda, così come le misure ordinate in applicazione del paragrafo 2, o sollecitate in applicazione del paragrafo 3, dovranno essere immediatamente portate all'attenzione del datore di lavoro e dei rappresentanti dei lavoratori.

Articolo 19.

1. L'ispettorato del lavoro in agricoltura dovrà essere informato degli infortuni sul lavoro nonché dei casi di malattia professionale sopraggiunti nel settore agricolo, nei casi e nei termini prescritti dalla legge nazionale.

2. Nella misura del possibile, gli ispettori del lavoro saranno associati a qualsiasi inchiesta *in loco* riguardante le cause di infortuni o di gravi malattie professionali, in particolare quando trattasi di infortuni o di malattie che abbiano determinato la morte o causato un certo numero di vittime.

Articolo 20.

Fatte salve le eccezioni previste dalla legge, gli ispettori del lavoro in agricoltura:

a) non potranno avere un qualsiasi interesse, diretto o indiretto, nelle aziende poste sotto il loro controllo;

b) saranno tenuti, sotto pena di sanzioni penali e precise misure disciplinari, a non rivelare mai, neanche dopo aver lasciato il servizio, i segreti di fabbricazione o commerciali o le tecniche di lavorazione di cui siano venuti a conoscenza nell'esercizio delle loro funzioni;

c) dovranno considerare come assolutamente confidenziale la fonte di qualsiasi denuncia che segnali loro eventuali difetti, pericoli nelle tecniche di lavorazione o infrazioni delle disposizioni di legge, e dovranno astenersi dal rivelare al datore di lavoro, o a chi per lui, di aver proceduto ad un'ispezione a seguito di denuncia.

ARTICOLO 21.

Le aziende agricole dovranno essere ispezionate tanto spesso e meticolosamente quanto necessario per assicurare l'effettiva applicazione delle relative norme di legge.

ARTICOLO 22.

1. Chiunque violi o trascuri di ottemperare alle disposizioni di legge la cui applicazione è soggetta a controllo da parte degli ispettori del lavoro in agricoltura è immediatamente perseguibile penalmente o civilmente, senza alcun preavviso. La legge nazionale può tuttavia contemplare delle eccezioni per quei casi in cui il preavviso deve essere dato al fine di rimediare alla situazione contingente o adottare misure preventive.

2. Gli ispettori del lavoro avranno facoltà di decidere se dare avvertimenti o consigli anziché intentare o sollecitare azioni legali.

ARTICOLO 23.

Qualora gli ispettori del lavoro in agricoltura non siano essi stessi abilitati ad intentare procedimenti penali, essi potranno deferire direttamente all'autorità investita di tale potere i verbali constatanti violazioni alle disposizioni di legge.

ARTICOLO 24.

Appropriate sanzioni per violazione delle disposizioni di legge la cui applicazione è soggetta al controllo di ispettori del lavoro in agricoltura e per ostruzione contro detti ispettori nell'esercizio delle loro funzioni saranno contemplate dalla legge nazionale ed effettivamente applicate.

ARTICOLO 25.

1. Gli ispettori del lavoro o gli uffici locali dell'ispettorato, secondo i casi, saranno tenuti a sottoporre all'ufficio centrale dello ispettorato rapporti periodici sui risultati della loro attività in agricoltura.

2. Tali rapporti saranno redatti nei termini prescritti dall'ufficio centrale dell'ispettorato e tratteranno temi di volta in volta indicati da detto ufficio; essi saranno inoltrati con una frequenza almeno pari a quella prescritta dall'ispettorato centrale e, in ogni caso, almeno una volta all'anno.

ARTICOLO 26.

1. L'ispettorato centrale pubblicherà un rapporto annuale sulla attività dei servizi di ispettorato in agricoltura sia sotto forma di un rapporto a se stante, sia come parte del suo rapporto annuo generale.

2. Tali rapporti annui saranno pubblicati a debite scadenze, in ogni caso mai superiori ai dodici mesi, a partire dalla fine dell'anno cui si riferiscono.

3. Copie dei rapporti annui saranno inoltrate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro entro tre mesi dalla loro pubblicazione.

ARTICOLO 27.

I rapporti annui pubblicati dall'ispettore centrale verteranno in particolare sui seguenti punti, nella misura in cui essi ricadranno sotto il controllo di detto ispettorato:

a) leggi e regolamenti di competenza dell'ispettorato del lavoro in agricoltura;

b) personale dell'ispettorato del lavoro in agricoltura;

c) statistiche delle aziende agricole sottoposte a controllo da parte dell'ispettorato e numero di addetti di tali aziende;

d) statistiche delle visite di ispezione;

e) dati statistici sulle infrazioni commesse e le sanzioni inflitte;

f) dati statistici sugli infortuni sul lavoro e loro cause;

g) dati statistici sulle malattie professionali e loro cause.

Articolo 28.

Le ratifiche formali della presente convenzione saranno trasmesse al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

Articolo 29.

1. La presente convenzione sarà unicamente vincolante per i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. La presente convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo che la ratifica di due membri sarà stata registrata dal Direttore generale.

3. Successivamente, la presente convenzione entrerà in vigore per ciascun membro dodici mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

Articolo 30.

1. Ciascun membro che abbia ratificato la presente convenzione potrà denunziarla allo scadere di dieci anni dalla data dell'entrata in vigore iniziale della convenzione con atto inoltrato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, da questi registrato. La denunzia avrà effetto solo un anno dopo essere stata registrata.

2. Ciascun membro che abbia ratificato la presente convenzione e che entro un anno dallo scadere del periodo di dieci anni di cui al precedente paragrafo non si sia avvalso della facoltà di denunzia prevista dal presente articolo dovrà ritenersi vincolato per un nuovo periodo di dieci anni e, in seguito, potrà denunziare la presente convenzione allo scadere di ogni decennio secondo i termini previsti dal presente articolo.

ARTICOLO 31.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a ciascun membro dell'Organizzazione internazionale del Lavoro l'avvenuta registrazione di tutte le ratifiche e denunzie pervenutegli da parte dei membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione della seconda ratifica pervenutagli, il Direttore generale attirerà l'attenzione dei membri della Organizzazione sulla data dell'entrata in vigore della presente convenzione.

ARTICOLO 32.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite, perché ne prenda atto, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, dati esaurienti in merito agli strumenti di ratifica ed alle denunzie da lui registrati in conformità con i precedenti articoli.

ARTICOLO 33.

Ogni qualvolta lo ritenga necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente convenzione ed esaminerà se la questione della sua totale o parziale revisione debba essere iscritta all'ordine del giorno della Conferenza.

ARTICOLO 34.

1. Qualora la Conferenza adottasse una nuova convenzione comportante la totale o parziale revisione della presente convenzione e salvo che la nuova convenzione non disponga diversamente:

a) la ratifica da parte di un membro della nuova convenzione comportante una revisione, determinerà di diritto, nonostante l'articolo 30 di cui sopra, l'immediata denunzia della presente convenzione, a condizione che la nuova convenzione comportante una revisione sia già in vigore;

b) dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione comportante una revisione, la presente convenzione cesserà di essere aperta alla ratifica dei membri.

2. La presente convenzione resterà in ogni caso in vigore nella sua forma e portata per quei membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la convenzione rivista.

ARTICOLO 35.

La versione francese e inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede costituisce il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nel corso della sua cinquantatreesima sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 25 giugno 1969.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, oggi venticinque di giugno 1969:

Il Presidente della Conferenza,

J. MÖRI.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

DAVID A. MORSE.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 132

CONVENZIONE RELATIVA AI CONGEDI ANNUALI PAGATI

(Rivéduta nel 1970) (1)

La Conferenza generale dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro e ivi riunitasi il 3 giugno 1970, per la sua cinquantaquattresima sessione;

Avendo deciso di adottare diverse proposte relative ai congedi pagati, argomento che costituisce il quarto punto all'ordine del giorno della sessione;

Avendo deciso che tali proposte assumerebbero la forma di una convenzione internazionale,

adotta, in questo ventiquattresimo giorno di giugno millenovecentosettanta, la convenzione qui di seguito, che sarà denominata Convenzione sui congedi pagati (riveduta), 1970:

ARTICOLO 1.

Finché le disposizioni non verranno applicate o mediante convenzioni collettive, sentenze arbitrali o decisioni giudiziarie, o mediante organismi ufficiali di determinazione dei salari, o in ogni altro

---

(1) Adottata il 24 giugno 1970 con 213 voti contro 62, e 62 astensioni.

modo conforme alla prassi interna e ritenuto opportuno, tenuto conto delle condizioni proprie di ciascun Paese, le disposizioni della convenzione dovranno essere applicate mediante legislazione interna.

ARTICOLO 2.

1. La presente convenzione si applica a tutte le persone impiegate, esclusi i marittimi.

2. Ove risulti necessario, l'autorità competente o qualsiasi organismo appropriato in ciascun Paese potrà, dopo aver consultato le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessate, ove ne esistano, adottare misure per escludere dall'applicazione della convenzione delle categorie limitate di persone impiegate, laddove tale applicazione solleverebbe problemi particolari di esecuzione o di ordine costituzionale o legislativo di una certa importanza.

3. Ciascun membro che ratifica la convenzione dovrà indicare, nel primo rapporto sull'applicazione di quest'ultima che è tenuto a presentare in base all'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, motivandolo, le categorie che sono state oggetto di esclusione in applicazione del paragrafo 2 del presente articolo ed esporre, in successivi rapporti, lo stato della legislazione e delle consuetudini interne relative alle suddette categorie, precisando in che misura è stato dato effetto o ci si è proposti di dare effetto alla convenzione per quanto riguarda le categorie in questione.

ARTICOLO 3.

1. Tutte le persone cui si applica la convenzione avranno diritto a un congedo annuale pagato di una determinata durata minima.

2. Ciascun membro che ratifichi la Convenzione dovrà specificare la durata del congedo in una dichiarazione annessa alla ratifica.

3. La durata del congedo non dovrà in alcun caso essere inferiore a tre settimane di lavoro per un anno di servizio.

4. Ciascun membro che abbia ratificato la Convenzione potrà informare il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, con una successiva dichiarazione, che aumenta la durata del congedo specificata al momento della ratifica di essa.

ARTICOLO 4.

1. Chiunque abbia compiuto, nel corso di un determinato anno, un periodo di servizio di durata inferiore al periodo richiesto per aver diritto alla totalità del congedo prescritto all'articolo 3 di cui sopra, avrà diritto, per l'anno in questione, a un congedo pagato di durata proporzionalmente ridotta.

2. Ai fini del presente articolo, il termine « anno » indica un anno civile o qualsiasi altro periodo della stessa durata fissato dalla autorità competente o dall'organismo appropriato nel Paese interessato.

ARTICOLO 5.

1. Un periodo di servizio minimo potrà essere richiesto per aver diritto ad un congedo annuale pagato.

2. Spetterà all'autorità competente o all'organismo appropriato, nel Paese interessato, di fissare la durata di tale periodo di servizio minimo, ma esso non dovrà in alcun caso superare i sei mesi.

3. Il criterio di calcolo del periodo di servizio, al fine di determinare il diritto al congedo, sarà fissato dall'autorità competente o dall'organismo appropriato in ciascun Paese.

4. A condizioni da stabilirsi da parte dell'autorità competente o dall'organismo appropriato in ciascun Paese, le assenze dal lavoro per motivi indipendenti dalla volontà della persona impiegata interessata, come anche le assenze per malattia, incidente o congedo per maternità, saranno calcolate nel periodo di servizio.

ARTICOLO 6.

1. I giorni festivi ufficiali e consuetudinari che si situino o meno nel periodo di congedo annuale non saranno computati nel congedo pagato annuale minimo prescritto al paragrafo 3 dell'articolo 3 di cui sopra.

2. A condizioni da stabilirsi da parte dell'autorità competente o dall'organismo appropriato in ciascun Paese, i periodi di inabilità al lavoro derivanti da malattie o incidenti non possono essere calcolati nel congedo pagato minimo annuale, prescritto al paragrafo 3 dell'articolo 3 della presente convenzione.

ARTICOLO 7.

1. Chiunque prenda il congedo previsto dalla presente convenzione deve ricevere, per tutta la durata di detto congedo, almeno la normale o media remunerazione (ivi compreso, ove tale remunerazione comporti prestazioni in natura, il controvalore di queste, a meno che non si tratti di prestazioni permanenti di cui l'interessato goda indipendentemente dal congedo pagato), calcolata secondo un metodo da stabilirsi da parte dell'autorità competente o dall'organismo appropriato in ciascun Paese.

2. I compensi dovuti in base al paragrafo 1 sopracitato dovranno essere versati alla persona impiegata interessata prima del suo congedo, a meno che non sia diversamente stabilito mediante accordo tra il datore di lavoro e detta persona.

ARTICOLO 8.

1. Il frazionamento del congedo annuale pagato potrà essere autorizzato dall'autorità competente o dall'organismo appropriato in ciascun Paese.

2. A meno che non sia diversamente stabilito da accordo tra il datore di lavoro e la persona impiegata interessata, e a condizione che la durata del servizio di questa persona le dia diritto a un tale periodo di congedo, una delle frazioni di congedo dovrà corrispondere almeno a due settimane ininterrotte di lavoro.

ARTICOLO 9.

1. La parte ininterrotta di congedo annuale pagato menzionata al paragrafo 2 dell'articolo 8 della presente convenzione dovrà essere accordata e usufruita entro il termine di un anno al massimo, e il resto del congedo. annuale pagato entro il termine di diciotto mesi, al massimo, a partire dalla fine dell'anno che dà diritto al congedo.

2. Ogni parte di congedo annuale che superi un minimo stabilito potrà, con il consenso della persona impiegata interessata, essere rinviata, per un periodo limitato, oltre i limiti indicati al paragrafo 1 del presente articolo.

3. Il minimo di congedo che non potrà essere soggetto a tale rinvio e il periodo limitato suscettibile di rinvio saranno stabiliti dalle autorità competenti, previa consultazione delle organizzazioni interessate degli imprenditori e dei lavoratori, sia mediante trattative collettive, sia con qualsiasi altra modalità conforme alla pratica nazionale e che appaia adeguata, tenuto conto delle condizioni specifiche di ciascun paese

ARTICOLO 10.

1. L'epoca in cui sarà preso il congedo sarà stabilita dal datore di lavoro dopo aver consultato la persona interessata o i suoi rappresentanti, a meno che non sia stabilita per via regolamentare, mediante convenzioni collettive, sentenze arbitrali o in ogni altro modo conforme alla prassi nazionale.

2. Per stabilire l'epoca in cui il congedo sarà preso, si terrà conto delle esigenze del lavoro e della possibilità di riposo e di svago che sono offerte alla persona interessata.

ARTICOLO 11.

Ogni persona impiegata, che abbia compiuto il periodo minimo di servizio corrispondente a quello che può essere richiesto in conformità con il paragrafo 1 dell'articolo 5 della presente convenzione, deve godere, in caso di cessazione del rapporto di lavoro o di un congedo pagato, proporzionale alla durata del periodo di servizio per cui non ha ancora usufruito di congedo, o di una indennità compensatoria, oppure di un credito di congedo equivalente.

ARTICOLO 12.

Qualsiasi accordo relativo alla rinuncia al diritto al congedo minimo annuale pagato previsto al paragrafo 3 dell'articolo 3 della presente convenzione, o relativo alla rinuncia a detto congedo mediante una indennità, o in qualsiasi altro modo, deve, secondo le condizioni nazionali, essere nullo di pieno diritto, o vietato.

ARTICOLO 13.

L'autorità competente o l'organismo appropriato in ciascun Paese può adottare regole particolari che prevedano il caso in cui una persona impiegata eserciti durante il suo congedo una attività remunerata incompatibile con l'oggetto di questo congedo.

ARTICOLO 14.

Per assicurare la buona applicazione e il rispetto delle regole o disposizioni relative ai congedi pagati, devono essere adottate misure effettive mediante le quali viene dato effetto alle disposizioni della presente convenzione.

ARTICOLO 15.

1. Ciascun membro può accettare gli obblighi della presente convenzione separatamente:

a) per le persone impiegate nei settori economici diversi dalla agricoltura;

b) per le persone impiegate nell'agricoltura.

2. Ciascun membro deve precisare, nella propria ratifica, se accetta gli obblighi della convenzione per le persone di cui al sottoparagrafo *a*) del paragrafo 1 sopracitato, o per le persone di cui al sottoparagrafo *b*) dello stesso paragrafo, oppure per le une e le altre.

3. Ciascun membro che, al momento della ratifica, non ha accettato gli obblighi della presente convenzione altro che per le persone di cui al sottoparagrafo *b*) del paragrafo 1 sopracitato, può ulteriormente notificare al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro che accetta gli obblighi della convenzione per tutte le persone cui si applica la presente convenzione.

ARTICOLO 16

La presente convenzione rivede la convenzione sui congedi pagati, 1936, e la convenzione sui congedi pagati (agricoltura), 1952, nelle condizioni qui di seguito indicate:

a) l'accettazione degli obblighi della presente convenzione, per le persone impiegate nei settori economici diversi dall'agricoltura, da parte di un membro che sia parte della Convenzione sui congedi pagati, 1936, implica a pieno diritto la denuncia immediata di questa ultima convenzione;

b) l'accettazione degli obblighi della presente convenzione, per le persone impiegate nell'agricoltura, da parte di un membro che sia parte della Convenzione sui congedi pagati (agricoltura), 1952, implica a pieno diritto la denuncia immediata di quest'ultima Convenzione;

c) l'entrata in vigore della presente Convenzione non chiude a ulteriore ratifica la Convenzione sui congedi pagati (agricoltura), 1952.

ARTICOLO 17.

Le ratifiche formali della presente convenzione saranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrate.

ARTICOLO 18.

1. La presente Convenzione non vincolerà che i membri della Organizzazione internazionale del Lavoro, la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. In seguito, questa Convenzione entrerà in vigore per ogni membro dodici mesi dopo la data in cui è stata registrata la propria ratifica.

ARTICOLO 19.

1. Ciascun membro che abbia ratificato la presente convenzione la può denunciare alla scadenza di un periodo di dieci anni dopo la data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, mediante atto comunicato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denuncia non avrà effetto che dopo un anno dalla registrazione della stessa.

2. Ciascun membro che abbia ratificato la presente Convenzione, che, entro un anno dalla scadenza del periodo di dieci anni citato al paragrafo precedente, non abbia fatto uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni e, in seguito, potrà denunciare la presente convenzione allo scadere di ogni periodo di dieci anni, alle condizioni previste al presente articolo.

ARTICOLO 20.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunzie che gli saranno comunicate dai membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei membri dell'Organizzazione sulla data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore.

Articolo 21.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, notizie complete in merito a tutte le ratifiche e tutti gli atti di denuncia che avrà registrato, in conformità con i precedenti articoli.

Articolo 22.

Ogni volta che lo riterrà necessario, il Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente convenzione ed esaminerà se sia il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della revisione parziale o totale di essa.

Articolo 23.

1. Nel caso in cui la Conferenza adotti una nuova Convenzione che modifichi totalmente o in parte la presente Convenzione, e a meno che la nuova Convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un membro della nuova Convenzione comportante revisione determinerebbe di diritto, nonostante il sopracitato articolo 19, la denuncia immediata della presente Convenzione, a condizione che la nuova convenzione comportante revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova Convenzione comportante revisione, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica dei membri.

2. La presente Convenzione rimarrà in ogni caso in vigore nella sua forma e contenuto per i membri che l'hanno ratificata e che non ratificheranno la nuova Convenzione comportante revisione.

ARTICOLO 24.

Le versioni francese e inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede costituisce il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nel corso della sua cinquantaquattresima sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 25 giugno 1970.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, oggi venticinque di giugno 1970:

Il Presidente della Conferenza,

V. MANICKAVASAGAM.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

WILFRED JENKS.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 134

CONVENZIONE CONCERNENTE LA PREVENZIONE DEGLI INFORTUNI SUL LAVORO DEI MARITTIMI

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro e ivi riunitasi il 14 ottobre 1970 per la sua cinquantacinquesima sessione;

Preso atto dei termini delle convenzioni e delle raccomandazioni internazionali sul lavoro esistenti, applicabili al lavoro a bordo di navi nonché nei porti e concernenti la prevenzione degli infortuni sul lavoro dei marittimi, e in particolare dei termini della raccomandazione sull'ispezione del lavoro (marittimi) del 1926; della raccomandazione sulla prevenzione degli infortuni sul lavoro del 1929; della convenzione sulla protezione degli scaricatori contro gli infortuni (riveduta) del 1932; della convenzione sulle visite mediche dei marittimi del 1946, e della convenzione come pure della raccomandazione sul controllo delle macchine del 1963;

Preso atto dei termini della convenzione sulla salvaguardia della vita umana per mare del 1960, e della regolamentazione in allegato alla convenzione internazionale sulle linee mercantili, riveduta nel 1966, che prevedono un certo numero di misure di sicurezza da adottare a bordo delle navi onde garantire la salvaguardia di coloro che vi lavorano;

Avendo deciso di adottare diverse proposte relative alla prevenzione degli infortuni a bordo delle navi in navigazione e nei porti, tema che figura al punto cinque dell'ordine del giorno della sessione;

Avendo deciso di dare a tali proposte la forma di una convenzione internazionale;

Considerato che per il successo dell'azione intrapresa nel campo della prevenzione degli infortuni a bordo di navi è necessario mantenere una stretta collaborazione, nei rispettivi campi, fra l'Organizzazione internazionale del Lavoro e l'Organizzazione intergovernativa di consulenza sulla navigazione marittima;

Considerato che le seguenti norme sono pertanto state elaborate in collaborazione con l'Organizzazione intergovernativa di consulenza sulla navigazione marittima, e che ci si propone di perseguire la collaborazione con detta organizzazione per l'applicazione di tali norme,

ha adottato, oggi, trenta ottobre millenovecentosettanta, la convenzione che segue, che sarà denominata Convenzione sulla prevenzione degli infortuni (marittimi), 1970):

ARTICOLO 1.

1. Ai fini della presente convenzione, il termine « marittimi » si applica a chiunque presti, a qualsiasi titolo, servizio a bordo di una nave, che non sia nave da guerra, registrata in un territorio per il quale vige la presente convenzione e normalmente adibita alla navigazione marittima.

2. Ove sorgano dubbi circa l'inclusione di talune categorie di persone fra i marittimi, la questione sarà risolta in ciascun Paese dalla competente autorità, previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e dei marittimi interessate.

3. Ai fini della presente convenzione, l'espressione « infortuni sul lavoro » si applica agli infortuni di cui sono vittime i marittimi in ragione e nell'adempimento del loro lavoro.

ARTICOLO 2.

1. In ogni Paese marittimo, la competente autorità dovrà adottare le necessarie misure affinché gli infortuni sul lavoro siano oggetto di opportune inchieste e rapporti e affinché vengano predisposte e vagliate dettagliate statistiche su tali infortuni.

2. Ogni infortunio sul lavoro dovrà essere segnalato e le statistiche non si limiteranno ai soli infortuni mortali o agli infortuni coinvolgenti la stessa nave.

3. Le statistiche verteranno sul numero, sulla natura, sulle cause e sulle conseguenze degli infortuni sul lavoro e specificheranno in quale parte della nave — il ponte, la sala macchine o i locali adibiti ai servizi generali, ad esempio — ed in quale luogo — in mare o in un porto, ad esempio — l'incidente si è verificato.

4. La competente autorità dovrà avviare un'inchiesta sulle cause e sulle circostanze degli infortuni sul lavoro implicanti perdita di vite umane o gravi lesioni personali, come pure su tutti gli altri infortuni contemplati dalla legge nazionale.

Articolo 3.

Onde disporre di solide basi per la prevenzione degli infortuni connessi ai rischi propri dei servizi marittimi, ricerche dovranno essere promosse sull'evoluzione in genere di questo tipo di infortuni e sui rischi messi in luce dalle statistiche.

Articolo 4.

1. Disposizioni in materia di prevenzione degli infortuni sul lavoro dovranno essere contemplate in testi di legge, raccolte di direttive o altri appositi strumenti.

2. Tali disposizioni verteranno su tutte le disposizioni di carattere generale relative alla prevenzione degli infortuni e all'igiene del lavoro suscettibili di applicazione al lavoro dei marittimi e dovranno precisare le misure da adottare per la prevenzione degli infortuni legati all'esercizio del mestiere di marittimo.

3. Tali disposizioni dovranno vertere in particolare sui seguenti punti:

a) disposizioni generali e disposizioni di base;

b) aspetti strutturali delle navi;

c) macchinari;

d) speciali misure di sicurezza al di sopra e al di sotto dei ponti;

e) materiale di carico e scarico;

f) prevenzione ed estinzione degli incendi;

g) ancore, catene e cavi;

h) carichi pericolosi e zavorre;

i) attrezzature individuali di protezione.

ARTICOLO 5.

1. Le disposizioni relative alla prevenzione degli infortuni contemplate all'articolo 4 dovranno chiaramente indicare l'obbligo della loro applicazione da parte di armatori, marittimi ed altre persone interessate.

2. In genere, all'obbligo per l'armatore di fornire materiale protettivo o altri dispositivi di prevenzione infortuni dovranno corrispondere disposizioni in virtù delle quali ai marittimi sarà fatto obbligo di utilizzare detto materiale e detti dispositivi e di rispettare le misure di prevenzione loro predisposte.

ARTICOLO 6.

1. Opportune misure dovranno essere adottate onde garantire, con ispezioni o altri mezzi, la messa in applicazione delle disposizioni contemplate all'articolo 4.

2. Opportune misure dovranno essere adottate affinché siano rispettate le disposizioni di cui all'articolo 4.

3. Le autorità incaricate dell'ispezione e del controllo della applicazione delle disposizioni di cui all'articolo 4 dovranno avere dimestichezza con il lavoro marittimo ed i suoi usi.

4. Onde facilitare l'applicazione delle disposizioni contemplate all'articolo 4, il testo o una sintesi di queste disposizioni dovranno essere posti all'attenzione dei marittimi, ad esempio tramite la loro affissione a bordo, in punti ben visibili.

ARTICOLO 7.

Disposizioni dovranno essere prese per la nomina di una o più persone qualificate o per la costituzione di un comitato qualificato composto di membri dell'equipaggio, responsabili, sotto l'autorità del comandante, della prevenzione infortuni.

ARTICOLO 8.

1. Programmi di prevenzione degli infortuni sul lavoro dovranno essere predisposti dalla competente autorità in collaborazione con le organizzazioni degli armatori e dei marittimi.

2. L'attuazione di questi programmi dovrà avvenire in modo che la competente autorità, gli altri organismi interessati, gli armatori, i marittimi, o chi per loro, vi prendano parte attiva.

3. In particolare, saranno create commissioni miste, nazionali o locali, con compiti di prevenzione infortuni, o speciali gruppi di lavoro in cui saranno rappresentate le organizzazioni degli armatori e dei marittimi.

ARTICOLO 9.

1. La competente autorità dovrà favorire e, per quanto possibile, tenuto conto delle condizioni proprie di ogni Paese, prevedere l'inclusione dell'insegnamento relativo alla prevenzione infortuni e all'igiene del lavoro nei programmi dei centri di formazione professionale destinati ai marittimi delle diverse categorie e funzioni; tale insegnamento dovrà rientrare nei programmi stessi di insegnamento professionale.

2. Inoltre, dovranno essere prese le più opportune misure, ad esempio con avvertenze ufficiali contenenti le necessarie istruzioni onde attirare l'attenzione dei marittimi su determinati rischi.

ARTICOLO 10.

I membri dovranno adoperarsi, ricorrendo ove necessario all'aiuto di organizzazioni intergovernative e ad altre organizzazioni internazionali, ad uniformare al massimo le varie altre disposizioni riguardanti la prevenzione degli infortuni sul lavoro.

ARTICOLO 11.

Le ratifiche formali della presente convenzione saranno trasmesse al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 12.

1. La presente convenzione non vincolerà che i membri della Organizzazione internazionale del Lavoro i cui strumenti di ratifica siano stati registrati dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che gli strumenti di ratifica di due membri saranno stati registrati dal Direttore generale.

3. Successivamente, la presente convenzione entrerà in vigore per ciascun membro dodici mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 13.

1. Ciascun membro che abbia ratificato la presente convenzione potrà denunziarla allo scadere dei dieci anni successivi alla data di entrata in vigore iniziale della convenzione, con atto trasmesso al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denuncia avrà affetto solo un anno dopo la sua registrazione.

2. Ciascun membro che abbia ratificato la presente convenzione che, entro un anno dallo scadere del decennio menzionato al precedente paragrafo, non si sia avvalso della propria facoltà di denunzia contemplata dal presente articolo dovrà ritenersi vincolato per altri dieci anni e, successivamente, potrà denunziare la presente convenzione allo scadere di ogni decennio secondo i termini previsti dal presente articolo.

ARTICOLO 14.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro l'avvenuta registrazione di tutti gli strumenti di ratifica nonché delle denunzie pervenutegli dai membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione del secondo strumento di ratifica pervenutogli, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei membri sulla data di entrata in vigore della presente convenzione.

ARTICOLO 15.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, dati completi in merito a tutte le ratifiche e denunzie da lui registrate in conformità dei precedenti articoli.

ARTICOLO 16.

Ogni qualvolta lo ritenga necessario, il Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro sottoporrà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente convenzione ed esaminerà se è il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua globale o parziale revisione.

ARTICOLO 17.

1. Qualora la Conferenza adotti una nuova convenzione che riveda globalmente o parzialmente la presente convenzione, e salvo che sia diversamente disposto dalla nuova convenzione:

a) la ratifica della nuova convenzione riveduta da parte di un membro comporterà, di diritto, nonostante l'articolo 13 di cui sopra, l'immediata denunzia della presente convenzione, con riserva che la nuova convenzione riveduta sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione riveduta, la presente convenzione cesserà di essere aperta a ratifica da parte dei membri.

2. La presente convenzione resterà tuttavia in vigore nella sua forma e portata per quei membri che l'hanno ratificata e che non intendono ratificare la convenzione riveduta.

ARTICOLO 18.

Le versioni francese e inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione

internazionale del Lavoro nel corso della sua cinquantacinquesima sessione, tenutasi a Ginevra e dichiarata conclusa il 30 ottobre 1970.

IN FEDE DI CHE hanno apposto la loro firma, oggi, trenta ottobre 1970:

Il Presidente della Conferenza,

NAGENDRA SINGH.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

WILFRED JENKS.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 135

CONVENZIONE RELATIVA ALLA PROTEZIONE DEI RAPPRESENTANTI DEI LAVORATORI NELL'AZIENDA E ALLE AGEVOLAZIONI CHE DOVRANNO ESSERE LORO CONCESSE

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro ed ivi riunitasi il 2 giugno 1971 per la sua cinquantaseiesima sessione;

Preso atto delle disposizioni della Convenzione sul diritto di associazione e di trattativa collettiva (1949), che protegge i lavoratori da qualsiasi atto di discriminazione tendente a violare la libertà sindacale in materia di impiego;

considerato che è auspicabile adottare disposizioni integrative riguardanti i rappresentanti dei lavoratori;

Avendo deciso di adottare diverse proposte relative alla protezione dei rappresentanti dei lavoratori nell'azienda e alle agevolazioni che dovranno essere loro concesse, tema che costituisce il quinto punto dell'ordine del giorno della sessione;

Avendo deciso di dare a tali proposte la forma di una Convenzione internazionale,

adotta, oggi, ventitré giugno millenovecentosettantuno, la seguente Convenzione, che sarà denominata Convenzione sui rappresentanti dei lavoratori, 1971:

ARTICOLO 1

I rappresentanti dei lavoratori nell'azienda devono beneficiare di una efficace protezione contro qualsiasi provvedimento che possa loro nuocere, ivi compreso il licenziamento motivato dalla loro qua-

lità di rappresentanti dei lavoratori e dalla loro attività in quanto tali, dalla loro affiliazione sindacale o dalla loro partecipazione ad attività sindacali, purché agiscano in conformità alle leggi, accordi collettivi o altri accordi contrattuali in vigore.

ARTICOLO 2.

1. Ai rappresentanti dei lavoratori, nell'azienda, devono essere concesse delle agevolazioni in modo da permettere loro di svolgere rapidamente ed efficacemente le loro funzioni.

2. A questo riguardo si deve tener conto sia delle caratteristiche del sistema di relazioni professionali predominante nel Paese, sia delle esigenze, dell'importanza e delle possibilità dell'azienda interessata.

3. La concessione di tali agevolazioni non deve ostacolare il buon funzionamento dell'azienda interessata.

ARTICOLO 3.

Ai fini della presente convenzione, i termini « rappresentanti dei lavoratori » indicano le persone riconosciute come tali dalla legislazione o dalla prassi nazionale, che esse siano:

a) rappresentanti sindacali, cioè rappresentanti nominati o eletti da sindacati o dai membri di sindacati;

b) oppure rappresentanti eletti, cioè rappresentanti liberamente eletti dai lavoratori dell'azienda in conformità con le disposizioni della legislazione nazionale o di accordi collettivi, e le cui funzioni non si estendano ad attività riconosciute, nei Paesi interessati, di competenza esclusiva dei sindacati.

ARTICOLO 4.

La legislazione nazionale, gli accordi collettivi, le sentenze arbitrali o le decisioni giudiziarie potranno determinare il tipo o i tipi di rappresentanti dei lavoratori che dovranno avere diritto alla protezione e alle agevolazioni previste dalla presente Convenzione.

ARTICOLO 5.

Qualora in un'azienda vi siano sia rappresentanti sindacali che rappresentanti eletti, dovranno essere adottate misure adeguate, ogni qualvolta sarà necessario, per garantire che la presenza dei rappresentanti eletti non indebolisca la situazione dei sindacati interessati o dei loro rappresentanti, e per incoraggiare la collaborazione, su tutte le questioni pertinenti, tra i rappresentanti eletti, da un lato, ed i sindacati interessati e i loro rappresentanti, dall'altro.

ARTICOLO 6.

L'applicazione delle disposizioni della Convenzione potrà essere assicurata o tramite la legislazione nazionale, o accordi collettivi o in qualsiasi altro modo conforme alla prassi nazionale.

ARTICOLO 7.

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno trasmesse al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 8.

1. La presente Convenzione vincolerà solo i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sarà stata registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. Successivamente la presente Convenzione entrerà in vigore per ciascun membro dodici mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 9.

1. Ciascun membro che abbia ratificato la presente Convenzione potrà denunciarla allo scadere di un periodo di dieci anni dopo la data dell'entrata in vigore iniziale della Convenzione, mediante atto

trasmesso al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denuncia non avrà effetto che un anno dopo la sua registrazione.

2. Ciascun membro che abbia ratificato la presente Convenzione che — entro un anno dallo scadere del periodo di dieci anni menzionato al paragrafo precedente — non farà uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni e, successivamente, potrà denunciare la presente Convenzione allo scadere di ciascun periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

Articolo 10.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunzie che gli verranno trasmesse dai membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione della seconda ratifica pervenutagli, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei membri dell'Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

Articolo 11.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, i dati completi in merito a tutte le ratifiche e a tutti gli atti di denuncia da lui registrati in conformità dei precedenti articoli.

Articolo 12.

Ogni volta che lo riterrà necessario, il Consiglio d'Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà se è il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 13.

1. Qualora la Conferenza adotti una nuova Convenzione che riveda totalmente o parzialmente la presente Convenzione e a meno che la nuova Convenzione non disponga diversamente:

a) la ratifica della nuova Convenzione riveduta da parte di un membro comporterà di pieno diritto, nonostante l'articolo 9 sopracitato, la immediata denuncia della presente convenzione, con riserva che la nuova Convenzione riveduta sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova Convenzione riveduta, la presente Convenzione cesserà di essere aperta alla ratifica dei membri.

2. La presente Convenzione resterà tuttavia in vigore nella sua forma e tenore per i membri che l'hanno ratificata e che non ratificherebbero la Convenzione riveduta.

ARTICOLO 14.

Le versioni francese e inglese della presente Convenzione fanno ugualmente fede. Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua cinquantaseiesima sessione, tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 23 giugno 1971.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, oggi trenta giugno 1971,

Il Presidente della Conferenza,

PIERRE WALINE.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

WILFRED JENKS.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 136

CONVENZIONE SULLA PROTEZIONE CONTRO I RISCHI DI INTOSSICAZIONE DOVUTI AL BENZENE

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, ed ivi riunitasi il 2 giugno 1971 per la sua cinquantaseiesima sessione;

Avendo deciso di adottare varie proposte relative alla protezione contro i rischi dovuti al benzene, che figura al punto sesto dell'ordine del giorno della sessione;

Avendo deciso che tali proposte debbono assumere la forma di una Convenzione internazionale,

adotta, oggi ventitré giugno millenovecentosettantuno, la seguente Convenzione che sarà denominata Convenzione sul benzene, 1971:

ARTICOLO 1.

La presente Convenzione si applica a tutte le attività che comportano l'esposizione dei lavoratori:

a) a idrocarburo aromatico benzene C_6H_6, qui di seguito chiamato « benzene »;

b) ai prodotti il cui tasso di benzene oltrepassa l'1 per cento in volume, qui di seguito chiamati « prodotti contenenti benzene ».

ARTICOLO 2.

1. Ogni qualvolta siano disponibili prodotti sostitutivi innocui o meno nocivi, devono essere sostituiti al benzene od ai prodotti contenenti benzene.

2. Il paragrafo 1 del presente articolo non si applica:

a) alla produzione del benzene;

b) all'uso del benzene nei lavori di sintesi chimica;

c) all'uso del benzene nei carburanti;

d) ai lavori di analisi o di ricerca nei laboratori.

ARTICOLO 3.

1. In ogni Paese, l'autorità competente potrà concedere deroghe temporanee al tasso fissato dal comma *b*) dell'articolo 1 ed alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 2 della presente Convenzione, nei limiti e nei termini da fissare dopo consultazione delle organizzazioni più rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se ve ne sono.

2. In tal caso, lo Stato membro interessato indicherà, nelle sue relazioni sull'applicazione della presente Convenzione che è tenuto a presentare in virtù dell'articolo 22 della Costituzione della Organizzazione internazionale del lavoro, la situazione della propria legislazione e della propria prassi relative alle questioni, oggetto delle suddette deroghe, ed i progressi realizzati ai fini dell'applicazione integrale delle disposizioni della convenzione.

3. Allo scadere di un periodo di tre anni dall'entrata in vigore iniziale della presente Convenzione, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza una relazione speciale sull'applicazione dei precedenti paragrafi 1 e 2 e contenente le proposte che riterrà opportune circa le misure da prendere a tale riguardo.

ARTICOLO 4.

1. L'uso del benzene e di prodotti contenenti benzene dovrà essere vietato in alcuni lavori che la legislazione nazionale dovrà fissare.

2. Tale divieto deve riguardare per lo meno l'uso del benzene e di prodotti contenenti benzene quali solventi o diluenti, salvo per le operazioni da effettuare in apparecchi chiusi oppure con altri procedimenti che presentino le stesse condizioni di sicurezza.

ARTICOLO 5.

Misure di prevenzione tecnica e d'igiene del lavoro devono essere applicate allo scopo di assicurare una adeguata protezione dei lavoratori esposti al benzene od a prodotti contenenti benzene.

ARTICOLO 6.

1. Nei locali dove vengono fabbricati, manipolati od usati benzene o prodotti contenenti benzene, deve essere presa ogni misura atta a prevenire la fuoriuscita di vapori di benzene nell'atmosfera dei luoghi di lavoro.

2. Quando i lavoratori sono esposti al benzene o a prodotti contenenti benzene, il datore di lavoro deve fare in modo che la concentrazione di benzene nell'atmosfera dei luoghi di lavoro non superi un massimo che l'autorità competente dovrà fissare, a un livello che non oltrepassi il valore massimo di 25 particelle per milione (80 mg/m^3).

3. Direttive dell'autorità competente devono indicare in che modo si deve procedere per determinare la concentrazione di benzene nell'atmosfera di luoghi di lavoro.

ARTICOLO 7.

1. I lavori che comportano l'uso di benzene o di prodotti contenenti benzene devono essere eseguiti, per quanto possibile, in apparecchi chiusi.

2. Quando non è possibile utilizzare apparecchi chiusi, i posti di lavoro dove vengono usati benzene o prodotti contenenti benzene devono essere attrezzati di mezzi efficaci atti ad assicurare la evacuazione dei vapori di benzene in misura tale da proteggere la salute dei lavoratori.

ARTICOLO 8.

1. I lavoratori che rischiano di venire a contatto del benzene liquido o di prodotti liquidi contenenti benzene devono essere muniti di dispositivo di protezione individuale adeguato contro i rischi di assorbimento attraverso la pelle.

2. I lavoratori che, per ragioni particolari, possono trovarsi esposti a concentrazioni di benzene nell'atmosfera dei luoghi di lavoro che oltrepassano il massimo contemplato al paragrafo 2 dell'articolo 6 della presente convenzione, devono essere muniti di mezzi di protezione individuale adeguati contro i pericoli di inalazione di vapori di benzene; la durata dell'esposizione deve essere limitata il più possibile.

ARTICOLO 9.

1. Qualora dei lavoratori siano destinati ad effettuare lavori che comportano l'esposizione a vapori di benzene o di prodotti contenenti benzene, devono essere sottoposti:

a) ad una visita medica attitudinale approfondita, prima dell'impiego, comprendente una analisi del sangue;

b) a controlli ulteriori periodici con esami biologici (compresa una analisi del sangue) e la cui frequenza è fissata dalla legislazione nazionale.

2. Previa consultazione delle organizzazioni più rappresentative di datori di lavoro e di lavoratori interessate, se esistono, l'autorità competente di ogni Paese può concedere deroghe agli obblighi previsti al paragrafo 1 del presente articolo nei riguardi di determinate categorie di lavoratori.

ARTICOLO 10.

1. Le visite mediche previste al paragrafo 1 dell'articolo 9 della presente Convenzione devono:

a) essere effettuate sotto la responsabilità di un medico riconosciuto qualificato dall'autorità competente, con l'aiuto, all'occorrenza, di laboratori competenti;

b) essere corredate di relativi certificati appropriati.

2. Tali visite mediche non devono comportare nessuna spesa per i lavoratori.

ARTICOLO 11.

1. Le donne in stato di gravidanza accertato da un medico e le madri nel periodo dell'allattamento non devono essere adibite a lavori che comportino l'esposizione al benzene od a prodotti contenenti benzene.

2. I giovani di età inferiore ai diciotto anni non possono essere adibiti a lavori che comportino l'esposizione al benzene o a prodotti contenenti benzene; tale divieto non può tuttavia applicarsi ai giovani nel periodo di istruzione o di formazione professionale se sono tenuti sotto controllo tecnico e sanitario adeguato.

ARTICOLO 12.

La parola « Benzene » nonché i simboli di pericolo appropriati devono essere chiaramente visibili su ogni recipiente contenente benzene o prodotti contenenti benzene.

ARTICOLO 13.

Ogni Stato membro deve adottare tutte le disposizioni necessarie affinché tutti i lavoratori esposti al benzene o a prodotti contenenti benzene ricevano le istruzioni adeguate sulle misure di prevenzione da adottare per salvaguardare la salute ed evitare infortuni, nonché sulle misure da prendere nel caso in cui dovessero manifestarsi sintomi di intossicazione.

ARTICOLO 14.

Ogni Stato membro che ratifica la presente convenzione:

a) prenderà, per via legislativa o con qualsiasi altro mezzo conforme alla prassi ed alle condizioni nazionali, le misure atte a rendere esecutive le disposizioni della presente Convenzione;

b) designerà, in conformità alla prassi nazionale, la o le persone alle quali spetta l'obbligo di assicurare l'applicazione delle disposizioni della presente convenzione;

c) s'impegnerà ad incaricare servizi d'ispezione adeguati del controllo dell'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione, oppure a verificare che sia assicurata un'ispezione adeguata.

ARTICOLO 15.

Le ratifiche formali della presente Convenzione verranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 16.

1. La presente Convenzione vincolerà soltanto gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sarà stata registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Stati membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. Successivamente la presente Convenzione entrerà in vigore per ciascuno Stato membro dodici mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 17.

1. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente Convenzione può denunziarla allo scadere di un periodo di dieci anni dalla data di entrata in vigore iniziale della convenzione, con atto trasmesso al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denuncia avrà effetto solo un anno dopo la sua registrazione.

2. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente Convenzione e che, entro un anno dalla scadenza del periodo di dieci anni indicato al precedente paragrafo, non si sia avvalso della facoltà di denunzia prevista dal presente articolo, rimarrà vincolato per altri dieci anni e, successivamente, potrà denunziare la presente convenzione allo scadere di ogni decennio alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 18.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro l'avvenuta registrazione di tutte le ratifiche e denunzie che gli verranno comunicate dagli Stati membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare agli Stati membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica pervenutagli, il Direttore generale richiamerà l'attenzione degli Stati membri dell'Organizzazione sulla data alla quale la presente convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 19.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete su tutte le ratifiche e su tutte le denunzie da lui registrate in conformità ai precedenti articoli.

ARTICOLO 20.

Ogni qualvolta lo riterrà necessario, il Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà, se sarà il caso, la possibilità di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua totale o parziale revisione.

ARTICOLO 21.

1. Qualora la Conferenza adottasse una nuova Convenzione a revisione totale o parziale della presente Convenzione, ed a meno che la nuova Convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica della nuova Convenzione di revisione da parte di uno Stato membro comporterebbe pieno diritto, nonostante l'articolo 17 di cui sopra, di immediata denunzia della presente Convenzione, a condizione che la nuova Convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data dell'entrata in vigore della nuova Convenzione di revisione, la presente Convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica degli Stati membri.

2. La presente Convenzione rimarrebbe in ogni caso in vigore nella sua forma e tenore per gli Stati membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la Convenzione di revisione.

ARTICOLO 22.

Il testo francese ed il testo inglese della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è quello autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale della Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua cinquantaseiesima sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 23 giugno 1971.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, oggi, trenta giugno 1971:

Il Presidente della Conferenza,

PIERRE WALINE.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

WILFRED JENKS.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 137

CONVENZIONE SULLE RIPERCUSSIONI SOCIALI DEI NUOVI METODI DI MANUTENZIONE NEI PORTI

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, ed ivi riunitasi il 6 giugno 1973, per la sua cinquantottesima sessione;

Considerato che i metodi di manutenzione dei porti si sono modificati e continuano a subire importanti modifiche — per esempio in seguito all'adozione di unità di carico, alla introduzione delle tecniche di trasbordo orizzontale (*roll-on/roll-off*), alla accresciuta meccanizzazione ed automatizzazione —, mentre si manifestano nuove tendenze nel movimento delle merci; che tali modifiche rischiano di accentuarsi ancor più in avvenire;

Considerato che questi cambiamenti, accelerando il trasporto delle merci, riducendo il tempo di sosta delle navi nei porti e diminuendo le spese di trasporto, possono andare a beneficio della economia del Paese interessato nel suo complesso e contribuire ad aumentare il livello di vita;

Considerato che questi cambiamenti hanno anche notevoli ripercussioni sul livello dell'impiego nei porti e sulle condizioni di lavoro e di vita dei portuali, e che si dovrebbero adottare provvedimenti per evitare o ridurre i problemi che ne derivano;

Considerato che i lavoratori dei porti dovrebbero partecipare ai benefici rappresentati dai nuovi metodi di manutenzione e che quindi lo studio e l'introduzione di questi metodi dovrebbero essere completati dall'elaborazione e dall'adozione di disposizioni tendenti a migliorare in modo durevole la loro situazione con mezzi quali la regolarizzazione del posto di lavoro e la stabilizzazione del reddito,

e con altri provvedimenti relativi alle condizioni di vita e di lavoro degli interessati, nonché alla sicurezza ed all'igiene del lavoro nei porti;

Avendo deciso di adottare varie disposizioni relative alle ripercussioni sociali dei nuovi metodi di manutenzione (depositi merci), che costituiscono il quinto punto all'ordine del giorno della sessione;

Avendo deciso che tali proposte debbano assumere la forma di una convenzione internazionale,

adotta, oggi venticinque giugno millenovecentosettantatrè, la seguente Convenzione, che sarà denominata Convenzione sul lavoro nei porti, 1973:

Articolo 1.

1. La Convenzione si applica alle persone disponibili, in modo regolare, per un lavoro di scaricatore che traggono da questo lavoro il loro principale reddito annuo.

2. Ai fini della presente convenzione, i termini « scaricatori » e « lavoro nei porti » indicano persone e attività definite tali dalla legislazione o dalla prassi nazionale. Le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori interessate devono essere consultate all'atto della elaborazione e della revisione di queste definizioni, oppure prendervi parte in qualsiasi altro modo; si dovrà inoltre tener conto dei nuovi metodi di manutenzione e delle loro ripercussioni sulle varie mansioni degli scaricatori.

Articolo 2.

1. Spetta alla politica nazionale sollecitare tutti gli ambienti interessati affinché venga assicurato agli scaricatori, nella misura del possibile, un posto di lavoro stabile o regolare.

2. Si dovrà comunque assicurare agli scaricatori un periodo minimo di lavoro o un reddito minimo, il cui ammontare e natura dipenderanno dalla situazione economica e sociale del paese e del porto interessati.

Articolo 3.

1. Saranno istituiti e tenuti aggiornati dei registri per tutte le categorie professionali di scaricatori di porto, secondo le modalità fissate dalla legislazione o dalla prassi nazionale.

2. Gli scaricatori di porto immatricolati avranno la precedenza in materia di lavoro nei porti.

3. Gli scaricatori di porto immatricolati dovranno tenersi pronti a lavorare secondo le modalità fissate dalla legislazione o dalla prassi nazionali.

ARTICOLO 4.

1. Gli effettivi dei registri verranno periodicamente rivisti allo scopo di fissarli ad un livello corrispondente alle necessità del porto.

2. Qualora si renderà necessaria una riduzione degli effettivi di un registro, verrà presa ogni misura opportuna per prevenire od attenuare ogni effetto pregiudizievole agli scaricatori di porto.

ARTICOLO 5.

Allo scopo di trarre dai nuovi metodi di manutenzione i maggiori benefici sociali, spetta alla politica nazionale stimolare i datori di lavoro o le loro organizzazioni, da un lato, e le organizzazioni di lavoratori, dall'altro, a collaborare per il miglioramento della produttività nei porti, con il concorso, all'occorrenza, delle autorità competenti.

ARTICOLO 6.

Gli Stati membri faranno in modo di applicare agli scaricatori di porto norme adeguate in materia di sicurezza, igiene, benessere e formazione professionale dei lavoratori.

ARTICOLO 7.

Nella misura in cui tali norme non verranno applicate mediante contratti collettivi, sentenze arbitrali o in qualsiasi altro modo conforme alla prassi nazionale, le disposizioni della presente convenzione devono essere applicate tramite la legislazione nazionale.

ARTICOLO 8.

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno trasmesse al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 9.

1. La presente Convenzione vincolerà soltanto gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sarà stata registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Stati membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. Successivamente, questa convenzione entrerà in vigore per ogni Stato membro dodici mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 10.

1. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente Convenzione potrà denunziarla allo scadere di un periodo di dieci anni dalla data dell'entrata in vigore iniziale della Convenzione, con atto trasmesso al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denunzia avrà effetto solo un anno dopo la sua registrazione.

2. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente Convenzione, e che entro un anno dallo scadere del periodo di dieci anni indicato al paragrafo precedente, non si sia avvalso della facoltà di denunzia prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un altro decennio e, successivamente, potrà denunziare la presente Convenzione allo scadere di ogni decennio, nelle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 11.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro l'avvenuta registrazione di tutte le ratifiche e denunzie che gli verranno comunicate dagli Stati membri dell'Organizzazione.

2. Notificando agli Stati membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione degli Stati membri della Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

ARTICOLO 12.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete in merito a tutte le ratifiche e a tutti gli atti di denunzia da lui registrati in conformità agli articoli precedenti.

ARTICOLO 13.

Ogni qualvolta lo riterrà necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente convenzione ed esaminerà se è il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 14.

1. Qualora la Conferenza adottasse una nuova convenzione di revisione totale o parziale della presente Convenzione, e salvo che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica della nuova Convenzione di revisione da parte di uno Stato membro comporterebbe di pieno diritto, nonostante l'articolo 10 sopracitato, l'immediata denunzia della presente Convenzione, con riserva che la nuova Convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a decorrere dalla data dell'entrata in vigore della nuova Convenzione di revisione, la presente Convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica degli Stati membri.

2. La presente Convenzione rimarrebbe in ogni caso in vigore nella sua forma e contenuto per gli Stati membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la Convenzione di revisione.

ARTICOLO 15.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua cinquantottesima sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata conclusa il 27 giugno 1973.

IN FEDE DI CHE, hanno apposto le loro firme questo ventisettesimo giorno di giugno 1973:

Il Presidente della Conferenza,

BINTU'A TSHIABOLA.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

WILFRED JENKS.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 138

CONVENZIONE SULL'ETA' MINIMA PER L'ASSUNZIONE ALL'IMPIEGO

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi il 6 giugno 1973, per la sua cinquantottesima sessione;

Avendo deciso di adottare varie proposte relative all'età minima per l'assunzione all'impiego, tema che figura al punto quarto dell'ordine del giorno della sessione;

Preso atto dei termini della Convenzione sull'età minima (industria), 1919, della Convenzione sull'età minima (lavoro marittimo) 1920, della Convenzione sull'età minima (agricoltura), 1921, della Convenzione sull'età minima (carbonai e fuochisti), 1921, della Convenzione sull'età minima (lavori non industriali) 1932, della Convenzione (riveduta) sull'età minima (lavoro marittimo), 1936, della Convenzione (riveduta) sull'età minima (industria), 1937, della Convenzione (riveduta), sull'età minima (lavori non industriali), 1937, della Convenzione sull'età minima (pescatori), 1959 e della Convenzione sull'età minima (lavori sotterranei), 1965;

Considerato che è giunto il momento di adottare uno strumento generale su tale materia, che dovrebbe sostituire gradualmente gli strumenti già esistenti applicabili a settori economici limitati, in vista dell'abolizione totale del lavoro infantile;

Dopo aver deciso che tale strumento prenderà la forma di una Convenzione internazionale;

Adotta, oggi, ventisei giugno millenovecentosettantatrè, la Convenzione che segue, che sarà denominata Convenzione sull'età minima, 1973:

ARTICOLO 1.

Ciascun membro per il quale la presente Convenzione è in vigore si impegna a perseguire una politica interna tendente ad assicurare l'abolizione effettiva del lavoro infantile e ad aumentare progressivamente l'età minima per l'assunzione all'impiego o al lavoro ad un livello che permetta agli adolescenti di raggiungere il più completo sviluppo fisico e mentale.

ARTICOLO 2.

1. Ciascun membro che ratifica la presente Convenzione dovrà specificare, in una dichiarazione allegata alla sua ratifica, un'età minima per l'assunzione all'impiego o al lavoro sul suo territorio e sui mezzi di trasporto immatricolati nel suo territorio; con riserva delle disposizioni degli articoli da 4 a 8 della presente Convenzione, nessuna persona di età inferiore a quella minima potrà essere assunta all'impiego o al lavoro qualunque sia la professione.

2. Ciascun membro che ha ratificato la presente Convenzione potrà, in seguito, informare il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, con nuove dichiarazioni, che aumenta l'età minima precedentemente specificata.

3. L'età minima specificata in conformità del paragrafo 1 del presente articolo non dovrà essere inferiore all'età in cui termina la scuola dell'obbligo, né in ogni caso inferiore ai quindici anni.

4. Nonostante le disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, ciascun membro la cui economia e le cui istituzioni scolastiche non sono sufficientemente sviluppate potrà, previa consultazione delle organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se esistono, specificare, in un primo tempo, una età minima di quattordici anni.

5. Ogni membro che avrà specificato una età minima di quattordici anni in virtù del precedente paragrafo dovrà dichiarare nelle relazioni che deve presentare ai sensi dell'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro:

a) o che sussiste ancora il motivo della sua decisione;

b) o che rinuncia ad avvalersi del precedente paragrafo 4 a partire da una determinata data.

ARTICOLO 3.

1. L'età minima per l'assunzione a qualunque tipo di impiego o di lavoro che, per la sua natura o per le condizioni nelle quali

viene esercitato, può compromettere la salute, la sicurezza o la moralità degli adolescenti non dovrà essere inferiore ai diciotto anni.

2. I tipi di impiego o di lavoro previsti al precedente paragrafo 1 saranno determinati dalla legislazione interna o dall'autorità competente, previa consultazione delle organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se esistono.

3. Nonostante le disposizioni del precedente paragrafo 1, la legislazione nazionale o l'autorità competente potrà, dopo aver consultato le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se esistono, autorizzare l'impiego o il lavoro di adolescenti dall'età di sedici anni a condizione che la loro salute, la loro sicurezza e la loro moralità siano pienamente garantite e che abbiano ricevuto una istruzione specifica ed adeguata o una formazione professionale nel settore d'attività corrispondente.

ARTICOLO 4.

1. Se sarà necessario e dopo avere consultato le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se esistono, l'autorità competente potrà non applicare la presente Convenzione a limitate categorie di impiego o di lavoro qualora l'applicazione della presente Convenzione a dette categorie dovesse sollevare particolari e importanti difficoltà d'esecuzione.

2. Ciascun membro che ratifica la presente Convenzione dovrà indicare, adducendo i motivi, nel suo primo rapporto sull'applicazione di quest'ultima, che deve presentare ai sensi dell'articolo 22 della costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, le categorie di impiego che saranno state escluse ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, ed esporre, nei suoi successivi rapporti, lo stato della sua legislazione e della sua prassi relative a dette categorie, precisando in quale misura è stato dato effetto o si intende dare effetto alla presente Convenzione per quanto riguarda dette categorie.

3. Il presente articolo non autorizza ad escludere dal campo di applicazione della presente Convenzione gli impieghi o i lavori previsti dall'articolo 3.

ARTICOLO 5.

1. Ciascun membro la cui economia e i cui servizi amministrativi non abbiano raggiunto uno sviluppo sufficiente potrà, previa consultazione delle organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se esistono, limitare, in un primo tempo, il campo di applicazione della presente Convenzione.

2. Ciascun membro che si avvale del paragrafo 1 del presente articolo dovrà specificare, in una dichiarazione allegata alla sua ratifica, i settori di attività economica o i tipi di imprese ai quali verranno applicate le disposizioni della presente Convenzione.

3. Il campo di applicazione della presente Convenzione dovrà comprendere almeno: le industrie estrattive; le industrie manifatturiere; l'edilizia ed i lavori pubblici; l'elettricità, il gas e l'acqua; i servizi sanitari; i trasporti, magazzini e comunicazioni; le piantagioni e le altre aziende agricole sfruttate soprattutto per scopi commerciali; sono escluse le aziende familiari o di piccole dimensioni che producono per il mercato locale e non impiegano regolarmente lavoratori salariati.

4. Ciascun membro che ha limitato il campo di applicazione della Convenzione in virtù del presente articolo:

a) dovrà indicare, nei rapporti che deve presentare ai sensi dell'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, la situazione generale dell'impiego o del lavoro degli adolescenti e dei bambini nei settori di attività che sono esclusi dal campo d'applicazione della presente Convenzione, nonché i progressi realizzati in vista di una più ampia applicazione delle disposizioni della Convenzione;

b) potrà, in qualunque momento, estendere il campo di applicazione della Convenzione con una dichiarazione indirizzata al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

Articolo 6.

La presente Convenzione non si applica né al lavoro effettuato da bambini o da adolescenti in istituti scolastici, in scuole professionali o tecniche o in altri istituti di formazione professionale, né al lavoro effettuato da ragazzi di almeno quattordici anni in aziende, qualora tale lavoro venga compiuto conformemente alle condizioni prescritte dalle autorità competenti previa consultazione delle organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se esistono, e faccia parte integrante:

a) o di un insegnamento o di una formazione professionale la cui responsabilità spetti in primo luogo ad una scuola o ad un istituto di formazione professionale;

b) o di un programma di formazione professionale approvato dall'autorità competente ed eseguito principalmente e interamente in una azienda;

c) o di un programma di orientamento professionale destinato a facilitare la scelta di una professione o di un tipo di formazione professionale.

ARTICOLO 7.

1. La legislazione nazionale potrà autorizzare l'impiego in lavori leggeri di giovani di età dai tredici ai quindici anni o l'esecuzione, da parte di detti giovani, di tali lavori a condizione che:

a) non danneggino la loro salute o il loro sviluppo;

b) non siano di natura tale da pregiudicare la loro frequenza scolastica, la loro partecipazione a programmi di orientamento o di formazione professionale approvati dall'autorità competente o la loro attitudine a beneficiare dell'istruzione ricevuta.

2. La legislazione nazionale potrà altresì, con riserva delle condizioni previste ai comma *a*) e *b*) del precedente paragrafo 1, autorizzare l'impiego o il lavoro di giovani di almeno quindici anni che non hanno ancora terminato la scuola dell'obbligo.

3. L'autorità competente determinerà le attività nelle quali l'impiego o il lavoro potranno essere autorizzati in conformità dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo e fisserà la durata, in ore, e le condizioni di impiego o di lavoro in questione.

4. Nonostante le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo, un membro che si è avvalso delle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 2 può, fintanto che se ne avvale, sostituire i limiti di età di tredici e quindici anni di cui al paragrafo 1 con dodici e quattordici anni, e il limite di età di quindici anni di cui al paragrafo 2 del presente articolo con quattordici anni.

ARTICOLO 8.

1. Dopo aver consultato le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se esistono, l'autorità competente potrà autorizzare, in deroga al divieto di impiego o di lavoro di cui all'articolo 2 della presente Convenzione, in casi individuali, la partecipazione ad attività quali gli spettacoli artistici.

2. Le autorizzazioni così concesse dovranno limitare la durata, in ore, dell'impiego o del lavoro autorizzati e fissarne le condizioni.

ARTICOLO 9.

1. L'autorità competente dovrà adottare tutte le disposizioni necessarie, ivi comprese le sanzioni adeguate, al fine di assicurare l'applicazione effettiva delle disposizioni della presente Convenzione.

2. La legislazione nazionale o l'autorità competente dovrà specificare le persone tenute a rispettare le disposizioni che danno effetto alla Convenzione.

3. La legislazione nazionale o l'autorità competente dovrà prescrivere i registri e gli altri documenti che il datore di lavoro dovrà avere e tenere a disposizione; detti registri e documenti dovranno indicare il nome e l'età o la data di nascita, debitamente attestati, ove possibile, delle persone da lui assunte o che lavorano per lui e di età inferiore ai diciotto anni.

ARTICOLO 10.

1. La presente Convenzione modifica la convenzione sull'età minima (industria) 1919, la convenzione sull'età minima (lavoro marittimo) 1920, la convenzione sull'età minima (carbonai e fuochisti), 1921, la convenzione sull'età minima (lavori non industriali), 1932, la convenzione (riveduta) sull'età minima (lavoro marittimo), 1936, la convenzione (riveduta) sull'età minima (industria), 1937, la convenzione (riveduta) sull'età minima (lavori non industriali), 1937, la convenzione sull'età minima (pescatori), 1959, e la convenzione sull'età minima (lavori sotterranei), 1965, alle condizioni fissate qui di seguito.

2. L'entrata in vigore della presente Convenzione non chiude ad una ulteriore ratifica la Convenzione (riveduta) sull'età minima (lavoro marittimo), 1936, la convenzione (riveduta) sull'età minima (industria), 1937, la convenzione (riveduta) sull'età minima (lavoro non industriale) 1937, la convenzione sull'età minima (pescatori), 1959, e la convenzione sull'età minima (lavori sotterranei), 1965.

3. La convenzione sull'età minima (industria) 1919, la convenzione sull'età minima (lavoro marittimo), 1920, la convenzione sull'età minima (agricoltura), 1921, e la convenzione sull'età minima (carbonai e fuochisti), 1921, saranno chiuse ad ogni ulteriore ratifica quando tutti gli Stati membri parti di detta Convenzione daranno il loro consenso a detta chiusura, o ratificando la presente convenzione, o con una dichiarazione inviata al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

4. Dall'entrata in vigore della presente Convenzione:

a) il fatto che un membro parte della Convenzione (riveduta) sull'età minima (industria), 1937, accetti gli obblighi della presente Convenzione e fissi, in conformità dell'articolo 2 della presente Convenzione, una età minima di almeno quindici anni, comporta di pieno diritto la denuncia immediata della Convenzione (riveduta) sull'età minima (industria), 1937;

b) il fatto che un membro parte della Convenzione sull'età minima (lavori non industriali), 1932, accetti gli obblighi della presente Convenzione per i lavori non industriali ai sensi di detta Convenzione, comporta di pieno diritto la denuncia immediata della Convenzione sull'età minima (lavori non industriali), 1932;

c) il fatto che un membro parte della Convenzione (riveduta) sull'età minima (lavori non industriali), 1937, accetti gli obblighi della presente Convenzione per i lavori non industriali ai sensi di detta Convenzione e fissi, in conformità dell'articolo 2 della presente Convenzione, un'età minima di almeno quindici anni, comporta di pieno diritto la denuncia immediata della Convenzione (riveduta) sull'età minima (lavori non industriali), 1937;

d) il fatto che un membro parte della Convenzione (riveduta) sull'età minima (lavoro marittimo), 1936, accetti gli obblighi della presente Convenzione per il lavoro marittimo e, o fissi, in conformità dell'articolo 2 della presente Convenzione, un'età minima di almeno quindici anni, o specifichi che l'articolo 3 della presente Convenzione si applica al lavoro marittimo, comporta di pieno diritto la denuncia immediata della Convenzione (riveduta) sull'età minima (lavoro marittimo), 1936;

e) il fatto che un membro parte della Convenzione sull'età minima (pescatori), 1959, accetti gli obblighi della presente Convenzione per la pesca marittima e, o fissi, in conformità dell'articolo 2 della presente Convenzione, una età minima di almeno quindici anni, o specifichi che l'articolo 3 della presente Convenzione si applica alla pesca marittima, comporta di pieno diritto la denuncia immediata della Convenzione sull'età minima (pescatori), 1959;

f) il fatto che un membro parte della Convenzione sull'età minima (lavori sotterranei), 1965, accetti gli obblighi della presente Convenzione e, o fissi, in conformità dell'articolo 2 della presente Convenzione, un'età minima almeno uguale a quella che aveva specificato in esecuzione della Convenzione del 1965, o precisi che tale età si applica, conformemente all'articolo 3 della presente Convenzione, ai lavori sotterranei, comporta di pieno diritto la denuncia immediata della Convenzione sull'età minima (lavori sotterranei), 1965.

5. Dall'entrata in vigore della presente Convenzione:

a) l'accettazione degli obblighi della presente Convenzione comporta la denuncia della Convenzione sull'età minima (industria), 1919, in applicazione del suo articolo 12;

b) l'accettazione degli obblighi della presente Convenzione per l'agricoltura comporta la denuncia della Convenzione sull'età minima (agricoltura), 1921, in applicazione del suo articolo 9;

c) l'accettazione degli obblighi della presente Convenzione per il lavoro marittimo comporta la denuncia della Convenzione sulla età minima (lavoro marittimo), 1920, in applicazione del suo articolo 10, e della Convenzione sull'età minima (carbonai e fuochisti), 1921, in applicazione del suo articolo 12.

ARTICOLO 11.

Le ratifiche formali della presente Convenzione verranno trasmesse al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 12.

1. La presente Convenzione non sarà vincolante che per i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro le cui ratifiche siano state registrate dal Direttore generale.

2. La Convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo che gli strumenti di ratifica di due membri saranno stati registrati dal Direttore generale.

3. Successivamente, la presente Convenzione entrerà in vigore per ciascun membro dodici mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 13.

1. Ciascun membro che abbia ratificato la presente Convenzione potrà denunciarla allo scadere dei dieci anni successivi alla data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, con un atto trasmesso al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denuncia avrà effetto solo un anno dopo la sua registrazione.

2. Ciascun membro che abbia ratificato la presente Convenzione e che, entro un anno dallo scadere del decennio menzionato al precedente paragrafo, non si sia avvalso della propria facoltà di denuncia prevista dal presente articolo, dovrà ritenersi vincolato per altri dieci anni e, successivamente, potrà denunciare la presente Convenzione allo scadere di ogni decennio secondo le condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 14.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro l'avvenuta registrazione di tutte le ratifiche e denunce pervenutegli dai membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione della seconda ratifica pervenutagli, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei membri sulla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

ARTICOLO 15.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, dati completi in merito a tutte le ratifiche e denunce da lui registrate in conformità dei precedenti articoli.

ARTICOLO 16.

Ogni qualvolta lo ritenga necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà se è il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 17.

1. Qualora la Conferenza adotti una nuova convenzione che riveda totalmente o parzialmente la presente Convenzione, e salvo che la nuova Convenzione non disponga diversamente:

a) la ratifica della nuova convenzione riveduta da parte di un membro comporterà, di pieno diritto, nonostante l'articolo 13 di cui sopra, l'immediata denuncia della presente Convenzione, con riserva che la nuova Convenzione riveduta sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova Convenzione riveduta, la presente Convenzione cesserà di essere aperta alla ratifica dei membri.

2. La presente Convenzione resterà tuttavia in vigore nella sua forma e tenore per quei membri che l'hanno ratificata e che non intendono ratificare la Convenzione riveduta.

ARTICOLO 18.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nel corso della sua cinquantottesima sessione, tenutasi a Ginevra e dichiarata conclusa il 27 giugno 1973.

IN FEDE DI CHE hanno apposto la loro firma, oggi, ventisette giugno 1973:

Il Presidente della Conferenza,

BINTU'A TSHIABOLA.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

WILFRED JENKS.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 139

CONVENZIONE CONCERNENTE LA PREVENZIONE ED IL CONTROLLO DEI RISCHI PROFESSIONALI DOVUTI A SOSTANZE E AGENTI CANCEROGENI

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi, il 5 giugno 1974, per la sua cinquantanovesima sessione;

Preso atto dei termini della convenzione e della raccomandazione sulla protezione contro le radiazioni del 1960, nonché della Convenzione e della raccomandazione sul benzene del 1971;

Considerato che è auspicabile fissare norme internazionali sulla protezione contro sostanze o agenti cancerogeni;

Tenuto conto del pertinente lavoro svolto da altre organizzazioni internazionali, ed in particolare dell'Organizzazione mondiale della sanità e dal Centro internazionale di ricerche sul cancro, con cui l'Organizzazione internazionale del Lavoro collabora;

Avendo deciso di adottare varie proposte relative alla prevenzione ed al controllo dei rischi professionali dovuti a sostanze e agenti cancerogeni, tema che figura al punto quinto dell'ordine del giorno della sessione;

Avendo deciso di dare a tali proposte la veste di una convenzione internazionale,

ha adottato, oggi, ventiquattro giugno millenovecentosettantaquattro, la Convenzione che segue, che verrà denominata Convenzione sul cancro professionale, 1974.

ARTICOLO 1.

1. Ogni membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà periodicamente stabilire le sostanze e gli agenti cancerogeni per i quali l'esposizione professionale sarà vietata o soggetta ad autorizzazione o a controllo, come pure le sostanze e gli agenti cancerogeni cui si applicano altre disposizioni della presente Convenzione.

2. Deroghe al divieto non saranno concesse se non attraverso singole autorizzazioni specificanti le condizioni da osservare.

3. Onde stabilire, conformemente al paragrafo 1, tali sostanze e agenti, occorrerà considerare i dati più recenti contenuti nelle raccolte di direttive pratiche nonché i prontuari elaborati dall'Ufficio internazionale del lavoro, come pure le informazioni emananti da altri organismi competenti.

ARTICOLO 2.

1. Ogni membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà sforzarsi di far sostituire le sostanze e agenti cancerogeni cui i lavoratori fossero esposti durante il loro lavoro con sostanze o agenti non cancerogeni, o con sostanze o agenti meno nocivi; per la scelta delle sostanze o degli agenti sostitutivi, occorrerà tener conto delle loro proprietà cancerogene, tossiche o altro.

2. Il numero dei lavoratori esposti a sostanze o agenti cancerogeni come pure la durata ed il grado di esposizione dovranno essere ridotti al minimo compatibile con la sicurezza.

ARTICOLO 3.

Ogni membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà prescrivere le misure da adottare per proteggere i lavoratori contro i rischi da esposizione a sostanze o agenti cancerogeni, e istituire un sistema per la registrazione dei dati.

ARTICOLO 4.

Ogni membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà prendere le opportune misure affinché i lavoratori che sono, sono stati o rischiano di essere esposti a sostanze o agenti cancerogeni ricevano tutte le informazioni disponibili sui rischi che tali sostanze e agenti comportano e sulle misure richieste.

ARTICOLO 5.

Ogni membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà prendere le opportune misure affinché i lavoratori beneficino durante e dopo il loro impiego, di visite mediche, esami biologici o altri test o ricerche necessari a valutare la loro esposizione e a controllare il loro stato di salute relativamente ai rischi della loro professione.

ARTICOLO 6.

Ogni membro che ratifichi la presente Convenzione:

a) dovrà adottare, per via legislativa o per altra via conformemente alla prassi ed alle condizioni del Paese, previa consultazione delle organizzazioni più rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, le opportune misure per l'applicazione delle disposizioni della presente convenzione;

b) dovrà designare, conformemente alla prassi nazionale, le persone o gli organismi chiamati a rispettare le disposizioni contemplate dalla presente Convenzione;

c) dovrà demandare ad opportuni servizi di ispezione il controllo dell'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione o accertarsi che un'ispezione adeguata venga assicurata.

ARTICOLO 7.

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno trasmesse al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 8.

1. La presente convenzione vincolerà unicamente i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro il cui strumento di ratifica sia stato registrato dal Direttore generale.

2. La presente Convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo l'avvenuta registrazione degli strumenti di ratifica di due membri da parte del Direttore generale.

3. Successivamente, la presente Convenzione entrerà in vigore per ciascun membro dodici mesi dopo la data dell'avvenuta registrazione del suo strumento di ratifica.

ARTICOLO 9.

1. Ogni membro che abbia ratificato la presente Convenzione potrà denunziarla allo scadere del decennio successivo alla data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, con atto trasmesso al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denunzia avrà effetto unicamente un anno dopo la sua registrazione.

2. Ogni membro che abbia ratificato la presente Convenzione che, entro un anno dallo scadere del decennio menzionato al precedente paragrafo, non si sia avvalso della facoltà di denunzia prevista dal presente articolo, sarà vincolato per altri dieci anni e, in seguito, potrà denunziare la presente Convenzione allo scadere di ogni decennio, nei termini contemplati dal presente articolo.

ARTICOLO 10.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro l'avvenuta registrazione di tutti gli strumenti di ratifica e denunzie trasmessigli dai membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione della seconda ratifica trasmessagli, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei membri dell'Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

ARTICOLO 11.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, dati completi su tutte le ratifiche e su tutte le denunzie registrate in conformità con i precedenti articoli.

ARTICOLO 12.

Ogni qualvolta lo ritenga necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà se convenga iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza il tema della sua parziale o globale revisione.

ARTICOLO 13.

1. Qualora la Conferenza adotti una nuova Convenzione parzialmente o globalmente riveduta della presente Convenzione, e salvo diversamente disposto dalla nuova Convenzione:

a) la ratifica della nuova Convenzione riveduta da parte di un membro comporterà di diritto, nonostante l'atricolo 9 di cui sopra, la immediata denunzia della presente Convenzione, purché la nuova Convenzione riveduta sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova Convenzione riveduta, la presente Convenzione cesserà di essere aperta a ratifica da parte dei membri.

2. La presente Convenzione resterà in ogni caso vigente nella sua forma e portata per quei membri che l'abbiano ratificata e che non intendano ratificare la Convenzione riveduta.

ARTICOLO 14.

Le versioni francese e inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede costituisce il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua cinquantanovesima sessione, tenutasi a Ginevra e conclusasi il 25 giugno 1974.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, oggi, ventisei giugno 1974:

Il Presidente della Conferenza,

PEDRO SALA OROSCO.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

FRANCIS BLANCHARD.

LEGGE 10 aprile 1981, n. **158.**

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni numeri 92, 133 e 143 dell'Organizzazione internazionale del lavoro.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti convenzioni internazionali del lavoro:

n. 92, concernente l'alloggio dell'equipaggio a bordo, adottata a Ginevra il 18 giugno 1949;

n. 133, concernente l'alloggio dell'equipaggio a bordo delle navi (disposizioni complementari), adottato a Ginevra il 30 ottobre 1970;

n. 143, concernente le migrazioni in condizioni abusive e la promozione dell'uguaglianza di opportunità e di trattamento dei lavoratori migranti, adottata a Ginevra il 24 giugno 1975.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità, rispettivamente, all'articolo 21 della convenzione n. 92, all'articolo 15 della convenzione n. 133 ed all'articolo 18 della convenzione n. 143.

Art. 3.

Il Governo della Repubblica è delegato ad emanare, su proposta del Ministro del lavoro e della previdenza sociale, di concerto con il Ministro degli affari esteri, il Ministro di grazia e giustizia, il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato ed il Ministro della marina mercantile ed entro un anno dall'entrata in vigore della presente legge, decreti aventi valore di legge ordinaria, secondo i princìpi direttivi contenuti nelle convenzioni nn. 92, 133 e 143, di cui all'articolo 1 della presente legge, per stabilire le norme necessarie ad assicurare l'adempimento degli obblighi derivanti dalle convenzioni stesse.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 aprile 1981

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — FOSCHI —
SARTI — PANDOLFI — COMPAGNA

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

CONVENTION (n. 92)
concernant le logement de l'équipage à bord (revisée en 1949)

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 8 juin 1949, en sa trente-deuxième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la revision partielle de la Convention sur le logement des équipages, 1946, adoptée par la Conférence à sa vingt-huitième session, question qui est comprise dans le douzième point à l'ordre du jour de la session.

Considérant que ces propositions devraient prendre la forme d'une convention internationale,
adopte, ce dix-huitième jour de juin mil neuf cent quarante-neuf, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le logement des équipages (revisée), 1949:

PARTIE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.

1. La présente convention s'applique à tout navire de mer à propulsion mécanique, de propriété publique ou privée, affecté, pour des fins commerciales, au transport de marchandises ou de passagers et immatriculé dans un territoire pour lequel la présente convention est en vigueur.

2. La législation nationale définira quand un navire sera réputé navire de mer pour l'application de la présente convention.

3. La présente convention ne s'applique pas:

a) aux navires jaugeant moins de 500 tonneaux;
b) aux navires dont la voile est le principal moyen de propulsion, mais qui sont équipés d'une machine auxiliaire;
c) aux navires affectés à la pêche, à la chasse à la baleine ou à des opérations analogues;
d) aux remoqueurs.

4. Toutefois, la présente convention s'appliquera, dans la mesure où cela sera raisonnable et praticable:

a) aux navires de 200 à 500 tonneaux;

b) au logement des personnes affectées au travail normal du bord sur les navires affectés à la chasse à la baleine ou à des opérations analogues.

5. En outre, il pourra être dérogé, à l'égard de tout navire, à la pleine application de l'une quelconque des prescriptions de la Partie III de la présente convention, si, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, l'autorité compétente estime que les modalités de la dérogation entraîneront des avantages ayant pour effet d'établir des conditions qui, dans l'ensemble, ne seront pas moins favorables que celles qui auraient découlé de la pleine application de la convention. Des détails sur toutes les dérogations de cette nature seront communiqués par le Membre au Directeur général du Bureau international du Travail, qui en informera les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

ARTICLE 2.

En vue de l'application de la présente convention:

a) le terme « navire » signifie tout bâtiment auquel la convention s'applique;

b) le terme « tonneaux » signifie les tonneaux de jauge brute;

c) le terme « navire à passagers » signifie tout navire pour lequel est valide soit un certificat de sécurité délivré en conformité des dispositions en vigueur de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, soit un certificat pour le transport de passagers;

d) le terme « officier » signifie toute personne, à l'exclusion du capitaine, ayant rang d'officier d'après la législation nationale ou, à défaut d'une telle législation, d'après les conventions collectives ou la coutume;

e) le terme « personnel subalterne » comprend tout membre de l'équipage autre qu'un officier;

f) le terme « membre du personnel de maistrance » signifie tout membre du personnel subalterne exerçant une fonction de surveillance ou assumant une responsabilité spéciale, et qui est considéré comme tel par la législation nationale ou, à défaut d'une telle législation, par les conventions collectives ou la coutume;

g) le terme « logement de l'équipage » comprend les postes de couchage, réfectoires, installations sanitaires, infirmeries et lieux de récréation prévus pour être utilisés par l'équipage;

h) le terme « prescrit » signifie prescrit par la législation nationale ou par l'autorité compétente;

i) le terme « approuvé » signifie approuvé par l'autorité compétente;

j) le terme « nouvelle immatriculation » signifie nouvelle immatriculation à l'occasion d'un changement simultané de pavillon et de propriété d'un navire.

ARTICLE 3.

1. Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à maintenir en vigueur une législation propre à assurer l'application des dispositions contenues dans les parties II, III et IV de la présente convention.

2. Ladite législation:

a) obligera l'autorité compétente à notifier les dispositions qui seront prises à tous les intéressés;

b) précisera les personnes qui sont chargées d'en aussurer l'application;

c) prescrira des sanctions adéquates pour toute infraction;

d) prévoira l'institution et le maintien d'un régime d'inspection propre à assurer effectivement l'observation des dispositions prises;

e) obligera l'autorité compétente à consulter les organisations d'armateurs et/ou les armateurs et les organisations reconnues *bona fide* de gens de mer en vue d'élaborer les règlements et de collaborer dans toute la mesure possible avec les parties intéressées à la mise en application de ces règlements.

PARTIE II. ETABLISSEMENT DES PLANS ET CONTRÔLE DU LOGEMENT DE L'ÉQUIPAGE

ARTICLE 4.

1. Avant que ne soit commencée la construction d'un navire, le plan de celui-ci, indiquant, à une échelle prescrite, l'emplacement et les dispositions générales du logement de l'équipage, sera soumis pour approbation à l'autorité compétente.

2. Avant que la construction du logement de l'équipage ne soit commencée, ou que le logement de l'équipage à bord d'un navire existant ne soit modifié ou reconstruit, le plan détaillé de ce logement, accompagné de tous renseignements utiles, sera soumis pour approbation à l'autorité compétente; ce plan indiquera, à une échelle prescrite et dans le détail prescrit, l'affectation de chaque local, la disposition de l'ameublement et autres installations, la nature et l'emplacement des dispositifs de ventilation, d'éclairage et de chauffage, ainsi que des installations sanitaires. Toutefois, en cas d'urgence ou de modifications ou de reconstruction temporaires exécutées en dehors du pays d'immatriculation, il sera suffisant, pour l'application de cet article, que les plans soient soumis ultérieurement, pour approbation, à l'autorité compétente.

ARTICLE 5.

L'autorité compétente inspectera tout navire et s'aussurera que le logement de l'équipage est conforme aux conditions exigées par les lois et règlements lorsque:

a) il sera procédé à la première immatriculation ou à une nouvelle immatriculation du navire;

b) le logement de l'équipage aura été modifié d'une manière importante ou reconstruit;

c) soit une organisation de gens de mer reconnue *bona fide* et représentant tout ou partie de l'équipage, soit un nombre ou un pourcentage prescrit des membres de l'équipage se sera plaint à l'autorité compétente, dans la forme prescrite et assez tôt pour éviter tout retard au navire, que le logement de l'équipage n'est pas conforme aux dispositions de la convention.

PARTIE III. PRESCRIPTIONS RELATIVES AU LOGEMENT DE L'ÉQUIPAGE

ARTICLE 6.

1. L'emplacement, les moyens d'accès, la construction et la disposition du logement de l'équipage par rapport aux autres parties du navire seront tels qu'ils assureront une sécurité suffisante, une protection contre les intemperies et la mer, ainsi qu'un isolement contre la chaleur, le froid, le bruit excessif et les odeurs ou émanations provenant des autres parties du navire.

2. Sera interdite toute ouverture directe reliant les postes de couchage avec les compartiments affectés à la cargaison, les salles de machine et chaufferies, les cuisines, la lampisterie, les magasins à peinture, les magasins du pont et de la machine et autres magasins généraux, les séchoirs, les locaux affectés aux soins de propreté en commun ou les water-closets. Les parties de cloisons séparant ces locaux des postes de couchage, ainsi que les cloisons séparant ces locaux des postes de couchage, ainsı que les cloisons extérieures de ceux-ci, seront convenablement construites en acier ou en tout autre matériau approuvé, et elles seront imperméables à l'eau et aux gaz.

3. Les parois extérieures des postes de couchage et des réfectoires seront convenablement calorifugées. Les encaissements de machines, ainsi que les cloisons qui limitent les cuisines ou les autres locaux dégageant de la chaleur, seront convenablement calorifugés chaque fois que cette chaleur pourra ıncommoder dans les aménagements et les coursives adjacents. Des dispositions seront également prises pour réaliser une protection contre la chaleur dégagée par les conalisations de vapeur et d'eau chaude.

4. Les cloisons intérieures seront construites en un matériau approuvé, non susceptible d'abriter de la vermine.

5. Les postes de chouchage, les réfectoires, les salles de recreation et les coursives situées a l'intérieur du logement de l'équipage seront convenablement isolés de façon à éviter toute condensation ou toute chaleur excessive.

6. Les tuyauteries principales de vapeur et d'échappement des treuils et autres appareils auxiliaires semblables ne devront pas passer par le logement de l'équipage, ni, chaque fois que cela sera techniquement possible, par les coursives conduisant à ce logement. Si, dans ce dernier cas, il n'en est pas ainsi, ces tuyauteries devront être convenablement calorifugées et placées dans un encaissement.

7. Les panneaux ou vaigrages intérieurs seront faits d'un matériau dont la surface puisse aisément être maintenue en état de propreté. Seront interdits les planchéiages bouvetés ou toute autre méthode de construction susceptible d'arbitrer de la vermine.

8. L'autorité compétente décidera dans quelle mesure des dispositions tendant à prévenir l'incendie ou à en retarder la propagation devront être prises dans la construction du logement.

9. Les parois et plafonds des postes de couchage et réfectoires devront pouvoir être maintenus aisément en état de propreté et devront, s'ils sont peints, être d'une couleur claire; l'emploi d'enduits à la chaux sera interdit.

10. Les peintures des parois intérieures seront refaites on reprises quand la nécessité s'en fera sentir.

11. Les matériaux et le mode de construction des revêtements de pont dans tout local affecté au logement de l'équipage devront être approuvés; ces revêtements seront imperméables à l'humidité et leur maintien en état de propreté devra être aisé.

12. Lorsque les revêtements de pont seront en matière composite, le raccordement avec les parois sera arrondi de manière à éviter les fentes.

13. Des dispositifs suffisants seront prévus pour l'écoulement des eaux.

Article 7.

1. Les postes de couchage et les réfectoires seront convenablement ventilés.

2. Le système de ventilation sera réglable de façon à maintenir l'air dans des conditions satisfaisantes et à en assurer une circulation suffisante par tous les temps et par tous les climats.

3. Tout navire affecté d'une façon régulière à la navigation sous les tropiques ou dans le golfe Persique sera pourvu à la fois de moyens mécaniques de ventilation et de ventilateurs électriques,

étant entendu qu'un seul de ces moyens pourra être employé dans les endroits où ce moyen assurera une ventilation satisfaisante.

4. Tout navire affecté à la navigation en dehors des tropiques sera pourvu soit d'un système de ventilation mécanique, soit de ventilateurs électriques. L'autorité compétente pourra exempter de cette disposition tout navire naviguant normalement dans les mers froides des hémisphères nord ou sud.

5. La force motrice nécessaire pour faire fonctionner les systèmes de ventilation prévus aux paragraphes 3 et 4 devra être disponible, dans la mesure où cela sera praticable, pendant tout le temps où l'équipage habite à bord ou y travaille, et si les circonstances l'exigent.

ARTICLE 8.

1. Sauf à bord des navires affectés exclusivement à des voyages sous les tropiques ou dans le golfe Persique, une installation convenable de chauffage sera prévue pour le logement de l'équipage.

2. L'installation de chauffage devra fonctionner dans la mesure où cela sera praticable quand l'équipage vit ou travaille à bord et si les circonstances l'exigent.

3. A bord de tout navire où doit exister une installation de chauffage, celui-ci sera assuré par la vapeur, l'eau chaude, l'air chaud ou l'électricité.

4. A bord de tout navire où le chauffage est assuré par un poêle, des dispositions seront prises pour que celui-ci soit de dimensions suffisantes, soit convenablement installé et protégé, et pour que l'air ne soit pas vicié.

5. L'installation de chauffage devrà être en mesure de maintenir dans le logement de l'équipage la température à un niveau satisfaisant dans les conditions normales de temps et de climat que le navire est susceptible de rencontrer en cours de navigation; l'autorité compétente devrà prescrire les conditions à réaliser.

6. Les radiateurs et autre appareils de chauffage seront placés de manière à éviter le risque d'incendie et a ne pas constituer une source de danger ou d'incommodité pour les occupants des locaux. Si nécessaire, ils seront munis d'un ecran de protection.

ARTICLE 9.

1. Sous réserve des dérogations spéciales qui pourront être accordées pour les navires à passagers, les postes de couchage et les réfectoires seront convenablement éclairés à la lumière naturelle et seront pourvus, en outre, d'une installation convenable d'éclairage artificiel.

2. Tous les locaux reservés à l'équipage devront être convenablement éclairés. L'éclairage naturel dans les locaux d'habitation

devra permettre à une personne d'acuité visuelle normale de lire, par temps clair et en plein jour, un journal imprimé ordinaire en tout point de l'espace disponible pour circuler. Un système d'éclairage artificiel donnant le même résultat sera installé lorsqu'il ne sera pas possible d'obtenir un éclairage naturel convenable.

3. Tout navire sera pourvu d'une installation permettant d'éclairer à l'électricité le logement de l'équipage. S'il n'existe pas à bord deux sources indépendantes de production d'électricité, un système supplémentaire d'éclairage de secours sera prévu au moyen de lampes ou d'appareils d'éclairage de modèle approprié.

4. L'éclairage artificiel sera disposé de manière que les occupants du poste en bénéficient au maximum.

5. Dans les postes de couchage, chaque couchette sera munie d'une lampe de chevet électrique.

ARTICLE 10.

1. Les postes de couchage seront situés au-dessus de la ligne de charge, au milieu ou à l'arrière du navire.

2. Dans des cas exceptionnels, l'autorité compétente pourra autoriser l'installation des postes de couchage à l'avant du navire — mais en aucun cas au delà de la cloison d'abordage — lorsque tout autre emplacement ne serait pas raisonnable ou pratique en raison du type du navire, de ses dimensions ou du service auquel il est destiné.

3. Sous réserve que des dispositions satisfaisantes soient prises pour l'éclairage et la ventilation, l'autorité compétente pourra permettre, sur les navires à passagers, de placer les postes de couchage au-dessous de la ligne de charge, mais en aucun cas immédiatement au-dessous des coursives de service.

4. La superficie, par occupant, de tout poste de couchage destiné au personnel subalterne ne sera pas inférieure à:

a) 1,85 mètre carré (ou 20 pieds carrés) à bord des navires jaugeant moins de 800 tonneaux;

b) 2,35 mètres carrés (ou 25 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 800 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonneaux;

c) 2,78 mètres carrés (ou 30 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus.

Toutefois, à bord des navires à passagers où plus de quatre membres du personnel subalterne sont logés dans un même poste de couchage, la superficie minimum par occupant pourra être de 2,22 métres carrés (24 pieds carrés).

5. Dans le cas de navires où sont employés des groupes de personnel subalterne nécessitant l'embarquement d'un effectif nettement plus important que celui qui eût été utilisé autrement, l'auto-

rité compétente pourra, pour ce genre de personnel, réduire la superficie, par occupant, des postes de couchage, pourvu toutefois que:

a) la superficie totale des postes de couchage allouée a ces groupes ne soit pas moindre que celle qui eût été attribuée si l'effectif n'avait pas été augmenté de ce fait,

b) la superficie minimum par occupant des postes de couchage soit d'au moins:

i) 1,67 mètre carré (18 pieds carrés) pour les navires jaugeant moins de 3.000 tonneaux;

ii) 1,85 mètre carré (20 pieds carrés) pour les navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus.

6. L'espace occupé par les couchettes, les armoires, les commodes et les sièges sera compris dans le calcul de la superficie. Les espaces exigus ou de forme irrégulière qui n'augmentent pas effectivement l'espace disponibile pour circuler ou qui ne peuvent être utilisés pour y placer des meubles ne seront pas compris dans ce calcul.

7. La hauteur libre des postes de couchage de l'équipage devra être d'au moins 1,90 mètre (6 pieds 3 pouces).

8. Les postes de couchage seront en nombre suffisant pour que chaque catégorie de l'équipage dispose d'un ou plusieurs postes distincts; toutefois, l'autorité compétente pourra accorder des dérogations à cette disposition en ce qui concerne les navires de faible tonnage.

9. Le nombre de personnes autorisées à occuper chaque poste de chouchage ne dépassera pas les chiffres maxima suivants:

a) officiers chefs de service, officiers du pont et officiers mécaniciens chefs de quart, et premiers officiers ou opérateurs de radio: un occupant par chambre;

b) autres officiers: un occupant par chambre si possible, et en aucum cas plus de deux;

c) personnel de maistrance: un ou deux occupants par poste et en aucun cas plus de deux;

d) autre personnel subalterne: deux ou trois personnes par poste si possible, et en aucun cas plus de quatre.

10. En vue d'assurer un logement satisfaisant et plus confortable, l'autorité compétente pourra, aprés consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, accorder l'autorisation de loger au maximum dix membres de l'équipage dans le même poste dans le cas de certains navires à passagers.

11. Le nombre maximum de personnes à loger par poste de couchage sera indiqué d'une manière lisible et indélébile, en un endroit du poste où l'inscription pourra être vue aisément.

12. Les membres de l'équipage disposeront de couchettes individualles.

13. Les couchettes ne seront pas placées côte à côte d'une façon telle qu'on ne puisse accéder à l'une d'elles qu'en passant au-dessus d'une autre.

14. La superposition de plus de deux couchettes est interdite. Dans le cas où des couchettes sont placées le long de la muraille du navire, il est interdit de superposer des couchettes à l'entroit où un hublot est situé au-dessus d'une couchette.

15. Lorsque des couchettes sont superposées, la couchette inférieure ne sera pas placée à moins de 0,30 mètre (12 pouces) au-dessus du plancher; la couchette supérieure sera disposée à mi-hauteur environ entre le fond de la couchette inférieure et le dessous des barrots du plafond.

16. Les dimensiens intérieures minima d'une couchette seront de 1,90 mètre sur 0,68 mètre (6 pieds 3 pouces sur 2 pieds 3 pouces).

17. Le cadre d'une couchette et, le cas échéant, la planche de roulis seront d'un matériau approuvé, dur, lisse et non susceptible de se corroder ou d'abriter de la vermine.

18. Si des cadres tubulaires sont utilisés dans la construction des couchettes, ils seront absolument fermés et sans perforations qui pourraient constituer un accès pour la vermine.

19. Toute couchette sera pourvue d'un fond élastique ou d'un sommier élastique, ainsi que d'un matelas rembourré d'une matière approuvée. L'utilisation, pour le rembourrage, de paille ou d'autre matière de nature à abriter de la vermine est interdite.

20. Lorsque des couchettes sont superposées, un fond imperméable à la poussière, en bois, en toile ou en une autre matière convenable, sera fixé en dessous du sommier élastique de la couchette supérieure.

21. Tout poste de couchage sera aménagé et meublé de manière à en faciliter la bonne tenue et è assurer un confort raisonnable pour ses occupants.

22. Le mobilier comprendra une armoire pour chaque occupant. Celle-ci aura au moins 1,52 mètre (5 pieds) de hauteur et une section transversale de 19,30 décimètres carrés (300 pouces carrés). Elle sera pourvue d'un rayon et d'un dispositif de fermeture par cadenas. Le cadenas sera fourni par l'occupant.

23. Tout poste de couchage sera pourvu d'une table ou d'un bureau, de modèle fixe rabattable ou à coulisses, et de sièges confortables suivant les besoins.

24. Le mobilier sera construit en un matériau lisse et dur, non susceptible de se déformer ou de se corroder.

25. Chaque occupant aura a sa disposition un tiroir ou un espace équivalent d'une capacité au moins égale à 0,56 mètre cube (2 pieds cubes).

26. Les hublots des postes de couchage seront garnis de rideaux.

27. Tout poste de couchage sera pourvu d'une glace, de petits placards pour les articles de toilette, d'une étagère à livres et d'un nombre suffisant de patères.

28. Pour autant que cela sera praticable, les couchettes seront réparties de façon à separer les quarts et à éviter qu'un homme de jour ne partage le même poste que des hommes prenant le quart.

ARTICLE 11.

1. Des réfectoires suffisants seront installés à bord de tous les navires.

2. A bord des navires jaugeant moins de 1.000 tonneaux, des réfectoires distincts seront prévus pour:

a) le capitaine et les officiers;

b) le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne.

3. A bord des navires jaugeant 1.000 tonneaux ou plus, des réfectoires distincts seront prévus pour:

a) le capitaine et les officiers;

b) le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne du pont;

c) le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne de la machine.

Toutefois:

i) l'un des deux réfectoires prévus pour le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne peut être affecté au personnel de maistrance et l'autre au reste du personnel subalterne;

ii) un réfectoire unique peut être prévu pour le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne du pont et de la machine lorsque les armateurs et/ou leurs organisations intéressées, et les organisations reconnues *bona fide* de gens de mer intéressées préfèrent qu'il en soit ainsi.

4. Des dispositions adéquates seront prévues pour le personnel du service général, soit en aménageant pour lui un réfectoire distinct, soit en lui donnant le droit d'utiliser les réfectoires affectés à d'autres catégories; à bord des navires de 5.000 tonneaux et au-dessus qui embarquent plus de cinq agents du service général, l'installation d'un réfectoire separé a leur intention devrà être envisagee.

5. Les dimensions et l'équipement de tout réfectoire devront être suffisants pour le nombre probable de personnes qui les utiliseront en même temps.

6. Tout réfectoire sera pourvu de tables et de sièges approuvés en nombre suffisant pour le nombre probable de personnes qui les utiliseront en même temps.

7. L'autorité compétente pourra accorder des dérogations aux dispositions ci-dessus concernant l'aménagement de réfectoires, dans la mesure où les conditions spéciales existant à bord des navires à passagers peuvent l'exiger.

8. Les réfectoires seront séparés distinctement des postes de couchage et placés aussi près que possible de la cuisine.

9. Une installation convenable pour le lavage des ustensiles de table, ainsi que des placards suffisants pour y ranger ces ustensiles, seront prévus lorsque les offices qui peuvent exister ne sont pas directement accessibles des réfectoires.

10. Les dessus des tables et des sièges seront d'une matière résistant à l'humidité, sans craquelures et d'un nettoyage aisé.

ARTICLE 12.

1. A bord de tout navire, un ou des emplacements de superficie suffisante, compte tenu des dimensions du navire et de l'effectif de l'équipage, seront prévus sur un pont découvert, auxquels les membres de l'équipage auront accès lorsqu'ils ne sont pas de service.

2. Des locaux de récréation situés dans un endroit approprié et meublés d'une manière convenable seront prévus pour les officiers et le personnel subalterne. Lorsqu'il n'existera pas de tels locaux en dehors des réfectoires, ceux-ci seront établis, meublés et installés de façon à en tenir lieu.

ARTICLE 13

1. Des installations sanitaires suffisantes, comprenant des lavabos, des baignoires et/ou des douches, seront aménagées à bord de tout navire.

2. Des water-closets distinctes seront installés dans la proportion minimum suivante:

a) à bord des navires jaugeant moins de 800 tonneaux: trois;

b) à bord des navires jaugeant 800 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonneuax: quatre;

c) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus: six;

d) à bord des navires où les officiers ou opérateurs de radio ont un logement isolé, des installations sanitaires contiguës ou situées à proximité seront prévues.

3. La législation nationale fixera la répartition des water-closets entre les différentes catégories de l'équipage, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article.

4. Des installations sanitaires pour tous les membres de l'équipage qui n'occupent pas des chambres ou des postes comportant une installation sanitaire privée seront prévues pour chaque catégorie de l'équipage, à raison de:

a) une baignoire et/ou une douche par huit personnes ou moins;

b) un water-closet par huit personnes ou moins;

c) un lavabo par six personnes ou moins.

Toutefois, si le nombre de personnes d'une catégorie dépasse de moins de la moitié du nombre indiqué un multiple exact de ce nombre, l'excédent pourra être négligé pour l'application de la présente disposition.

5. Si l'effectif total de l'équipage dépasse 100 ou s'il s'agit de navires à passagers effectuant normalement des voyages d'une durée ne dépassant pas quatre heures, l'autorité compétente pourra envisager des dispositions spéciales ou une réduction du nombre d'installations santaires requises.

6. L'eau douce, chaude et froide, ou des moyens de chauffer l'eau seront fournis dans tous les locaux communs affectés aux soins de propreté. L'autorité compétente aura la faculté de fixer, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, la quantité maximum d'eau douce qui peut être exigée de l'armateur, par homme et par jour.

7. Les lavabos et les baignoires seront de dimensions suffisantes et d'un matériau approuvé, à surface lisse, non susceptible de se fissurer, de s'écailler ou de se corroder.

8. L'aération de tout water-closet se fera par communication directe avec l'air libre, indépendamment de toute autre partie des locaux d'habitation.

9. Tout water-closet sera d'un modèle approuvé et pourvu d'une chasse d'eau puissante, en état constant de fonctionnement et contrôlable individuellement.

10. Les tuyaux de descente et de décharge seront de dimensions suffisantes et installés de manière à réduire au minimum les risques d'obstruction et à en faciliter le nettoyage.

11. Les installations sanitaires destinées à être utilisées par plus d'une personne seront conformes aux prescriptions suivantes:

a) les revêtements de pont seront d'un matériau durable approuvé, faciles à nettoyer et imperméables à l'humidité; ils seront pourvus d'un système efficace d'écoulement des eaux;

b) les cloisons seront en acier ou en tout autre matériau approuvé et étanches sur une hauteur d'au moins 0,23 mètre (9 pouces) à partir du plancher;

c) les locaux seront suffisamment éclairés, chauffés et aérés;

d) les water-closets seront situés en un endroit aisément accessible des postes de couchage et des locaux affectés aux soins

de propreté, mais ils en seront séparés; ils ne donneront pas directement sur les postes de couchage ni sur un passage qui constitureait seulement un accès entre poste de couchage et water-closets; toutefois, cette dernière disposition ne sera pas applicable aux water-closet situées entre deux postes de couchage dont le nombre total d'occupants ne dépasse pas quatre;

e) si plusieurs water-closets sont installés dans un même local, ils seront suffisamment enclos pour en assurer l'isolement.

12. A bord de tout navire, des moyens de lavage et de séchage du linge seront prévus dans une proportion correspondant à l'effectif de l'équipage et à la durée normale du voyage.

13. Le matériel de lavage comprends des bassins suffisants, avec dispositif d'écoulement, qui pourront être installés dans les locaux affectés aux soins de propreté s'il n'est pas raisonnablement possible d'eménager une buanderie séparée. Les bassins seront alimentés suffisamment en eau douce, chaude et froide. A défaut d'eau chaude, des moyens de chauffer de l'eau seront prévus.

14. Les moyens de séchage seront aménagés dans un local séparé des postes de couchage et des réfectoires; suffisamment aéré et chauffé et pourvu de cordes à linge ou d'autres dispositifs d'étendage.

ARTICLE 14.

1. Une infirmerie distincte sera prévue à bord de tout navire embarquant un équipage de quinze personnes ou plus et affecté à un voyage d'une durée de plus de trois jours. L'autorité compétente pourra accorder des dérogations à cette disposition en ce qui concerne les navires affectés à la navigation côtière.

2. L'infirmerie sera située de telle sorte que l'accès en soit aisé, que ses occupants soient confortablement logés et qu'ils puissent recevoir, par tous les temps, les soins nécessaires.

3. L'entrée, les couchettes, l'éclairage, la ventilation, le chauffage et l'installation d'eau seront aménagés de manière à assurer le confort et faciliter le traitement des occupants.

4. Le nombre de couchettes à installer dans l'infirmerie sera prescrit par l'autorité compétente.

5. Les occupants de l'infirmerie disposeront, pour leur usage exclusif, de water-closets qui feront partie de l'installation de l'infirmerie elle-même ou seront situées à proximité immédiate.

6. Il sera interdit d'affecter l'infirmerie à un usage autre que le traitement éventuel de malades.

7. Tout navire qui n'embarque pas de médecin devra être pourvu d'un coffre à médicaments, d'un type approuvé, accompagné d'instructions aisément compréhensibles.

ARTICLE 15.

1. Des penderies suffisantes et convenablement aérées destinées à recevoir les cirés seront aménagées à l'extérieur des postes de couchage, mais elles seront aisément accessibles de ces derniers.

2. A bord de tout navire jaugeant plus de 3.000 tonneaux, un local pour le service du pont et un autre pour le service de la machine seront aménagés et meublés pour servir chacun de bureau.

3. A bord des navires touchant régulièrement des ports infestés de moustiques, des dispositions seront prises pour protéger le logement de l'équipage en munissant de moustiquaires appropriées les hublots, ouvertures de ventilation et portes donnant sur un pont ouvert.

4. Tout navire naviguant normalement sous les tropiques ou dans le golfe Persique, ou à destination de ces régions, sera pourvu de tentes pouvant être installées sur les ponts découverts situés immédiantement au-dessus du logement de l'équipage, ainsi que sur la ou les parties de pont découvert servant de lieux de récréation.

ARTICLE 16.

1. Dans le cas des navires visés au paragraphe 5 de l'article 10, l'autorité compétente pourra, en ce qui concerne les membres de l'équipage qui y sont visés, modifier les conditions fixées dans les articles qui précèdent, dans la mesure nécessaire pour tenir compte des habitudes ou usages nationaux; en particulier, elle pourra prendre des dispositions spéciales concernant, d'une part, le nombre des personnes qui occupent les postes de couchage, d'autre part, les aménagements des réfectoires et des installations sanitaires.

2. En modifiant les conditions ainsi fixées, l'autorité compétente sera cependant tenue de respecter les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 10 et les surfaces minima requises pour ce personnel au paragraphe 5 de l'article 10.

3. A bord des navires où une catégorie quelconque de l'équipage est formée de personnes dont les habitudes et les usages nationaux sont très différents, des postes de couchage et autres locaux d'habitations séparés et a déquant seront prévus dans la mesure nécessaire pour répondre aux besoins des différents catégories.

4. Dans le cas des navires mentionnés au paragraphe 5 de l'article 10, les infirmeries, réfectoires et installations sanitaires seront établis et maintenus, en ce qui concerne leur nombre et leur utilité pratique, sur la même base que ceux de tout autre navire d'un type similaire immatriculé dans le même pays.

5. Lors de l'élaboration, en conformité des dispositions du présent article, de règlements spéciaux, l'autorité compétente consultera les organisations reconnues *bona fide* de gens de mer intéressées et les organisations des armateurs et/ou les armateurs qui emploient ceux-ci.

ARTICLE 17.

1. Le logement de l'équipage sera maintenu en état de propreté et dans des conditions d'habitabilité convenables; il ne servira pas de lieu d'emmagasinage de marchandises ou d'approvisionnements qui ne sont pas la propriété personnelle de ses occupants.

2. Le capitaine ou un officer spécialement délégué par lui à cet effet, accompagné d'un ou plusieurs membres de l'équipage, procédera à des intervalles maxima d'une semaine à l'inspection de tous les locaux qui forment le logement de l'équipage; les résultats de l'inspection seront consignés par écrit.

PARTIE IV. APPLICATION DE LA CONVENTION AUX NAVIRES EXISTANTS

ARTICLE 18.

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, la présente convention s'appliquera aux navires dont la quille aura été posée ultérieurement à la mise en vigueur de la convention pour le territoire dans lequel le navire est immatriculé.

2. Dans le cas d'un navire complètement terminé à la date à laquelle cette convention entrera en viguer dans le pays où le navire es timmatriculé et qui est au-dessous des prescriptions formulées à la Partie III de cette convention, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger d'apporter au navire, pour le faire répondre aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime possibles, compte tenu des problèmes pratiques qui entreront en jeu, lorsque:

a) le navire sera immatriculé à nouveau;

b) d'importantes modifications de structure ou des réparations majeures seront faites au navire par suite de l'application d'un plan préétabli, et non à la suite d'un accident ou d'un cas d'urgence.

3. Dans le cas d'un navire en construction et/ou en transformation à la date où la présente convention entrera en vigueur pour le territoire où il est immatriculé, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer,

exiger d'apporter au navire, pour le faire répondre aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime possibles, compte tenu des problèmes pratiques qui entreront en jeu; ces modifications constitueront une application définitive des termes de la convention, à moins qu'il ne soit procédé à une nouvelle immatriculation du navire.

4. Lorsqu'un navire – à moins qu'il ne s'agisse d'un navire dont il est fait mention aux paragraphes 2 et 3 du présent article ou auquel la présente convention était applicable au cours de la construction – est immatriculé à nouveau dans un territoire après la date à laquelle la présente convention y est entrée en vigueur, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger que soient apportées au navire, en vue de le rendre conforme aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime possibles, compte tenu des problèmes pratiques qui entreront en jeu. Ces modifications constitueront une application définitive des termes de la convention tant qu'il ne sera pas procédé à une nouvelle immatricolation du navire.

PARTIE V. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 19.

Rien dans la présente convention n'affectera aucune loi, sentence, coutume ou accord entre les armateurs et les gens de mer qui assurent des conditions plus favorables que celles prévues par cette convention.

ARTICLE 20.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 21.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. La présente convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle auront été enregistrées les ratifications de sept des pays suivants: Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Danemark, Finlande, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Grèce, Inde,

Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Turquie et Yougoslavie, étant entendu que de ces sept pays, quatre au moins devront posséder chacun une marine marchande d'une jauge brute d'au moins un million de tonneaux. Cette disposition a pour but de faciliter, encourager et hâter la ratification de la présente convention par les Etats Membres.

3. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur pour chaque Membre six mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 22.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de six années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 23.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la dernière ratification nécessaire à l'entreée en vigueur de la convention, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 24.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 25.

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

ARTICLE 26.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entrainerait de plein droit, nonobstant l'article 22 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

ARTICLE 27.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte pui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa trente deuxième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 2 juillet 1949.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce dix-huitième jour d'août 1949:

Le Président de la Conférence,

GUILDHAUME MYRDDIN-EVANS.

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

DAVID A. MORSE.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE (N. 92) concernente gli alloggi dell'equipaggio a bordo (riveduta nel 1949)

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi l'8 giugno 1949, per la sua trentaduesima sessione,

Avendo deciso di adottare varie proposte relative alla parziale revisione della Convenzione sugli alloggi degli equipaggi del 1946, adottata dalla Conferenza nel corso della sua ventottesima sessione, tema che figura al punto dodici dell'ordine del giorno della sessione,

Considerato che tali proposte dovrebbero assumere la forma di una convenzione internazionale,

ha adottato, oggi, diciotto giugno millenovecentoquarantanove, la convenzione che segue, che sarà denominata Convenzione sugli alloggi degli equipaggi (riveduta), 1949:

PARTE I. — DISPOSIZIONI GENERALI.

ARTICOLO 1.

1. La presente convenzione si applica a qualsiasi nave per la navigazione marittima a propulsione meccanica, di proprietà pubblica o privata, adibita, a fini commerciali, al trasporto di merci o passeggeri e registrata in un territorio per il quale vige la presente convenzione.

2. La legge nazionale definirà i casi in cui una nave è da ritenersi adibita alla navigazione marittima ai fini dell'applicazione della presente convenzione.

3. La presente convenzione non si applica:

a) alle navi con stazza inferiore alle cinquecento tonnellate;

b) alle navi il cui principale mezzo di propulsione è costituito da vele, anche se dotate di un motore ausiliare;

c) alle navi adibite alla pesca, alla caccia alla balena o ad operazioni analoghe;

d) ai rimorchiatori.

4. La presente convenzione si applicherà, tuttavia, per quanto ragionevole e fattibile:

a) alle navi dalle 200 alle 500 tonnellate di stazza;

b) agli alloggi del personale adibito al normale lavoro di bordo su navi baleniere o navi destinate ad analoghe operazioni.

5. Inoltre, si potrà derogare dall'applicazione delle disposizioni di cui alla Parte III della presente convenzione e per qualsiasi nave, qualora, previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e delle organizzazioni dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, la competente autorità ritenga che le modalità di deroga comportino vantaggi tali da creare condizioni complessivamente non meno favorevoli di quelle provenienti dalla piena applicazione della convenzione. Dati dettagliati su qualsiasi deroga di questo tipo dovranno essere trasmessi dal Membro al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, che ne informerà i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro.

ARTICOLO 2.

In vista dell'applicazione della presente convenzione:

a) per « nave » s'intende qualsiasi imbarcazione cui la convenzione si applica;

b) per « tonnellaggio » si intendono le tonnellate di stazza lorda;

c) per « nave passeggeri » si intende qualsiasi nave dotata di certificato di sicurezza valido rilasciato conformemente alle vigenti disposizioni della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana per mare, o di certificato per il trasporto passeggeri;

d) per « ufficiale » si intende chiunque, ad esclusione del comandante, ricopra il rango di ufficiale in base alla legge nazionale o, in suo difetto, in base ai contratti collettivi o alla consuetudine;

e) per « personale subalterno » si intendono i membri dell'equipaggio ad eccezione degli ufficiali;

f) per « membro del personale di maestranza » si intende qualsiasi membro del personale subalterno che eserciti una funzione di sorveglianza o assuma una particolare responsabilità, e che venga considerato tale dalla legge nazionale o, in suo difetto, dai contratti collettivi o dalla consuetudine;

g) per « alloggi dell'equipaggio » si intendono le cuccette, le mense, gli impianti sanitari, le infermerie ed i luoghi di ricreazione previsti per l'equipaggio;

h) per « prescritto » si intende prescritto dalla legge nazionale o dalla competente autorità;

i) per « approvato », si intende approvato dalla competente autorità;

j) per « nuova immatricolazione », si intende una nuova immatricolazione in occasione del cambiamento congiunto di bandiera e di proprietà di una nave.

ARTICOLO 3.

1. Ogni Membro per il quale vige la presente convenzione si impegna a mantenere in vigore una legge atta ad assicurare l'applicazione delle disposizioni di cui alle Parti II, III e IV della presente convenzione.

2. Detta legge:

a) farà obbligo alla competente autorità di notificare le disposizioni adottate a tutti gli interessati;

b) specificherà le persone incaricate di assicurarne l'applicazione;

c) prescriverà adeguate sanzioni per qualsiasi infrazione;

d) dovrà prevedere l'istituzione ed il mantenimento di un sistema d'ispezione in grado di garantire l'effettivo rispetto delle disposizioni adottate;

e) farà obbligo alla competente autorità di consultare le organizzazioni degli armatori e/o gli armatori nonché quelle dei marittimi riconosciute tali *bona fide*, onde elaborare regolamenti e collaborare per quanto possibile con le parti interessate per l'applicazione di essi.

PARTE II. — ACCERTAMENTO DEI PROGETTI
E VERIFICA DEGLI ALLOGGI DELL'EQUIPAGGIO.

ARTICOLO 4.

1. Prima dell'inizio della costruzione di una nave, il progetto di quest'ultima indicante, in base alla scala prescritta, la dislocazione nonché le disposizioni generali concernenti gli alloggi dell'equipaggio, dovrà esser sottoposto all'approvazione della competente autorità.

2. Prima che inizi la costruzione degli alloggi dell'equipaggio, ovvero la modifica o la ricostruzione di detti alloggi a bordo di una nave già esistente, il progetto dettagliato di questi alloggi, unitamente a tutti i dati utili, dovrà essere sottoposto all'approvazione della competente autorità; tale progetto dovrà specificare, su scala prescritta e nei termini prescritti, la destinazione di ogni locale, la disposizione dell'arredo e di altri impianti, la natura e la dislocazione dei dispositivi di ventilazione, illuminazione e riscaldamento nonché degli impianti sanitari. Nondimeno, in casi di emergenza o in caso di modifiche o ricostruzioni provvisorie eseguite fuori del paese di immatricolazione, basterà, ai fini del presente articolo, che i progetti siano successivamente sottoposti all'approvazione della competente autorità.

ARTICOLO 5.

La competente autorità sarà tenuta ad ispezionare ciascuna nave e ad assicurarsi che gli alloggi dell'equipaggio siano conformi alle misure imposte da leggi e regolamenti, ogni qualvolta:

a) si procederà alla prima immatricolazione o ad una nuova immatricolazione di una nave;

b) gli alloggi dell'equipaggio saranno stati consistentemente modificati o ricostruiti;

c) un'organizzazione dei marittimi, riconosciuta tale *bona fide* e rappresentante tutto o parte dell'equipaggio, ovvero un numero prescritto o una prescritta percentuale dei membri dell'equipaggio, avrà denunziato alla competente autorità, nei termini prescritti e prontamente onde evitare ritardi alla nave, che gli alloggi dell'equipaggio non sono conformi alle disposizioni contemplate dalla convenzione.

PARTE III. — MISURE PRESCRITTE RELATIVE AGLI ALLOGGI DELL'EQUIPAGGIO.

ARTICOLO 6.

1. La dislocazione, i mezzi di accesso, la costruzione nonché la disposizione degli alloggi dell'equipaggio rispetto alle altre parti della nave dovranno essere tali da garantire un'adeguata sicurezza e protezione contro le intemperie ed il mare, ed un adeguato isolamento contro il caldo, il freddo, l'eccessivo rumore, gli odori o le emanazioni provenienti da altre parti della nave stessa.

2. Sarà vietato qualsiasi passaggio diretto che colleghi la zona notte ai compartimenti adibiti al carico, alla sala macchine o ai locali caldaie, alle cucine, alla lampisteria, ai depositi vernici, ai depositi di coperta e di macchinari ed altri depositi in genere, agli stenditoi, e ai locali adibiti ai servizi igienici comuni. I tramezzi che separano questi locali dai locali adibiti alla zona notte, come pure le paratie esterne della zona notte, dovranno essere opportunamente costruiti in acciaio o altro materiale approvato, ed essere impermeabili all'acqua ed ai gas.

3. Le pareti esterne della zona notte e delle mense dovranno essere opportunamente isolate termicamente. L'incassatura delle macchine come pure le paratie delimitanti le cucine e gli altri locali sprigionanti calore dovranno essere opportunamente isolate nella misura in cui il calore che emanano può disturbare i locali e i corridoi adiacenti. Disposizioni dovranno pure essere prese per la realizzazione di un sistema protettivo contro il calore emanato dalle condutture di vapore e di acqua calda.

4. I tramezzi interni dovranno essere costruiti in un materiale approvato, non attaccabile dai parassiti.

5. La zona notte, le mense, i locali di svago ed i corridoi siti all'interno degli alloggi dell'equipaggio dovranno essere opportunamente isolati onde evitare condensazioni o eccessivo calore.

6. Le tubature di vapore e di scarico degli argani e di altri impianti ausiliari analoghi non dovranno passare attraverso gli alloggi dell'equipaggio né, ove tecnicamente possibile, attraverso i corridoi che ad essi conducono. Qualora ciò non fosse realizzabile, le tubature dovranno essere opportunamente isolate e incassate.

7. I quadrati o il serrettame interno dovranno essere di un materiale la cui superficie consenta una facile pulizia. Sarà vietato l'impiego di tavolato scanalato o altro tavolato suscettibile di accogliere parassiti.

8. La competente autorità dovrà decidere in che modo dovranno essere adottate disposizioni atte a prevenire gli incendi o a ritardarne la propagazione nella costruzione degli alloggi.

9. Le pareti ed i soffitti delle cabine e delle mense dovranno poter essere mantenuti facilmente puliti e, se verniciati, dovranno essere di colore chiaro; sarà vietato l'impiego di intonaci a calce.

10. La tinteggiatura delle pareti interne dovrà essere rifatta o ripresa ogni qualvolta necessario.

11. I materiali e le tecniche usati per i rivestimenti di coperta dei locali adibiti ad alloggio dell'equipaggio dovranno essere del tipo approvato; tali rivestimenti dovranno essere refrattari all'umidità e la loro manutenzione dovrà essere facile.

12. Qualora i rivestimenti di coperta siano di materiale composito, le giunture con le pareti dovranno essere arrotondate onde evitare fenditure.

13. Dispositivi adeguati dovranno essere previsti per lo scolo delle acque.

Articolo 7.

1. La zona notte e le mense dovranno essere opportunamente ventilate.

2. Il sistema di ventilazione dovrà essere regolabile per mantenere l'aria in condizioni soddisfacenti e per garantire una circolazione adeguata con qualsiasi tempo e clima.

3. Le navi adibite regolarmente alla navigazione ai tropici o nel golfo Persico dovranno essere dotate di impianti meccanici di ventilazione e di ventilatori elettrici, affinché, a seconda del luogo, si abbia ricorso a uno di questi mezzi per assicurare una giusta ventilazione.

4. Le navi adibite alla navigazione fuori dei tropici dovranno essere dotate o di un sistema di ventilazione meccanico, o di venti-

latori elettrici. La competente autorità potrà esentare da tale obbligo le navi che normalmente traversano le acque fredde degli emisferi nord o sud.

5. La forza motrice necessaria al funzionamento dei sistemi di ventilazione previsti ai paragrafi 3 e 4 dovrà essere disponibile, se possibile, per tutta la durata del tempo in cui l'equipaggio si trova a bordo della nave o vi lavora, e ogni qualvolta le circostanze lo esigano.

ARTICOLO 8.

1. Eccezion fatta per le navi esclusivamente adibite ai viaggi ai tropici o nel golfo Persico, un'adeguato impianto di riscaldamento dovrà essere previsto a bordo delle navi per gli alloggi dell'equipaggio.

2. L'impianto di riscaldamento dovrà funzionare quanto necessario allorché l'equipaggio vive o lavora a bordo, e nella misura in cui le circostanze lo esigano.

3. A bordo di qualsiasi nave per la quale è obbligatorio l'impianto di riscaldamento, questo potrà funzionare a vapore, ad acqua calda, ad aria calda o ad elettricità.

4. A bordo di qualsiasi nave ove il riscaldamento è assicurato da una stufa, disposizioni dovranno esser prese perché questa sia di dimensioni adeguate, opportunamente installata e protetta e perché l'aria non risulti viziata.

5. L'impianto di riscaldamento dovrà essere in grado di mantenere negli alloggi dell'equipaggio una temperatura soddisfacente per le normali condizioni di tempo e di clima che la nave è suscettibile di incontrare nel corso della navigazione; la competente autorità sarà tenuta a prescrivere le condizioni cui attenersi.

6. I radiatori ed altri impianti di riscaldamento dovranno essere installati in modo da evitare qualsiasi pericolo di incendio e da non costituire una fonte di pericolo o di disturbo per gli occupanti i locali. Se necessario, dovranno esser dotati di uno schermo protettivo.

ARTICOLO 9.

1. Fatte salve le deroghe speciali eventualmente accordate alle navi passeggeri, la zona notte e le mense dovranno essere rischiarate dalla luce naturale ed essere inoltre dotate di un impianto di illuminazione artificiale.

2. Tutti i locali riservati all'equipaggio dovranno essere convenientemente illuminati. L'illuminazione naturale nei locali di abitazione dovrà permettere ad una persona con vista normale di leggere, con tempo chiaro e in pieno giorno, un giornale stampato ordinario in ogni punto dello spazio a disposizione per circolare. Un sistema di illuminazione artificiale che dia lo stesso risultato verrà installato allorché sarà impossibile ottenere una conveniente illuminazione naturale.

3. Ogni nave sarà fornita di una installazione che permetta di illuminare elettricamente l'alloggio dell'equipaggio. Se a bordo non esistono due fonti indipendenti di produzione di elettricità, un sistema supplementare di illuminazione di soccorso sarà previsto per mezzo di lampade o di apparecchi di illuminazione di modello appropriato.

4. L'illuminazione artificiale sarà disposta in modo che gli occupanti del posto ne beneficino al massimo.

5. Nella zona notte, ogni cuccetta sarà fornita di una lampada elettrica da comodino.

ARTICOLO 10.

1. La zona notte sarà situata al di sopra della linea di carico, nel mezzo o nella parte posteriore della nave.

2. In casi eccezionali, la competente autorità potrà autorizzare la dislocazione della zona notte nella zona prodiera della nave - in nessun caso tuttavia oltre la paratia d'attracco - qualora nessun'altra dislocazione risulti soddisfacente o pratica per via del tipo di nave, delle sue dimensioni o del servizio cui è adibita.

3. Purché adeguate disposizioni siano prese per l'illuminazione e la ventilazione, la competente autorità potrà permettere che la zona notte risulti al di sotto della linea di caricamento sulle navi passeggeri, ma mai in alcun caso immediatamente al di sotto dei corridoi di servizio.

4. La superficie per occupante della zona notte destinata al personale subalterno non dovrà essere inferiore a:

a) 1,85 metri quadri (ovvero 20 piedi quadri) a bordo delle navi con stazza inferiore alle 800 tonnellate;

b) 2,35 metri quadri (o 25 piedi quadri) a bordo delle navi con stazza pari o oltre le 800 tonnellate, ma con stazza inferiore alle 3.000 tonnellate;

c) 2,78 metri quadri (o 30 piedi quadri) a bordo delle navi con stazza pari o oltre le 3.000 tonnellate.

Tuttavia, a bordo delle navi passeggeri ove più di quattro membri del personale subalterno alloggiano in una stessa cabina, la superficie minima per occupante potrà essere pari a 2,22 metri quadri (24 piedi quadri).

5. Per le navi su cui prestano servizio varie categorie di personale subalterno e che richiedano l'imbarco di un effettivo nettamente maggiore rispetto a quello solitamente impiegato, la competente autorità potrà, per questo personale, ridurre la superficie obbligatoria della zona notte per occupante, purché tuttavia:

a) la superficie complessiva della zona notte destinata a queste categorie di lavoratori non sia inferiore a quella ad esse attribuita se l'effettivo non fosse stato aumentato;

b) la superficie minima per occupante della zona notte sia pari almeno a:

i) 1,67 metri quadri (18 piedi quadri) per le navi con stazza inferiore alle 3.000 tonnellate;

ii) 1,85 metri quadri (20 piedi quadri) per le navi con stazza pari o superiore alle 3.000 tonnellate.

6. Lo spazio occupato da cuccette, armadi, comò e sedili sarà compreso nel computo della superficie. Gli spazi esigui o di forma irregolare che non accrescono effettivamente lo spazio disponibile per la circolazione o destinato alla mobilia non saranno inclusi in tale computo.

7. L'altezza libera delle cabine destinate ad alloggi dell'equipaggio dovrà essere di almeno 1 metro e novanta (6 piedi e tre pollici).

8. Le cabine destinate ad alloggi dell'equipaggio dovranno essere in numero sufficiente affinché ogni categoria disponga di una o più cabine a se stanti; la competente autorità potrà tuttavia concedere deroghe a questa disposizione per le navi di modesto tonnellaggio.

9. Ogni cabina potrà ospitare un massimo di:

a) ufficiali al dettaglio, ufficiali di coperta, ufficiali macchinisti, ufficiali di guardia e primi ufficiali od operatori radio: un occupante per cabina;

b) altri ufficiali: un occupante per cabina ove possibile, e in alcun caso più di due;

c) personale di maestranza: uno o due occupanti per cabina e in alcun caso più di due;

d) altro personale subalterno: due o tre persone per cabina ove possibile, e in alcun caso più di quattro.

10. Onde garantire un adeguato e più confortevole alloggiamento, la competente autorità potrà, previa consultazione delle orga-

nizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, concedere l'autorizzazione ad alloggiare un massimo di dieci membri dell'equipaggio nella stessa cabina per talune navi passeggeri.

11. Il numero massimo di occupanti per cabina dovrà essere indicato in modo leggibile ed indelebile su di una scritta chiaramente visibile all'interno della cabina.

12. I membri dell'equipaggio dovranno disporre di cuccette singole.

13. Le cuccette non dovranno essere affiancate in modo da accedere all'una scavalcando l'altra.

14. È vietata la sovrapposizione di più di due cuccette. Ove le cuccette siano poste lungo la fiancata della nave, sarà vietato sovrapporre le cuccette in modo tale che l'oblò figuri al di sopra di una di esse.

15. Ove vi siano cuccette sovrapposte, la cuccetta inferiore non dovrà essere posta a meno di 0,30 metri (12 pollici) da terra; la cuccetta superiore dovrà essere posta a mezza altezza circa dal fondo della cuccetta inferiore alla parte bassa dei bagli del soffitto.

16. Le dimensioni interne minime di una cuccetta dovranno essere di 1,90x0,68 (ossia 6 piedi e 3 pollici x 2 piedi e tre pollici).

17. Il telaio e, in sua assenza, la sponda di protezione della cuccetta dovranno essere di un materiale approvato, duro, liscio, non soggetto a corrosione o attaccabile dai parassiti.

18. Ove siano stati utilizzati telai tubolari per le cuccette, questi dovranno essere assolutamente sigillati e non perforati onde non accogliere parassiti.

19. Ogni cuccetta sarà dotata di un fondo elastico o di una rete elastica, come pure di un materasso imbottito con un materiale approvato. L'impiego, per l'imbottitura, di paglia o altro materiale soggetto ad accogliere parassiti sarà vietato.

20. Ove le cuccette siano sovrapposte, un fondo impermeabile alla polvere, in legno, tela o altro materiale soddisfacente, dovrà essere fissato al di sotto della rete elastica della cuccetta superiore.

21. Ogni cabina dovrà essere sistemata ed arredata in modo da poter essere mantenuta facilmente in ordine e da garantire un certo *confort* ai suoi occupanti.

22. L'arredo sarà costituito da un armadio per ognuno degli occupanti. Dovrà avere un'altezza minima di 1 metro e 52 centimetri (5 piedi) ed una sezione trasversale pari a 19,30 decimetri quadri

(300 pollici quadri). Sarà dotato di un ripiano e di una chiusura con lucchetto. Al lucchetto dovrà provvedere l'occupante.

23. Ogni cabina dovrà essere dotata di un tavolo, o scrittoio del tipo fisso, a ribalta o scorrevole, nonché di sedili confortevoli secondo le esigenze.

24. La mobilia sarà di un materiale liscio e duro, non deformabile e non soggetto a corrosione.

25. Ogni occupante disporrà di un tiretto o spazio analogo la cui capienza sarà almeno pari a 0,56 metri cubi (2 piedi cubi).

26. Gli oblò delle cabine saranno dotati di tendine.

27. Ogni cabina sarà dotata di specchio, di mensoline per gli oggetti di toletta, di un ripiano per libri e di un certo numero di ganci.

28. Ove possibile, le cuccette saranno suddivise in modo da separare i turni ed evitare che chi faccia il turno di giorno si trovi a dividere la cabina con chi fa altri turni.

Articolo 11.

1. Un numero sufficiente di mense dovrà essere previsto a bordo di ogni nave.

2. A bordo delle navi con stazza inferiore alle 1.000 tonnellate, mense separate saranno previste per:

a) il comandante e gli ufficiali;

b) il personale di maestranza ed il restante personale subalterno.

3. A bordo delle navi con stazza pari o superiore alle 1.000 tonnellate, mense separate saranno previste per:

a) il comandante e gli ufficiali;

b) il personale di maestranza ed il restante personale subalterno di coperta;

c) il personale di maestranza ed il restante personale subalterno di macchina.

Tuttavia:

i) una delle due mense previste per il personale di maestranza ed il restante personale subalterno potrà essere riservata al personale di maestranza, mentre l'altra sarà riservata al restante personale subalterno;

ii) un'unica mensa potrà essere prevista per il personale di maestranza ed il restante personale subalterno di coperta e di macchina qualora gli armatori e/o le loro organizzazioni nonché quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, così preferiscano.

4. Adeguate disposizioni dovranno esser prese per il personale addetto ai servizi generali, sia allestendo per esso una mensa a se stante, o riconoscendogli il diritto di avvalersi delle mense destinate ad altre categorie; a bordo delle navi con stazza pari o superiore alle 5.000 tonnellate, che imbarchino oltre cinque persone addette ai servizi generali, sarà fatto obbligo di prevedere una mensa loro destinata.

5. Dimensioni ed attrezzature delle mense dovranno essere adeguati al numero di persone da ospitare contemporaneamente.

6. Ogni mensa dovrà essere dotata di tavoli e sedie del tipo approvato in numero sufficiente rispetto alle persone che le utilizzeranno contemporaneamente.

7. La competente autorità potrà concedere deroghe alle disposizioni di cui sopra riguardo all'allestimento delle mense, nella misura in cui lo consentano le particolari condizioni esistenti a bordo delle navi passeggeri.

8. Le mense dovranno essere nettamente separate dalla zona notte e poste quanto più possibile vicino alle cucine.

9. Un adeguato impianto di lavaggio delle stoviglie e armadi sufficienti per riporle dovranno essere previsti quando gli *offices* eventualmente predisposti non siano direttamente accessibili dalle mense.

10. La superficie delle tavole e delle sedie dovrà essere in materiale resistente all'umidità, compatto e di facile pulizia.

ARTICOLO 12.

1. A bordo di ogni nave, uno o più spazi di dimensioni adeguate rispetto alla portata della nave e all'effettivo che costituisce l'equipaggio, dovranno essere predisposti su di un ponte scoperto, affinché l'equipaggio vi possa accedere allorché non è di servizio.

2. Locali di ricreazione opportunamente situati e arredati convenientemente dovranno essere previsti per gli ufficiali e per il personale subalterno. Qualora, oltre alle mense, non si sia provveduto a predisporre tale tipo di locali, le mense dovranno essere arredate e sistemate in modo da farne le veci.

ARTICOLO 13.

1. Adeguati impianti sanitari, provvisti di lavandini, vasche e/o docce, dovranno essere predisposti a bordo di ogni nave.

2. Gabinetti distinti dovranno essere installati nella proporzione minima che segue:

a) a bordo di navi con stazza inferiore alle 800 tonnellate: tre;

b) a bordo di navi con stazza pari o superiore alle 800 tonnellate, ma inferiore alle 3.000 tonnellate; quattro;

c) a bordo di navi con stazza pari o superiore alle 3.000 tonnellate: sei;

d) a bordo di navi con alloggi distinti per gli ufficiali o operatori radio, impianti sanitari contigui o posti in prossimità degli alloggi dovranno essere predisposti.

3. La legge nazionale dovrà fissare la ripartizione dei gabinetti fra le varie categorie di lavoratori che compongono l'equipaggio, fatte salve le disposizioni di cui al paragrafo 4 del presente articolo.

4. Impianti sanitari per tutti i membri dell'equipaggio che non godono di camere o cabine con impianto sanitario privato dovranno essere predisposti per ognuna delle categorie dei componenti l'equipaggio, in ragione di:

a) una vasca e/o doccia ogni otto persone, o meno;

b) un gabinetto ogni otto persone, o meno;

c) un lavabo ogni sei persone, o meno.

Qualora, tuttavia, il numero degli effettivi di una data categoria superi di meno della metà della cifra indicata un multiplo della stessa, l'eccedenza potrà essere trascurata per quanto riguarda l'applicazione di questa disposizione.

5. Qualora complessivamente l'equipaggio superi i cento effettivi o trattandosi di navi passeggeri adibite a traversate di una durata non superiore alle quattro ore, la competente autorità potrà prevedere speciali disposizioni o richiedere un numero ridotto di impianti sanitari.

6. Acqua dolce, calda e fredda, o attrezzatura per il riscaldamento dell'acqua, dovranno essere fornite in tutti i locali comuni adibiti all'igiene. La competente autorità avrà la facoltà di fissare, previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, la quantità massima di acqua dolce che potrà essere richiesta all'armatore per uomo e per giorno.

7. I lavabo e le vasche dovranno essere di dimensioni adeguate e di materiale del tipo approvato, a superfice compatta, non suscettibile di incrinarsi, di scheggiarsi o corrodersi.

8. L'aerazione di ogni gabinetto avverrà attraverso un passaggio comunicante direttamente con l'aria libera, indipendentemente dalle altre parti dei locali ad uso abitazione.

9. I gabinetti dovranno essere del tipo approvato e dotati di sciacquone potente, costantemente in funzione e individualmente controllabile.

10. I tubi discendenti e di scarico dovranno essere di dimensioni adeguate e installati in modo da ridurre al minimo le possibilità di ostruzione e da facilitarne la pulizia.

11. Gli impianti sanitari destinati a più di una persona dovranno essere conformi alle seguenti norme:

a) i rivestimenti di coperta dovranno essere di materiale duraturo del tipo approvato, di facile pulizia e impermeabili all'umidità; un efficace sistema di scolo delle acque dovrà essere predisposto;

b) le paratie saranno in acciaio o altro materiale del tipo approvato, stagne per un'altezza di almeno 0,23 (9 pollici) da terra;

c) i locali dovranno essere adeguatamente illuminati, riscaldati ed areati;

d) i gabinetti saranno situati in un punto facilmente accessibile dalla zona notte e dai locali adibiti all'igiene, ma da questi separati; non dovranno affacciarsi direttamente sulla zona notte né su di un corridoio che immetta unicamente alla zona notte. Tuttavia, quest'ultima disposizione non si applica ai gabinetti posti fra due cabine, con un totale di occupanti non superiore a quattro.

e) qualora più gabinetti siano installati in uno stesso locale, essi dovranno essere adeguatamente cintati per garantirne l'isolamento.

12. A bordo di ogni nave saranno predisposti impianti di lavaggio ed asciugatura biancheria in proporzione agli effettivi che compongono l'equipaggio e alla normale durata delle traversate.

13. L'impianto di lavaggio comprenderà adeguate vasche dotate di dispositivo di scolo, che potranno essere installate nei locali adibiti all'igiene, ove non sia ragionevolmente possibile allestire una lavanderia vera e propria. Le vasche saranno alimentate adeguatamente con acqua dolce, calda e fredda. In mancanza di acqua calda, impianti di riscaldamento dell'acqua saranno predisposti.

14. L'impianto di asciugatura sarà allestito in un locale separato dalla zona letto e dalle mense, adeguatamente aerato e fornito di corde o altro sistema di stenditura.

ARTICOLO 14.

1. Un'infermeria a se stante sarà predisposta a bordo di ogni nave che imbarchi un equipaggio di quindici o più persone ed effettui traversate di più di tre giorni. La competente autorità potrà concedere deroghe a questa disposizione per quanto concerne le navi adibite alla navigazione costiera.

2. L'infermeria sarà situata in un punto di facile accesso, e sarà sistemata in modo da ospitare confortevolmente i suoi occupanti e fornir loro, ad ogni istante, le necessarie cure.

3. L'accesso, le cuccette, l'illuminazione, la ventilazione, il riscaldamento e l'impianto d'acqua saranno predisposti in modo da garantire il *confort* degli occupanti e facilitarne il trattamento.

4. Il numero di cuccette dell'infermeria sarà stabilito dalla competente autorità.

5. Gli occupanti l'infermeria disporranno, per loro uso esclusivo, di gabinetti situati nell'ambito dell'infermeria o in prossimità della stessa.

6. Sarà vietato adibire l'infermeria ad un uso che non sia l'eventuale trattamento di malati.

7. Ogni nave che non imbarchi un medico a bordo dovrà disporre di un armadietto per medicinali del tipo approvato, munito di istruzioni di facile comprensione.

ARTICOLO 15.

1. Guardaroba adeguati e opportunamente areati destinati ad accogliere le incerate dovranno essere predisposti al di fuori della zona notte, ma da questa facilmente accessibili.

2. A bordo di ogni nave con stazza superiore alle 3.000 tonnel late, sarà predisposto un locale per il servizio di coperta ed uno per il servizio di macchina, ad uso ufficio.

3. A bordo delle navi che toccano normalmente porti infestati da zanzare, dovranno essere prese disposizioni per la protezione degli alloggi dell'equipaggio, che prevedano l'utilizzo di appropriate zanzariere per oblo, aperture destinate alla ventilazione e porte che si affaccino su di un ponte aperto.

4. Ogni nave che viaggi normalmente ai tropici o nel golfo Persico, o che raggiunga tali regioni, dovrà essere munita di tendoni da installare sui ponti scoperti siti direttamente sopra gli alloggi dell'equipaggio, come pure su quella o quelle zone di ponte scoperto adibite a luogo di svago.

ARTICOLO 16.

1. Trattandosi di navi contemplate al paragrafo 5 dell'articolo 10, la competente autorità potrà, relativamente ai membri dell'equipaggio ivi considerati, modificare i termini fissati nei precedenti articoli onde tener conto delle abitudini o degli usi locali; in particolare, essa potrà adottare disposizioni speciali riguardo al numero di occupanti per cabina, o riguardo all'allestimento delle mense e degli impianti sanitari.

2. Nel modificare i termini così stabiliti, la competente autorità sarà tuttavia tenuta a rispettare le disposizioni di cui all'articolo 10, paragrafi 1 e 2, nonché i minimi richiesti di superficie per questo personale, di cui all'articolo 10, paragrafo 5.

3. A bordo di navi su cui una qualsiasi categoria di membri dell'equipaggio sia composta di gente con abitudini ed usi nazionali molto diversi, alloggi ed altri locali abitativi distinti ed adeguati dovranno essere predisposti onde rispondere alle esigenze delle varie categorie.

4. Trattandosi di navi contemplate all'articolo 10, paragrafo 5, infermerie, mense ed impianti sanitari dovranno essere predisposti, quanto a numero e ad utilizzo pratico, sulla stessa base di quelli di navi di tipo analogo immatricolate nello stesso paese.

5. In occasione dell'elaborazione di regolamenti speciali in conformità delle disposizioni del presente articolo, l'autorità competente consulterà le organizzazioni, riconosciute *bona fide* della gente del mare interessata e le organizzazioni degli armatori e/o gli armatori loro datori di lavoro.

ARTICOLO 17.

1. Gli alloggi dell'equipaggio dovranno essere mantenuti puliti e in condizioni di abitabilità convenienti, essi non dovranno essere utilizzati come luogo di immagazzinaggio delle merci o di viveri che non siano di proprietà personale dei loro occupanti.

2. Il comandante o un ufficiale da lui espressamente incaricato a tale scopo, accompagnato da uno o più membri dell'equipaggio, procederà almeno una volta alla settimana all'ispezione di tutti i locali che costituiscono l'alloggio dell'equipaggio; i risultati della ispezione saranno messi per iscritto.

PARTE IV. — APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE ALLE NAVI ESISTENTI.

ARTICOLO 18.

1. Fatte salve le disposizioni dei paragrafi 2, 3 e 4 del presente articolo, la presente convenzione si applicherà alle navi la cui chiglia sia stata posta in cantiere successivamente all'entrata in vigore della convenzione per il paese in cui la nave è stata immatricolata.

2. Trattandosi di nave completamente ultimata alla data di entrata in vigore di questa convenzione nel territorio di immatricolazione della nave e non rispondendo questa alle norme formulate nella Parte III di questa convenzione, la competente autorità potrà, previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, esigere che alla nave siano apportate le opportune modifiche affinché risponda alle disposizioni contemplate dalla convenzione, tenuto conto dei problemi di carattere pratico in giuoco, allorché:

a) la nave sia nuovamente immatricolata;

b) importanti modifiche strutturali o importanti riparazioni siano effettuate alla nave in ottemperanza ad un piano prestabilito e non a seguito di un incidente o di un'emergenza.

3. Trattandosi di nave in costruzione e/o in via di trasformazione alla data di entrata in vigore della presente convenzione nel territorio in cui la nave è immatricolata, la competente autorità potrà

previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, esigere che alla nave siano apportate le opportune modifiche affinché risponda alle disposizioni contemplate dalla convenzione, tenuto conto dei problemi di carattere pratico in giuoco; tali modifiche costituiranno una applicazione definitiva dei termini della convenzione, a meno che non si proceda ad una nuova immatricolazione della nave.

4. Allorché una nave – fatte salve quelle contemplate ai paragrafi 2 e 3 del presente articolo nonché le navi cui la presente convenzione si applicava nel corso della loro costruzione – è nuovamente immatricolata in un territorio successivamente alla data di entrata in vigore della convenzione, la competente autorità potrà, previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, esigere che alla nave siano apportate le opportune modifiche, tenuto conto dei problemi di carattere pratico in giuoco. Tali modifiche costituiranno una applicazione definitiva dei termini della convenzione fintanto che non si sarà proceduto ad una nuova immatricolazione della nave.

PARTE V. — DISPOSIZIONI FINALI.

ARTICOLO 19.

Nulla di quanto contemplato dalla presente convenzione potrà pregiudicare leggi, sentenze, consuetudini o intese intercorse fra gli armatori ed i marittimi che garantiscano condizioni più favorevoli di quelle previste da questa convenzione.

ARTICOLO 20.

Gli strumenti formali di ratifica della presente convenzione saranno trasmessi al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 21.

1. La presente convenzione non vincolerà che i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro i cui strumenti di ratifica siano stati registrati dal Direttore generale.

2. La presente convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo la data di registrazione degli strumenti di ratifica di sette dei seguenti paesi: Stati Uniti d'America, Argentina, Australia, Belgio, Brasile, Canada, Cile, Cina, Danimarca, Finlandia, Francia, Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, Grecia, India, Irlanda, Italia, Norvegia, Paesi Bassi, Polonia, Portogallo, Svezia, Turchia e Iugoslavia, essendo inteso che di questi sette paesi, quattro almeno dovranno possedere una propria marina mercantile con stazza lorda non inferiore ad un milione di tonnellate. Questa disposizione ha

come scopo quello di facilitare, incoraggiare e accelerare la ratifica della presente convenzione da parte degli Stati membri.

3. Successivamente, la presente convenzione entrerà in vigore per ciascun Membro sei mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 22.

1. Ogni Membro che abbia ratificato la presente convenzione potrà denunziarla allo scadere dei dieci anni successivi alla data di entrata in vigore iniziale della convenzione, con atto trasmesso al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denunzia non avrà effetto se non un anno dopo la sua registrazione.

2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente convenzione e che entro un anno dallo scadere del decennio menzionato al precedente paragrafo non si sia avvalso della facoltà di denunzia concessagli dal presente articolo, sarà da ritenersi vincolato per un altro decennio e, successivamente, potrà denunziare la presente convenzione allo scadere di ogni decennio, secondo i termini previsti dal presente articolo.

ARTICOLO 23.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro l'avvenuta registrazione di tutti gli strumenti di ratifica e di tutte le denunzie pervenutegli dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione dell'ultimo strumento di ratifica necessario per l'entrata in vigore della convenzione, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente convenzione.

ARTICOLO 24.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, dati completi in merito a tutte le ratifiche e a tutte le denunzie da lui registrate in conformità degli articoli precedenti.

ARTICOLO 25.

Allo scadere di ogni decennio a partire dall'entrata in vigore della presente convenzione, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio inter-

nazionale del Lavoro sarà tenuto a presentare alla Conferenza generale un rapporto circa l'applicazione della presente convenzione e deciderà se è il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua totale o parziale revisione.

ARTICOLO 26.

1. Qualora la Conferenza adotti una nuova convenzione totalmente o parzialmente riveduta della presente convenzione, e salvo che diversamente disposto dalla nuova convenzione:

a) la ratifica della nuova convenzione riveduta da parte di un Membro comporterà, di diritto, malgrado l'articolo 22 di cui sopra, l'immediata denunzia della presente convenzione, purché la nuova convenzione riveduta sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione riveduta, la presente convenzione cesserà di essere aperta a ratifica da parte dei Membri.

2. La presente convenzione resterà in ogni caso vigente, quanto a forma e portata, per quei Membri che l'abbiano ratificata e che non intendano ratificare la convenzione riveduta.

ARTICOLO 27.

Le versioni francese e inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede costituisce il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nel corso della sua trentaduesima sessione, tenutasi a Ginevra e conclusasi il 2 luglio 1949.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, oggi, diciotto agosto 1949:

Il Presidente della Conferenza

GUILDHAUME MYRDDIN-EVANS

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro

DAVID A. MORSE

CONVENTION (N. 133)

concernant le logement de l'équipage à bord des navires (dispositions complémentaires)

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 14 octobre 1970, en sa cinquante-cinquième session;

Notant que la convention sur le logement des équipages (révisée), 1949, fixe des normes détaillées en ce qui concerne des questions telles que les postes de couchage, les réfectoires et les salles de récréation, la ventilation, le chauffage, l'eclairage et les installations sanitaires à bord des navires;

Considérant que l'évolution rapide des caractéristiques de la construction et de l'exploitation des navires modernes permet d'envisager des nouvelles améliorations dans le logement des équipages;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au logement des équipages, question qui constitue le deuxième point à l'ordre du jour de la session;

Aprés avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale complétant la convention sur le logement des équipages (révisée), 1949,

adopte, ce trentième jour d'octobre mil neuf cent soixante-dix, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970:

PARTIE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.

1. La présente convention s'applique à tout navire de mer, de propriété publique ou privée, affecté, pour des fins commerciales, au transport de marchandises ou de passagers, ou utilisé à toute autre fin commerciale, qui est immatriculé dans un territoire pour

lequel cette convention est en vigueur, et dont la quille aura été posée — ou dont la construction se trouve à un stade équivalent — à la date d'entrée en vigueur de la conventin pour ce territoire ou après cette date.

2. La législation nationale définira quand un navire serà réputé navire de mer aux fins de l'application de la présente convention.

3. La présente convention s'applique aux remorqueurs dans la mesure où cela est raisonnable et praticable.

4. La présente convention ne s'applique pas:

a) aux navires jaugeant moins de 1.000 tonneaux;

b) aux navires dont la voile est le principal moyen de propulsion, qu'ils soient ou non équipés d'une machine auxiliaire;

c) aux navires affectés à la pêche, à la chasse à la baleine ou à des opérations analogues;

d) aux navires à ailes portantes et naviplanes.

5. Toutefois, la présente convention s'appliquera, dans la mesure où cela sera raisonnable et praticable:

a) aux navires de 200 à 1.000 tonneaux;

b) au logement des personnes employées au travail normal du bord sur les navires affectés à la chasse à la baleine ou à des opérations analogues.

6. En outre, il pourra être dérogé, à l'égard de tout navire, à la pleine application de l'une quelconque des prescriptions visées à l'article 3 de la convention si, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, l'autorité compétente estime que les modalités de la dérogation entraîneront des avantages ayant pour effet d'établir des conditions qui, dans l'ensemble, ne seront pas moins favorables que celles qui auraient découlé de la pleine application de la convention. Des détails sur toutes les dérogations de cette nature seront communiqués par le Membre intéressé au Directeur général du Bureau international du Travail.

7. En outre, l'autorité compétente déterminera, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, dans quelle mesure il est approprié, compte tenu des besoins de locaux pour le personnel en dehors du temps de travail, de faire des exceptions ou de s'écarter des dispositions de la présente convention en ce qui concerne:

a) les ferry-boats de mer, les ravitailleurs et les navires similaires qui ne disposent pas de manière continue du même équipage permanent;

b) les navires de mer, lorsque le personnel affecté au service de réparation est embarqué temporairement en plus de l'équipage du navire;

c) les navires de mer affectés à des voyages de courte durée qui permettent, chaque jour, aux membres de l'équipage, soit de bénéficier d'avantages analogues.

ARTICLE 2.

En vue de l'application de la présente convention:

a) le terme « navire » signifie tout bâtiment auquel la convention s'applique;

b) le terme « tonneaux » signifie les tonneaux de jauge brute;

c) le terme « navire à passager » signifie tout navire pour lequel est valide: i) soit un certificat de sécurité pour navire à passagers délivré en conformité des dispositions en vigueur de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer; ii) soit un certificat pour le transport de passagers;

d) le terme « officier » signifie toute personne, à l'exclusion du capitaine, ayant rang d'officier d'après la législation nationale ou, à défaut d'une telle législation, d'après les conventions collectives ou la coutume;

e) le terme « personnel subalterne » signifie tout membre de l'équipage autre qu'un officier;

f) le terme « membre du personnel de maistrance » signifie tout membre du personnel subalterne exerçant une fonction de surveillance ou assumant une responsabilité spéciale, et qui est considéré comme tel par la législation nationale ou, à défaut d'une telle législation, par les conventions collectives ou la coutume;

g) le terme « adulte » s'applique à toute personne âgée de dix-huit ans au moins;

h) le terme « logement de l'équipage » comprend les postes de couchage, réfectoires, installations sanitaires, infirmeries et lieux de récréation prévus pour être utilisés par l'équipage;

i) le terme « prescrit » signifie prescrit par la législation nationale ou par l'autorité compétente;

j) le terme « approuvé » signifie approuvé par l'autorité compétente;

k) le terme « nouvelle immatriculation » signifie nouvelle immatriculation à l'occasion d'un changement simultané de pavillon et de propriété d'un navire.

ARTICLE 3.

Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à se conformer, en ce qui concerne les navires auxquels la convention s'applique:

a) aux dispositions des parties II et III de la convention sur le logement des équipages (révisée), 1949;

b) aux dispositions de la partie II de la présente convention.

Article 4.

1. Tout Membre partie à la présente convention s'engage à maintenir en vigueur une législation propre à en assurer l'application.

2. Ladite législation:

a) obligera l'autorité compétente à notifier à tous les intéressés les dispositions qui seront prises;
b) précisera les personnes qui sont chargées d'en assurer l'application;
c) prescrira des sanctions adéquates pour toute infraction;
d) prévoira l'institution et le maintien d'un régime d'inspection propre à assurer effectivement l'observation des dispositions prises;
e) obligera l'autorité compétente à consulter les organisations d'armateurs et/ou les armateurs et les organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, en vue d'élaborer les règlements et de collaborer dans toute la mesure possible avec les parties intéressées à la mise en application de ces règlements.

Partie II. Prescriptions relatives au logement des équipages

Article 5.

1. La superficie, par occupant, de toute cabine destinée au personnel subalterne ne sera pas inférieure à:

a) 3,75 mètres carrés (40,36 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 1.000 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonneaux;
b) 4,25 mètres carrés (45,75 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus, mais moins de 10.000 tonnaux;
c) 4,75 mètres carrés (51,13 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 10.000 tonneaux ou plus.

2. Toutefois, la superficie, par occupant de toute cabine affectée à deux membres du personnel subalterne, ne sera pas inférieure à:

a) 2,75 mètres carrés (29,60 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 1.000 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonnaux;
b) 3,25 mètres carrés (34,98 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus, mais moins de 10.000 tonnaux;
c) 3.75 mètres carrés (40,36 pieds carrés) à bord des navires jougeant 10.000 tonneaux ou plus.

3. En outre la superficie des cabines affectées au personnel subalterne à bord des navires à passagers ne sera pas inférieure:

a) à 2,35 mètres carrés (ou 25,30 pieds carrés) par occupant, à bord des navires jaugeant 1.000 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonnaux;

b) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus, à:

i) 3,75 mètres carrés (40,36 pieds carrés) pour des cabines individuelles;

ii) 6,00 mètres carrés (64,58 pieds carrés) pour des cabines de deux personnes;

iii) 9,00 mètres carrés (96,88 pieds carrés) pour des cabines de trois personnes;

iv) 12,00 mètres carrés (129,17 pieds carrés) pour des cabines de quatre personnes.

4. Deux membres du personnel subalterne au maximum pourront occuper la même cabine sauf sur les navires à passagers, où ce nombre ne devra pas être supérieur à quatre.

5. Les membres du personnel de maistrance disposeront soit de cabines individuelles, soit de cabines pour deux personnes.

6. Dans les cabines destinées aux officiers, lorsque ceux-ci ne disposent pas d'un salon privé, la superficie, par occupant, sera d'au moins 6,50 mètres carrés (69,96 pieds carrés), à bord des navires jaugeant moins de 3.000 tonneaux, et ne sera pas inférieure à 7,50 mètres carrés (80,73 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus.

7. A bord des navires autres que les navires à passagers, chaque membre adulte de l'équipage disposera d'une cabine individuelle lorsque les dimensions, l'affectation et les aménagements du navire rendent cela raisonnable et possible.

8. Lorsque cela est possible sur les navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus, le chef mécanicien et le second capitaine disposeront d'une autre pièce contiguë à leur cabine pour servir de salon privé.

9. L'espace occupé par les couchettes, les armoires, les commodes et les sièges sera compris dans le calcul de la superficie. Les espaces exigus ou de forme irrégulière qui n'augmentent pas effectivement l'espace disponible pour circuler ou qui ne peuvent être utilisés pour y placer des meubles ne seront pas compris dans ce calcul.

10. Les dimensions intérieures d'une couchette ne seront pas inférieures à 1,98 mètre sur 0,80 mètre (6 pieds 6 pouces sur 2 pieds 7,50 pouces).

ARTICLE 6.

1. La superficie des réfectoires à l'usage des officiers ou du personnel subalterne ne sera pas inférieure à 1 mètre carré (10,76 pieds carrés) par place assise prévue.

2. Tout réfectoire sera pourvu de tables et de sièges approuvés, fixes ou amovibles, en nombre suffisant pour le plus grand nombre probable de membres de l'èuipage qui les utiliseront en même temps.

3. Les installations suivantes seront utilisables à tout moment, lorsque les membres de l'équipage sont à bord:

a) un refrigérateur d'un accès commode et d'une capacité suffisante pour le nombre de personnes utilissant le ou les réfectoires;

b) des installations permettant de disposer de boissons chaudes;

c) des installations de distribution d'eau fraîche.

4. L'autorité compétente pourra accorder des dérogations aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article concernant l'aménagement des réfectoires, dans la mesure où les conditions spéciales existant a bord des navires à passagers peuvent l'exiger.

ARTICLE 7.

1. Des locaux de recréation situés dans un endroit approprié et meublés d'une manière convenable seront prévus pour les officiers et le personnel subalterne. Lorsqu'il n'existera pas de tels locaux en dehors des réfectoires, ceux-ci seront établis, meublés et installés de façon à en tenir lieu.

2. Les locaux de récréation seront équipés au minimum d'une bibliothèque et d'installations pour la lecture, pour la correspondance et, si possible, pour les jeux.

3. Sur les navires jaugeant 8.000 tonneaux ou plus, il y aura lieu d'aménager un fumoir ou une bibliothèque où des films pourraient être projetés ou la télévision installée, ainsi qu'une salle de bricolage et de jeu; l'installation d'une piscine devra être envisagée.

4. Lors de l'établissement des plans concernant les locaux de récréation, l'autorité compétente prendra en considération l'installation d'une cantine.

ARTICLE 8.

1. A bord de tout navire, il y aura lieu de prévoir, en un endroit approprié pour les officiers et pour le personnel subalterne, au minimum un water-closet ainsi qu'une baignoire et/ou une douche pour chaque groupe de six personnes ou moins qui ne disposent pas d'installations sanitaires conformément aux paragraphes 2 à 4 ci-dessous. Lorsque des femmes sont employées à bord d'un navire, des installation sanitaires séparées seront prévues à leur intention.

2. A bord des navires jaugeant 5.000 tonneaux ou plus, mais moins de 15.000 tonneaux, cinque cabines individuelles au moins à l'usage des officiers disposeront d'une salle de bains privée contiguë, équipée d'un water-closet, ainsi que d'une baignoire et/ou d'une douche et d'un lavabo alimentés en eau douce courante, chaude et

froide; le lavabo pourra être installé dans la cabine. En outre, à bord des navires jaugeant 10.000 tonneaux ou plus, mais moins de 15.000 tonneaux, les cabines de tous les autres officiers disposeront de salles de bains privées ou communicantes équipées de la même manière.

3. A bord des navires jaugeant 15.000 tonneaux ou plus, les cabines individuelles d'officiers disposeront d'une salle de bains privée contiguë, équipée d'un water-closet, ainsi que d'une baignoire et/ou d'une douche et d'un lavabo alimentés en eau douce courante, chaude et froide; le lavabo pourra être installé dans la cabine.

4. A bord des navires jaugeant 25.000 tonneaux ou plus, à l'exception des navires à passagers, il sera prévu une salle de bains à raison de deux membres du personnel subalterne, soit communicante entre deux cabines, soit située en face de l'entrée de deux cabines contiguës; cette salle de bains sera équipée d'un water-closet ainsi que d'une baignoire et/ou d'une douche et d'un lavabo alimentés en eau douce courante, chaude et froide.

5. A bord des navires jaugeant 5.000 tonneaux ou plus, à l'exception des navires à passagers, chaque cabine destinée aux officiers ou au personnel subalterne sera équipée d'un lavabo alimenté en eau douce courante, chaude et froide, sauf lorsqu'il en existe un dans une salle de bains installée conformément aux paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article.

6. A bord de tout navire, des moyens de laver, de sécher et de repasser le linge seront prévus, dans une proportion correspondant à l'effectif de l'équipage et à la durée normale du voyage, à l'intention des officiers et du personnel subalterne. Ces installations seront situées, dans la mesure du possible, en des endroits auxquels les intéressés pourront accéder facilement de leur logement.

7. Ces installations consisteront en:

a) machines à laver;

b) machines à sécher le linge ou locaux de séchage convenablement chauffés et ventilés;

c) fers à repasser et planches à repasser ou appareils équivalents.

Article 9.

1. A bord des navires jaugeant 1.600 tonneaux ou plus, il sera prévu:

a) des toilettes séparées, comprenant un water-closet et un lavabo avec eau douce courante, chaude et froide, aisément accessibles de la passerelle de navigation, à l'intention essentiellement du personnel qui y travaille;

b) un water-closet ainsi qu'un lavabo avec eau douce courante, chaude et froide, aisément accessibles de la salle des machines, s'il n'existe pas de telles installations à proximité du poste central de commande de la salle des machines.

7 — Libreria - S.O. G.U. n. 116.

2. A bord des navires jaugeant 1.600 tonneaux ou plus – à l'exception de ceux où sont aménagées des cabines individuelles et des salles de bains privées ou semiprivées pour l'ensemble du personnel du service des machines – il y aura lieu de prévoir des installations pour se changer qui seront:

a) situées à l'extérieur de la salle des machines, mais aisément accessibles de celle-ci;

b) équipées d'armoires individuelles, ainsi que de baignoires et/ou de douches et de lavabos, alimentés en eau douce courante, chaude et froide.

ARTICLE 10.

Dans tous les locaux de l'équipage où la liberté de circuler doit être assurée, la hauteur de l'espace libre ne sera pas inférieure à 1,98 mètre (6 pieds 6 pouces); toutefois l'autorité compétente pourra permettre une certaine réduction de cette dimension pour tout espace ou partie d'espace dans ces locaux, lorsqu'elle l'estime raisonnable et qu'une telle réduction ne porte pas atteinte au confort de l'équipage.

ARTICLE 11.

1. Les locaux destinés au logement de l'équipage seront convenablement éclairés.

2. Sous réserve des aménagements spéciaux qui peuvent être autorisés pour les navires à passegers, les postes de couchage et les réfectoires seront pourvus d'un éclairage naturel ainsi que d'un éclairage artificiel adéquat.

3. Tout navire sera pourvu d'une installation permettant de éclairer à l'électricité le logement de l'équipage. S'il n'existe pas à bord deux sources indépendantes de prodution d'électricité, un système d'éclairage de secours sera prévu au moyen de lampes ou d'appareils d'éclairage de modèle approprié.

4. Dans les cabines, chaque couchette sera munie d'une lampe de chevet électrique.

5. Des normes appropriées d'éclairage naturel et artificiel seront établies par l'autorité compétente.

ARTICLE 12.

A bord des navires où la composition de l'équipage doit, sans qu'il résulte une discrimination, tenir compte de l'intérêt d'équipages ayant des pratiques religieuses et sociales différentes, l'autorité compétente pourra – après consultation des organisations d'armateurs des et/ou des armateurs et des organisations reconnues

bona fide de gens de mer et sous réserve d'un accord entre les uns et les autres – permettre des dérogations aux dispositions des paragraphes 1 à 4 et 7 de l'article 5 et des paragraphes 1 et 4 de l'article 8 de la présente convention, à condition qu'il n'en résulte pas une situation qui, dans l'ensemble, serait moins favorable que celle qui aurait découlé de l'application de la convention. Des détails sur toutes les dérogations de cette nature seront communiqués par le Membre intéressé au Directeur général du Bureau international du Travail, qui en informera les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

PARTIE III. APPLICATION DE LA CONVENTION AUX NAVIRES EXISTANTS

ARTICLE 13.

1. Dans le cas d'un navire complètement terminé à la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur pour le pays où le navire est immatriculé, et qui est au-dessous des prescriptions de la convention, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger d'apporter au navire, pour le faire répondre aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime raisonnables et possibles – compte tenu en particulier des problèmes de caractère technique, économique et autre que soulève l'application des articles 5, 8 et 10 – lorsque:

a) le navire sera immatriculé à nouveau;

b) d'importantes modifications de structure ou des réparations majeures seront faites au navire par suite de l'application d'un plan préétabli, et non à la suite d'un accident ou d'un cas d'urgence.

2. Dans le cas d'un navire en constrution et/ou en trasformation à la date où la présente convention entrera en vigueur pour le territoire où est immatriculé, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger d'apporter au navire, pour le faire répondre aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime raisonnables et possibles, compte tenu en particulier des problèmes de caractère technique, économique et autre que soulève l'application des articles 5, 8 et 10; ces modifications costitueront une application définitive des termes de la convention.

3. L'orsqu'un navire – à moins qu'il ne s'agisse d'un navire dont il est fait mention aux paragrapres 1 et 2 du présent article, ou auquel la présente convention était applicable au cours de la construction – est immatriculé à nouveau dans un territoire après la date à laquelle la présente convention y est entrée en vigueur, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations

d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger que soient apportées au navire, en vue de le rendre conforme aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime raisonnables et possibles, compte tenu, en particulier, des problèmes de caractère technique, économique et autre que soulève l'application des articles 5, 8 et 10; ces modifications constitueront une application définitive des termes de la convention.

PARTIE IV. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 14.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 15.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. La présente convention entrera en vigueur douze mois après la date à laquelle auront été enregistrées les ratifications de douze Membres possédant chacun une marine marchande d'une jauge de plus de 1 million de tonneaux, étant entendu que quatre au moins d'entre eux devront posséder chacun une marine marchande d'une jauge d'au moins 2 millions de tonneaux.

3. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur pour chaque Membre six mois après la data où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 16.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix annés après la date de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La denonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 17.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la dernière ratification nécessaire à l'entrée en vigueur de la convention, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 18.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 19.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 20.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 16 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'aurient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 21.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-cinquième session qui s'est tenue à Genève et qui été déclarée close le 30 octobre 1970.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce trentième jour d'octobre 1970:

Le Président de la Conférence,
NAGENDRA SINGH

Le Directeur général du Bureau international du Travail,
WILFRED JENKS

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE (N. 133)

sull'alloggio dell'equipaggio a bordo delle navi (disposizioni complementari)

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi il 14 ottobre 1970 nella sua cinquantacinquesima sessione;

Osservando che la convenzione sull'alloggio degli equipaggi (riveduta), 1949, fissa norme particolareggiate per quanto concerne questioni quali i posti-cuccetta, le mense e le sale di ricreazione, la ventilazione, il riscaldamento, l'illuminazione e gli impianti sanitari a bordo delle navi;

Considerando che la rapida evoluzione delle caratteristiche di costruzione e di utilizzazione delle navi moderne permette di prevedere nuove migliorie nell'alloggio degli equipaggi;

Avendo deciso l'adozione di varie proposte relative all'alloggio degli equipaggi, argomento che costituisce il secondo punto all'ordine del giorno della sessione;

Avendo deciso che tali proposte dovranno assumere la forma di una convenzione internazionale destinata a completare la convenzione sull'alloggio degli equipaggi (riveduta), 1949,

Adotta, oggi, trenta ottobre millenovecentosettanta, la seguente convenzione denominata Convenzione sull'alloggio degli equipaggi (disposizioni complementari), 1970:

PARTE I. — DISPOSIZIONI GENERALI.

ARTICOLO 1.

1. La presente convenzione si applica a qualsiasi nave che effettua la navigazione marittima, di proprietà pubblica o privata, adibita per fini commerciali, al trasporto di merci o di passeggeri, o adibita a qualsiasi altro fine di natura commerciale, immatricolata in un territorio per il quale la presente convenzione sia in vigore, e la cui chiglia sia stata collocata – o la cui costruzione sia ad uno stadio equivalente – alla data di entrata in vigore della convenzione per tale territorio o posteriormente a tale data.

2. La legislazione nazionale stabilirà quando una nave dovrà essere ritenuta nave marittima ai fini dell'applicazione della presente convenzione.

3. La presente convenzione si applica ai rimorchiatori nella misura in cui ciò sia ragionevole e possibile.

4. La presente convenzione non si applica:

a) alle navi di stazza inferiore a 1000 tonnellate;

b) alle navi di cui la vela costituisce il principale mezzo di propulsione, siano o no esse equipaggiate di un motore ausiliario;

c) alle navi destinate alla pesca, alla caccia alla balena o ad operazioni analoghe;

d) alle navi ad ali portanti e a cuscino pneumatico.

5. Tuttavia la presente convenzione si applicherà nella misura in cui ciò sia ragionevole e possibile:

a) alle navi da 200 a 1000 tonnellate;

b) all'alloggio delle persone preposte alle normali attività di bordo sulle navi adibite alla caccia alla balena o ad operazioni analoghe.

6. Inoltre si potrà derogare nei riguardi di qualsiasi nave, alla piena applicazione di una qualunque delle prescrizioni contemplate all'articolo 3 della convenzione, se, dopo consultazione delle organizzazioni di armatori e/o degli armatori e delle organizzazioni riconosciute *bona fide* di marittimi, l'autorità competente ritiene che le modalità della deroga comporteranno vantaggi aventi l'effetto di determinare condizioni che non saranno meno favorevoli, nel complesso, di quelle che sarebbero derivate dalla piena applicazione della convenzione. Particolari relativi a tutte le deroghe di tale natura verranno comunicati dallo Stato membro interessato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

7. Inoltre, l'autorità competente stabilirà, dopo consultazione delle organizzazioni di armatori e/o degli armatori e delle organizzazioni riconosciute *bona fide* di marittimi, in quale misura sarà opportuno, tenuto conto delle necessità di locali destinati al personale per il tempo libero, fare delle eccezioni o discostarsi dalle disposizioni della presente convenzione per quanto riguarda:

a) le navi-traghetto, le navi rifornimento e le navi analoghe che non dispongano in modo continuo dello stesso equipaggio permanente;

b) le navi marittime, quando il personale preposto al servizio di riparazione è temporaneamente imbarcato in sovrappiù all'equipaggio della nave;

c) le navi marittime adibite a viaggi di breve durata che permettano, ogni giorno, ai membri dell'equipaggio, o di tornare a domicilio o di beneficiare di vantaggi analoghi.

ARTICOLO 2.

Ai fini dell'applicazione della presente convenzione:

a) con il termine « nave » s'intende qualsiasi imbarcazione alla quale si applica la convenzione;

b) con il termine « tonnellate » s'intendono le tonnellate di stazza lorda;

c) con il termine « nave passeggeri » s'intende qualsiasi nave per la quale è valido: i) sia un certificato di sicurezza per nave passeggeri rilasciato in conformità alle disposizioni in vigore della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare; ii) sia un certificato per il trasporto di passeggeri;

d) con il termine « ufficiale » s'intende qualsiasi persona, ad eccezione del capitano, che possegga il grado di ufficiale, secondo la legislazione nazionale o, in mancanza di una tale legislazione, secondo i contratti collettivi o la consuetudine;

e) il termine « personale subalterno » significa qualsiasi membro dell'equipaggio tranne gli ufficiali;

f) con il termine « membro del personale di maestranza » s'intende qualsiasi membro del personale subalterno che eserciti una funzione di sorveglianza o assuma una particolare responsabilità e che sia considerato come tale dalla legislazione nazionale o, in mancanza di tale legislazione, dai contratti collettivi o dalla consuetudine;

g) il termine « adulto » si applica a qualsiasi persona che abbia almeno diciotto anni;

h) il termine « alloggio dell'equipaggio » comprende i dormitori, le mense, le installazioni sanitarie, le infermerie e i luoghi di ricreazione previsti per uso dell'equipaggio;

i) il termine « prescritto » significa prescritto dalla legislazione nazionale o dall'autorità competente;

j) il termine « approvato » significa approvato dall'autorità competente;

k) il termine « nuova immatricolazione » significa nuova immatricolazione in occasione di un cambiamento simultaneo di bandiera e di proprietà di una nave.

ARTICOLO 3.

Ogni Stato membro per il quale sia in vigore la presente convenzione s'impegna ad uniformarsi, per quello che riguarda le navi alle quali si applica la convenzione:

a) alle disposizioni delle parti II e III della convenzione sull'alloggio degli equipaggi (riveduta), 1949;

b) alle disposizioni della parte II della presente convenzione.

ARTICOLO 4.

1. Ogni Stato membro contraente della presente convenzione s'impegna a mantenere in vigore una legislazione atta ad assicurarne l'applicazione.

2. La suddetta legislazione:

a) vincolerà l'autorità competente a notificare a tutti gli interessati le disposizioni che verranno adottate;

b) indicherà le persone incaricate di assicurarne l'applicazione;

c) prescriverà sanzioni adeguate per ogni infrazione;

d) prevederà l'istituzione ed il mantenimento di un sistema d'ispezione atto a garantire effettivamente l'osservanza delle disposizioni adottate;

e) vincolerà l'autorità competente a consultare le organizzazioni di armatori e/o gli armatori e le organizzazioni riconosciute *bona fide* della gente di mare, allo scopo di elaborare i regolamenti e di collaborare per quanto possibile con le parti interessate all'applicazione di questi regolamenti.

PARTE II. — PRESCRIZIONI RELATIVE ALL'ALLOGGIO DEGLI EQUIPAGGI.

ARTICOLO 5.

1. La superficie, per occupante, di ogni cabina destinata al personale subalterno non sarà inferiore a:

a) metri quadri 3,75 (piedi quadri 40,36) a bordo delle navi di 1.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 3.000 tonnellate;

b) metri quadri 4,25 (piedi quadri 45,75) a bordo delle navi di 3.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 10.000 tonnellate;

c) metri quadri 4,75 (piedi quadri 51,13) a bordo delle navi di 10.000 tonnellate ed oltre di stazza.

2. Tuttavia, la superficie, per occupante di ogni cabina destinata a due membri del personale subalterno, non sarà inferiore a:

a) metri quadri 2,75 (piedi quadri 29,60) a bordo delle navi di 1.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 3.0000 tonnellate;

b) metri quadri 3,25 (piedi quadri 34,98) a bordo delle navi di 3.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 10.000 tonnellate;

c) metri quadri 3,75 (piedi quadri 40,36) a bordo delle navi di 10.000 tonnellate ed oltre di stazza.

3. Inoltre, la superficie delle cabine destinate al personale subalterno a bordo delle navi passeggeri non sarà inferiore a:

a) metri quadri 2,35 (piedi quadri 25,30) per occupante, a bordo delle navi di 1.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 3.000 tonnellate;

b) a bordo delle navi di 3.000 tonnellate ed oltre di stazza, a:

i) metri quadri 3,75 (piedi quadri 40,36) per cabine individuali;

ii) metri quadri 6,00 (piedi quadri 64,58) per cabine di due persone;

iii) metri quadri 9,00 (piedi quadri 96,88) per cabine di tre persone;

iv) metri quadri 12,00 (piedi quadri 129,17) per cabine di quattro persone.

4. Due membri del personale subalterno al massimo potranno occupare la stessa cabina salvo sulle navi passeggeri, sulle quali tale numero non potrà essere superiore a quattro.

5. I membri del personale di maestranza disporranno sia di cabine individuali che di cabine per due persone.

6. Nelle cabine destinate agli ufficiali, quando questi non dispongano di un salottino privato, la superficie, per occupante, sarà di almeno 6,50 metri quadri (piedi quadri 69,96), a bordo delle navi di meno 3.000 tonnellate di stazza, e non inferiore a metri quadri 7,50 (piedi quadri 80,73) a bordo delle navi di 3.000 tonnellate di stazza ed oltre.

7. A bordo di tutte le navi, tranne le navi passeggeri, ogni membro aduto dell'equipaggio disporrà di una cabina individuale quando le dimensioni, la destinazione e la sistemazione della nave rendono tale soluzione ragionevole e possibile.

8. Quando ciò sarà possibile sulle navi di 3.000 tonnellate di stazza ed oltre, il direttore di macchine ed il secondo ufficiale disporranno di un'altra stanza contigua alla propria cabina la quale servirà da salottino privato.

9. Lo spazio occupato da cuccette, stipetti, cassettoni e sedie sarà compreso nel calcolo della superficie. Gli spazi esigui o di forma irregolare che non accrescono effettivamente lo spazio disponibile per circolare o che non possono essere utilizzati per disporvi mobili non saranno compresi in tale calcolo.

10. Le dimensioni interne di una cuccetta non saranno inferiori a metro 1,98 per metro 0,80 (6 piedi 6 pollici per 2 piedi 7,50 pollici).

ARTICOLO 6.

1. La superficie delle mense destinate agli ufficiali od al personale subalterno non sarà inferiore a 1 metro quadro (10,76 piedi quadri) per ogni posto a sedere previsto.

2. Ogni mensa sarà dotata di tavoli e di sedie omologati, fissi o amovibili, in numero sufficiente per il maggior numero probabile di membri dell'equipaggio che li utilizzeranno contemporaneamente.

3. I seguenti impianti saranno in ogni momento utilizzabili, quando i membri dell'equipaggio sono a bordo:

a) un frigorifero di comodo accesso e di capacità sufficiente per il numero di persone che utilizzano la o le mense;

b) impianti che permettono di disporre di bevande calde;

c) impianti di distribuzione di acqua fresca.

4. L'autorità competente potrà concedere deroghe alle disposizioni contenute nei paragrafi 1 e 2 del presente articolo riguardante la sistemazione delle mense, nella misura in cui le condizioni particolari esistenti a bordo delle navi passeggeri lo esigano.

ARTICOLO 7.

1. Locali di svago situati in posto adatto ed ammobiliati in modo adeguato saranno previsti per gli ufficiali ed il personale subalterno. Quando non vi saranno altri locali di svago all'infuori delle mense, queste verranno sistemate ed ammobiliate in modo da sostituirli.

2. I locali di svago saranno attrezzati al minimo di biblioteca e di installazioni per la lettura, la corrispondenza e, possibilmente, per i giuochi.

3. Sulle navi di 8.000 tonnellate di stazza ed oltre, sarà opportuno sistemare una sala per fumatori ed una biblioteca in cui potrebbero essere proiettati films o impiantata la televisione, nonché una sala per piccoli lavori manuali e da giuoco; si dovrà prevedere anche l'installazione di una piscina.

4. All'atto della determinazione dei piani riguardanti i locali di svago, l'autorità comptente prenderà in considerazione la creazione di uno spaccio.

ARTICOLO 8.

1. A bordo di ogni nave, sarà opportuno prevedere per gli ufficiali ed il personale subalterno, almeno una latrina situata in un posto appropriato, nonché una vasca da bagno e/o una doccia per

ogni gruppo di sei persone a meno che non dispongano di istallazioni sanitarie in conformità ai paragrafi 2-4 seguenti. Quando a bordo di una nave lavorano delle donne, impianti sanitari separati saranno previsti per loro.

2. A bordo delle navi di 5.000 tonnellate di stazza ed oltre, ma inferiori alle 15.000 tonnellate, almeno cinque cabine individuali destinate agli ufficiali disporranno di una stanza da bagno privata contigua, equipaggiata di tazza, di vasca e/o di doccia nonché di lavandino alimentati da acqua dolce corrente, calda e fredda; il lavandino potrà essere installato nella cabina. Inoltre, a bordo delle navi di 10.000 tonnellate di stazza ed oltre, ma inferiori alle 15.000 tonnellate, le cabine di tutti gli altri ufficiali disporranno di stanze da bagno private o comunicanti equipaggiate nello stesso modo.

3. A bordo delle navi di 15.000 tonnellate di stazza ed oltre, le cabine individuali degli ufficiali disporranno di una stanza da bagno privata contigua, equipaggiata di tazza, nonché di una vasca e/o di doccia e di lavandino alimentati da acqua dolce corrente, calda e fredda; il lavandino potrà essere installato nella cabina.

4. A bordo delle navi da 25.000 tonnellate di stazza ed oltre, ad eccezione delle navi passeggeri, sarà prevista una stanza da bagno per ogni due membri del personale subalterno, sia comunicante tra due cabine, sia situata di fronte all'ingresso di due cabine contigue; questa stanza da bagno sarà equipaggiata di tazza nonché di vasca e/o doccia e di lavandino alimentati di acqua dolce corrente, calda e fredda.

5. A bordo delle navi di 5.000 tonnellate di stazza ed oltre, ad eccezione delle navi passeggeri, ogni cabina destinata agli ufficiali od al personale subalterno sarà equipaggiata di lavandino alimentato di acqua dolce corrente, calda e fredda, a meno che ce ne sia uno in una stanza da bagno installata in conformità ai paragrafi 2, 3 o 4 del presente articolo.

6. A bordo di ogni nave, saranno previsti mezzi per lavare, asciugare e stirare la biancheria, in proporzione corrispondente agli effettivi dell'equipaggio e alla durata normale del viaggio, per uso degli ufficiali e del personale subalterno. Tali impianti saranno situati, per quanto possibile, in posti ai quali gli interessati potranno accedere facilmente dai loro alloggi.

7. Tali impianti comprenderanno:

a) lavatrici;

b) macchine per asciugare la biancheria o locali per l'asciugatura convenientemente riscaldati e ventilati;

c) ferri da stiro o apparecchi equivalenti.

ARTICOLO 9.

1. A bordo delle navi di 1.600 tonnellate di stazza ed oltre, saranno previsti:

a) delle toelette separate, comprendenti una tazza ed un lavandino con acqua dolce corrente, calda e fredda, facilmente accessibili dalla passerella di navigazione e destinate essenzialmente al personale che vi lavora;

b) una tazza nonché un lavandino con acqua dolce corrente, calda e fredda, facilmente accessibili dalla sala macchine, se non esistono impianti del genere vicini al posto centrale di comando della sala macchine.

2. A bordo delle navi di 1.600 tonnellate di stazza ed oltre – all'infuori di quelle in cui esistono cabine individuali o stanze da bagno private o semiprivate per l'insieme del personale di servizio alle macchine – bisognerà prevedere spogliatoi che saranno:

a) situati all'estremo della sala macchine, ma facilmente accessibili da questa;

b) equipaggiati di armadi individuali, nonché di vasche e/o di docce e di lavandini, alimentati di acqua dolce corrente, calda e fredda.

ARTICOLO 10.

In tutti i locali dell'equipaggio in cui deve essere assicurata la libertà di circolazione, l'altezza dello spazio libero non sarà inferiore a metri 1,98 (6 piedi 6 pollici); tuttavia l'autorità competente potrà autorizzare una certa riduzione di tale dimensione per ogni spazio o parte di spazio in questi locali, quando lo consideri ragionevole, e a condizione che una tale riduzione non comprometta gli agi dell'equipaggio.

ARTICOLO 11.

1. I locali destinati all'alloggio dell'equipaggio saranno convenientemente illuminati.

2. Con riserva delle sistemazioni speciali che possono essere autorizzate per le navi passeggeri, i dormitori e i refettori saranno provvisti d'illuminazione naturale nonché d'illuminazione artificiale adeguata.

3. Ogni nave sarà dotata di un impianto che permetta d'illuminare elettricamente l'alloggio dell'equipaggio. Se non esistono a bordo due fonti indipendenti di produzione di elettricità, sarà previsto un sistema sussidiario d'illuminazione per mezzo di lampade o di apparecchi d'illuminazione di modello appropriato.

4. Nelle cabine, ogni cuccetta sarà munita di una lampada da notte elettrica.

5. Norme appropriate d'illuminazione naturale ed artificiale saranno fissate dall'autorità competente.

ARTICOLO 12.

A bordo delle navi la cui composizione dell'equipaggio deve, senza che ne risultino discriminazioni, tener conto dell'interesse di equipaggi che abbiano pratiche religiose e sociali diverse, l'autorità competente potrà – dopo essersi consultata con organizzazioni di armatori e/o armatori ed organizzazioni riconosciute *bona fide* della gente di mare, e con riserva di accordo tra le due parti – consentire deroghe alle disposizioni dei paragrafi 1, 4 e 7 dell'articolo 5 e dei paragrafi 1 e 4 dell'articolo 8 della presente convenzione, a condizione che non ne risulti una situazione che, nel complesso, sarebbe meno favorevole di quella che sarebbe derivata dall'applicazione della convenzione. Particolari su tutte le deroghe di tale natura verranno comunicati dallo Stato membro interessato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, il quale ne informerà gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro.

PARTE III. — APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE ALLE NAVI ESISTENTI.

ARTICOLO 13.

1. Nel caso di una nave completamente terminata alla data in cui la presente convenzione entrerà in vigore per il paese in cui la nave è immatricolata, e che è al di sotto delle prescrizioni della convenzione, l'autorità competente potrà, dopo essersi consultata con le organizzazioni di armatori e/o con gli armatori e con le organizzazioni riconosciute *bona fide* dalla gente di mare, esigere di apportare alla nave, allo scopo di farla rispondere alle prescrizioni della convenzione, quelle modifiche che essa giudichi ragionevoli e possibili – tenuto conto in particolar modo dei problemi di natura tecnica, economica ed altra, sollevati dall'applicazione degli articoli 5, 8 e 10 – allorché:

a) la nave sarà nuovamente immatricolata;

b) importanti modifiche di struttura o riparazioni maggiori saranno fatte alla nave in seguito all'applicazione di un piano prestabilito, e non in seguito ad un incidente o ad un caso di urgenza.

2. Nel caso di una nave in costruzione e/o in trasformazione alla data in cui la presente convenzione entrerà in vigore per il territorio di immatricolazione, l'autorità competente potrà, previa

consultazione con le organizzazioni di armatori e/o con gli armatori e con le organizzazioni riconosciute *bona fide* della gente di mare, esigere di apportare alla nave, allo scopo di farla rispondere alle prescrizioni della convenzione, quelle modifiche che essa giudichi ragionevoli e possibili, tenuto conto, in particolar modo, dei problemi di natura tecnica, economica ed altra, sollevati dall'applicazione degli articoli 5, 8 e 10; tali modifiche costituiranno un'applicazione definitiva dei termini della convenzione.

3. Quando una nave - a meno che non si tratti di nave di cui si faccia menzione ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo, o alla quale la presente convenzione fosse applicabile nel corso della costruzione - è nuovamente immatricolata in un territorio dopo la data di entrata in vigore della presente convenzione, l'autorità competente potrà, previa consultazione delle organizzazioni di armatori e/o con gli armatori e le organizzazioni riconosciute *bona fide* della gente di mare, esigere che siano apportate alla nave, allo scopo di renderla conforme alle prescrizioni della convenzione, quelle modifiche che essa giudichi ragionevoli e possibili, tenuto conto, in particolar modo, dei problemi di natura tecnica, economica ed altra, sollevati dall'applicazione degli articoli 5, 8 e 10; tali modifiche costituiranno un'applicazione definitiva dei termini della convenzione.

PARTE IV. — DISPOSIZIONI FINALI.

ARTICOLO 14.

Le ratifiche formali della presente convenzione verranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 15.

1. La presente convenzione sarà vincolante solo per gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. La presente convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo la data alla quale saranno state registrate le ratifiche di dodici Stati membri possessori ciascuno di una marina mercantile di oltre 1 milione di tonnellate di stazza, essendo inteso che almeno quattro di essi dovranno possedere ciascuno una marina mercantile di almeno 2 milioni di tonnellate di stazza.

3. In seguito, la presente convenzione entrerà in vigore per ciascuno Stato membro sei mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 16.

1. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente convenzione può denunziarla allo scadere di un periodo di dieci anni dalla data iniziale di entrata in vigore della convenzione, con atto notificato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denunzia avrà effetto soltanto un anno dopo essere stata registrata.

2. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente convenzione e che, nel termine di un anno dopo lo scadere del decennio menzionato al paragrafo precedente, non faccia uso della facoltà di denunzia prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un altro decennio e, in seguito, potrà denunziare la presente convenzione allo scadere di ciascun periodo di dieci anni nelle condizioni previste al presente articolo.

ARTICOLO 17.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, la registrazione di tutte le ratifiche e denunzie che gli verranno comunicate dagli Stati membri dell'Organizzazione.

2. Notificando agli Stati membri dell'Organizzazione la registrazione dell'ultima ratifica necessaria all'entrata in vigore della convenzione, il Direttore generale richiamerà l'attenzione degli Stati membri dell'Organizzazione sulla data alla quale entrerà in vigore la presente convenzione.

ARTICOLO 18.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete su tutte le ratifiche e tutti gli atti di denunzia che egli avrà registrati conformemente agli articoli precedenti.

ARTICOLO 19.

Ogni qual volta lo riterrà necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente convenzione ed esaminerà l'opportunità di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 20.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova convenzione per la revisione totale o parziale della presente convenzione, e a meno che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica, da parte di uno Stato membro, della nuova convenzione di revisione comporterebbe di pieno diritto, nonostante l'articolo 16 sopracitato, denunzia immediata della presente convenzione, con riserva che la nuova convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a decorrere dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione di revisione, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica degli Stati membri.

2. La presente convenzione rimarrebbe in ogni caso in vigore nella sua forma e tenore per gli Stati membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la convenzione di revisione.

ARTICOLO 21.

Fanno ugualmente fede le versioni francese ed inglese della presente convenzione.

Il testo che precede è quello autentico della convenzione debitamente adottato dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del lavoro nella sua cinquantesima sessione tenutasi a Ginevra, e dichiarata chiusa il 30 ottobre 1970.

IN FEDE DI CIÒ hanno apposto le proprie firme in questo giorno trenta ottobre 1970:

Il Presidente della Conferenza
NAGENDRA SINGH

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro
WILFRED JENKS

CONVENTION (N. 143)

sur les migrations dans des conditions abusives et sur la promotion de l'égalité de chances et de traitement des travailleurs migrants

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 4 juin 1975, en sa soixantième session;

Considérant que le Préambule de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail assigne à celle-ci la tâche de défendre les « intérêts des travailleurs occupés à l'étranger »;

Considérant que la Déclaration de Philadelphie réaffirme parmi les principes sur lesquels est fondée l'Organisation internationale du Travail que « le travail n'est pas une marchandise » et que « la pauvreté, où qu'elle existe, constitute un danger pour la prospérité de tous » et reconnaît l'obligation solennelle de l'Organisation de seconder la mise en œuvre de programmes propres à réaliser notamment le plein emploi grâce, en particulier, à des « moyens propres à faciliter les transferts de travailleurs, y compris les migrations de main-d'œuvre... »;

Considérant le Programme mondial de l'emploi de l'OIT ainsi que la convention et la recommandation sur la politique de l'emploi, 1964, et soulignant la nécessité d'éviter l'augmentation excessive et non contrôlée ou non assistée des mouvements migratoires, à cause de leurs conséquences négatives sur le plan social et humain;

Considérant en outre qu'afin de surmonter le sous-développement et le chômage structurel et chronique, les gouvernements de nombreux pays insistent toujours davantage sur l'opportunité d'encourager les déplacements des capitaux et des technologies plutôt que ceux des travailleurs, en fonction des besoins et des demandes de ces pays et dans l'intérêt réciproque des pays d'origine et des pays d'emploi;

Considérant également le droit de toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et d'entrer dans son propre pays, tel qu'établi dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

Rappelant les dispositions contenues dans la convention et la recommandation sur les travailleurs migrants (révisées), 1949; dans la recommandation sur la protection des travailleurs migrants (pays insuffisamment développés), 1955; dans la convention et la recommandation sur la politique de l'emploi, 1964; dans la convention et la recommandation sur le service de l'emploi, 1948; dans la convention sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949, qui traitent de questions telles que la réglementation du recrutement, de l'introduction et du placement des travailleurs migrants, de la mise à leur disposition d'informations précises sur les migrations, des conditions minima dont devraient bénéficier les migrants, en cours de voyage et à leur arrivée, de l'adoption d'une politique active de l'emploi ainsi que de la collaboration internationale dans ces domaines;

Considérant que l'émigration de travailleurs due aux conditions du marché de l'emploi devrait se faire sous la responsabilité des organismes officiels de l'emploi conformément aux accords multilatéraux et bilatéraux pertinents, notamment ceux qui permettent la libre circulation des travailleurs;

Considérant qu'en raison de l'existence de trafics illicites ou clandestins de main-d'œuvre, de nouvelles normes spécialement dirigées contre ces abus seraient souhaitables;

Rappelant que la convention sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, demande à tout membre l'ayant ratifiée d'appliquer aux immigrants qui se trouvent légalement dans les limites de son territoire un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qu'il applique à ses propres ressortissants en ce qui concerne diverses matières qu'elle énumère, dans la mesure où ces questions sont réglementées par la législation ou dépendent des autorités administratives;

Rappelant que la définition du terme « discrimination » dans la convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, n'inclut pas obligatoirement les distinctions fondées sur la nationalité;

Considérant que de nouvelles normes seraient souhaitables, y compris en matière de sécurité sociale pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement des travailleurs migrants et, en ce qui concerne les questions qui sont réglementées par la législation ou dépendent des autorités administratives, assurer un traitement au moins égal à celui des nationaux;

Nótant que les activités relatives aux problèmes très divers concernant les travailleurs migrants ne peuvent atteindre pleinement leurs objectifs que s'il existe une coopération étroite avec les Nations Unies et les institutions spécialisées;

Notant que les activités relatives aux problèmes très divers tenu compte des travaux des Nations Unies et des institutions spécialisées et qu'en vue d'éviter les doubles emplois et d'assurer une coordination appropriée une coopération continue se poursuivra en vue de promouvoir et d'assurer l'application de ces normes;

Ayant décidé d'adopter diverses propositions relatives aux travailleurs migrants, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention complétant la convention sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, et la convention sur la discrimination (emploi et profession), 1958,

adopte, ce vingt-quatrième jour de juin mil neuf cent soixante-quinze, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975.

Partie I. Migrations dans des conditions abusives

Article 1.

Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à respecter les droits fondamentaux de l'homme de tous les travailleurs migrants.

Article 2.

1. Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur doit s'attacher à déterminer systématiquement s'il existe des migrants illégalement employés sur son territoire et s'il existe, en provenance ou à destination de son territoire ou en transit par celui-ci, des migrations aux fins d'emploi dans lesquelles les migrants sont soumis au cours de leur voyage, à leur arrivée ou durant leur séjour et leur emploi à des conditions contrevenant aux instruments ou accords internationaux, multilatéraux ou bilatéraux, pertinents ou à la législation nationale.

2. Les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs doivent être pleinement consultées et avoir la possibilité de fournir leurs propres informations à ce sujet.

Article 3.

Tout Membre doit prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, qu'elles relèvent de sa compétence propre ou qu'elles appellent une collaboration avec d'autres Membres:

a) pour supprimer les migrations clandestines et l'emploi illégal de migrants;

b) à l'encontre des organisateurs de mouvements illicites ou clandestins de migrants aux fins d'emploi, en provenance ou à destination de son territoire, ou en transit par celui-ci, et à l'encontre de ceux qui emploient des travailleurs ayant immigré dans des conditions illégales,

afin de prévenir et d'éliminer les abus visés à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 4.

Les Membres doivent notamment adopter, sur le plan national et international, les mesures nécessaires pour établir à ce sujet des contacts et des échanges systématiques d'informations avec les autres Etats, en consultation avec les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs.

ARTICLE 5.

Les mesures prévues aux articles 3 et 4 doivent notamment viser à ce que les auteurs de trafics de main-d'œuvre puissent être poursuivis quel que soit le pays d'où ils exercent leurs activités.

ARTICLE 6.

1. Des dispositions doivent être prises aux termes de la législation nationale pour une détection efficace de l'emploi illégal de travailleurs migrants et pour la définition et l'application de sanctions administratives, civiles et pénales allant jusqu'à l'emprisonnement, en ce qui concerne l'emploi illégal de travaillleurs migrants, l'organisation de migrations aux fins d'emploi définies comme impliquant les abus visés à l'article 2 de la présente convention et l'assistance sciemment apportée, à des fins lucratives ou non, à de telles migrations.

2. Lorsqu'un employeur fait l'objet de poursuites en application des dispositions prises en vertu du présent article, il doit avoir le droit d'apporter la preuve de sa bonne foi.

ARTICLE 7.

Les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs doivent être consultées à propos de la législation et des autres mesures preuves par la présente convention en vue de prévenir ou d'éliminer les abus mentionnés ci-dessus et la possibilité de prendre des initiatives à cet effet doit leur être reconnue.

ARTICLE 8.

1. A la condition qu'il ait résidé légalement dans le pays aux fins d'emploi, le travailleur migrant ne pourra pas être considéré en situation illégale ou irrégulière du fait même de la perte de son emploi, laquelle en doit pas entraîner par elle-même le retrait de son autorisation de séjour ou, le cas échéant, de son permis de travail.

2. Il devra, en conséquence, bénéficier d'un traitement égal à celui des nationaux, spécialement en ce qui concerne les garanties relatives à la sécurité de l'emploi, le reclassement, les travaux de secours et la réadaptation.

ARTICLE 9.

1. Sans porter préjudice aux mesures destinées à contrôler les mouvements migratoires aux fins d'emploi en assurant que les travailleurs migrants entrent sur le territoire national et y sont employés en conformité aver la législation pertinente, le travailleur migrat doit, dans les cas où cette législation n'a pas été respectée et dans lesquels sa situation ne peut pas être régularisée, bénéficier pour lui-même et pour sa famille de l'égalité de traitement en ce qui concerne les droits découlant d'emplois antérieurs en matière de rémunération, de sécurité sociale et autres avantages.

2. En cas de contestation sur les droits visés au paragraphe ci-dessus, le travailleur doit avoir la possibilité de faire valoir ses droits devant un organisme compétent, soit personnellement, soit par ses représentants.

3. En cas d'expulsion du travailleur ou de sa famille, ceux-ci ne devront pas en supporter le coût.

4. Rien dans la présente convention n'empêche les Membres d'accorder aux personnes qui résident ou travaillent de manière illégale dans le pays le droit d'y rester et d'y être légalement employées.

PARTE II. EGALITÉ DE CHANCES ET DE TRAITEMENT

ARTICLE 10.

Tout Membre pour lequel la convention est en vigueur s'engage à formuler et à appliquer une politique nationale visant à promouvoir et à garantir, par des méthodes adàptées aux circonstances et aux usages nationaux, l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, de sécurité sociale, de droits syndicaux et culturels et de libertés individuelles et collectives pour les personnes qui, en tant que travailleurs migrants ou en tant que membres de leur famille, se trouvent légalement sur son territoire.

ARTICLE 11.

1. Aux fins de l'application de la présente partie de la convention, le terme « travailleur migrant » désigne une personne qui émigre ou a émigré d'un pays vers un autre pays en vue d'occuper un emploi autrement que pour son propre compte; il inclut toute personne admise régulièrement en qualité de travailleur migrant.

2. La présente partie ne s'applique pas:

a) aux travailleurs frontaliers;

b) aux artistes et aux personnes exerçant une profession libérale qui sont entrés dans le pays pour une courte période;

c) aux gens de mer;

d) aux personnes venues spécialment à des fins de formation ou d'éducation;

e) aux personnes employées par des organisations ou des entreprises œuvrant dans le territoire d'un pays, qui ont été admises temporairement dans ce pays, à la demande de leur employeur, pour remplir des fonctions ou des tâches spécifiques, pour une période limitée et déterminée et qui sont tenues de quitter ce pays lorsque ces fonctions ou ces tâches on été accomplies.

ARTICLE 12.

Tout Membre doit, par des méthodes adaptées aux circostances et aux usages nationaux:

a) s'efforcer d'obtenir la collaboration des organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres organismes appropriés pour favoriser l'acceptation et l'application de la politique prévue à l'article 10 de la présente convention;

b) promulguer les lois et encourager des programmes d'éducation propres à assurer cette acceptation et cette application;

c) prendre des mesures, encourager des programmes d'éducation et développer d'autres activités à ce que les travailleurs migrants connaissent le plus complètement possible la politique adoptée, leurs droits et leurs obligations et les activités destinées à leur apporter une assistance effective pour assurer leur protection et leur permettre d'exercer leurs droits;

d) abroger toute disposition législative et modifier toute disposition ou pratique administrative qui sont incompatibles avec ladite poliique;

e) en consultation avec les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, élaborer et appliquer une politique sociale appropriée aux conditions et pratiques nationales pour que les travailleurs migrants et leur famille soient à même de bénéficier des avantages accordés à ses propres nationaux, tout en tenant compte – sans porter atteinte au principe de l'égalité de chances et de traitement – des besoins particuliers qu'il peuvent avoir jusq'ua moment où leur adaptation à la société du pays d'emploi est réalisée;

f) tout mettre en œuvre en vue d'aider et d'encourager les efforts des travailleurs migrants et de leurs familles visant à préserver leur identité nationale et ethnique ainsi que leurs liens cul-

turels avec leur pays d'origine, y compris la possibilité, pour les enfants, de recevoir un enseignement de leur langne maternelle;

g) garantir l'égalité de traitement en matière de conditions de travail entre tous les travailleurs migrants exerçant la même activité quelles que soient les conditions particulières de leur emploi.

Article 13.

1. Tout Membre peut prendre toutes les mesures nécessaires, qui relèvent de sa compétence et collaborer avec d'autres Membres, pour faciliter le regroupement familial de tous les travailleurs migrants résidant légalement sur son territoire.

2. Le présent article vise le conioint du travailleur migrant, ainsi que, pour autant qu'ils soient à sa charge, ses enfants et ses père et mère.

Article 14.

Tout Membre peut:

a) subordonner le libre choix de l'emploi, tout en assurant le droit à la mobilité géographique, à la condition que le travailleur migrant ait résidé légalement dans le pays aux fins d'emploi pendant une période prescrite ne devant pas dépasser deux années ou, si la législation exige un contrat d'une durée déterminée inférieure à deux années, que le premier contrat de travail soit venu à échéance;

b) après consultation appropriée des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, réglementer les conditions de reconnaissance des qualifications professionelles, y compris les certificats et les diplômes, acquises à l'étranger;

c) restreindre l'accès à des catégories limitées d'emploi et de fonctions lorsque cela est nécessaire dans l'intérêt de l'Etat.

Partie III. Dispositions finales

Article 15.

La présente convention n'empêche pas les Membres de conclure des accords multilatéraux ou bilatéraux en vue de résoudre les problèmes découlant de son application.

Article 16.

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration annexée à sa ratification, exclure de son acceptation la partie I ou la partie II de la convention.

2. Tout Membre qui a fait une telle déclaration peut l'annuler en tout temps par une déclaration ultérieure.

3. Tout Membre pour lequel une déclaration au titre du paragraphe 1 du présent article est en vigueur devra indiquer, dans ses rapports sur l'application de la présente convention, l'état de sa législation et de sa pratique concernant les dispositions de la partie exclue de son acceptation, en précisant la mesure dans laquelle il a été donnée suite ou il est proposé de donner suite à ces dispositions ainsi que leur raisons pour lesquelles il ne les a pas encore incluses dans son acceptation de la convention.

ARTICLE 17.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 18.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que le ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICOLO 19.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prevue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'éxpiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 20.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 21.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 22.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 23.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 19 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 24.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixantième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le vingtcinquième jour de juin 1975.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-sixième jour de juin 1975:

Le Président de la Conférence,

BLAS F. OPLE

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE (N. 143)

sulle migrazioni in condizioni abusive e sulla promozione della parità di opportunità e di trattamento dei lavoratori migranti

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau International du Travail – B.I.T.) e ivi riunitasi il giorno 4 giugno 1975, nella sua sessantesima sessione;

Considerato che il Preambolo della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro assegna all'Organizzazione stessa il compito di difendere gli « interessi dei lavoratori occupati all'estero »;

Considerato che la Dichiarazione di Filadelfia riafferma, tra i princìpi basilari dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, che « il lavoro non è una merce » e che « la povertà, ovunque essa esista, costituisce un pericolo per la prosperità di tutti », e riconosce l'obbligo solenne dell'Organizzazione di assecondare la messa in opera di programmi idonei, tra l'altro, ad attuare la piena occupazione, in particolare con « mezzi atti a facilitare i trasferimenti di lavoratori, ivi comprese le migrazioni di manodopera... »;

Considerati il Programma mondiale per l'occupazione dell'OIL nonché la Convenzione e la Raccomandazione sulla politica dell'occupazione, 1964, e rilevando la necessità di evitare l'eccessivo sviluppo, incontrollato o non assistito, dei movimenti migratori, date le loro conseguenze negative sul piano sociale ed umano;

Considerato inoltre che, al fine di superare il sottosviluppo e la disoccupazione cronica e strutturale, i governi di numerosi paesi insistono sempre più sulla opportunità di promuovere gli spostamenti di capitali e di tecnologie piuttosto che quelli dei lavoratori, in funzione delle esigenze e delle richieste di tali paesi e nell'interesse reciproco dei paesi d'origine e di quelli di occupazione;

Considerato altresì il diritto di ogni persona di lasciare qualsiasi paese, ivi compreso il proprio, e di entrare nel proprio paese, come stabilito dalla Dichiarazione universale dei Diritti dell'Uomo e dal Patto internazionale relativo ai Diritti civili e politici;

Ricordando le disposizioni contenute nella Convenzione e nella Raccomandazione sui lavoratori migranti (rivedute), 1949; nella Raccomandazione sulla protezione dei lavoratori migranti (paesi insufficientemente sviluppati), 1955; nella Convenzione e nella Raccomandazione sulla politica dell'occupazione, 1964, nella Convenzione e nella Raccomandazione sul servizio dell'occupazione, 1948; nella Convenzione sugli Uffici di collocamento a pagamento (riveduta), 1949, le quali trattano di problemi quali la disciplina del reclutamento, dell'introduzione e del collocamento dei lavoratori migranti, della messa a disposizione degli stessi di informazioni precise sulle migrazioni, delle condizioni minime di cui dovrebbero beneficiare i lavoratori migranti, nel corso del viaggio e al momento dell'arrivo, dell'adozione di una politica attiva dell'occupazione, nonché della collaborazione internazionale in questi campi;

Considerato che l'emigrazione di lavoratori dovuta alle condizioni del mercato del lavoro dovrebbe avvenire sotto la responsabilità degli enti ufficiali per l'occupazione, conformemente agli accordi multilaterali e bilaterali relativi, tra l'altro quelli che permettono la libera circolazione dei lavoratori;

Considerato che, a norma dell'esistenza di traffici illeciti o clandestini di manodopera, nuove norme specialmente dirette contro tali pratiche abusive sarebbero auspicabili;

Ricordato che la Convenzione sui lavoratori migranti (riveduta), 1949, chiede ad ogni Stato membro che l'abbia ratificata di applicare agli immigranti che si trovino legalmente nei confini del proprio territorio un trattamento non meno favorevole di quello applicato ai propri nazionali, per quanto attiene a varie materie in essa elencate, nella misura in cui tali questioni siano disciplinate dalla legislazione o dipendano dalle autorità amministrative;

Ricordato che la definizione del termine « discriminazione », nella Convenzione relativa alla discriminazione (occupazione e professione), 1958, non include obbligatoriamente le distinzioni basate sulla nazionalità;

Considerato che nuove norme sarebbero auspicabili, ivi comprese quelle in materia di sicurezza sociale, per promuovere la parità di opportunità e di trattamento per i lavoratori migranti e, per quanto riguarda le questioni disciplinate dalla legislazione o dipendenti dalle autorità amministrative, per garantire un trattamento almeno uguale a quello dei lavoratori nazionali;

Rilevato che le attività relative ai diversissimi problemi riguardanti i lavoratori migranti possono raggiungere pienamente i loro obiettivi soltanto con l'ausilio di una stretta cooperazione con le Nazioni Unite e le istituzioni specializzate;

Rilevato che, nell'elaborare le presenti norme, è stato tenuto conto dei lavori delle Nazioni Unite e delle istituzioni specializzate

e che, al fine di evitare doppioni e di garantire un opportuno coordinamento, verrà proseguita una cooperazione continua, per promuovere e garantire l'applicazione di tali norme;

Avendo deciso di adottare varie proposte relative ai lavoratori migranti, argomento che costituisce il quinto punto dell'ordine del giorno della sessione;

Dopo aver deciso che tali proposte abbiano a prendere la forma di una Convenzione che venga ad integrare la Convenzione sui lavoratori migranti (riveduta), 1949, e la Convenzione sulla discriminazione (occupazione e professione), 1958,

Adotta, addì ventiquattro giugno millenovecentosettantacinque, la Convenzione di cui sotto, che verrà denominata Convenzione sui lavoratori migranti (disposizioni complementari), 1975.

PARTE I. — MIGRAZIONI IN CONDIZIONI ABUSIVE.

ARTICOLO 1.

Ogni Stato membro per cui la presente convenzione sia in vigore s'impegna a rispettare i diritti fondamentali dell'uomo di tutti i lavoratori migranti.

ARTICOLO 2.

1. Ogni Stato membro per cui la presente convenzione sia in vigore deve impegnarsi a stabilire sistematicamente se esistano lavoratori migranti illegalmente occupati sul proprio territorio e se esistano, in provenienza o a destinazione del territorio stesso, o in transito, migrazioni al fine dell'occupazione in cui i lavoratori migranti vengano sottoposti, nel corso del viaggio, all'arrivo o durante il soggiorno e l'occupazione, a condizioni contrastanti con gli strumenti o accordi internazionali, multilaterali e bilaterali, relativi, ovvero con la legislazione nazionale.

2. Le organizzazioni di rappresentanza degli imprenditori e dei lavoratori debbono essere largamente consultate ed avere la possibilità di fornire le proprie informazioni in proposito.

ARTICOLO 3.

Ogni Stato membro deve adottare tutte le disposizioni necessarie ed opportune, sia che siano di sua competenza, sia che richiedano una collaborazione con altri Stati membri:

a) per sopprimere le migrazioni clandestine e l'occupazione illegale di lavoratori migranti;

b) contro gli organizzatori di movimenti illeciti o clandestini di lavoratori migranti, ai fini dell'occupazione, in provenienza o a destinazione del proprio territorio, o in transito attraverso lo stesso, e contro coloro che impiegano lavoratori i quali siano immigrati in condizioni illegali, per prevenire ed eliminare gli abusi di cui all'articolo 2 della presente convenzione.

ARTICOLO 4.

Gli Stati membri debbono, tra l'altro, adottare, sul piano nazionale ed internazionale, le disposizioni necessarie per stabilire a tale proposito contatti e scambi sistematici d'informazione con gli altri Stati, consultando anche le organizzazioni rappresentative degli imprenditori e dei lavoratori.

ARTICOLO 5.

Le disposizioni di cui agli articoli 3 e 4 debbono, tra l'altro, tendere a far sì che gli autori di traffici clandestini di manodopera possano essere perseguiti, qualunque sia il paese dal quale essi esercitano le loro attività.

ARTICOLO 6.

1. Disposizioni debbono essere prese conformemente alla legislazione nazionale per una identificazione efficace dell'occupazione illegale di lavoratori migranti, nonché per la definizione e l'applicazione di sanzioni amministrative, civili e penali, che possono giungere sino alla detenzione, riguardo all'occupazione illegale di lavoratori migranti, all'organizzazione di migrazioni a fini occupazionali definiti come implicanti gli abusi di cui all'articolo 2 della presente convenzione, ed all'assistenza consapevolmente concessa, con o senza fini di lucro, a tali migrazioni.

2. Quando un datore di lavoro viene perseguito in ottemperanza alle disposizioni adottate in virtù del presente articolo, egli deve avere il diritto di produrre la prova della propria buona fede.

ARTICOLO 7.

Le organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori debbono essere consultate a proposito della legislazione e delle altre disposizioni previste dalla presente convenzione, al fine di prevenire o di eliminare gli abusi di cui sopra, e la possibilità di prendere iniziative all'uopo deve esser loro riconosciuta.

ARTICOLO 8.

1. A condizione di aver risieduto legalmente nel paese ai fini dell'occupazione, il lavoratore migrante non potrà essere considerato in posizione illegale o comunque irregolare a seguito della perdita del lavoro, perdita che non deve, di per sé, causare il ritiro del permesso di soggiorno o, se del caso, del permesso di lavoro.

2. Egli dovrà, quindi, usufruire di un trattamento identico a quello dei cittadini nazionali, specialmente per quanto riguarda le garanzie relative alla sicurezza dell'occupazione, la riqualifica, i lavori di assistenza e di reinserimento.

ARTICOLO 9.

1. Senza pregiudizio delle misure destinate al controllo dei movimenti migratori ai fini dell'occupazione, garantendo che i lavoratori migranti entrino nel territorio nazionale e vi siano occupati conformemente alla legislazione relativa, il lavoratore migrante deve, nei casi in cui detta legislazione non sia rispettata e in cui la propria posizione non possa essere regolarizzata, beneficiare, per sé stesso e per i familiari, della parità di trattamento per quanto riguarda i diritti derivanti da occupazioni anteriori, in fatto di retribuzione, di previdenza sociale e di altre facilitazioni.

2. In caso di contestazione dei diritti di cui al precedente paragrafo, il lavoratore deve avere la possibilità di far valere i propri diritti innanzi ad un ente competente sia personalmente, sia tramite suoi rappresentanti.

3. In caso di espulsione del lavoratore o della sua famiglia, essi non dovranno sostenerne le spese.

4. Nulla, nella presente convenzione, vieta ai membri di concedere alle persone che risiedono o lavorano illegalmente nel Paese il diritto di rimanervi e di esservi legalmente occupate.

PARTE II. — PARITÀ DI OPPORTUNITÀ E DI TRATTAMENTO.

ARTICOLO 10.

Ogni Stato membro per il quale la convenzione sia in vigore s'impegna a formulare e ad attuare una politica nazionale diretta a promuovere e garantire, con metodi adatti alle circostanze ed agli usi nazionali, la parità di opportunità e di trattamento in materia di

occupazione e di professione, di sicurezza sociale, di diritti sindacali e culturali, nonché di libertà individuali e collettive per le persone che, in quanto lavoratori migranti o familiari degli stessi, si trovino legalmente sul suo territorio.

ARTICOLO 11.

1. Ai fini dell'applicazione della presente parte della convenzione il termine « lavoratore migrante » designa una persona che emigra o è emigrata da una paese verso l'altro, in vista di una occupazione, altrimenti che per proprio conto; esso include qualsiasi persona ammessa regolarmente in qualità di lavoratore migrante.

2. La presente parte non si applica:

a) ai lavoratori frontalieri;

b) agli artisti e professionisti entrati nel paese per un breve periodo;

c) ai marittimi;

d) alle persone venute particolarmente a scopo di formazione o educazione;

e) alle persone occupate da organizzazioni o imprese operanti nel territorio di un paese, che siano state ammesse temporaneamente in tale Paese su domanda del datore di lavoro, per adempiere funzioni o compiti specifici, per un periodo limitato e determinato, e che siano tenute a lasciare detto paese quando tali funzioni o compiti siano terminati.

ARTICOLO 12.

Ogni Stato membro deve, con metodi adatti alle circostanze ed agli usi nazionali:

a) cercare di ottenere la collaborazione delle organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori e di altri enti appropriati, per favorire l'accettazione e l'attuazione della politica prevista dall'articolo 10 della presente convenzione;

b) emanare leggi e promuovere programmi di educazione atti a garantire tale accettazione e tale attuazione;

c) adottare disposizioni, incoraggiare programmi di educazione e sviluppare altre attività diretti a far sì che i lavoratori migranti conoscano nel modo più completo possibile la politica adottata, i loro diritti ed i loro obblighi, nonché le attività destinate a dar loro una effettiva assistenza, per garantire la loro protezione e permettere loro di esercitare i propri diritti;

d) abrogare qualsiasi disposizione legislativa e modificare qualsiasi disposizione o prassi amministrativa incompatibili con la suddetta politica;

e) con la consulenza delle organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori, elaborare ed attuare una politica sociale rispondente alle condizioni ed agli usi nazionali, affinché i lavoratori migranti ed i loro familiari possano essere in condizione di usufruire dei vantaggi concessi ai propri lavoratori nazionali, tenendo conto – fatto salvo il principio della parità di opportunità e di trattamento – delle esigenze particolari che essi possano avere fino al momento del loro adattamento alla società del paese di occupazione;

f) fare tutto il possibile per aiutare ed incoraggiare gli sforzi dei lavoratori migranti e dei loro familiari tendenti a preservare la propria identità nazionale ed etnica, nonché i legami culturali che li uniscono al paese di origine, ivi compresa la possibilità, per i loro figli, di ricevere un insegnamento nella loro lingua madre;

g) garantire l'eguaglianza di trattamento in materia di condizioni di lavoro tra tutti i lavoratori migranti che esercitino la stessa attività, quali che siano le particolari condizioni della loro occupazione.

ARTICOLO 13.

1. Ogni Stato membro può adottare tutte le disposizioni opportune di sua competenza e collaborare con altri Membri, per favorire il raggruppamento familiare di tutti i lavoratori migranti che risiedono legalmente sul suo territorio.

2. Il presente articolo concerne il coniuge del lavoratore migrante, nonché, ove siano a suo carico, i figli ed i genitori.

ARTICOLO 14.

Ogni Stato membro può:

a) subordinare la libera scelta dell'occupazione, pur garantendo il diritto alla mobilità geografica, alla condizione che il lavoratore migrante abbia avuto residenza legale nel paese, ai fini del lavoro, durante un periodo prescritto, non superiore a due anni o, se la legislazione esige un contratto di una data durata inferiore ai due anni, che il primo contratto di lavoro sia scaduto;

b) dopo opportuna consultazione delle organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori, regolamentare le condizioni per il riconoscimento delle qualifiche professionali, ivi compresi i certificati e diplomi, acquisite all'estero;

c) respingere l'accesso a limitate categorie di occupazione e di funzioni, qualora tale restrizione sia necessaria nell'interesse dello Stato.

PARTE III. — DISPOSIZIONI FINALI.

ARTICOLO 15.

La presente convenzione non vieta agli Stati membri di concludere accordi multilaterali o bilaterali al fine di risolvere i problemi derivanti dalla sua applicazione.

ARTICOLO 16.

1. Ogni Stato membro che ratifichi la presente convenzione può, con una dichiarazione allegata alla ratifica, escludere dalla propria accettazione la parte I o la parte II della convenzione.

2. Ogni Stato membro che faccia una simile dichiarazione può annullarla in qualsiasi momento con una dichiarazione ulteriore.

3. Qualsiasi Membro per cui una dichiarazione fatta conformemente al paragrafo 1 del presente articolo sia in vigore dovrà indicare, nelle sue relazioni sull'applicazione della presente convenzione, lo stato della propria legislazione e della propria prassi, per quanto riguarda le disposizioni della parte esclusa dalla propria accettazione, precisando la misura in cui è stato dato seguito, o proposto di dar seguito, a tali disposizioni, nonché i motivi per i quali non le ha ancora incluse nell'accettazione della convenzione.

ARTICOLO 17.

Le ratifiche formali della presente convenzione verranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail - B.I.T.) e dal Direttore generale stesso registrate.

ARTICOLO 18.

1. La presente convenzione impegnerà solo i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sarà registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. In seguito, la convenzione entrerà in vigore per ogni Membro dodici mesi dopo la data in cui la ratifica del Membro stesso sarà stata registrata.

ARTICOLO 19.

1. Qualsiasi Stato membro che abbia ratificato la presente convenzione può denunziarla allo scadere di un periodo di dieci anni dopo la data di entrata in vigore iniziale della convenzione, con un atto comunicato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail - B.I.T.) e dallo stesso registrato. La denunzia avrà effetto allo scadere di un anno dopo la sua registrazione.

2. Qualsiasi Stato membro che abbia ratificato la presente convenzione il quale, entro un anno dallo scadere del periodo decennale di cui sopra - paragrafo precedente - non faccia uso della facoltà di denunzia prevista dal presente articolo, sarà impegnato per un nuovo periodo di dieci anni e, in seguito, potrà denunziare la presente convenzione allo scadere di ogni periodo decennale, alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 20.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail - B.I.T.) notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunzie che gli verranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli verrà comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data dell'entrata in vigore della presente convenzione.

ARTICOLO 21.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail - B.I.T.) comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, per la loro registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete su tutte le ratifiche e su tutti gli atti di denunzia che egli avrà registrati in conformità agli articoli precedenti.

ARTICOLO 22.

Ogni volta che lo riterrà necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail - B.I.T.) presenterà alla Conferenza generale una relazione sull'applicazione della presente convenzione ed esaminerà se sia il caso di introdurre nell'ordine del giorno di detta Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 23.

1. In caso che la Conferenza adotti una nuova convenzione sulla revisione totale o parziale della presente convenzione e salvo che la nuova convenzione disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un Membro della nuova convenzione sulla revisione provocherebbe, di pieno diritto, nonostante l'articolo 19 precedente, la denunzia immediata della presente convenzione, a condizione che la nuova convenzione riguardante la revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data d'entrata in vigore della nuova convenzione revisionata, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica degli Stati membri.

2. La presente convenzione rimarrebbe, comunque, in vigore nella sua forma e nel suo contenuto, per i membri che l'avessero ratificata e non ratificassero la convenzione di revisione.

ARTICOLO 24.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, nel corso della sua sessantesima sessione, tenuta in Ginevra e dichiarata chiusa addì venticinque giugno 1975.

IN FEDE DI CHE hanno apposto la loro firma, addì ventisei giugno 1975:

Il Presidente della Conferenza

BLAS. F. OPLE

Il Direttore dell'Ufficio internazionale del Lavoro

FRANCIS BLANCHARD

LEGGE 10 aprile 1981, n. 139.

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni numeri 145, 146 e 147, adottate a Ginevra il 28 e 29 ottobre 1976 dalla 62ª sessione della Conferenza internazionale del lavoro.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti convenzioni, adottate a Ginevra il 28 e il 29 ottobre 1976 dalla 62ª sessione della Conferenza internazionale del lavoro:

A) 28 ottobre 1976:

n. 145, concernente la continuità dell'occupazione della gente di mare.

B) 29 ottobre 1976:

n. 146, concernente le ferie annuali retribuite per i marittimi;
n. 147, concernente le norme minime da osservare sulle navi mercantili.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 9, 16 e 6 delle convenzioni stesse.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 aprile 1981

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — FOSCHI — COMPAGNA

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

CONVENTION 145

CONVENTION
concernant la continuité de l'emploi des gens de mer

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 13 octobre 1976, en sa soixante-deuxième session;

Ayant noté les termes de la partie IV (Régularité de l'emploi et du revenu) de la recommandation sur l'emploi des gens de mer (évolution technique), 1970;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la continuité de l'emploi des gens de mer, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-huitième jour d'octobre mil neuf cent soixante-seize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976:

ARTICLE 1.

1. La présente convention s'applique aux personnes qui sont disponibles de manière régulière pour un travail de gens de mer et qui tirent leur revenu annuel principal de ce travail.

2. Aux fins de la prèsente convention, l'expression « gens de mer » dèsigne des personnes définies comme telles par la législation ou la pratique nationales ou par des conventions collectives et qui sont habituellement employées comme membres de l'équipage à bord d'un navire de mer autre que:

a) un navire de guerre;

b) un navire affecté à la pêche ou à des opérations qui s'y rattachent directement, à la chasse à la baleine ou à des opérations similaires.

3. La législation nationale déterminera quand un navire sera réputé navire de mer aux fins de la présente convention.

4. Les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées doivent être consultées de l'élaboration et de la révision des définitions établies en vertu des paragraphes 2 et 3 ci-dessus ou y être associées de toute autre manière.

ARTICLE 2.

1. Dans chaque Etat Membre où il existe une activité maritime, il incombe à la politique nationale d'encourager tous les milieux intéressés à assurer aux gens de mer qualifiés, dans la mesure du possible, un emploi continu ou régulier et, ce faisant, de fournir aux armateurs une main-dœuvre stable et compétente.

2. Tous les efforts doivent être faits pour assurer aux gens de mer, soit un minimum de périodes d'emploi, soit un minimum de revenu ou une allocation en numéraire dont l'ampleur et la nature dépendront de la situation économique et sociale du pays dont il s'agit.

ARTICLE 3.

Parmi les mesures permettant d'atteindre les objectifs énoncés à l'article 2 de la présente convention pourraient figurer:

a) soit des contrats ou des accords prévoyant l'emploi continu ou régulier au service d'une entreprise de navigation ou d'une association d'armateurs;

b) soit des dispositions visant à assurer la régularisation de l'emploi grâce à l'établissement et à la tenue de registres par catégorie de gens de mer qualifiés.

ARTICLE 4.

1. Lorsque la continuité de l'emploi des gens de mer ne repose que sur l'établissement et la tenue de registres ou de listes, ces registres et ces listes doivent comprendre toutes les catégories professionnelles de gens de mer selon des modalités que la législation ou la pratique nationales ou les conventions collectives détermineront.

2. Les gens de mer inscrits sur un tel registre ou une telle liste auront priorité d'engagement pour la navigation.

3. Les gens de mer inscrits sur un tel registre ou une telle liste devront se tenir prêts à travailler selon des modalités que la législation ou la pratique nationales ou les conventions collectives détermineront.

ARTICLE 5.

1. Dans la mesure où la législation nationale le permet, l'effectif des registres et des listes des gens de mer est révisé périodiquement afin de le fixer à un niveau correspondant aux besoins de l'activité maritime.

2. Lorqu'une réduction de l'effectif d'un tel registre ou d'une telle liste devient nécessaire, toutes mesures utiles sont prise en vue d'en prévenir ou d'en atténuer les effèts préjudiciables aux gens de mer, compte tenu de la situation économique et sociale du pays dont il s'agit.

ARTICLE 6.

Chaque Etat Membre fera en sorte que les règles appropriées concernant la sécurité, l'hygiène, le bien-être ed la formation professionnelle des travailleurs soient appliquées aux gens de mer.

ARTICLE 7.

Dans la mesure où elles ne sont pas mises en application par voie de conventions collectives, de sentences arbitrales ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale, les dispositions de la présente convention doivent être appliquées par voie de législation nationale.

ARTICLE 8.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 9.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aurà été enregistrée.

ARTICLE 10.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte com-

muniqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra denoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 11.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 12.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratification et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux article précédents.

ARTICLE 13.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 14.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entrainerait de plein droit, nonobstant l'article 10

ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 15.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-deuxième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 29 octobre 1976.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signature, ce onzième jour de novembre 1976:

Le Président de la Conférence
MODOLV HAREIDE

Le Directeur général
du Bureau international du Travail
FRANCIS BLANCHARD

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

CONVENZIONE N. 145

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE

sulla continuità dell'impiego della gente di mare

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e riunitasi il 13 ottobre 1976, nella sua sessantaduesima sessione,

Avendo notati i termini della parte IV (Regolarità dell'impiego e del reddito) della raccomandazione sull'impiego della gente di mare (evoluzione tecnica), del 1970,

Dopo aver deciso di adottare varie proposte relative alla continuità dell'impiego della gente di mare, problema che costituisce il quarto punto all'ordine del giorno della sessione,

Dopo aver deciso che tali proposte avrebbero assunto la forma di una convenzione internazionale,

adotta in questo venticinquesimo giorno di ottobre millenovecentosettantasei, la seguente convenzione che sarà denominata Convenzione sulla continuità dell'impiego (gente di mare) del 1976.

ARTICOLO 1.

1. La presente Convenzione si applica alle persone che sono disponibili regolarmente per un lavoro da gente di mare e che derivano il loro principale reddito annuo da tale lavoro.

2. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « gente di mare » indica le persone definite tali dalla legislazione o dalle pratiche nazionali o da convenzioni collettive e che siano abitualmente

ingaggiate quali membri dell'equipaggio a bordo di una imbarcazione marittima diversa da:

a) una nave da guerra;

b) una nave adibita alla pesca o ad operazioni direttamente connesse ad essa, alla caccia alla balena o ad operazioni simili.

3. La legislazione nazionale determinerà quando una nave sarà ritenuta imbarcazione marittima ai fini della presente Convenzione.

4. Le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori interessate devono essere consultare al momento della elaborazione e della revisione delle definizioni stabilite in base ai precedenti paragrafi 2 e 3 o parteciparvi in altro modo.

ARTICOLO 2.

1. In ogni Stato Membro ove esista una attività marittima spetta alla politica nazionale incoraggiare tutti gli ambienti interessati ad assicurare alla gente di mare qualificata, nella misura del possibile, un impiego continuo o regolare e, così facendo, di fornire agli armatori una manodopera stabile e competente.

2. Deve essere compiuto ogni sforzo per assicurare alla gente di mare, sia un minimo di periodi di impiego, che un minimo di reddito o una indennità pecuniaria la cui entità e natura dipenderanno dalla situazione economica e sociale del paese in questione.

ARTICOLO 3.

Fra le misure che permettono di raggiungere gli obiettivi di cui all'articolo 2 della presente Convenzione potranno figurare:

a) sia dei contratti che degli accordi che prevedano l'impiego continuo o regolare al servizio di una impresa di navigazione o di una società di armatori.

b) sia delle disposizioni tendenti ad assicurare la regolarizzazione dell'impiego grazie alla redazione ed alla tenuta di registri per categoria di gente di mare qualificata.

ARTICOLO 4.

1. Quando la continuità dell'impiego della gente di mare non dipende che dalla redazione e dalla tenuta di registri o di liste, tali registri e tali liste devono comprendere tutte le categorie professionali di gente di mare secondo le modalità che la legislazione o le pratiche nazionali e le convenzioni collettive determineranno.

2. La gente di mare iscritta su di un tale registro o su di una tale lista avrà priorità d'ingaggio per la navigazione.

3. La gente di mare iscritta su di un tale registro o su di una tale lista dovrà tenersi pronta a lavorare secondo le modalità che la legislazione o le pratiche nazionali o le convenzioni collettive determineranno.

ARTICOLO 5.

1. Nella misura in cui lo permette la legislazione nazionale, l'effettivo dei registri e delle liste di gente di mare viene rivisto periodicamente al fine di essere determinato ad un livello corrispondente alle necessità dell'attività marittima.

2. Quando si rende necessaria una riduzione dell'effettivo di un tale registro o di una tale lista, verrà adottata ogni misura utile allo scopo di prevenire o di attenuare gli effetti pregiudizievoli alla gente di mare, tenuto conto della situazione economica e sociale del paese in questione.

ARTICOLO 6.

Ogni Stato Membro farà in modo che siano applicate alla gente di mare le norme appropriate concernenti la sicurezza, l'igiene, il benessere e la formazione professionale dei lavoratori.

ARTICOLO 7.

Nella misura in cui non vengono messe in applicazione mediante convenzioni collettive, sentenze arbitrali o in ogni altro modo conforme alla pratica nazionale, le disposizioni della presente convenzione devono essere applicate dalla legislazione nazionale.

ARTICOLO 8.

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrate.

ARTICOLO 9.

1. La presente Convenzione vincolerà unicamente i Membri della Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. La Convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. In seguito la Convenzione entrerà in vigore per ogni Membro dodici mesi dopo la data in cui ne sarà stata registrata la ratifica.

ARTICOLO 10.

1. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può denunciarla allo spirare di un periodo di dieci anni successivi alla data di entrata in vigore iniziale della convenzione, mediante un atto indirizzato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrato. La denuncia avrà efficacia un anno dopo la registrazione.

2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione e che, entro un termine di un anno dopo lo spirare del periodo di dieci anni di cui al paragrafo precedente non farà uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni o, in seguito, potrà denunciare la presente Convenzione allo spirare di ogni periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 11.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli verranno comunicate dai membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 12.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete circa tutte le ratifiche e tutti gli atti di denuncia che avrà registrato in conformità degli articoli precedenti.

ARTICOLO 13.

Tutte le volte che lo riterrà opportuno, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sulla applicazione della presente Convenzione e studierà se sia il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza il problema della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 14.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova Convenzione che comporti una revisione totale o parziale della presente

Convenzione, e, a meno che la nuova Convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un membro della nuova Convenzione di revisione, comporterebbe, *ipso jure*, nonostante il precedente articolo 10, denuncia immediata della presente Convenzione con la riserva che la nuova Convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova Convenzione di revisione, la presente Convenzione cesserebbe di restare aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente Convenzione resterebbe in ogni caso in vigore nella sua forma e contenuto per i Membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la Convenzione di revisione.

ARTICOLO 15.

La versione francese ed inglese della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua sessantaduesima sessione che si è tenuta a Ginevra e che è stata dichiarata chiusa il 29 ottobre 1976.

IN FEDE DI CHE, hanno apposto la propria firma, in questo undicesimo giorno di novembre 1976.

Il Presidente della Conferenza

MODOLV HAREIDE

Il Direttore generale
dell'Ufficio internazionale del Lavoro

FRANCIS BLANCHARD

CONVENTION 146

CONVENTION
concernant les congés payés annuels des gens de mer

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genéve par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 13 octobre 1976, en sa soixante-deuxième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention (n. 91) des congés payés des marins (révisée), 1949, à la lumière de la convention (n. 132) sur les congés payés (révisée), 1970, sans pour autant se limiter nécessairement à ce texte, question qui constitue la deuxième point a l'ordre du jour;

Après avoir décidé que ces propositions prendront la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-neuxième jour d'octobre mil neuf cent soixante-seize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976:

ARTICLE 1.

Pour autant qu'elles ne sont pas mises en application, soit par voie de conventions collectives, de sentences arbitrales ou de décisions judiciaires, soit par des organismes officiels de fixation des salaires, soit de toute autre manière conforme à la pratique nationale et paraissant appropriée, compte tenu des conditions propres à chaque pays, les dispositions de la présente convention devront être appliquées par voie de législation nationale.

ARTICLE 2.

1. La présente convention s'applique à toutes les personnes employées en tant que gens de mer.

2. Aux fins de la présente convention, l'expression « gens de mer » désigne les personnes employées dans une fonction quel-

conque à bord d'un navire de mer immatriculé dans le territoire d'un Etat qui aura ratifié la présente convention, autre:

a) qu'un navire de guerre;

b) qu'un navire affecte à la pêche ou à des opérations qui s'y rattachent directement, à la chasse à la baleine ou à des operations similaires.

3. La législation nationale déterminera quels navires sont réputés navires de mer aux fins de la présente convention après consultation des organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées, s'il ne existe.

4. Tout Membre qui ratifie la présente convention peut, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, étendre son champ d'application, avec les modifications rendues nécessaires par les conditions propres à l'industrie concernée, aux personnes exclues de la définition des gens de mer par le paragraphe 2, alinéa b), ou à certaines catégories de celles-ci.

5. Tout Membre qui, conformément au paragraphe 4 du présent article, étend, au moment de la ratification, le champ d'application de la présente convention devra spécifier dans une déclaration jointe à ladite ratification les catégories visées par cette extension et, le cas échéant, les modifications rendues nécessaires.

6. Tout Membre qui a ratifié la présente convention peut en outre notifier ultérieurement au Directeur général du Bureau international du Travail, par une déclaration, qu'il étend le champ d'application de la convention à d'autres catégories que celles spécifiées au moment de la ratification.

7. Pour autant qu'il soit nécessaire, l'autorité compétente ou tout organisme approprié dans chaque pays pourra, après consultation des organisations d'armateur et de gens de mer intéressées, s'il en existe, prendre des mesures pour exclure de l'application de la présente convention des catégories limitées de personnes employées à bord de navires de mer.

8. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra, dans le premier rapport sur l'application de celle-ci qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, indiquer, avec motifs à l'appui, les catégories qui ont été l'objet d'une exclusion en application des paragraphes 3 et 7 du présent article et exposer, dans les rapports ultérieurs, l'état de sa législation et de sa pratique quant auxdites catégories, en précisant dans quelle mesure il a été donné suite ou il est proposé de donner suite à la présente convention en ce qui concerne les catégories en question.

ARTICLE 3.

1. Les gens de mer auxquels la présente convention s'applique auront droit à un congé payé annuel d'une durée minimum déterminée.

2. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra spécifier la durée du congé annuel dans une déclaration annexée à sa ratification.

3. La durée du congé ne devra en aucun cas être inférieure à trente jours civils pour une année de service.

4. Tout Membre qui a ratifié la présente convention pourra informer le Directeur général du Bureau international du Travail, par une déclaration ultérieure, qu'il augmente la durée du congé spécifiée au moment de sa ratification.

ARTICLE 4.

1. Les gens de mer ayant accompli, au cours d'une année déterminée, une période de service d'une durée inférieure à la période requise pour avoir droit à la totalité du congé prescrit à l'article 3 ci-dessus auront droit, pour ladite année, à un congé payé annuel d'une durée proportionnellement réduite.

2. Aux fins de la présente convention, le terme « année » signifie une année civile ou toute autre période de même durée.

ARTICLE 5.

1. Le mode de calcul de la période de service, aux fins de déterminer le droit au congé, sera fixé par l'autorité compétente ou l'organisme approprié dans chaque pays.

2. Dans des conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays, le service effectué en dehors du contrat d'engagement maritime sera compté dans la période de service.

3. Dans des conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays, les absences du travail pour participer à un cours agréé de formation professionnelle maritime ou pour des motifs indépendants de la volonté des gens de mer intéressés, telles que les absences dues à une maladie, à un accident ou à une maternité, seront comptées dans la période de service.

ARTICLE 6.

Ne seront pas comptés dans le congé payé annuel minimum prescrit au paragraphe 3 de l'article 3 de la présente convention:

a) les jours fériés officiels et coutumiers reconnus comme tels dans le pays du pavillon, qu'ils se situent ou non dans la période congé payé annuel;

b) les périodes d'incapacité de travail résultant de maladies, d'accidents ou de maternité, dans les conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays;

c) les autorisations temporaires d'absence à terre accordées aux gens de mer pendant le contrat d'engagement;

d) les congés compensatoires de toute nature, dans des conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays.

ARTICLE 7.

1. Les gens de mer prenant le congé visé par la presente convention doivent, pour toute la durée dudit congé, recevoir au moins leur rémunération normale (y compris, lorsque cette rémunération comporte des prestations en nature, la contre-valeur en espèces de celles-ci), calculée selon une méthode déterminée par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays.

2. Les montants dus au titre du paragraphe 1 ci-dessus devront être versés aux gens de mer intéressés avant leur congé, à moins qu'il n'en soit disposé autrement par la législation nationale ou par un accord liant l'employeur auxdits gens de mer.

3. Les gens de mer qui quittent le service de l'employeur ou sont licenciés avant d'avoir pris un congé qui leur est dû doivent recevoir, pour chaque jour de congé dû, la rémunération prévue au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 8.

1. Le fractionnement du congé payé annuel ou le cumul du congé acquis au cours d'une année avec un congé ultérieur pourra être autorisé par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays.

2. Sous réserve du paragraphe 1 du présent article et à moins qu'il n'en soit convenu autrement par un accord liant l'employeur et les gens de mer intéressés, le congé payé annuel prescrit par la présente convention doit consister en une période ininterrompue.

ARTICLE 9.

Dans des cas exceptionnels, des dispositions peuvent être prises par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays pour remplacer le congé annuel dû en vertu de la présente convention par une indemnité en espèces au moins équivalente à la rémunération prévue à l'article 7.

ARTICLE 10.

1. L'époque à laquelle le congé sera pris sera déterminée par l'employeur après consultation et, dans la mesure du possible, avec l'accord individuel des gens de mer intéressés ou de leurs représen-

tants, à moins qu'elle ne soit fixée par voie réglementaire, par voie de conventions collectives, de sentences arbitrales ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale.

2. Les gens de mer ne pourront être tenus, sans leur consentement, de prendre le congé annuel qui leur est dû à un endroit autre que le lieu d'engagement ou le lieu de recrutement, suivant celui qui est le plus proche du domicile, sauf si une convention collective ou la législation nationale n'en dispose autrement.

3. Les gens de mer qui sont obligés de prendre leur congé annuel alors qu'ils se trouvent à un endroit autre que le lieu autorisé au paragraphe 2 du présent article auront droit au transport gratuit jusqu'au lieu d'engagement ou au lieu de recrutement, suivant celui qui est le plus proche du domicile; leur entretien pendant ce voyage et les frais en rapport direct avec ce voyage seront à la charge de l'employeur, et le temps de voyage ne sera pas déduit du congé payé annuel dû aux gens de mer intéressés.

ARTICLE 11.

Sera considéré comme nul et non avenu tout accord portant sur l'abandon du droit au congé payé annuel minimum prescrit par l'article 3, paragraphe 3, ou, sauf dans les cas exceptionnels visés à l'article 9 de la présente convention, sur la renonciation audit congé.

ARTICLE 12.

Les gens de mer en congé annuel ne seront rappelés que dans les cas d'extrême urgence et après avoir reçu un préavis raisonnable.

ARTICLE 13.

Des mesures effectives, adaptées aux moyens par lesquels il est donné effet aux dispositions de la présente convention, devront être prises, par la voie d'une inspection adéquate ou par toute autre voie, pour assurer la bonne application et le respect des règles ou dispositions relatives aux congés payés.

ARTICLE 14.

La présente convention révise la convention des congés payés des marins (révisée), 1949.

ARTICLE 15.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 16.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 17.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 18.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 19.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrément, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 20.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 21.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 17 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 22.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-deuxième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 29 octobre 1976.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce onzième jour de novembre 1976:

Le Président de la Conference

MODOLV HAREIDE

Le Directeur général
du Bureau international du Travail

FRANCIS BLANCHARD

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

CONVENZIONE N. 146

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE
sul congedo pagato annuale della gente di mare

La Conferenza generale dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e riunitasi il 13 ottobre 1976, nella sua sessantuduesima sessione;

Dopo avere deciso di adottare varie proposte relative alla revisione della Convenzione (n. 91) dei congedi pagati dei marinai (riveduta), del 1949, alla luce della Convenzione (n. 132) sui congedi pagati (riveduta), del 1970, senza per tanto limitarsi necessariamente a tale testo; problema che costituisce il secondo punto all'ordine del giorno;

Dopo avere deciso che tali proposte prenderanno la forma di una convenzione internazionale,

adotta, questo ventinovesimo giorno di ottobre millenovecentosettantasei, la seguente convenzione, che sarà denominata Convenzione sui congedi pagati annuali (gente di mare), del 1976:

ARTICOLO 1.

Nella misura in cui non siano applicate, sia mediante convenzioni collettive, sentenze arbitrali o decisioni giudiziarie, sia mediante organismi ufficiali concernenti la fissazione dei salari. sia in ogni altro modo conforme alla pratica nazionale e che appaia appropriato, tenuto conto delle condizioni proprie di ciascun paese, le disposizioni della presente Convenzione dovranno essere applicate dalla legislazione nazionale.

ARTICOLO 2.

1. La presente Convenzione si applica a tutte le persone impiegate in qualità di gente di mare.

2. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « gente di mare » indica le persone impiegate in una qualunque funzione a bordo di una imbarcazione marittima immatricolata nel territorio di uno Stato che abbia ratificato la presente Convenzione, diversa da:

a) una nave da guerra;

b) una nave adibita alla pesca o ad operazioni direttamente connesse ad essa, alla caccia alla balena o ad operazioni simili.

3. La legislazione nazionale determinerà quali navi sono ritenute imbarcazioni marittime ai fini della presente Convenzione, previa consultazione delle organizzazioni di armatori e di gente di mare interessate, ove esistano in materia.

4. Ogni Membro che ratifichi la presente Convenzione può, previa consultazione con le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori interessate, ove esistano, estendere il proprio campo di applicazione con le modifiche rese necessarie dalle condizioni proprie all'industria interessata, alle persone escluse dalla definizione di gente di mare dal comma *b*) del paragrafo 2, o ad alcune categorie di queste ultime.

5. Ogni Membro che, conformemente al paragrafo 4 del presente articolo, estenda il campo di applicazione della presente Convenzione, dovrà specificare in una dichiarazione allegata a detta ratifica le categorie previste da tale estensione e, ove occorra, le modifiche che si saranno rese necessarie.

6. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può inoltre notificare ulteriormente al Direttore generale dell'ufficio internazionale del lavoro, mediante una dichiarazione, di estendere il campo di applicazione della Convenzione ad altre categorie diverse da quelle specificate al momento della ratifica.

7. Nella misura in cui sia necessario, l'autorità competente od ogni altro organismo appropriato di ciascun paese potrà, previa consultazione delle organizzazioni di armatori e gente di mare interessate, ove esistano, adottare delle misure al fine di escludere dall'applicazione della presente Convenzione delle categorie limitate di persone impiegate a bordo di imbarcazioni marittime.

8. Ogni Membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà, nel primo rapporto sull'applicazione di quest'ultima che è tenuto a presentare in base all'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del lavoro indicare con motivi a sostegno, le categorie che siano state oggetto di una esclusione in applicazione dei paragrafi 3 e 7 del presente Articolo, nonché esporre nei rapporti successivi, lo stato della propria legislazione e della propria

pratica nei confronti delle suddette categorie, precisando in quale misura si sia dato seguito o ci si proponga di dare seguito alla presente Convenzione per quanto attiene alle categorie in questione.

ARTICOLO 3.

1. La gente di mare alla quale si applica la presente Convenzione avrà diritto ad un congedo pagato annuale di una durata minima determinata.

2. Ogni Membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà specificare la durata del congedo annuale in una dichiarazione allegata alla propria ratifica.

3. La durata del congedo non dovrà in nessun caso essere inferiore a trenta giorni civili per un anno di servizio.

4. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione potrà informare il Direttore generale dell'ufficio internazionale del Lavoro, mediante una successiva dichiarazione, che aumenta la durata del congedo specificata al momento della propria ratifica.

ARTICOLO 4.

1. La gente di mare che abbia effettuato, nel corso di un determinato anno, un periodo di servizio di una durata inferiore al periodo richiesto per avere diritto alla totalità del congedo prescritto dal precedente articolo, avrà diritto, per il detto anno ad un congedo annuale retribuito di una durata proporzionalmente ridotta.

2. Ai fini della presente Convenzione, il termine « anno » si riferisce ad un anno civile od ogni periodo della stessa durata.

ARTICOLO 5.

1. Il modo di calcolare il periodo di servizio, ai fini di determinare il diritto al congedo, verrà fissato dalla autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese.

2. Alle condizioni che verranno determinate dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese, il servizio effettuato al di fuori del controllo marittimo di impiego verrà conteggiato nel periodo di servizio.

3. In condizioni che verranno determinate dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese, le assenze dal lavoro per partecipare ad un corso convenuto di formazione professionale marittima o per motivi indipendenti dalla volontà della gente di mare interessata, quali le assenze dovute a malattia, ad incidenti o a maternità, verranno conteggiate nel periodo di servizio.

ARTICOLO 6.

Non verranno conteggiati nel congedo pagato annuale minimo prescritto dal paragrafo 3 dell'articolo 3 della presente Convenzione:

a) i giorni festivi ufficiali e consuetudinari riconosciuti come tali nel paese di bandiera, sia che siano compresi o meno nel periodo di congedo pagato annuale;

b) i periodi di incapacità lavorativa risultanti da malattia, incidenti o maternità, alle condizioni che verranno determinate dalla autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese;

c) le autorizzazioni temporanee ad assenze a terra accordate alla gente di mare durante il contratto di impiego;

d) i congedi compensativi di qualsiasi natura, alle condizioni che verranno determinate dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese.

ARTICOLO 7.

1. La gente di mare che usufruisca del congedo previsto dalla presente Convenzione deve, per tutta la durata di detto congedo, ricevere almeno la propria rimunerazione normale (ivi compreso, ove tale rimunerazione comporti delle prestazioni in natura, il contro valore in moneta di queste ultime), calcolata secondo il metodo determinato dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese.

2. Gli ammontari dovuti in base al precedente paragrafo 1 dovranno essere versati alla gente di mare prima del loro congedo, a meno che non venga disposto altrimenti dalla legislazione nazionale o da un accordo che vincoli il datore di lavoro alla detta gente di mare.

3. La gente di mare che lasci il servizio del datore di lavoro o che sia licenziata prima di avere usufruito del congedo che le spetta deve ricevere, per ogni giorno di congedo dovuto la rimunerazione prevista dal paragrafo 1 del presente articolo.

ARTICOLO 8.

1. Il frazionamento del congedo pagato annuale o del cumulo di congedi acquisiti nel corso di un anno unitamente ad un congedo successivo potrà essere autorizzato dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese.

2. Subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 1 del precedente articolo ed a meno che non venga altrimenti convenuto me-

diante un accordo che vincoli il datore di lavoro alla gente di mare interessata, il congedo pagato annuale prescritto dalla presente convenzione deve consistere in un periodo ininterrotto.

ARTICOLO 9.

In casi eccezionali l'autorità competente o l'organismo appropriato di ciascun paese possono adottare delle disposizioni per sostituire il congedo annuale dovuto in base alla presente Convenzione con un indennità pecuniaria almeno equivalente alla rimunerazione prevista dall'articolo 7.

ARTICOLO 10.

1. L'epoca in cui il congedo verrà usufruito, sarà determinata dal datore di lavoro previa consultazione, nella misura del possibile, con l'accordo individuale della gente di mare interessata o dai loro rappresentanti, a meno che questa non venga fissata mediante regolamenti, convenzioni collettive, sentenze arbitrali od ogni altro sistema conforme alla consuetudine nazionale.

2. La gente di mare non potrà essere tenuta, senza il proprio consenso, ad usufruire del congedo annuale che le spetta in un luogo diverso dal luogo di assunzione o di ingaggio, a seconda del luogo più vicino al proprio domicilio, a meno che una convenzione collettiva o la legislazione nazionale non dispongano altrimenti.

3. La gente di mare che è obbligata ad usufruire del proprio congedo annuale quando si trovi in un luogo diverso da quello autorizzato dal paragrafo 2 del presente articolo avrà diritto al trasporto gratuito sino al luogo di ingaggio o di assunzione a seconda di quale sia più vicino al domicilio; la propria sussistenza durante il viaggio e le spese in diretto rapporto con tale viaggio saranno a carico del datore di lavoro, e il periodo del viaggio non verrà dedotto dal congedo pagato annuale dovuto alla gente di mare interessata.

ARTICOLO 11.

Sarà cosiderato nullo e come non avente avuto luogo ogni accordo che verta sull'abbandono del diritto al congedo pagato annuale minimo prescritto dall'articolo 3, paragrafo 3, o, salvo nei casi eccezionali previsti dall'articolo 9 della presente Convenzione, sulla rinuncia a detto congedo.

ARTICOLO 12.

La gente di mare in congedo annuale non sarà richiamata che in casi di estrema urgenza e dopo aver ricevuto un preavviso ragionevole.

ARTICOLO 13.

Dovranno essere adottate delle misure efficaci, adattate ai mezzi con i quali viene data efficacia alle disposizioni della presente Convenzione, mediante un'adeguata ispezione od ogni altro sistema, per assicurare la buona applicazione e il rispetto delle norme o disposizioni relative ai congedi pagati.

ARTICOLO 14.

La presente Convenzione sostituisce la Convenzione dei congedi pagati dei marinai (riveduta), del 1949.

ARTICOLO 15.

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrate.

ARTICOLO 16.

1. La presente Convenzione vincolerà unicamente i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. In seguito, la presente Convenzione entrerà in vigore per ogni Membro dodici mesi dopo la data in cui ne sarà stata registrata la ratifica.

ARTICOLO 17.

1. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può denunciarla allo spirare di un periodo di dieci anni dopo la data di entrata in vigore iniziale della Convenzione mediante un atto comunicato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrato. La denuncia avrà effetto un anno dopo tale registrazione.

2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione che entro un termine di un anno dallo spirare del periodo di dieci anni di cui al paragrafo precedente, non faccia uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni ed, in seguito, potrà denunciare la presente Convenzione allo spirare di ogni periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 18.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri della Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli saranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 19.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, delle informazioni complete riguardo a tutte le ratifiche e a tutti gli atti di denuncia che avrà registrati conformemente agli articoli precedenti.

ARTICOLO 20.

Ogni volta che lo riterrà necessario, il Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale, un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà se sia il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza il problema della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 21.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova Convenzione comportante una revisione totale o parziale della presente Convenzione a meno che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica della nuova convenzione comportante una revisione, da parte di un Membro comporterebbe a pieno diritto, nonostante il precedente articolo 17 la denuncia immediata della presente Convenzione, con la riserva che la nuova convenzione comportante revisione, sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione comportante revisione, la presente Convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente Convenzione resterebbe in ogni caso in vigore nella sua forma e contenuto per i Membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la convenzione riveduta.

ARTICOLO 22.

Le versioni francese e inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione deliberatamente adottata dalla Conferenza generale della Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua sessantaduesima sessione che si è tenuta a Ginevra e che è stata dichiarata chiusa il 29 ottobre 1976.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, in questo undicesimo giorno di novembre 1976.

Il Presidente della Conferenza
MODOLV HAREIDE

Il Direttore generale
dell'Ufficio internazionale del Lavoro
FRANCIS BLANCHARD

CONVENTION
concernant les normes minima a observer sur les navires marchands

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 13 octobre 1976, en sa soixante-deuxième session;

Rappelant les dispositions de la recommandation sur l'engagement des gens de mer (navires étrangers), 1958, et de la recommandation sur les conditions de vie, de travail et de sécurité des gens de mer, 1958;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux navires où prévalent des conditions inférieures aux normes, en particulier ceux immatriculés sous des pavillons de complaisance, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-neuvième jour d'octobre mil neuf cent soixant-seize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la marine marchande (normes minima), 1976:

ARTICLE 1.

1. Sous réserve des dispositions contraires figurant dans le présent article, la présente convention s'applique à tout navire de mer, de propriété publique ou privée, affecté, pour des fins commerciales, au transport de marchandises ou de passagers ou utilisé à d'autres fins commerciales.

2. La législation nationale déterminera quand un navire sera réputé navire de mer aux fins de la présente convention.

3. La présente convention s'applique aux remorqueurs de mer.

4. La présente convention ne s'applique pas:

a) aux navires dont la voile est le principal moyen de propulsion, qu'ils soient ou non équipés d'une machine auxiliaire;

b) aux navires affectés à la pêche, à la chasse à la baleine ou à des opérations similaires;

c) aux navires de faible tonnage ni aux navires tels que les plates-formes de forage et d'exploitation quand ils ne sont pas utilisés pour la navigation; la décision relative aux navires qui sont visés par la présente disposition sera prise par l'autorité compétente de chaque pays, en consultation avec les organisations les plus representatives des armateurs et des gens de mer.

5. Aucune disposition de la présente convention ne devra être considérée comme étendant le champ d'application des conventions énumérées dans l'annexe à la présente convention ou d'aucune des dispositions de celles-ci.

ARTICLE 2.

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage:

a) à édicter une législation à l'égard des navires immatriculés sur son territoire en ce qui concerne:

i) les normes de sécurité, y compris celles ayant trait à la compétence de l'équipage, à la durée du travail et à son effectif, afin d'assurer la sauvegarde de la vie humaine à bord des navires;

ii) un régime approprié de sécurité sociale;

iii) les conditions d'emploi à bord et les arrangements relatifs à la vie à bord, dans la mesure où, à son avis, ils ne sont pas couverts par des conventions collectives ou déterminés par des tribunaux compétents d'une façon qui lie de la même manière les armateurs et les gens de mer intéressés;

et a vérifier que les dispositions d'une telle législation équivalent, dans l'ensemble, aux conventions ou aux articles de conventions auxquels il est fait référence dans l'annexe à la présente convention, pour autant que le Membre ne soit pas autrement tenu de donner effet aux conventions en question;

b) à exercer effectivement sa juridiction ou son contrôle sur les navires immatriculés sur son territoire en ce qui concerne:

i) les normes de sécurité, y compris celles ayant trait à la compétence de l'équipage, à la durée du travail et à son effectif, prescrites par la législation nationale;

ii) la mise en œuvre du régime de securité sociale prescrit par la législation nationale;

iii) les conditions d'emploi à bord et les arrangements relatifs à la vie à bord prescrits par la législation nationale ou determinés par des tribunaux compétents d'une façon qui lie de la même manière les armateurs et les gens de mer intéressés;

c) à vérifier que des mesures assurant un contrôle efficace des conditions d'emploi à bord et des autres arrangements relatifs à la vie à bord sont, lorsque le Membre n'exerce pas de juridiction effective, convenus entre les armateurs ou leurs organisations et des

organisations de gens de mer constitués conformément aux dispositions fondamentales de la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949;

d) à faire en sorte

i) qu'il existe des procédures adéquates, soumises à la supervision générale de l'autorité compétente et faisant suite, le cas échéant, à des consultations tripartites entre cette autorité et les organisations représentatives d'armateurs et de gens de mer, concernant le recrutement des gens de mer sur des navires immatriculés sur son territoire et concernant l'examen des plaintes déposées à ce sujet;

ii) qu'il existe des procédures adéquates, soumises à la supervision générale de l'autorité compétente faisant suite, le cas échéant, à des consultations tripartites entre cette autorité et les organisations représentatives d'armateurs et de gens de mer concernant l'examen de toute plainte relative à l'engagement et formulée si possible au moment de l'engagement, sur son territoire, de gens de mer de sa propre nationalité sur des navires immatriculés dans un pays étranger et à s'assurer que de telles plaintes, ainsi que toute plainte relative à l'engagement et formulée si possible au moment de l'engagement, sur son territoire, de gens de mer étrangers sur des navires immatriculés dans un pays étranger, soient transmises promptement par l'autorité compétente à l'autorité compétente du pays dans lequel le navire est immatriculé, avec copie au Directeur général du Bureau international du Travail;

e) à faire en sorte que les gens de mer engagés sur des navires immatriculés sur son territoire soient convenablement qualifiés ou formés aux fonctions pour lesquelles ils sont recrutés, compte tenu de la recommandation sur la formation professionnelle des gens de mer, 1970;

f) à vérifier par des inspections ou par d'autres moyens appropriés que les navires immatriculés sur son territoire sont conformes aux conventions internationales du travail applicables en vigueur qu'il a ratifiées, à la législation requise par l'alinéa *a*) du présent article et, dans la mesure où, compte tenu de la législation nationale, on le considère approprié, aux conventions collectives;

g) à faire une enquête officielle sur tous les accidents maritimes graves impliquant des navires immatriculés sur son territoire, notamment lorsqu'il y a eu blessure ou perte de vie humaine, le rapport final de cette enquête devant normalement être rendu public.

ARTICLE 3.

Tout Membre qui a ratifié la présente convention informera dans la mesure du possible, ses ressortissants des problèmes qui peuvent résulter d'un engagement sur un navire immatriculé dans

un Etat qui n'a pas ratifié ladite convention, jusqu'à ce qu'il ait acquis la conviction que des normes équivalentes à celles fixées par cette convention sont appliquées. Les mesures prises à cet effet par l'Etat qui ratifie la présente convention ne devront pas être en contradiction avec le principe de libre circulation des travailleurs stipulé par les traités auxquels ces deux Etats peuvent être parties.

ARTICLE 4.

1. Si un Membre qui a ratifié la présente convention et dans le port duquel un navire fait escale dans le cours normal de son activité ou pour une raison inhérente à son exploitation, reçoit une plainte ou acquiert la preuve que ce navire n'est pas conforme aux normes figurant dans la présente convention, après que celle-ci sera entrée en vigueur, il peut adresser un rapport au gouvernement du pays dans lequel est immatriculé le navire, avec copie au Directeur général du Bureau international du Travail et prendre les mesures nécessaires pour redresser toute situation à bord qui constitue clairement un danger pour la sécurité ou la santé.

2. En prenant de telles mesures, le Membre devra informer immédiatement le plus proche représentant maritime, consulaire ou diplomatique de l'Etat du pavillon et demander à ce représentant d'être présent si possible. Il ne devra pas retenir ou retarder indûment le navire.

3. Aux fins du présent article, on entend par « plainte » toute information soumise par un membre de l'équipage, un organisme professionnel, une association, un syndicat ou, de manière général, toute personne ayant un intérêt à la sécurité du navire, y compris sous l'aspect des risques relatifs à la sécurité ou à la santé de son équipage.

ARTICLE 5.

1. La présente convention est ouverte à la ratification des Membres qui sont parties aux instruments internationaux énumérés ci-après ou, en ce qui concerne ceux visés à l'alinéa *c*), en ont mis en application les dispositions:

a) la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1960, ou la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974, ou toute convention révisant ces deux conventions;

b) la convention internationale sur les lignes de charge, 1966, ou toute convention la révisant;

c) les règles internationales pour prevenir les abordages en mer de 1960, ou la convention sur les règles internationales pour prévenir les abordages en mer, 1972, ou toute convention révisant ces instruments internationaux.

2. La présente convention est en outre ouverte à la ratification de tout Membre qui s'engage, lors de ladite ratification, à satisfaire aux conditions auxquelles le paragraphe précédent subordonne la ratification et qu'il ne remplit pas encore.

3. Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 6.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après la date à laquelle les ratifications d'au moins dix Membres ayant ensemble un tonnage brut de 25 pour cent de la flotte marchande mondiale auront été enregistrées.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 7.

1. Toute Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrée. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Toute Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 8.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail, notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. Quand les conditions énoncées à l'article 6, paragraphe 2, ci-dessus, auront été remplies, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 9.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrée conformément aux articles précédents.

ARTICLE 10.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 11.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 7 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 12.

Les versions française et englaise du texte de la présente convention font également foi.

ANNEXE.

(n. 58) sul l'âge minimum (travail maritime), (revisee), 1936, ou
Convention (n. 138) sur l'âge minimum, 1973, ou convention
convention (n. 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920;

Convention (n. 55) sur les obbligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936, ou convention (n. 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936, ou convention (n. 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969;

Convention (n. 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946;

Convention (n. 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970 (articles 4 et 7);

Convention (n. 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949;

Convention (n. 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946 (article 5);

Convention (n. 53) sul les brevets de capacité des officiers, 1936 (articles 3 et 4) (1);

Convention (n. 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926;

Convention (n. 23) sur le rapatriement des marins, 1926;

Convention (n. 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948;

Convention (n. 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-deuxième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 29 octobre 1976.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce onzième jour de novembre 1976:

Le Président de la Conférence

MODOLV HAREIDE

Le Directeur général
du Bureau international du Travail

FRANCIS BLANCHARD

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

---

(1) Au cas où le strict respect des normes pertinentes de la convention sur les brevets de capacité des officiers, 1936, poserait des problèmes susceptibles de porter préjudice aux systèmes et aux procédures établis par un Etat pour l'octroi des brevets de capacité, le principe d'équivalence d'ensemble s'appliquera afin qu'il n'y ait pas conflit avec les arrangements pris par cet Etat dans ce domaine.

CONVENZIONE N. 147

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE

sulle norme minime da osservare sulle navi mercantili

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e riunitasi il 13 ottobre 1976 nella sua sessantaduesima sessione;

Ricordando le disposizioni della raccomandazione sull'impiego della gente di mare (navi straniere) del 1958, e quella della raccomandazione sulle condizioni di vita, di lavoro e di sicurezza della gente di mare, del 1958;

Dopo aver deciso di adottare diverse proposte relative alle navi ove prevalgono condizioni inferiori alle norme, in particolare quelle immatricolate sotto bandiere ombra, problema che costituisce il quinto punto dell'ordine del giorno della sessione;

Dopo aver deciso che tali proposte avrebbero assunto la forma di una convenzione internazionale,

adotta in questo ventinovesimo giorno di ottobre millenovecentosettantasei, la seguente convenzione, che sarà denominata Convenzione sulla marina mercantile (norme minime), del 1976:

ARTICOLO 1.

1. Fatte salve le disposizioni contrarie figuranti nel presente articolo, la presente convenzione si applica ad ogni imbarcazione marittima di proprietà pubblica o privata, adibita, per fini commerciali, al trasporto di merci o passeggeri od utilizzata ad altri fini commerciali.

2. La legislazione nazionale determinerà quando una nave sarà ritenuta imbarcazione marittima ai fini della presente convenzione.

3. La presente convenzione si applica ai rimorchiatori marittimi.

4. La presente convenzione non si applica:

a) alle navi di cui la vela costituisce il principale mezzo di propulsione, che siano o meno munite di un motore ausiliario:

b) alle navi adibite alla pesca, alla caccia alla balena o ad operazioni simili;

c) alle navi di piccolo tonnellaggio né alle navi quali le piattaforme di sondaggio e di sfruttamento quando non siano utilizzate per la navigazione; la decisione relativa alle navi che sono previste dalla presente disposizione sarà presa dall'autorità competente di ciascun paese in consultazione con le organizzazioni più rappresentative degli armatori e della gente di mare.

5. Nessuna disposizione della presente convenzione dovrà essere considerata come suscettibile di estendere il campo di applicazione delle convenzioni elencate nell'allegato della presente convenzione o di alcune delle disposizioni in esse contenute.

ARTICOLO 2.

Ogni membro che ratifichi la presente convenzione si impegna:

a) ad emanare una legislazione relativa alle navi immatricolate sul proprio territorio per quanto attiene:

i) alle norme di sicurezza comprese quelle relative alla competenza dell'equipaggio, alla durata del lavoro ed al suo effettivo al fine di assicurare la salvaguardia della vita umana a bordo delle navi;

ii) ad un regime adeguato di sicurezza sociale;

iii) alle condizioni d'impiego a bordo ed agli accordi relativi alla vita di bordo, nella misura in cui, a suo avviso, non siano coperte da convenzioni collettive o stabilite da tribunali competenti in un modo che vincoli nello stesso modo gli armatori e la gente di mare interessata ed a verificare che le disposizioni di una tale legislazione equivalgono, nell'insieme, alle convenzioni o agli articoli di convenzioni ai quali si fa riferimento nell'allegato della presente convenzione, nella misura in cui il membro non sia altrimenti tenuto a dare effetto alle convenzioni in questione;

b) ad esercitare effettivamente la propria giurisdizione o il proprio controllo sulle navi immatricolate sul proprio territorio per quanto attiene:

i) alle norme di sicurezza, ivi comprese quelle relative alla competenza dell'equipaggio, alla durata del lavoro e al suo effettivo, prescritte dalla legislazione nazionale;

ii) alla attuazione del regime di sicurezza sociale prescritto dalla legislazione nazionale;

iii) alle condizioni di impiego a bordo ed agli accordi relativi alla vita di bordo prescritti dalla legislazione nazionale o determinati da tribunali competenti in modo da vincolare nello stesso modo gli armatori e la gente di mare interessati.

c) a verificare che delle misure assicuranti un controllo efficace delle altre condizioni d'impiego a bordo e di altri accordi relativi alla vita di bordo siano, quando un membro non eserciti giurisdizione effettiva, concordati tra gli armatori o le loro organizzazioni ed organizzazioni di gente di mare costituite conformemente alle disposizioni fondamentali della convenzione sulla libertà sindacale e la protezione del diritto sindacale del 1948, e della convenzione sul diritto di organizzazione e di negoziazione collettiva del 1949.

d) a fare in modo:

i) che esistano delle procedure adeguate, sottoposte alla supervisione generale dell'autorità competente e facenti seguito, ove occorra, a consultazioni tripartite tra tale autorità e le organizzazioni rappresentative di armatori e di gente di mare, riguardanti il reclutamento di gente di mare su navi immatricolate sul proprio territorio e riguardanti l'esame dei reclami depositati in merito;

ii) che esistano delle procedure adeguate, sottoposte alla supervisione generale dell'autorità competente facenti seguito, ove occorra, a consultazioni tripartite tra tale autorità e le organizzazioni rappresentative di armatori e di gente di mare riguardanti l'esame di ogni reclamo relativo all'ingaggio e formulato se possibile al momento dell'ingaggio stesso, sul proprio territorio, di gente di mare della propria nazionalità su navi immatricolate in un paese straniero e ad assicurarsi che tali reclami, come ogni reclamo relativo all'ingaggio e formulato se possibile al momento dell'ingaggio stesso, sul proprio territorio, di gente di mare straniera su navi immatricolate in un paese straniero, siano prontamente trasmesse dall'autorità competente, all'autorità competente del paese nel quale è immatricolata la nave, unitamente ad una copia al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro;

e) a fare in modo che la gente di mare impegnata in navi immatricolate sul proprio territorio sia convenientemente qualificata o addestrate alle funzioni per le quali è reclutata, tenuto conto della raccomandazione sulla formazione professionale della gente di mare del 1970;

f) a verificare mediante ispezione od altri mezzi adeguati che le navi immatricolate sul proprio territorio siano conformi alle convenzioni internazionali del lavoro applicabili in vigore che esso abbia ratificate, alla legislazione richiesta dal comma *a*) del presente articolo e, nella misura in cui, tenuto conto della legislazione nazionale, lo si considera appropriato, alle convenzioni collettive;

g) ad effettuare una inchiesta ufficiale su tutti gli incidenti marittimi gravi riguardanti delle navi immatricolate sul proprio territorio, in particolare quando vi siano feriti o perdite di vite umane, il rapporto finale di tale inchiesta dovendo normalmente essere reso pubblico.

ARTICOLO 3.

Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione informerà, nella misura del possibile, i propri cittadini dei problemi che possono risultare da un ingaggio su di una nave immatricolata in uno stato che non abbia ratificato la detta convenzione, sino a quando non abbia acquisito la convinzione che vengono applicate delle norme equivalenti a quelle fissate dalla presente convenzione. Le misure adottate a tale effetto dallo Stato che ratifica la presente convenzione non dovranno essere in contraddizione con il principio della libera circolazione dei lavoratori stipulato dai trattati dei quali questi due Stati possono essere parti.

ARTICOLO 4.

1. Se un Membro che abbia ratificato la presente Convenzione e nel cui porto la nave faccia scalo nel normale corso della propria attività o per un motivo inerente a ragioni operative riceve un reclamo o acquisisce la prova che tale nave non è conforme alle norme figuranti nella presente Convenzione dopo che questa sarà entrata in vigore, può indirizzare un rapporto al governo del paese nel quale la nave è immatricolata, unitamente ad una copia inviata al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e adottare le misure necessarie per normalizzare ogni situazione che si sia creata a bordo e che costituisce un evidente pericolo per la sicurezza o la salute.

2. Nell'adottare tali misure, il Membro dovrà informare immediatamente il più vicino rappresentante marittimo, consolare o diplomatico dello Stato di bandiera e chiedere a tale rappresentante di essere presente se possibile, inoltre non dovrà indebitamente trattenere o imporre ritardi alla nave.

3. Ai fini del presente articolo, per « reclamo » si intende ogni informazione sottoposta da un membro dell'equipaggio, da un ente professionale, da una associazione, da un sindacato, o generalmente, da ogni persona che abbia interesse alla sicurezza della nave, anche sotto l'aspetto dei rischi relativi alla sicurezza o alla salute del suo equipaggio.

ARTICOLO 5.

1. La presente Convenzione è aperta alla ratifica dei Membri che sono parti degli strumenti internazionali qui sotto elencati o, per quanto attiene a quelli previsti dal comma *c)* ne hanno applicato le disposizioni:

a) la convenzione internazionale per la salvaguardia delle vite umane in mare del 1960 o del 1974, od ogni convenzione di revisione di queste due convenzioni;

b) la convenzione internazionale sulla linea di carico del 1966 ed ogni convenzione comportante la revisione della stessa;

c) le norme internazionali per prevenire gli abbordaggi in mare del 1960, o la convenzione sulle norme internazionali per prevenire gli abbordaggi in mare del 1972, od ogni convenzione che comporti la revisione di tali strumenti internazionali.

2. La presente convenzione è inoltre aperta alla ratifica di ogni Membro che si impegni, al momento della detta ratifica a soddisfare le condizioni alle quali il paragrafo precedente subordina la ratifica e che non abbia ancora adempito.

3. Le ratifiche formali della presente convenzione saranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrate.

ARTICOLO 6.

1. La presente convenzione vincolerà unicamente i Membri della Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sarà stata registrata dal Direttore generale.

2. La convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo la data in cui le ratifiche di almeno dieci Membri aventi insieme un tonnellaggio lordo del 25 per cento della flotta mercantile mondiale saranno state registrate.

3. In seguito, la presente Convenzione entrerà in vigore per ciascun Membro dodici mesi dopo la data in cui la sua ratifica sarà registrata.

ARTICOLO 7.

1. Ogni Membro che abbia ratificato la presente convenzione può denunciarla allo spirare di un periodo di dieci anni dopo la data di entrata in vigore iniziale della convenzione, mediante un atto comunicato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrato. La denuncia avrà efficacia un anno dopo la registrazione.

2. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione che, entro un termine di un anno dopo lo spirare del periodo di dieci anni di cui al paragrafo precedente, non farà uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni ed, in seguito, potrà denunciare la presente convenzione allo spirare di ogni periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 8.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del

Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli verranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Quando saranno state soddisfatte le condizioni enunciate al precedente paragrafo 2 dell'articolo 6, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data in cui la presente convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 9.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, delle informazioni complete relativamente a tutte le ratifiche e a tutti gli atti di denuncia che avrà registrato conformemente agli articoli precedenti.

ARTICOLO 10.

Ogni qualvolta che lo riterrà necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente convenzione e studierà se sarà il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 11.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova convenzione comportante una revisione totale o parziale della presente convenzione, ed a meno che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un Membro della nuova Convenzione comportante una revisione, implicherebbe a pieno diritto nonostante il precedente articolo 7, la denuncia immediata della presente convenzione, subordinatamente al fatto che la nuova convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data dell'entrata in vigore della nuova Convenzione di revisione, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente convenzione resterebbe in vigore in ogni caso nella sua forma e contenuto per i Membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la convenzione di revisione.

ARTICOLO 12.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

ALLEGATO.

Convenzione (n. 138) sull'età minima del 1973, o Convenzione (n. 58) sulla età minima (lavoro marittimo), (riveduta), del 1936, o Convenzione (n. 7) sull'età minima (lavoro marittimo) del 1920;

Convenzione (n. 55) sugli obblighi dell'armatore in caso di malattia o di incidente di gente di mare, del 1936, o Convenzione (n. 56) sull'assicurazione-malattie della gente di mare del 1936, o Convenzione (n. 130) circa le cure mediche e le indennità di malattie del 1969;

Convenzione (n. 73) sull'esame medico della gente di mare del 1946;

Convenzione (n. 134) sulla prevenzione degli incidenti (gente di mare) del 1970 (articoli 4 e 7);

Convenzione (n. 92) sull'alloggio degli equipaggi (riveduta) del 1949;

Convenzione (n. 68) sull'alimentazione e il servizio di tavola (equipaggi delle navi) del 1946 (articolo 5);

Convenzione (n. 53) sui brevetti di capacità degli ufficiali del 1936 (articoli 3 e 4) (1);

Convenzione (n. 22) sul contratto d'ingaggio dei marinai del 1926;

Convenzione (n. 23) sul rimpatrio dei marinai del 1926;

Convenzione (n. 87) sulla libertà sindacale e la protezione dei diritti sindacali del 1948;

Convenzione (n. 98) sul diritto di organizzazione e di negoziazione collettiva del 1949.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua sessantaduesima sessione che si è tenuta a Ginevra e che è stata dichiarata chiusa il 29 ottobre 1976:

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, in questo undicesimo giorno di novembre 1976

Il Presidente della Conferenza
MODOLV HAREIDE

Il Direttore generale
dell'ufficio internazionale del lavoro
FRANCIS BLANCHARD

(1) Nel caso in cui lo stretto rispetto delle norme pertinenti della Convenzione sui brevetti di capacità degli ufficiali, del 1936, ponesse dei problemi suscettibili di recar pregiudizio ai sistemi ed alle procedure stabilite da uno Stato per il rilascio dei brevetti di capacità, il principio di equivalenza sostanziale si applicherà affinché non sia in conflitto con gli accordi assunti dallo Stato in tale campo.

ERNESTO LUPO, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(2651067/13) Roma, 1981 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.